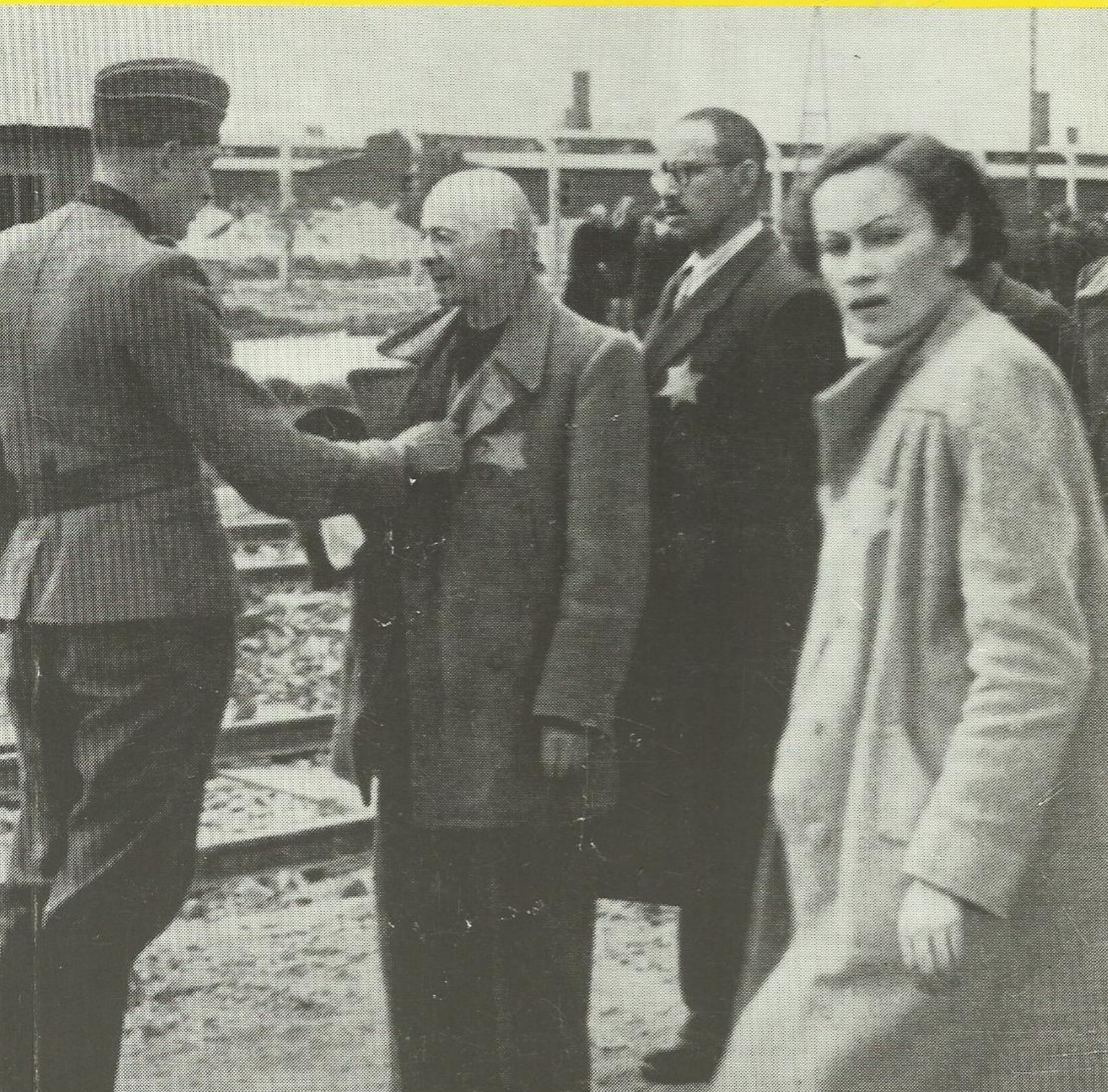


LA CONTROVERSE SUR L'EXTERMINATION DES JUIFS PAR LES ALLEMANDS

**Tome II
RÉALITÉS DE LA "SOLUTION FINALE"**



SHOUT
SHARE **IT**





Victimes allemands lors d'un bombardement à Hambourg en septembre '43.

JEAN-MARIE BOISDEFEU

**LA CONTROVERSE SUR L'EXTERMINATION
DES JUIFS PAR LES ALLEMANDS**

**Tome 2 :
RÉALITÉS DE LA "SOLUTION FINALE**

Notes de lecture de Jean-Marie Boisdefeu
2e édition, 1996, Vrij Historisch Onderzoek a.s.b.l.
Anvers, Belgique

AAARGH

AVANT-PROPOS

Nous avons vu dans le premier tome, intitulé *L'examen des preuves*, que la thèse selon laquelle les Allemands auraient construit et utilisé des chambres à gaz (notamment à Auschwitz) pour y exterminer en masse une partie des Juifs qu'ils avaient déportés, ne résiste pas à la critique.

Toutefois, ceci ne signifie pas que les Allemands n'aient pas eu l'intention d'exterminer les Juifs et qu'ils n'en aient pas effectivement exterminé 5 millions ailleurs qu'à Auschwitz et par d'autres moyens (le chiffre de 6 millions est devenu un chiffre symbolique abandonné par les historiens). Nous allons, dans ce tome 2, examiner ces deux points.

Auparavant, je voudrais rappeler que :

- je ne suis pas historien de formation ou de profession, mais un simple particulier;
- ce travail est – pour l'essentiel – un travail de compilation critique, d'une part, des ouvrages publiés par les historiens et les chercheurs de tous bords et, d'autre part, de la législation, puisque, depuis peu, l'histoire est à nouveau écrite par l'Etat.

Jean-Marie Boisdefeu, mars 1996

TABLE DES MATIERES

I. HITLER : SON PORTRAIT, SES IDEES, SON ANTISEMITISME	9
II. LA POLITIQUE ANTISEMITE ALLEMANDE AVANT 1939	20
III. LA DECLARATION DE GUERRE DE 1939 ET SES CONSEQUENCES	34
IV. LA POLITIQUE ANTISEMITE ALLEMANDE APRES 1939	43
V. LES GRANDES DEPORTATIONS DE 1942	54
A. LE RAPPORT KORHERR	55
B. AUSCHWITZ, TERME DU VOYAGE ?	65
C. PREUVES DE LA REIMPLANTATION A L'EST [71]	
VI. LA DESTRUCTION DES COMMUNAUTES JUIVES D'EUROPE	99
(Pologne notamment)	
VII. AUSCHWITZ : HAUT-LIEU DE L'EXTERMINATION ?	120
VIII. ESTIMATION DES PERTES JUIVES	127

ANNEXES

1. Les mythes du Peuple Elu et de sa dispersion	142
2. Récupération de l'histoire de la persécution des Juifs	159
(dans sa réalité et ses mythes) par Israël	
3. Sort immédiat des Juifs réimplantés à l'Est	169
4. Les <i>Einsatzgruppen</i>	173
5. Treblinka	177
6. Le garçon du Ghetto de Varsovie, symbole de l'Holocauste	184
7. Les détenus d'Auschwitz étaient-ils brutalisés ?	187
8. Estimation du nombre de morts à Auschwitz	193
9. Notes sur la déportation des Juifs de Belgique	207
10. Le sort des notables juifs sous la domination allemande	232
11. Le principe du libre examen	235

Principaux ouvrages consultés	238
-------------------------------	-----

Index	245
-------	-----

I.

HITLER : SON PORTRAIT, SES IDEES, SON ANTISEMITISME

Ainsi que nous l'avons vu dans le tome 1, croire que les Allemands ont exterminé les Juifs dans des chambres à gaz ne peut être que le fait soit d'un esprit religieux, c'est-à-dire d'une personne affirmant sa conviction par la négation des lois de la physique et de la chimie, soit d'une personne mal informée, n'ayant jamais eu l'envie ou l'occasion de se documenter sérieusement sur la question et faisant aveuglément confiance aux historiens. Et comme ces derniers n'ont pas la possibilité d'exposer une autre thèse que la thèse sioniste sous peine de perdre leur gagne-pain voire même, depuis peu, de connaître la prison, il apparaîtra à tous que cette confiance est mal placée.¹ Toutefois, comme l'a démontré le génocide rwandais (plus de 500.000 morts en quelques semaines, dit-on), les Allemands auraient pu exterminer trois ou quatre fois plus de Juifs sur la durée de la guerre et cela, sans chambres à gaz. Le génocide des Arméniens de 1915 nous avait déjà appris tout cela. C'est donc une erreur d'associer les concepts de chambres à gaz et de [10] génocide des Juifs. On peut affirmer, sans tomber sous le coup de la loi antirévisionniste belge (qui n'impose que la croyance au génocide des Juifs et pas la croyance aux chambres à gaz) et sans se ridiculiser davantage que les chambres à gaz d'Auschwitz et d'ailleurs sont un mythe.

Nous allons dans ce deuxième tome nous interroger non pas sur la vraisemblance de la thèse du génocide par un autre moyen que l'emploi de chambres à gaz (puisque la loi nous interdit de douter du génocide) mais sur les différentes façons dont ce génocide aurait pu se perpétrer (dans sa bonté et dans un reste de sagesse, le législateur n'a pas voulu imposer telle ou telle version du génocide). Il y a en effet deux thèses génocidaires en présence :

– la thèse dite intentionnaliste : c'est Hitler qui aurait pris lui-même, au moment favorable, la décision de l'extermination des Juifs, extermination depuis longtemps préméditée. Certes, plus aucun historien ne croit plus aujourd'hui qu'Hitler ait donné un ordre écrit et circonstancié du massacre mais il aurait pour le moins donné son consentement ne fût-ce que "d'un signe de tête", comme le dit Hilberg.

– la thèse dite fonctionnaliste : le génocide aurait été "l'aboutissement imprévu et improvisé de la radicalisation qui affecta un régime structurellement immaîtrisable".² Plus précisément, "La 'Solution finale' était le résultat d'une suite d'initiatives locales,

¹ La législation antirévisionniste adoptée par divers pays dont la Belgique est non seulement grotesque mais tout simplement contraire au droit car, comme l'a confirmé la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans un arrêt du 26/4/1979, la liberté d'expression "vaut non seulement pour les informations ou idées accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui peuvent choquer ou inquiéter l'Etat ou une faction quelconque de la population." Il est effectivement vain et même du plus haut comique de parler de droit à la liberté d'expression dès lors qu'il se limiterait à l'expression d'opinions admises par tous.

² P. Burrin commentant dans *Le Monde* du 15/12/87 le colloque international sur le nazisme de décembre '87 à la Sorbonne.

prises dans le but de résoudre des problèmes ponctuels (la situation chaotique dans les ghettos). Elle ne se développa que graduellement en une vaste action."¹ En d'autres termes, confrontés à des situations incontrôlables d'ordre sécuritaire (lutte contre la guérilla), démographique, alimentaire et sanitaire (typhus), des responsables locaux auraient, à l'insu de Berlin, eu recours à des solutions radicales et barbares ; ils auraient, à l'occasion et comme poussés par l'urgence et la nécessité, liquidé des populations entières d'ennemis potentiels ou effectifs, de bouches inutiles et de typhiques agonisants puis ils auraient, peu à peu et toujours de leur propre initiative, recouru systématiquement à ces méthodes qu'on croyait d'un autre âge.

Pour notre part, nous avons trouvé trop d'éléments en défaveur de la thèse intentionnaliste pour l'adopter ; nous nous sommes donc ralliés à la thèse fonctionnaliste : il y a d'ailleurs eu dans l'Est européen tellement d'affreux massacres de Juifs qu'elle n'est pas a priori impensable. Toutefois, quelle que soit la thèse qu'on retienne, il reste qu'Hitler y joua un rôle de premier plan : il donna l'ordre du génocide et s'il ne le donna pas et même s'il ignora tout de ce génocide, il fut l'artisan de la persécution et fut (co-) responsable d'une guerre qui allait muter cette persécution en drame affreux. Il est donc indispensable de commencer par dire un mot du personnage.

Hilberg a dit récemment (*Le Soir*, 4/3/'94) qu'Hitler était "fils de son temps". Sans doute mais cela reste un peu court. Essayons tout d'abord de savoir qui était l'homme, quelles étaient ses idées ou du moins celles auxquelles il souscrivit et qu'il illustra et enfin, quel était l'état de l'Allemagne avant son arrivée au pouvoir (notamment à la lecture de John Toland, *Hitler*, Laffont, 1983).

Nationaliste romantique, chimérique et chauvin, raciste et, qui plus est, exaltant sa prétendue différence jusqu'au délire, Hitler croyait, comme tant d'autres "grands hommes", avoir été investi d'une mission quasi divine², celle de relever l'Allemagne, victime d'une crise morale, politique (il y fut pour quelque chose), économique et sociale très grave. Il prétendait en outre lui assurer la préséance en Europe continentale, les "races supérieures" (Aryens et apparentés) dominant les supposées "races inférieures" (surtout slaves).³

Pour mener à bien sa mission, il adopta quelques principes de conduite dont il ne se départit jamais.

Il adopta les idées de Machiavel et même exalta le recours à la violence ; il fut, en outre, un sournois et même un franc menteur (à l'entendre, chacune de ses exigences était la dernière).

¹ Martin Broszat, cité avec d'autres historiens aussi estimés que Hans Mommsen et Uwe Dietrich Adam par Saul Friedländer en mai '84 au congrès de Stuttgart.

² Était-il croyant ? Il affirma souvent un attachement indéfectible au catholicisme, tout en en critiquant et en combattant, à l'occasion, les structures et la hiérarchie.

³ J'ai lu, par exemple, qu'un "*Generalsiedlungsplan*" de 1942 prévoyait le déplacement en Sibérie, sur une période de 30 ans, de 31 millions de personnes "*racialement indésirables*" et l'établissement de 10 millions d'Allemands et d'apparentés sur les terres s'étendant de la Pologne au bassin du Dniepr.

[12] Montrant un grand dégoût pour la démocratie, il adopta le "*Führerprinzip*", principe qu'il fit partager par tout un peuple à un degré qui stupéfie encore aujourd'hui en Occident : ne réussit-il pas à se faire aduler et même idolâtrer, à se faire identifier au pays et au peuple même ?

Stratège politique sans vergogne, il soufflait le chaud et le froid et désarçonnait ainsi ses adversaires. Deux des bases de sa stratégie (politique et militaire) étaient le bluff et la surprise : sortant souvent des sentiers battus (peut-être est-ce là tout simplement la marque du "génie" ?), il avait raison des gens rationnels et conventionnels qu'on trouve généralement à la tête des sociétés démocratiques.

Opportuniste et sachant mettre en veilleuse des idées que, la veille encore, il prétendait essentielles : ainsi, son programme antisémite connut-il des hauts et des bas étonnants, qui pouvaient donner à penser qu'il avait considérablement infléchi ses positions (peut-être était-ce vrai, d'ailleurs, et ce seraient des provocations sionistes qui l'auraient entraîné à revenir à son idée première ?).

Enfin, Hitler possédait ou acquit à un degré quasi surhumain (à la lecture de Schopenhauer, peut-être) une volonté farouche, une ténacité inébranlable, une obstination qui, semble-t-il, s'accroissait avec les revers et lui donna un air de forcené.

Il avait, bien entendu, des caractéristiques propres antérieures à la révélation de sa mission :

Il était d'une grande culture ; c'était un autodidacte boulimique et touche-à-tout : économie, urbanisme, écologie (il fut un précurseur en matière de lutte contre la pollution industrielle), transport (les autoroutes et la "Coccinelle" VW qu'il esquissa personnellement), etc. Il avait toutefois, comme beaucoup d'autodidactes, des trous énormes et commit des erreurs incroyables, dues aussi, sans doute, à sa prétention de tout savoir et mieux que tout le monde. On ne peut pas non plus nier, quoi qu'on pense du judaïsme, que son antisémitisme délirant et criminel était à base d'ignorance et de préjugés ridicules.

Orateur né et prodigieux (encore qu'il travaillât beaucoup ce talent), capable d'enthousiasmer des auditoires composés d'éléments aux intérêts contradictoires et de retourner ses contradicteurs (certains entraient communistes dans la salle de ses meetings et en sortaient nazis) ; en privé aussi, il pouvait être séducteur et convaincre la plupart [13] de ses interlocuteurs, quitte, s'il le fallait, à recourir à la violence verbale (certains hommes d'Etat, comme le colonel – polonais – Beck, n'ont jamais voulu le rencontrer de crainte d'en sortir brisés et vaincus). Il porta les méthodes de propagande et d'endoctrinement des masses au niveau d'un art et d'une science (il y fut bien aidé par Goebbels).

Outrancier, carré, tout d'une pièce, intolérant, incapable de composer durablement ("Pour nous, point de moyen terme !", 1925), manquant de mesure jusqu'à en être ridicule.

Querelleur, ne pouvant vivre en paix, ayant besoin d'ennemis, ne concevant l'existence que comme une confrontation perpétuelle notamment à la quête d'espace vital (une notion-clé).

D'une susceptibilité malade liée à un orgueil insensé, ne supportant pas la contradiction, punissant même ses contradicteurs et ses détracteurs. Bien entendu, il ne supportait pas davantage la raillerie. Ce trait explique beaucoup sa politique antisémite : ainsi qu'en ont témoigné des proches qui le pressaient d'adoucir son attitude, son antisémitisme fut aggravé jusqu'à l'intransigeance par les déclarations, railleries et autres faits et gestes des sionistes.

Aimant la gloire, le décorum, la parade : cela put enchanter ceux qui aiment le son du tambour et les uniformes mais cela effraya les autres, les convainquant un peu plus encore de ce qu'il n'était qu'un énergumène qu'il fallait abattre à tout prix.

Imprévisible, changeant, plein de contradictions et de conflits internes (tantôt exalté, tantôt déprimé, ce qui indique au moins qu'il cultivait le doute avant de s'enfermer dans une décision déclarée irrévocable). Sur cette base, certains psychiatres ont diagnostiqué qu'il était fou (un homme bienveillant comme Chamberlain pensait qu'il ne l'était qu'à moitié, ce qui lui avait paru suffisant pour le traiter en conséquence c'est-à-dire avec circonspection).

Comme il croyait qu'il mourrait jeune et craignait que la mort l'empêche de mener à bien sa mission, l' impatient qu'il était sombra dans la précipitation, ce qui accrut encore le caractère volontairement brutal de sa politique.

Malgré quoi, il croyait avoir une "bonne étoile" et il y croyait tant qu'il se comporta en aventurier.

Était-il d'une nature cruelle ? Faisant abstraction du traitement réservé aux Juifs, constatons qu'il lui arriva de faire preuve de cruauté, mais sans qu'on puisse affirmer qu'il était d'une nature cruelle. En tout [14] cas, il ne le fut pas plus que ses ennemis, notamment Churchill qui, avec l'accord du Parlement, des grandes Eglises et, probablement, de la majorité des citoyens britanniques (qui avait été "chauffés" préalablement par les médias), consacra 40 % du budget de guerre de la Grande-Bretagne à tenter de griller vifs les femmes et enfants allemands.¹ Il reste que – en supposant déjà qu'il n'ordonna pas leur extermination – il déporta les Juifs dans des conditions et dans un environnement qui, la suite l'a prouvé, ne pouvaient qu'entraîner la mort de nombre d'entre eux ; c'est du moins ce qu'on peut penser a posteriori mais probablement Hitler n'avait-il même pas conscience des suites inévitables de cette déportation ; on ne peut donc pas affirmer pour autant qu'il voulait leur mort. On pourrait penser a priori que le confort voire la survie des Juifs ne faisaient pas partie de ses préoccupations encore que, comme nous le verrons, on a des témoignages qui indiquent qu'il condamna les massacres de Juifs et de Tziganes que certains lui rapportaient et qu'il les interdit clairement. Sans que cela constitue une tentative pour l'excuser, il faut se replacer à l'époque pour le comprendre : les soldats allemands mouraient par centaines de mille au combat tandis que leurs femmes et leurs enfants étaient brûlés vifs par la RAF ; il faut bien admettre que toute guerre, et particulièrement une guerre totale, affaiblit encore le sens moral voire la sensibilité au

¹ Il y a eu incontestablement de la part des Britanniques tentative et début d'exécution de génocide sur le peuple allemand. Et en l'occurrence, point de *distinguo* subtil : ce fut intentionnel. On ne se souvient pas avoir lu que ce crime contre l'humanité avait été poursuivi et ses auteurs punis.

point de déprécier la vie humaine, sans qu'on sache même bien laquelle est la moins chère : celle de ses ennemis ou la sienne, tant est grand l'esprit de sacrifice et d'héroïsme chez les hommes qui ont pour tradition de régler leurs différends par la violence.¹

Plus précisément, sur l'origine de son antisémitisme, on a plusieurs explications. Selon les historiens, le grand-père maternel de Hitler était Juif ; le *Führer* l'apprit à la suite d'un chantage qu'exerça sur lui un [15] parent. "Dès lors, la haine forcenée des Juifs devint chez Hitler un cas limite d'une situation névrotique bien connue des psychologues : la haine de soi. [...] L'identification partout et chez tous de l'élément juif va désormais devenir une sorte d'obsession, une nécessité préliminaire à l'élimination totale de cet élément corrupteur." (Paul Giniewski). Si les arguments rassemblés sur ce quart de judaïcité du *Führer* sont convaincants (encore que l'intéressé niât cette ascendance mais sans convaincre), la suite l'est moins. On peut d'ailleurs faire remarquer qu'Hitler était déjà féroce antisémite quand il fit faire des recherches sur sa généalogie en 1930.

Le plus simple est sans doute de se référer aux explications données par l'intéressé lui-même (ou plutôt à la plus vraisemblable de ces explications, car il en donna différentes), par exemple dans *Mein Kampf* : "[Dans ma jeunesse,] les propos défavorables tenus sur leur compte [celui des Juifs] m'inspiraient une antipathie qui, parfois, allait jusqu'à l'horreur". À ce stade, on peut faire remarquer qu'à Vienne, dans sa jeunesse, il compta des amis juifs et bénéficia de l'aide matérielle désintéressée de plusieurs philanthropes juifs. Il n'eut apparemment qu'à se louer (et à l'époque, il le fit) de tous les Juifs qu'il rencontra. D'ailleurs, selon ses proches, les mots qui le faisaient bondir dans sa jeunesse étaient "Rouge" ("Communiste") et "Jésuite" mais sûrement pas "Juif". Plus tard, quand il commença à s'intéresser à la chose publique, Hitler se persuada que le marxisme était l'ennemi, de très loin le plus redoutable, de nos sociétés. Il se força, dit-il, à lire la presse marxiste pour mieux connaître "ceux qui fabriquaient cette collection de canailleries" qu'étaient les idées marxistes et il découvrit que "c'étaient tous sans exception, à commencer par les éditeurs, des Juifs [...] Je connaissais enfin le mauvais génie de notre peuple." Dès lors, confiait-il à un ami en 1919, "l'éloignement des Juifs" (associés définitivement aux communistes dans le concept du "judéo-communisme") devint son "but ultime". Voilà qui nous paraît plus convaincant que l'hypothétique "haine de soi" juive et propre à mieux faire comprendre la suite.

En fait, à cette époque, la confusion entre communisme et judaïsme était universelle ; on peut citer Churchill lui-même : en 1920 (à l'époque, il était secrétaire d'Etat à la guerre et à l'aviation), constatant qu'en URSS, la plupart des leaders bolcheviques étaient des "Juifs athées", à la notable exception de Lénine (qui n'avait qu'un grand [16] parent juif, comme Hitler ou Heydrich), il écrivait : "De plus, l'inspiration principale et le pouvoir de direction viennent des leaders juifs". Il relevait aussi (déjà)

¹ Les familiers du *Führer* n'étaient pas épargnés :

– son neveu, Leo Raubal, frère de Geli Raubal (qu'Hitler aima tant) fut blessé à Stalingrad et Hitler refusa de le faire évacuer, le condamnant ainsi a priori à une mort presque certaine, encore qu'il soit revenu en 1955.

– Hans Hitler, fils de son cousin germain, et Heinz Hitler, fils de son demi-frère Alois, furent tous deux faits prisonniers ; Heinz mourut en captivité.

le fait que les Juifs avaient noyauté la police politique, la sinistre Tchéka. (Mark Weber, *The Journal of Historical Review*, janvier/février '94.)¹

En dehors de l'URSS, le moins qu'on puisse dire est que les Juifs (ou supposés tels)² à la tête des communistes montant à l'assaut des Démocraties existantes ou naissantes (ou du moins à l'assaut de l'"ordre établi") étaient fort bruyants et voyants : à Berlin, c'étaient Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg; en Hongrie, c'était Bela Kun (on relevait aussi que sur les 32 commissaires de l'éphémère République soviétique de Hongrie, 25 étaient Juifs); en Bavière, c'étaient Kurt Eisner, Ernst Toller, Eugen Levine.

Citons encore pour illustrer l'accusation de collusion entre judaïsme et communisme, ce grand Français et chrétien que fut le maréchal Lyautey et qui disait en 1921 : "C'est sans doute un grand mal que nous ayons gagné la guerre. Nous n'avions qu'une chance de nous redresser, de faire un bloc européen contre toutes les infiltrations judéo-bolcheviques, c'était avec l'Allemagne."

Cette association ne s'opposait d'ailleurs nullement à l'association du judaïsme avec la "ploutocratie" occidentale : l'ennemi, on le sait bien, a le don d'ubiquité (on pouvait d'ailleurs citer les noms de milliardaires "rouges"). Hitler finit même par assimiler le judaïsme à la démocratie, au parlementarisme, à l'individualisme (toutes notions étrangères au judaïsme), etc., bref, à tout ce qu'il combattait. Nous sommes souvent ainsi : nous nous plaisons à noircir notre pire ennemi, fût-ce avec une mauvaise foi que nous ne cherchons même pas à cacher et jusqu'à finir par être notre propre dupe. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'antisémitisme hitlérien naquit, semble-t-il, de la première de ces associations. En fait, cette accusation de collusion entre le judaïsme et le bolchevisme ne faisait que s'ajouter à un antisémitisme classique [17] (pré-communiste) qui était universel et auquel Hitler succomba – inévitablement ? – par la suite ; on peut en donner des exemples à l'infini. Limitons-nous à la Belgique :

– Le comte de Baillet-Latour, président (belge) du Comité International Olympique, qui obtint que les Juifs allemands ne soient pas exclus (du moins légalement) des Jeux de Berlin de 1936, écrivait fin '33 à Avery Brundage (déjà là) : "Personnellement, je n'aime ni les Juifs ni leur influence [...] Je sais qu'ils ont l'habitude de pousser les hauts cris bien avant d'avoir des raisons valables de le faire. J'ai toujours été frappé de constater que l'opinion publique ne s'est jamais émue autant de toutes les horreurs survenues par exemple en Russie bien que celles-ci aient été autrement plus barbares que tout ce que l'Allemagne a pu connaître. Et cela pourquoi ? Parce que, à l'époque, la propagande n'avait pas été menée d'une manière aussi habile." (D'après Ben Elissar)³. Ceci illustre le fait que même les défenseurs les plus vigoureux des droits

¹ Par ailleurs et en homme de son temps c'est-à-dire "politiquement correct", Churchill traitait les Arabes de "vauriens", les Egyptiens de "sauvages dégénérés", les Noirs africains de "nègres" et de "babouins", etc. (Rivarol, 24/6/94). Il avait en 1906, en tant que secrétaire d'Etat à l'Intérieur, fait étudier un plan de stérilisation forcée applicable à certaines catégories de Britanniques. (Les Américains, eux, mirent un tel plan en application entre les deux guerres !) Hitler n'aurait pas innové dans ce domaine non plus.

² C'est là une chose tout à fait révoltante : pour les uns (certains antisémites) et les autres (rabbins), certains êtres naîtraient Juifs et le resteraient quoi qu'ils fassent.

³ *La diplomatie du IIIe Reich et les Juifs 1933-1939*, Ch. Bourgois, 1981

des Juifs n'étaient pas exempts de préventions qui, aujourd'hui, seraient à coup sûr taxées d'antisémitisme.

– On peut également citer le célèbre auteur de romans policiers, Georges Simenon : jeune journaliste à Liège dans les années trente, il rédigea une série d'articles d'un antisémitisme délirant tel qu'aujourd'hui, il finirait en prison ; faussement contrit, il devait déclarer après la guerre : "Je dois reconnaître que je n'ai jamais rencontré de Juif qui sentît mauvais." Restant dans l'édition, nous citerons aussi Hergé, le célèbre dessinateur de BD : il donna parfois deux versions de certains épisodes des aventures de Tintin, la première, celle d'avant-guerre, reflétant clairement l'antisémitisme populaire de l'époque.

– *Le Soir* du 21/10/94, commentant le livre de Jan Velaers et Herman Van Goethem (*Leopold III : De Koning, het land, de oorlog*, Lannoo, 1994), dit : "L'ouvrage des deux universitaires anversoises fait aussi apparaître un roi sensible aux accusations du temps à l'encontre du monde juif et de la franc-maçonnerie." Et pourquoi donc le roi des Belges n'aurait-il pas été antisémite ? Comme le même journal le rappelle le 12/8/95, le plus célèbre des hommes politiques wallons, Jules Destrée (mort en 1936), était lui-même antisémite (et raciste) : à sa décharge, note Jean-Philippe Schreiber du FNRS, il faut dire que "[...] l'antisémitisme fait partie du bagage intellectuel du temps."¹

[18] En fait, aucune des idées d'Hitler n'était originale mais, plus tard, il était fatal qu'il cherchât à imaginer une théorie globale plus personnelle, encore que simple synthèse d'idées disparates. Bien après *Mein Kampf*, Hitler tenta de préciser sa "*Weltanschauung*" en faisant quelques emprunts approximatifs à Gobineau, Darwin, Dühring et d'autres et en essayant – laborieusement – de les combiner : la vie n'était qu'une lutte pour l'espace vital, cette lutte constituant aussi la base de l'évolution; en sortirait vainqueur, le peuple soucieux de la conservation de sa race et de son précieux sang et qui saurait les préserver de l'apport négatif de races et de sangs inférieurs, faute de quoi le Juif, ce "maître de l'empoisonnement international et de la corruption des races", ferait alors son entrée, déracinant et corrompant tout à fait le peuple supérieur. Bien qu'Hitler se réfère constamment à cette théorie, on peut toutefois penser que l'association première entre marxisme et judaïsme fut davantage à l'origine de l'antisémitisme hitlérien que le racisme, l'antisémitisme classique ou toute autre idée.

D'ailleurs, si le racisme de Hitler envers les Noirs, par exemple, (racisme qu'il partageait avec ses ennemis, notamment les Américains, dont l'armée était raciste et ségrégationniste: autant le savoir!) était "génétique", il était d'avis que, "anthropologiquement, les Juifs ne réunissent pas les caractères qui feraient d'eux une race unique"; pour lui, ils constituaient une "race mentale" façonnée par ce que nous appelons aujourd'hui le "milieu" et qui était, de ce fait, plus homogène qu'une race

¹ L'institut Jules Destrée a vivement protesté contre cette accusation d'antisémitisme, lequel antisémitisme, on le sait maintenant, est le plus grave des péchés mortels : "Puis, plus tard, en pleine montée du nazisme, il [Destrée] accorda son patronage à un livre qui dénonçait les persécutions des israélites allemands par les hitlériens [...]". Quel que soit le sujet traité, il est vraiment difficile d'accéder à la vérité.

fondée sur les gènes au point d'être inassimilable et qu'il ne convenait d'ailleurs pas d'assimiler car le judaïsme était un élément corrupteur.

Par la suite, bien entendu, son antisémitisme évolua pour atteindre une forme achevée le jour tant attendu – où la guerre entre nazis et ("judéo-") communistes quitta le terrain idéologique pour le terrain militaire.

Il nous faut aussi dire un mot sur l'état de l'Allemagne au lendemain de la guerre 14-18, ce qui nous permettra de comprendre un peu [19] mieux l'antisémitisme nazi. On a peine à s'imaginer aujourd'hui le marasme social, économique et politique dans lequel se trouvait l'Allemagne après la guerre '14 -'18, marasme propre à susciter un besoin d'ordre à tout prix. Ce marasme était issu en grande partie des souffrances et des frustrations dues à la guerre et à la défaite, du traité léonin et inique de Versailles (lequel, en fait, ne mit pas fin à la guerre dans l'esprit de beaucoup d'Allemands) mais aussi des tentatives de prise du pouvoir par les communistes. Certes, l'Allemagne se redressa de façon spectaculaire dans les années 20 (ce qui mit Hitler et ses semblables sous l'éteignoir) mais la crise de 1929 la replongea dans une dépression propice à tous les abandons et à toutes les capitulations en matière de démocratie, de légalité voire de simple bon sens. Estimant à tort (mais c'était dans l'air du temps) qu'elle n'avait d'autre choix qu'entre le ("judéo-") communisme et le nazisme, elle choisit ce dernier et s'y abandonna jusqu'à l'ivresse.

II.

LA POLITIQUE ANTISEMITE ALLEMANDE AVANT 1939

Selon Hitler, les Juifs constituaient donc un **corps étranger** aux sociétés qui les avaient "accueillis", nuisaient à l'unité et à la prospérité de ces sociétés et les corrompaient même. Le programme nazi du 24/2/1920 prévoyait donc que les Juifs ne pouvaient être citoyens allemands (*Staatsbürger*), vu qu'ils ne faisaient pas partie du Peuple allemand (*Volksgenosse*), c'est-à-dire de ceux qui étaient de sang allemand (*deutsches Blut*); c'était d'ailleurs un non-sens d'un point de vue racial, certaines études indiquant par exemple que les Juifs berlinois étaient de plus "pure race" aryenne que les Berlinoises non juifs. Par ailleurs, les Juifs tombaient sous le coup de dispositions plus générales du programme, dispositions non spécifiquement antijuives mais visant les non-Allemands, qui ne pouvaient exercer une fonction publique. Le programme prévoyait également l'expulsion de tous les étrangers entrés en Allemagne après le 2/8/1914 (c'est-à-dire des Juifs polonais pour l'essentiel, les Juifs allemands n'étant donc en aucune manière concernés par ce point, contrairement à ce que les historiens veulent nous faire croire).

Ce programme peut paraître tout à fait inacceptable, mais on notera que l'immense majorité des Israéliens et même des Juifs de la Diaspora trouvent normal qu'Israël ait une politique de la citoyenneté tout à fait semblable et même pire que celle des nazis et cela ne fait hurler personne.¹

[21] A partir de 1939, toutefois, Hitler a considéré que les Juifs constituaient en outre une minorité belligérante adverse de l'Allemagne, minorité d'autant plus dangereuse qu'elle était censée participer aux hostilités sous la forme d'une "cinquième colonne" à l'arrière de la ligne de feu.

Pourquoi cette aggravation du statut des Juifs ?²

¹ On notera même qu'au procès de Nuremberg, Streicher put affirmer sans être démenti que les nazis avaient pris exemple sur les Juifs : c'était grâce à de telles lois, affirmait-il, que le peuple juif avait survécu.

Haim Cohen, qui fut juge à la Cour suprême d'Israël, ne disait rien d'autre (sauf qu'il contestait implicitement que le mauvais exemple vint des Juifs) : "L'amère ironie du sort a voulu que les mêmes thèses biologiques et racistes propagées par les nazis et qui ont inspiré les infâmes Lois de Nuremberg, servent de base à la définition de la judaïté au sein de l'Etat d'Israël." (D'après Roger Garaudy)

² La grande erreur de Hilberg (et des historiens intentionnalistes) est de croire que les diverses mesures dont furent victimes les Juifs et dont la dernière était affirmer-t-il, leur mise à mort, faisaient partie d'un plan cohérent établi de longue date et mis en application de façon progressive : c'est puéril de sa part. La marginalisation et l'incitation à l'exil des années '30 étaient des mesures de temps de paix ; la déportation et les massacres (même à caractère génocidaire) des années '40, des mesures et des conséquences de la guerre : il y a une discontinuité évidente dans la politique antijuive de Hitler. En d'autres termes, il n'y aurait sans doute jamais eu de déportation s'il n'y avait pas eu de guerre.

Quand les nazis arrivèrent au pouvoir le 30/1/1933, l'Allemagne vivait depuis longtemps dans un climat de violence (dont nazis et "judéo"-communistes étaient les principaux responsables, mais qui – n'exagérons pas – n'avait rien de commun avec, par exemple, le climat de violence que connaît aujourd'hui l'Algérie ou la Palestine). Par exemple, lors de la dernière campagne électorale, des individus (dont des Juifs) avaient été molestés, mais sans qu'on pût raisonnablement parler de pogroms. D'ailleurs, homme d'ordre par excellence, Hitler s'employa aussitôt à faire cesser ces exactions et à rassurer l'opinion internationale et plus particulièrement l'opinion publique juive. Ainsi, dès le 2/2/'33, la *Wilhelmstrasse* (ministère des Affaires étrangères) remettait à un correspondant de journaux juifs américains et anglais une déclaration destinée à dissiper l'inquiétude des milieux juifs ; elle précisait : "Le gouvernement allemand désire garantir à tous les citoyens allemands la paix et l'ordre et il n'est nullement dans ses intentions de se lancer dans des expériences insensées". Le vice-chancelier von Papen déclare de son côté, le 7/3/'33 : "Les citoyens juifs de l'Etat allemand peuvent être assurés qu'ils seront traités comme le sont tous les bons citoyens". Bref, on était loin d'appliquer le programme de 1920. Malgré ces déclarations rassurantes et bien d'autres, la forte hostilité à Hitler de la presse internationale ne changea pas. Les autorités anglaises et américaines, reconnaissant les efforts faits par Hitler, tentèrent de calmer les milieux juifs ainsi que la presse qu'ils contrôlaient ; ceux-ci n'écoutèrent rien et même amplifièrent leur campagne, criant à la "persécution antisémite", ce qui était non pas exagéré mais tout simplement [22] de la mauvaise foi. Enfin, comme si leur campagne haineuse et injuste n'était déjà pas suffisamment préjudiciable pour tous, **ils passèrent aux actes** et firent le geste qu'il ne fallait pas faire, le geste irréparable qui allait déclencher une épreuve de force, une escalade insensée qui aboutirait à Auschwitz. Ainsi, le 24/3/'33, alors que Hitler, arrivé au pouvoir deux mois plus tôt, n'avait pris encore aucune mesure antijuive – bien au contraire –, certains éléments sionistes – sans l'accord, il est vrai, de l'organisation sioniste mondiale, qui ne se rallia au mouvement qu'en août '33 – décrétèrent le boycott commercial et financier de l'Allemagne ; rapportant la chose, le *Daily Express* (qui, à l'époque, tirait à 4 millions d'exemplaires) titra sur sa une :

Les Juifs déclarent la guerre à l'Allemagne. Les Juifs du monde entier s'unissent. Boycott des marchandises allemandes. Démonstration de masse.

L'article précisait :

Tous les Juifs de par le monde s'unissent pour déclarer une guerre économique et financière à l'Allemagne. [...] Tous les Juifs se dressent avec indignation face aux attaques des nazis contre les Juifs. [...] Des résolutions ont été prises par le monde juif des affaires visant à couper toute relation commerciale avec l'Allemagne. [...] L'Allemagne est un gros emprunteur sur les marchés financiers, sur lesquels marchés l'influence des Juifs est considérable. [...] Un boycott concerté des acheteurs juifs pourrait causer de grands dommages aux exportations allemandes.¹

¹ Ce boycott a dû revenir en mémoire à ceux qui ont lu dans *Le Monde* du 25/12/'92 que :

1. Les membres du CJM (Congrès Juif Mondial) avaient le 22/12/'92 fait part de leur inquiétude face à la montée du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie en Europe et en particulier en Allemagne.
2. Ils avaient toutefois jugé "inappropriées" des mesures de boycottage du tourisme ou de l'économie de ce pays (dont les dirigeants, a dit Jean Kahn, président du Congrès Juif Européen, avaient en

Les historiens minimisent généralement ces déclarations tonitruantes et irresponsables (si l'on pense aux malheureux Juifs du Reich). Il n'en est pas moins vrai que quelques jours plus tard (le 1/4/33), les [23] Allemands organisèrent – assez mollement, d'ailleurs – le boycottage des magasins, des produits, des médecins et des avocats juifs et que la précipitation dans laquelle furent prises ces mesures indique bien que c'étaient des repréailles. Les auraient-ils prises sans cette déclaration de guerre juive ? On peut penser – mais, bien entendu, sans rien pouvoir affirmer – qu'Hitler aurait, de toute façon, appliqué son programme antisémite mais plus posément et avec plus d'humanité. Les Juifs auraient même peut-être bien dû quitter massivement l'Allemagne, du moins les Juifs immigrés de fraîche date mais dans des circonstances beaucoup moins dramatiques et iniques. La campagne internationale anti-allemande n'eut qu'un résultat : exaspérer Hitler et développer un climat de haine et de violence au préjudice des malheureux Juifs allemands, lesquels protestaient d'ailleurs avec indignation contre cette déclaration de guerre économique à l'Allemagne, c'est-à-dire à eux-mêmes; par exemple, l'un de leurs dirigeants, Jacob Rosenheim, la qualifiait même de "quasi-crime contre l'humanité" et traitait ses instigateurs de "soi-disant amis dépourvus de clairvoyance".

Le boycottage des Juifs par les Allemands ne dura qu'un seul jour voire une demi-journée (les historiens nous cachent généralement ce fait) mais la mécanique était enclenchée et le 7/4/33, en même temps qu'il entreprend d'asseoir son pouvoir en quelques semaines (notamment par le démantèlement des structures fédérales de l'Allemagne, la mise au pas des syndicats ouvriers et autres ainsi que des partis politiques), Hitler promulgue une loi réservant l'accès à la fonction publique aux citoyens allemands, à l'exclusion des non-Aryens, c'est-à-dire de diverses minorités dont les Juifs constituent la principale. Le même 7 avril, les avocats non aryens sont exclus du barreau ; le 22/4/1933, les médecins non aryens ne sont plus reconnus par les caisses-maladie et le 25/4/33 est décidée une limitation du nombre d'étudiants non aryens [24] dans l'enseignement secondaire et universitaire au prorata de la population non aryenne (instauration d'un *numerus clausus*).

En juillet 1935, les non-Aryens sont exclus de l'armée allemande.

En septembre 1935, au congrès de Nuremberg, Hitler fit adopter les célèbres lois dites de Nuremberg dont la principale réservait aux Allemands et "apparentés" la qualité de "citoyens du Reich" ; les Juifs, n'étant pas considérés comme Allemands ou apparentés, perdaient ipso facto la citoyenneté allemande. Il leur était en outre interdit

l'occurrence, un comportement décevant.)

On en tirera les conclusions suivantes :

1. Certains leaders juifs ont proposé un boycott. D'ailleurs, quelques jours auparavant, Mme Shulamit Aloni, ministre israélien de l'éducation, avait suggéré "d'inviter les Juifs du monde entier – à commencer par ceux d'Israël – à boycotter l'Allemagne et ses produits si un terme n'était pas mis rapidement aux manifestations racistes."
2. L'ensemble des leaders juifs du monde ont annoncé qu'ils en avaient parlé, ce qui a valeur d'avertissement aux Allemands (et aux autres peuples). Les exemples de semblable comportement de la part des représentants des communautés juives ne sont pas rares : il est perçu par nos semblables comme une forme d'arrogance et de culot également intolérables (Faites comme je dis et pas comme je fais.) et on peut penser que leur seul résultat est d'entretenir l'antisémitisme. Ce fut au moins le cas en 1933 : le boycott fut un échec sur le plan commercial mais il déclencha un processus qui se termina tragiquement.

d'entretenir des relations sexuelles, hors ou dans le mariage, avec les Allemands de façon que fût assurée la "protection du sang et l'honneur allemands". Toutes ces lois, tout particulièrement celle qui touchait au sexe, firent scandale et relancèrent l'agitation antiallemande dans le monde (juif), agitation qui, on le notera, n'avait jamais vraiment cessé, ne cessant du même coup d'alimenter l'antisémitisme hitlérien.

On présente les lois que décréta Hitler en l'occurrence, comme antisémites : c'est là un raccourci. En fait, Hitler, ayant estimé que les Juifs constituaient un élément inassimilé et inassimilable, en tirait la conclusion qu'ils n'étaient pas des Allemands et qu'ils n'avaient donc pas le droit de participer à leur vie : c'étaient des étrangers et ils devaient être traités en conséquence. Il est universellement admis que ceux qui sont considérés comme des étrangers ne puissent bénéficier des mêmes droits que les nationaux : pour ne prendre qu'un exemple, il est rarissime qu'ils aient le droit de vote, même lors d'élections locales ; de même, les étrangers n'ont généralement pas accès à la fonction publique. Les Palestiniens (mahométans ou chrétiens) ne sont pas davantage traités comme des citoyens de plein droit par les Israéliens (juifs) sans que cela émeuve le moins du monde nos moralistes.¹

[25] Les Lois de Nuremberg ne visaient donc nullement à abaisser la "race" juive mais à promouvoir la "race" aryenne ; c'étaient des lois typiques d'apartheid, qui, bien que déplorables, ne visaient pas à donner aux Juifs un statut de sous-homme ou de sous-citoyen mais à obliger les uns et les autres à vivre et – pourquoi pas ? – prospérer séparément. Les Juifs, en quelque sorte, étaient déchus de la citoyenneté allemande mais élevés à la citoyenneté juive. Par exemple, ces lois interdisaient aux Juifs de hisser le drapeau allemand (depuis peu, à croix gammée) mais les autorisaient à hisser les couleurs sionistes (bleu-blanc avec l'étoile de David). Malheureusement, la suite

¹ Par définition, l'Etat d'Israël n'est pas l'Etat de ses habitants et même pas l'Etat de ses citoyens mais l'Etat des seuls Juifs : Israël n'est donc aucunement un Etat démocratique, à moins d'estimer que Sparte, l'Allemagne hitlérienne et l'Afrique du Sud de l'apartheid étaient des Démocraties. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il réserve aux agglomérations regroupant ses ressortissants non juifs des conditions d'existence de sous-citoyens : pauvreté des ressources et des services municipaux, écoles surchargées, crèches inexistantes, rues défoncées, égouts à ciel ouvert, etc. Fait significatif : les Israéliens non juifs ne sont pas appelés à servir dans l'armée israélienne ! Au fond, cette politique d'apartheid n'est pas fort différente de celle qu'Hitler mit en place à Nuremberg. On notera qu'elle est appelée à se renforcer : "Mr Rabin réclame une 'séparation nette', une 'séparation complète' entre Israéliens et Palestiniens." (*Le Monde Diplomatique*, décembre '94). "Déjà décrété en octobre, le 'bouclage stratégique' est une séparation des sociétés israélienne et palestinienne, dans tous les aspects de la vie économique, sociale et culturelle, qui a pour but, comme disait M. Rabin, de 'minimiser aussi fortement que possible' le nombre de Palestiniens admis en Israël." (*Le Monde* du 24/1/95) Quant à l'interdiction des rapports sexuels entre communautés, point n'est besoin de légiférer en la matière dans un Etat fondamentalement raciste et exclusiviste comme Israël ! Il suffit de prendre un article de presse d'aujourd'hui traitant des rapports judéo-palestiniens et d'y remplacer les mots "Palestiniens" et "Israéliens" par les mots "Juifs" et "Allemands" et on a une idée exacte de ce que furent les Lois de Nuremberg : une seule différence, la politique d'exclusion pratiquée par les Israéliens ne fait hurler aucun journaliste ! Et pourquoi donc ? On peut même sans risquer de poursuites, justifier l'apartheid pourvu que ce soit Israël qui l'impose : ainsi, le romancier israélien très connu Amos Oz dans *Le Monde* des 26 et 27/2/95 : "[...] il y a deux peuples sur un seul territoire [la Palestine], et il faut désormais les séparer. [...] Je constate, à regret, que les mélanges ethniques dans le monde d'aujourd'hui produisent des catastrophes, que ce soit [...] ou en Belgique [...]". Il y a décidément deux catégories de citoyens, deux catégories de journaux et deux justices dans nos pays. La querelle née en France à propos de l'illégalité de la "préférence nationale" que le Front National voudrait appliquer, doit provoquer l'hilarité en Israël.

était franchement inacceptable : comme pareille cohabitation entre une majorité écrasante et une minorité très faible était une vue de l'esprit, les majoritaires se déclaraient uniques propriétaires du sol sur lequel vivaient les uns et les autres et demandaient donc en même temps aux minoritaires de se chercher un autre territoire dans un délai raisonnable.

Les sionistes durs – ceux qui, ayant dépassé le stade de la défense des droits des Juifs, oeuvraient pour la création d'un Etat juif en Palestine – approuvaient tout à fait ces lois d'apartheid (encore que certains d'entre eux faisaient semblant de s'en offusquer et, faisant feu de tous bois, s'en servaient pour tenter d'ameuter l'opinion internationale).¹ En effet, pour les sionistes aussi, les Juifs ne pouvaient être Allemands ou Polonais et il était normal et même hautement souhaitable qu'on leur interdise de pavoiser aux couleurs d'un pays qui n'était pas le leur ou encore d'en devenir les fonctionnaires fidèles ; quant à avoir des relations charnelles avec des non-Juifs...² Il s'ensuivit donc une collaboration active entre Allemands et Juifs palestiniens, concrétisée dès août 1933 par l'accord dit de *Haavara*. C'était un accord de clearing (le [26] produit d'exportations allemandes étant affecté à l'indemnisation des émigrants) qui sera renouvelé jusqu'à la déclaration de guerre. Il permit à de nombreux Juifs allemands d'émigrer en Palestine dans des conditions financières satisfaisantes malgré le contrôle des changes strict en vigueur en Allemagne (et, d'ailleurs, partout dans le monde). Ceci est une preuve que – au moins à cette époque – Hitler ne voulait pas faire disparaître les Juifs de la surface de la Terre : il voulait simplement qu'ils s'en aillent. Cet accord qui fut vivement attaqué en Allemagne même par le lobby pro-arabe (avec Ernst von Weizsäcker, futur secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères), permit tout de même à 50.000 Juifs allemands d'émigrer vers la Palestine (sans parler de ceux qui y allèrent par la suite ou en dehors de l'Accord) ; le lobby pro-arabe aurait préféré disperser les Juifs de par le monde mais Hitler était tellement désireux de voir ses Juifs partir qu'il acceptait les inconvénients évidents qu'aurait la création d'un Etat juif en Palestine.

En fait, un accord plus vaste eût permis à tous les Juifs de s'en aller dans les mêmes conditions, mais les pays où ils auraient pu émigrer – et qui reprochaient parfois à Hitler sa politique antisémite – n'en voulaient pas et distribuaient des visas avec parcimonie. Leurs reproches n'étaient pas tant à base de morale que d'antisémitisme et d'égoïsme socio-économique : nul n'avait le droit de reporter sur d'autres le poids de ses Juifs. Le problème juif était donc complexe : ce n'est pas seulement que l'Allemagne n'en voulait plus, mais que les autres pays n'en voulaient pas.

¹ Commentaires des juristes rédacteurs des Lois de Nuremberg, le fameux Bernard Losener et Friedrich Knost : "Selon la volonté du Führer, les Lois de Nuremberg n'impliquent pas vraiment des mesures propres à accentuer la haine raciale et à la perpétuer ; au contraire, de telles mesures signifient le début d'une accalmie dans les relations entre le peuple juif et le peuple allemand. Si les Juifs avaient déjà leur propre Etat, dans lequel ils se sentiraient chez eux, la question juive pourrait être considérée comme résolue, tant pour les Juifs que pour les Allemands. C'est pour cette raison que les sionistes les plus convaincus n'ont pas élevé la moindre opposition contre l'esprit des Lois de Nuremberg." (D'après Roger Garaudy)

² Le refus de l'Autre est un élément constitutif du judaïsme au point que certains ont pu affirmer que cette religion était la mère de tous les racismes : "*Tu ne donneras pas ta fille à leur fils et tu ne prendras pas leur fille pour ton fils.*" (Deutéronome VII, 3)

Américains, Anglais et Français s'opposèrent donc logiquement à cette généralisation de la *Haavara* (généralisation à laquelle [27] l'Allemagne était favorable) pour des raisons prétendument morales (et économiques).

Puisque personne ne souhaitait accueillir ses Juifs et puisque même l'Angleterre s'opposait à les laisser s'établir en Palestine, Hitler dut se résoudre, dans sa logique, à utiliser des moyens encore plus contraignants, ne laissant pas le choix aux malheureux Juifs : ce sera l'"aryanisation" des entreprises juives (1938), qui vise à exclure les Juifs (allemands et étrangers) de la vie économique du *Reich*.¹

Cette relance de la politique antisémite s'était d'autant plus imposée que l'émigration de 200.000 Juifs depuis 1933 – chiffre, somme toute, satisfaisant – fut compensée par l'*Anschluss* qui apporta 200.000 Juifs autrichiens au *Reich*. La Pologne, la Roumanie et tous les pays de l'Est voyaient avec satisfaction leur population juive diminuer et lui, Hitler, champion de l'activisme antisémite, en avait encore autant qu'à son arrivée au pouvoir en 1933 (proportionnellement, il en avait même plus) ! Ces Juifs autrichiens furent, sur le champ, les victimes d'une explosion antisémite d'une ampleur que les Juifs allemands n'avaient pas connue et qui n'était d'ailleurs guère d'origine nazie (c'était un feu qui couvait). Devant l'afflux des demandes de visa et ne désirant pas y donner suite, les USA convoquèrent alors à l'été '38, une conférence, la Conférence d'Evian, chargée de résoudre le problème des réfugiés, problème que, précédemment, dès 1933, on avait vainement essayé de résoudre par la création d'un Haut Commissariat pour les réfugiés en marge puis au sein de la SDN (Société des Nations). Cette conférence fut un échec complet, personne ne voulant de Juifs supplémentaires. Belges, Hollandais et Français ne voulant même pas entendre parler de simple transit des réfugiés juifs.

A titre d'exemple, les Britanniques n'accordaient de visas que pour 25 colons dans l'immense Kenya, et encore, sans leurs familles. De son côté, l'Australie refusait d'en recevoir un seul et sans chercher de faux-fuyant [28], justifiait son refus par la crainte d'importer un problème racial. Certes, chacun ou presque avait un projet de création d'un foyer d'accueil pour les Juifs mais ... ailleurs que chez lui: les Anglais, par exemple, avaient le projet d'envoyer les Juifs allemands au Tanganyika (ancienne colonie allemande) et en Guyane ; les Français voulaient les envoyer à Madagascar et en Nouvelle-Calédonie, encore craignaient-ils que, après l'écroulement du nazisme, les Juifs allemands réimplantés dans l'île se déclarent en faveur de la nouvelle Allemagne et refusent de s'assimiler. Les Polonais, les Roumains et les Hongrois, tous aussi désireux que les Allemands de se débarrasser de leurs Juifs, poussaient beaucoup à cette solution de Madagascar. Les Allemands furent très intéressés par cette solution, car une île leur semblait apte à circonscrire le "virus juif" et, en 1940,

¹ 90% des Juifs d'Allemagne, disait Hitler, étaient venus au cours des dernières décennies ils Y étaient venus sans rien et aujourd'hui, ils étaient en moyenne, 4,6 fois plus riches que leurs hôtes allemands. Ils avaient abusé de la confiance des Allemands et il était normal qu'ils n'emportent pas ces richesses en s'en allant, d'autant plus normal que le Reich était pauvre en devises étrangères. Plus tard, les Allemands justifiaient aussi le dépouillement des Juifs déportés par la recherche d'une compensation aux destructions causées à la population allemande par les bombardements aériens, bombardements dus à une guerre que les Juifs étaient censés avoir déclenchée.

après l'effondrement des armées françaises, Heydrich relança ce projet avec de nouveaux atouts (nous en reparlerons).¹

Les USA parlaient de l'Ethiopie, laquelle venait d'être conquise par les Italiens ; ces derniers, bien entendu, pensaient que c'était aux USA d'accueillir les Juifs. Après l'échec du projet Ethiopie, Roosevelt reprit un vieux projet Angola (1912) dont les Portugais n'avaient finalement plus voulu ; les Portugais firent savoir qu'ils n'avaient pas changé d'avis.

Il y eut un projet franco-suisse d'établissement de 50.000 Juifs à Haïti ; les Américains y pensaient aussi mais ce projet limité tomba aussi à l'eau.

Le Comité d'Evian étudia également la colonisation en Rhodésie du Nord, en République Dominicaine, aux Philippines, en Guyane britannique. Il y eut également des projets pour la Rhodésie du Sud, le Sinaï, la Guinée britannique et, probablement, beaucoup d'autres régions, toutes solutions abandonnées notamment par manque de moyens financiers et de volonté politique.

[29] Les mesures antisémites de 1933 étaient relativement bénignes et celles de 1935, pour regrettables qu'elles aient été, n'étaient pas criantes d'iniquité ; la plupart des Juifs, en tous cas, s'y étaient adaptés avec courage et continuaient à vivre à peu près "normalement". Celles du début de 1938 sur l'aryanisation des entreprises étaient déjà plus iniques mais elles ne semblaient pas encore de nature à résoudre rapidement et totalement le problème, c'est-à-dire faire émigrer des gens qui, en fait, se sentaient souvent plus Allemands que Juifs.² Par contre, le pogrom de la "Nuit de Cristal" de novembre 1938 fut d'une grande sauvagerie (il fit 91 morts !) ; il fut organisé par des extrémistes apparemment mécontents de la relative modération de la lutte légale contre les Juifs et qui profitèrent de l'assassinat d'un diplomate allemand par un jeune

¹ Il est à noter que le fondateur du sionisme politique, Theodor Herzl, avait déjà proposé, un temps, un pays d'Afrique – la Guinée ou l'Ouganda (c'est-à-dire, en termes d'époque, le Kenya) – comme siège d'un foyer national juif. Les Polonais envoyèrent même à Madagascar une mission d'étude (mission polono-juive Lepecki). Les Français s'interrogeaient sur l'envoi dans l'île de 10.000 Juifs immigrés de fraîche date (Arendt parle même de 20.000 Juifs étrangers). Les Anglais furent, un temps, très favorables à cette solution comme alternative à la solution palestinienne. Herzl, qui proposait aussi la Tripolitaine, Chypre, l'Argentine, le Mozambique et le Congo, dut finalement se rallier à la solution palestinienne, solution qui ne lui paraissait pas évidente.

² Les Juifs occidentaux, dont les Juifs allemands, étaient assimilés au point de ne pas donner, sauf exception, la priorité à leur judaïté : en fait, de Juifs allemands, ils étaient devenus des Allemands juifs et même des Allemands de moins en moins juifs ; ils étaient tellement intégrés qu'ils acceptaient de fermer les yeux sur les préjugés raciaux qui subsistaient en Allemagne ; pire, certains étaient des nazis fanatiques (les "Juifs bruns") et on peut se demander si la plupart n'auraient pas souscrit à une forme non raciste de l'antisémitisme. Mais cette assimilation était loin d'être la règle en Europe orientale : ainsi, les Juifs polonais se qualifiaient-ils de "Juifs" et désignaient-ils leurs compatriotes polonais non juifs par "Polonais". On comprend, sans l'excuser, que pareille cohabitation n'ait pas été fort longtemps une lune de miel. On notera d'ailleurs que, dans le même temps, toute l'Europe orientale accentuait son antisémitisme traditionnel, notamment la Pologne : introduction d'un *numerus clausus* dans l'enseignement supérieur ; ségrégation raciale dans les universités ; boycottage économique ; réglementation de l'accès au barreau ; pogroms (500 morts de 1934 à 1938) ; déchéance de la nationalité polonaise pour les Juifs polonais émigrés, ce qui incita les Allemands à expulser précipitamment vers la Pologne – juste avant la promulgation de cette loi ! – les Juifs polonais vivant sur son territoire. Les Juifs hongrois n'étaient pas mieux traités et étaient victimes, depuis 1920 et à la suite de la révolution communiste avortée de 1919, de diverses mesures (*numerus clausus*, etc.).

Juif polonais pour se défouler et assouvir leur haine. Cet acte d'une grande barbarie pour un pays de grande culture, alors en paix, fit le plus grand tort à l'Allemagne et désorienta même ses plus chauds partisans : la Nuit de Cristal fut sans doute le grand tournant depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir. La plupart des responsables nazis (Göring, Himmler et même, semble-t-il, Goebbels) protestèrent vigoureusement auprès d'Hitler, qui, en privé, leur donna raison. C'est là, du moins, la version la plus vraisemblable de ce pogrom sanglant mais ces débordements, du fait qu'ils faisaient le plus grand tort à l'Allemagne, incitèrent Hitler, homme épris d'ordre, débordé par des partisans qu'il avait lui-même excités mais qu'il ne pouvait désavouer publiquement, à résoudre le problème juif radicalement et au plus vite : il ne devrait [30] plus rester, affirma-t-il, un seul Juif en Allemagne à la fin de 1939. Il prit aussitôt toute une série de mesures qui, achevant de rendre la vie impossible aux Juifs, étaient de nature, espérait-il, à faire partir les plus récalcitrants. Dans le même temps, on le notera, les négociations internationales se poursuivaient. Ainsi, fin '38-début '39, Allemands et Anglais négocièrent un plan (le plan Schacht, du nom du célèbre président de la *Reichsbank*) qui prévoyait une solution "technique" c'est-à-dire financière : il s'agissait en gros, de consacrer le produit d'un accroissement des exportations allemandes à la compensation des capitaux confisqués aux Juifs allemands.¹ Encore fallait-il savoir où ces malheureux Juifs pourraient se rendre.

Il y eut aussi l'Accord Rublee (Comité d'Evian) - Wohlsthat du début 1939 qui portait sur 600.000 Juifs (en utilisant, pour la première fois, semble-t-il, un concept qui, plus tard, allait prendre un sens beaucoup plus tragique : la sélection des aptes et des inaptes) soit :

- 200.000 Juifs de plus de 45 ans trop âgés pour refaire leur vie et autorisés à rester dans le *Reich* ;
- 150.000 Juifs de 15 à 45 ans (les "aptes"), capables de refaire leur vie et qui devaient émigrer en 3 à 5 ans ;
- 250.000 Juifs "inaptes" (femmes, enfants) destinés à rejoindre les 150.000 aptes dès l'installation de ceux-ci.

Anglais et Américains acceptaient difficilement cet accord : les premiers demandaient aux seconds de consentir un effort financier et ceux-ci affirmaient que c'était aux organisations privées et particulièrement aux organisations juives à fournir les fonds mais celles-ci ne s'accordaient sur rien. On peut penser qu'Anglais et Américains auraient tout de même fini par accepter l'accord, mais, faisant fi de toute considération humanitaire, le Congrès Juif Mondial le refusa tout net pour des raisons morales et politiques et l'accord tomba à l'eau.²

¹ Reitlinger dit que le plan Schacht consistait dans l'émigration de 150.000 Juifs grâce à un prêt international remboursable en 20/25 ans et garanti par les actifs de la communauté juive allemande. Il dit que c'est Hitler qui fut à la base de l'échec du plan pour n'avoir plus voulu risquer de perdre ces actifs, mais, à Nuremberg, Schacht imputa clairement la responsabilité de l'échec aux puissances occidentales.

² Notons quand même qu'en novembre '38, à la suite d'un accord entre l'Agence juive et les services d'Eichmann, les Anglais acceptèrent le transit d'un nombre illimité d'enfants juifs (moyennant le

[31] Début '39, devant le manque de perspectives développées par le Comité d'Evian, Göring créa l'Office Central du Reich pour l'émigration des Juifs avec Heydrich à sa tête.¹ Son but était de simplifier les formalités à l'émigration et financer l'exode des Juifs pauvres avec les fonds pris aux Juifs riches. Cet Office alla jusqu'à pratiquer l'immigration clandestine (notamment en Palestine). Là-dessus éclata la guerre. Ce ne fut pas un tournant, mais une rupture !

Résumons les événements antérieurs à la guerre de 1939 :

- Hitler avait proclamé dès 1920 que les Juifs constituaient un corps étranger à la Nation allemande, ce qui entraînait un certain nombre de conséquences (dont l'expulsion territoriale des Juifs établis en Allemagne depuis plus de 6 ans, il faut le répéter, ne faisait pas partie).
- Arrivé au pouvoir en 1933 et alors même que, loin d'appliquer son programme antisémite de 1920, il s'employait à faire cesser toute manifestation antijuive, il eut à faire face à l'hostilité forcenée des organisations sionistes internationales et celles-ci prirent l'initiative imprudente de lui déclarer la guerre économique.
- Cette déclaration de guerre enclencha une mécanique fatale d'exclusion puis d'expulsion des Juifs dans des conditions iniques qui n'étaient pas inévitables. Ce fut une spirale sans fin, les uns répliquant aux autres en paroles et en actes de plus en plus haineux.

versement d'une somme de 50£ par enfant en vue de financer son émigration hors d'Europe, ce qui en dit long sur le peu de générosité des Anglais). 10.000 enfants allemands, autrichiens et tchèques passèrent ainsi en Grande-Bretagne entre le 2/12/38 et le 14/5/40 (jour de la capitulation de la Hollande). Les deux tiers n'auraient pas revu leurs parents (résumé d'un livre de Rebekka Goepfert dans le *Bulletin de la Fondation Auschwitz*, oct.-déc. '95). Ce fait à lui tout seul réduit déjà à néant la thèse de ceux qui affirment, "preuves" à l'appui, qu'Hitler avait, du moins à cette époque c'est-à-dire 8 mois après le partage de la Pologne, décidé d'exterminer les Juifs. En effet il devrait apparaître à tout homme de bon sens qu'un génocide doit d'abord commencer par la mise à mort de ceux qui sont en âge de se reproduire ou qui vont avoir cet âge.

¹ On notera que le sort des Juifs fut peut-être aggravé par ce choix, notamment du fait que Heydrich était censé avoir une grand-mère juive (c'était un "demi-Juif", dit même Arendt) : c'est là un fait (ou du moins un "soupçon" dont il avait dû avoir connaissance) difficile à assumer pour un antisémite raciste et on peut craindre que Heydrich n'en fut que plus dur dans la mise en place de la "Solution finale". Hitler et Himmler, paraît-il, étaient même surpris de cette dureté et en plaisantaient sur le ton de "Heydrich essaie de faire oublier la mauvaise moitié qui est en lui". On notera encore que, en dehors de Hitler et de Heydrich, d'autres hauts dignitaires nazis avaient également du "sang" juif, notamment Karl Frank (ne pas confondre avec le gouverneur général de Pologne), Alfred Rosenberg, Robert Ley, le maréchal de l'air Milch. Et Eichmann ? Reitlinger dit d'une part, que ses collègues le taquinaient sur son "apparence juive" et, d'autre part, qu'on a remarqué que dans l'arbre généalogique qu'il a remis lors de son incorporation dans la SS, Eichmann a omis de donner l'origine et la date de naissance de sa grand-mère maternelle. Il serait évidemment bien téméraire de tirer la moindre conclusion de tout cela (ce qui n'a pas empêché, jadis, certains de prétendre qu'Eichmann, bénéficiant de la Loi du Retour, s'était réfugié en Israël).

[32] Les Juifs sont-ils responsables de la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que l'affirmait Hitler ?

Les dirigeants des Démocraties (Roosevelt, Chamberlain) étaient plutôt antisémites comme la plupart des hommes politiques qui auraient pu les remplacer; les opinions publiques aussi. Pour les plus bienveillants, les Juifs étaient antipathiques, geignards, faiseurs d'embarras, peu fréquentables et tout le monde comprenait – jusqu'à un certain point, bien entendu – les mesures prises par les Allemands et ceci, malgré le bruit que faisait une partie de la presse dominée par les sionistes. Ce serait une des grandes erreurs d'Hitler (et de certains autres) d'avoir surestimé l'influence de cette presse et du lobby juif de l'époque sur l'opinion publique et dès lors, sur les décideurs politiques.

En fait, c'est Hitler lui-même qui, par des procédés qu'il croyait habiles puisqu'ils lui permettaient de triompher d'adversaires loyaux et bienveillants dans les différentes crises qu'il provoqua – non sans de bonnes raisons, il faut le dire, car les revendications allemandes initiales étaient légitimes –, dégoûta complètement l'opinion publique et les dirigeants occidentaux: ce n'est d'ailleurs pas Churchill (lequel était passé, par intérêt personnel, de l'antisémitisme et de l'admiration pour Hitler – eh oui ! – au philosémitisme) qui déclara la guerre à Hitler en 1939 mais l'homme bienveillant et patient (et qu'il faudrait réhabiliter) qu'était Chamberlain. On notera qu'un durcissement plus précoce de l'attitude des Démocraties (par exemple, à Munich) n'aurait probablement rien changé à l'essentiel. Hitler avait décidé depuis longtemps d'en découdre avec l'URSS (pour des raisons idéologiques déjà débattues dans les rues de Berlin et par prétendu besoin d'espace vital) et, dans ce but, il lui fallait bien faire entrer les pays limitrophes de l'URSS dans son orbite (dont la Tchécoslovaquie et la Pologne).

Toutefois, il aurait pu s'y prendre d'une autre façon ; il n'aurait pas dû envahir la Tchécoslovaquie (c'était inutile puisqu'il en avait déjà fait un pays serf) et il aurait dû négocier sérieusement avec la Pologne (c'est-à-dire en faisant preuve de patience car il en fallait face à une Pologne abusant de son alliance [33] avec la France et l'Angleterre pour ne rien accorder à Hitler, voire pour le narguer). Il aurait ainsi continué à bénéficier de la bienveillance de l'Occident, ravi par la perspective de voir nazis et communistes s'exterminer. Mais voilà, notre homme était un violent que ses succès avait enivré !

Malgré leurs grands efforts pour envenimer les choses, les responsables sionistes (et juifs) ne pourraient donc pas être tenus pour responsables de ces crises successives qui débouchèrent sur la guerre. On peut s'en convaincre facilement en imaginant que le judaïsme n'ait pas existé : on est bien obligé d'admettre qu'on n'aurait pas échappé à la guerre. Il reste que ceux qui prétendent diriger les peuples ou représenter des communautés, devraient savoir que l'interprétation donnée à leurs paroles et à leurs gestes est souvent plus déterminante que ces paroles et gestes eux-mêmes.

De la sorte, le lobby sioniste et la presse qu'il dominait ont joué un rôle déterminant et catastrophique dans la persécution des Juifs en donnant à penser à Hitler qu'ils étaient à l'origine de l'hostilité des Démocraties puis de la guerre. Les fanfaronnades, les railleries et les déclarations incendiaires contre l'Allemagne provenant de Juifs habitant des endroits sûrs comme Londres ou New-York, condamnèrent les

malheureux Juifs européens à jouer le rôle de boucs émissaires permanents des propres erreurs d'estimation du *Führer*, de ses échecs ainsi que de toutes les souffrances endurées par le peuple allemand et plus particulièrement les civils – femmes, enfants, vieillards – exterminés de façon atroce par l'aviation alliée; les Juifs européens devinrent des souffre-douleur et même des coupables d'autant plus commodes que les adversaires de l'Allemagne ne les aimaient pas non plus.

A la fin, Hitler, après s'être persuadé, comme par auto-intoxication, de ce que le judaïsme était même au cœur de la guerre, s'en servit une dernière fois pour se consoler de sa défaite : il avait au moins crevé 1 "abcès juif" et le monde entier lui en serait éternellement reconnaissant.

III.

LA DECLARATION DE GUERRE DE 1939 ET SES CONSEQUENCES

A la déclaration de guerre, enfin, un nouveau pas fut franchi par les sionistes: Chaïm Weizmann, à l'époque président de l'Agence juive et qui allait devenir le premier président de l'Etat d'Israël, déclara la guerre (armée, cette fois) à l'Allemagne au nom des Juifs du monde entier; dans une lettre adressée au gouvernement anglais le 29/8/'39, rendue publique et diffusée le 6/9/'39 par le *Times* (la Grande-Bretagne et la France avaient déclaré la guerre à l'Allemagne le 3/9/'39), Weizmann précisait que "[...] les Juifs font cause commune avec la Grande-Bretagne et combattront dans le camp des Démocraties.[...] L'Agence juive est prête à prendre des mesures immédiates pour utiliser la main-d'œuvre juive, la compétence technique et les ressources juives [...]".

Il ne faudrait pas, disent les historiens, exagérer l'importance de la déclaration de Weizmann : ce n'était qu'une déclaration de plus faite dans le brouhaha, déclaration peut-être même passée inaperçue de la plupart des non-Juifs et même des Juifs, qui, de toute façon, se retrouvèrent [35] dans un camp qui leur était souvent imposé par les uns et les autres. Peut-être bien, mais il n'empêche qu'Hitler, lui, en prit connaissance et la prit au sérieux en raison de la puissance qu'il attribuait, comme tout le monde, au sionisme international : dès lors, il ajouta à ses griefs contre les Juifs qu'ils lui avaient déclaré la guerre armée.¹ Les historiens rétorquent encore que, de toute façon, cette déclaration de Weizmann ne pouvait rien changer et que le sort tragique des Juifs européens était déjà scellé mais ce n'est pas sûr du tout et on peut tout aussi bien affirmer le contraire; en fait, personne n'en sait rien. La seule chose qui est sûre est que la déclaration de guerre insensée de l'Agence juive ne pouvait qu'avoir des conséquences tragiques pour les malheureux Juifs allemands et européens, puisqu'elle en faisait des ennemis déclarés de l'Allemagne.

L'escalade ne fit que se poursuivre par la suite.

Citons par exemple Theodor N. Kaufman (bien qu'il n'exerçât aucune responsabilité dans le monde juif) dans *Germany Must Perish* paru à New York en 1941 : "Les Allemands, du seul fait qu'ils sont Allemands, même antinazis, même communistes, même philosémites, ne méritent pas de vivre et, après la guerre, on mobilisera 20.000 médecins pour stériliser chacun 25 Allemands et Allemandes par jour de sorte qu'en trois mois, il n'y ait plus un seul Allemand capable de se reproduire en Europe et qu'en

¹ Dans les 500 pages reprenant les "propos de table" de Hitler du 21/7/'41 au 31/7/'42, il y a une citation, celle du 24/7/'42, qui fait précisément référence à la déclaration de guerre de Weizmann. *Les propos de table* (publiés par Henry Picker) sont extraits de notes prises à la table d'Hitler ou au sortir de cette table par deux commensaux, Heim et Koeppen. Ces deux chroniqueurs, qui n'ont découvert qu'après guerre qu'ils avaient effectué le même travail, se recourent. Heim dit que la partie publiée par Picker est précise mais tronquée (1/6 seulement des propos rapportés par lui-même). (D'après John Toland)

60 ans, la race allemande soit totalement éliminée du continent [...] Les Juifs allemands sont aussi de mon avis." Bien que ce fût là un plan génocidaire, il fut commenté avec sympathie par des organes de presse aussi célèbres que le magazine *Time* (qui trouva que le plan était une "idée sensationnelle") et le quotidien-donneur de leçons *The Washington Post*. Le contenu de ce livre fut diffusé en Allemagne par les soins de Goebbels et il déchaîna la fureur populaire contre les Juifs. C'est grâce à ce livre que Goebbels obtint de Hitler en août 1941 le port obligatoire de l'étoile jaune par les Juifs. Le célèbre Ernest Hemingway reprit l'idée dans *Men at War* paru en 1942 à New York. Citons encore, par exemple, un court extrait d'une déclaration de Weizmann au Congrès Juif Mondial à New York le 3/ 12/'42 alors que la "Solution finale" était entrée dans une phase cruciale et que c'était moins que jamais le moment de jeter de l'huile sur le feu: "Nous ne dissimulons pas et n'éprouvons aucune crainte à reconnaître la vérité, à savoir que cette guerre est notre guerre et qu'elle a été entreprise pour la libération du Peuple juif." (!)

[36] Les sionistes sacrifiaient-ils délibérément à leur idéal les Juifs européens au risque de les faire passer pour des étrangers dans leur propre pays, voire des traîtres ? Ils devaient tout de même savoir qu'après leur déclaration de guerre, les Allemands ne pourraient plus regarder les Juifs comme avant. On peut bien entendu supposer que, d'une part, ils avaient pris en compte – du moins en 1939 – que la plupart des Juifs du Reich avaient émigré, d'autre part, ils n'avaient pas envisagé, bien entendu, que l'Allemagne débiterait la guerre par une victoire éclatante sur la Pologne et que par la suite, elle arriverait même aux portes de Moscou. Il importe toutefois peu dans le développement de notre raisonnement de savoir si les sionistes furent irresponsables ou courageux, aveugles ou lucides, vertueux ou cyniques; ce qui compte, c'est qu'ils prétendaient ou étaient censés représenter les Juifs du monde entier (et ceux qui étaient désignés comme Juifs à leur corps défendant) et qu'en cette qualité, ils déclarèrent la guerre économique (1933) et armée (1939) à l'Allemagne. Effectivement, de nombreux Juifs des territoires occupés par les Allemands participèrent activement aux activités de résistance (guérilla, sabotages, renseignement).¹ Cette attitude était sans doute normale (nous aurions presque tous fait de même) mais elle était contraire aux lois de la guerre, lesquelles contraignent, en fait, les civils à subir les violences sans pouvoir réagir. Ceci explique en grande partie la déportation des Juifs, sans pour autant la justifier, car d'une part, le recours au concept de la responsabilité collective est toujours scandaleux et d'autre part, en admettant qu'Hitler était fondé à considérer les Juifs comme des belligérants, il aurait dû les traiter comme tels, c'est-à-dire différemment et cela, en dépit du fait que l'Agence juive ne constituait pas un Etat reconnu.

Dès lors, au bout de cette escalade insensée et faisant fi de toute humanité voire de toute règle de droit, Hitler traita les Juifs comme, [37] hélas, il était dans les habitudes

¹ "Les Juifs [de Belgique], dit M. Steinberg, (0,7% de la population) furent dans la résistance active à raison de 10%, ce qui est énorme et logique". Par contre, on notera que Hannah Arendt pensait que les groupes juifs dans la résistance "étaient incroyablement faibles et essentiellement inoffensifs" et "ne représentaient guère les populations juives". C'est aussi l'avis de Hilberg. Par ailleurs, on dit qu'il y eut entre 1 et 1,5 million de Juifs à combattre dans les armées alliées (soit environ 600.000 dans l'armée américaine, 450.000 dans l'Armée rouge, 100.000 dans l'armée britannique et 120.000 ailleurs). Le premier ministre israélien Rabin a avalisé ces chiffres : "Nous respectons le combat des armées alliées dans les rangs desquels 1,5 million de juifs ont servi [...]" (*Rivarol*, 5/5/95)

de l'époque (et d'aujourd'hui) de procéder vis-à-vis d'une minorité, éventuellement désignée, appartenant ou apparentée à un groupe ennemi et, dès lors, susceptible de ne pouvoir participer à l'effort de guerre de la Nation, voire de le saboter.

Citons quelques exemples de comportements semblables, parfois même vis-à-vis de populations encore moins impliquées dans les événements, mais précisons préalablement que notre objectif n'est pas de chercher des excuses à Hitler sur la base du "*tu quoque*" mais de tenter de comprendre les raisons à la base de la décision d'expulser les Juifs *manu militari*.

Au début du siècle, les Anglais avaient parqué les *Boers* (hommes, femmes et enfants) dans ce qui fut les premiers camps de concentration du siècle; ils y tombèrent comme des mouches. Des milliers d'autres furent déportés à Sainte-Hélène. Ce fut un précédent auquel les Allemands se référèrent d'ailleurs souvent pour s'absoudre. On ne s'étonnera donc pas de ce qu'en juin '40, les journaux parisiens aient signalé sans le commenter, comme si cela allait de soi, que les 74.000 ressortissants allemands de Grande-Bretagne (hommes, femmes et enfants) avaient été internés dans des "camps de concentration".

En fait, tous les civils allemands du *Commonwealth* y furent regroupés (les Allemands des USA et d'Amérique latine furent, eux aussi, arrêtés en grand nombre). Les Allemands firent de même et enfermèrent les ressortissants britanniques à Besançon. Churchill jugea que les conditions d'internement de ses compatriotes y étaient déplorables et – tout ceci en dit long sur cet homme – menaça de déporter les civils allemands dans le Grand Nord canadien. Finalement, les Allemands transférèrent les civils britanniques dans les palaces de Vittel et les civils allemands restèrent en Grande-Bretagne. (Il serait bien intéressant de savoir ce qu'ils sont devenus : j'ai lu que des milliers d'entre eux étaient morts mais sans autre précision.)¹

Les Belges, lorsque les Allemands les envahirent, firent comme tout le monde et se mirent en devoir d'arrêter les citoyens du *Reich* (la plupart [38] juifs) et en expédièrent un certain nombre en wagons de marchandises dans le Midi de la France après avoir séquestré leurs biens (environ 10.000, selon M. Steinberg). Tant qu'à faire, balayons notre trottoir à fond: dans les années '30 et comme tous les pays occidentaux, la Belgique lutta vigoureusement contre l'immigration clandestine (composée essentiellement de Juifs); des mesures d'expulsion des illégaux furent prises; un camp de travail – à régime souple, il est vrai – fut même organisé. Certes, tout cela n'est pas comparable aux évacuations ultérieures de Juifs des années '40, mais, en fait, tout cela nous décrit bien l'état d'esprit qui régnait universellement à l'époque: les Juifs étrangers étaient hautement indésirables et ils étaient même perçus comme une plaie. Il n'est donc pas étonnant que leur déportation ultérieure par un ennemi pourtant honni n'ait pas soulevé beaucoup de protestations. Certes, le bruit courait qu'on les brûlait vifs et chacun en était horrifié, tout en reconnaissant qu'ils l'avaient bien cherché et

¹ On sait déjà que, selon David Cesarani (*Le Monde*, 4/7/95), "plus de 800 ressortissants des Pays en guerre avec l'Angleterre, détenus préventivement puis transportés d'Angleterre en Australie et [sic] au Canada, coulèrent avec l'Arandora-Star et périrent en Mer d'Irlande [...]". Autre question : n'y aurait-il pas eu des Juifs et même une majorité de Juifs dans ces 74.000 ressortissants du Reich ? Si oui, qu'attendent les responsables juifs pour demander des comptes à la Grande-Bretagne ? Et si la réponse est négative, que faut-il donc en penser ?

qu'après tout ils étaient coupables de déicide; ceux qui ne croyaient pas à ces sornettes bibliques ou évangéliques, pouvaient encore se satisfaire de l'idée que tous ces Juifs, souvent miteux, crasseux et bruyants, ne faisaient jamais que retourner là d'où ils venaient et d'où ils n'auraient jamais dû partir.

Les Hollandais¹ eurent à peu près la même attitude que les Belges face aux Juifs étrangers, encore qu'écrasés par l'armée allemande en un rien de temps, ils n'aient pas eu le temps d'aggraver leur cas, en enfermant ou déportant les ressortissants allemands (essentiellement juifs).

Après Pearl Harbour, les Américains enfermèrent en camp de concentration tous les citoyens japonais vivant chez eux et même tous les citoyens américains d'ascendance japonaise, bien qu'il n'y eût aucune preuve d'hostilité ou de déloyauté de leur part (en tout, 120.000 personnes).² Les Canadiens firent de même. Dans la foulée, Américains et Canadiens enfermèrent également respectivement 11.000 et 3.000 Témoins de Jéhovah : bien entendu, leur Eglise a oublié la chose et réserve ses exercices de mémoire aux seuls Témoins internés à Auschwitz.

[39] En 1939, les Français ouvrirent 104 camps d'internement pour les civils allemands et autrichiens (eux aussi, en majorité juifs). En 1940, ils internèrent tous les Tziganes, y compris ceux qui avaient la nationalité française (on les soupçonnait de se livrer à l'espionnage). Plus tard, ils décidèrent d'interner tous les Italiens de France; l'ordre, arrivé jusqu'aux sous-préfectures, ne put être exécuté à cause de la débâcle des armées françaises. Rappelons, au passage, que les Républicains espagnols, bien qu'ils ne fussent pas ennemis de la France mais simplement jugés "indésirables", furent parfois enfermés dans des camps comme Gurs (certains se retrouvèrent finalement à Buchenwald, qu'ils trouvèrent d'ailleurs moins dur).

Il est presque inutile de parler des Soviétiques. Tout le monde sait à quoi s'en tenir et plus personne de sérieux ne doute, aujourd'hui, qu'ils furent encore plus cruels que les Allemands. Signalons tout de même qu'en 1940, ils déportèrent en masse des Polonais annexés et plusieurs centaines de milliers de Juifs polonais de la zone allemande réfugiés en URSS. Sitôt la guerre déclarée, ils déportèrent tous les Allemands établis en URSS (près de 2 millions dont les 500.000 Allemands de la Volga) puis, au fur et à mesure de la retraite allemande, toute une série de peuples accusés de trahison. Après la guerre, Soviétiques, Polonais, Tchèques et Hongrois, forts de l'accord qu'Américains et Anglais leur avaient donné en juillet '45 à Potsdam, expulsèrent quinze millions d'Allemands orientaux avec une telle violence qu'on pense qu'il en mourut deux millions (un certain nombre n'eurent même pas cette "chance" et furent envoyés en Sibérie).

Les civils, surtout ukrainiens, que les Allemands avaient déportés d'URSS dans les usines allemandes, furent également déportés dans le Grand Nord et en Sibérie lors de leur retour (n'y aurait-il pas eu des Juifs parmi eux ?). Et nous ne parlerons pas des

¹ Soit dit en passant, il se pourrait qu'ils aient pu massacrer jusqu'à 150.000 indigènes lors de la reprise en main de l'Indonésie au lendemain de la guerre. Ceci mériterait quand même d'être vérifié.

² Apparemment, certains furent libérés par la suite au profit de l'armée et y constituèrent des unités homogènes (les "Nisseis") qui furent envoyées en Europe où elles brillèrent par leur ardeur au combat. (Voir Charles Baron dans *Le Monde juif*, mai-août '95.)

prisonniers de guerre soviétiques qui, à leur libération des stalags allemands, connurent le même sort.

Enfin, toujours après guerre, il semble bien que les Soviétiques déportèrent en masse les Juifs d'Ukraine, qui – c'est une thèse vraisemblable mais à vérifier – étaient, pour l'essentiel, des Juifs de l'Ouest réimplantés par les Allemands. Seule la mort de Staline en 1953 sauva le reste des Juifs soviétiques d'un sort semblable !

Le drame des Allemands de la Volga (colons installés au 18^e siècle par Catherine II) mérite quelques mots de plus, car il peut nous aider à [40] comprendre le sort réservé aux Juifs par Hitler et le sort réservé par Staline à la plupart des Juifs polonais réfugiés en URSS et peut-être même aux Juifs réimplantés en URSS par les Allemands. En septembre '41, Staline accusa ces 500.000 Allemands de la Volga (et les autres Allemands de Russie) de sabotage et d'espionnage et les fit déporter en wagons blindés au-delà de l'Oural (Kirghizstan, Tadjikistan, Kazakhstan, Grand Nord et Asie Centrale)¹. Ceux qui résistèrent furent abattus sur place. Les hommes et les femmes furent séparés et mis au travail forcé. Beaucoup moururent, notamment dans des épidémies de typhus. Ils furent libérés à la fin de la guerre mais restèrent sous contrôle spécial; les rescapés ne reçurent l'autorisation de revenir en Europe que 20 ans plus tard (les Tatars de Crimée déportés en 1944, eux, ne reçurent cette autorisation qu'en 1990 et certains, comme les Meskhs, n'ont toujours pas pu revenir chez eux.). Toutefois, ils ne purent récupérer leurs biens qui avaient été distribués à d'autres Russes, eux aussi déplacés de force. Leurs enfants, profondément déchristianisés et acculturés (la plupart ne parlent même plus allemand), se sont mélangés aux Russes, aux Kazakhs et à d'autres ou se sont dispersés, notamment en Allemagne. Aujourd'hui, il ne reste plus guère que 30.000 Allemands sur la Volga. Aucune des victimes de cette déportation n'a, bien entendu, été indemnisée.

Enfin, Israël, approuvé, malgré quelques notables exceptions, par la plupart des Juifs de la Diaspora², ne procéda pas autrement avec les [41] Palestiniens : trois ans après la libération d'Auschwitz, une grande partie des Palestiniens s'enfuirent de leurs maisons et de leurs terres à la suite des atrocités juives; certaines furent délibérées et n'avaient d'autre but que de les effrayer et de les inciter à fuir. Dépouillée de tout, une

¹ Cette déportation d'Allemands "de souche" par les ("Judéo-") communistes fut utilisée par Rosenberg pour tenter d'activer la déportation des Juifs en URSS. On notera aussi un autre lien entre les deux déportations: selon Reitlinger, les Soviétiques avaient déporté les Juifs biélorusses de Vitebsk et Bobruisk "en vue de remplacer les Allemands de la Volga dans la région de Saratov."

² Les exemples de la manifestation de cette solidarité ne manquent pas ; citons, par exemple, Elie Wiesel : "Je suis contre la guerre et pour l'humanisme, mais, comme Juif, appartenant à la génération traumatisée qui est la nôtre, je suis totalement solidaire de ce qui se passe en Israël. Je suis avec Israël ; et ce qu'Israël fait, Israël le fait en mon nom aussi." (*Paroles d'Etranger*, 1982) Se défendant par la suite – mais sans convaincre – contre l'accusation de "double allégeance", le grand rabbin de France Sitruk disait au premier ministre israélien Shamir (lequel, signalons-le au passage, fit par écrit des propositions de collaboration aux Allemands) : "Chaque Juif français est un représentant d'Israël [...] Soyez assuré que chaque Juif en France est défenseur de ce que vous défendez." (*Le Monde* des 12 et 13/7/90) Par contre, citons aussi, pour sauver l'honneur de la communauté juive, René Raindorf, ancien d'Auschwitz et administrateur de la Fondation Auschwitz: "Je considère personnellement que le sionisme politique est une forme de colonialisme, d'impérialisme et de racisme." (*Bull. F. Auschwitz*, janv.-mars '90). Toutefois, Raindorf semble assez isolé ; nous ne parlons pas, bien entendu, de tous ceux qui, quoique d'"origine juive", ont quitté la communauté (voire n'en ont jamais fait partie) et ne se reconnaissent pas dans Israël: ils sont, semble-t-il, de plus en plus nombreux.

grande partie du malheureux peuple palestinien fut, de fait, réimplantée en Cisjordanie et à Gaza dans des conditions qui n'étaient probablement pas meilleures que celles que connurent les Juifs réimplantés par les Allemands dans l'Est européen. Sans l'aide des Nations-Unies (UNRWA), combien auraient survécu ? Par la suite, Israël s'est emparé de la Cisjordanie et de Gaza. Tous, nous savons ces choses mais le tapage médiatique et le terrorisme intellectuel (et autre) des sionistes nous effrayent au point que nous n'osons pas nous élever contre ce qu'il faut bien appeler la "Solution finale du problème palestinien" et dont nous reparlerons en annexe 1.

Il faut donc bien l'admettre : en termes d'époque (et même d'aujourd'hui), la déportation des Juifs n'était pas nécessairement synonyme d'extermination. Non seulement cette déportation pouvait, à la rigueur, passer pour une nécessaire mesure de sécurité militaire (encore qu'on aurait pu en adopter de moins radicales), mais il faut bien reconnaître qu'elle était acceptée et même souhaitée par une grande partie des populations pour des raisons culturelles, sociales et économiques. Certes, personne ne souhaitait de mal aux Juifs (peut-être même pas Hitler) et tout le monde ne leur voulait que du bien, mais ... ailleurs. En fait, l'immigration juive, il y a 50 ans, était perçue comme une plaie: le roi d'Angleterre lui-même demandait à ses ministres de bien vouloir l'arrêter; débordées, les autorités françaises voulaient déporter 10.000 Juifs à Madagascar; elles n'auraient d'ailleurs fait que répondre aux vœux du jeune Mitterrand qui, à la même époque, manifestait joyeusement contre l' "invasion des métèques" (c'est-à-dire des Juifs); on pourrait donner toute la nuit d'autres exemples de cette judéophobie d'avant-guerre. Cela n'a certes pas sa place dans le développement de l'histoire de cette persécution mais le lecteur me permettra peut-être de relever [42] que les choses ont bien changé : de nos jours, le "politiquement correct" est plutôt au philosémitisme.

Aussi est-il normal que Baudouin Ier et Albert II aient anobli Maurice Goldstein, président du Comité International Auschwitz, ainsi que Paul Halter, président de la Fondation Auschwitz, que leur père, Léopold III avait laissé déporter sans protester. Il n'est pas davantage étonnant que le baron Richard von Weizsäcker, ancien président de la République fédérale allemande, ait souhaité publiquement que son successeur soit un Juif, alors que son père, le baron Ernst von Weizsäcker, secrétaire d'Etat de Hitler, avait été un des plus acharnés à expulser les Juifs. Quant à François Mitterrand, ancien président de la République française, chébran d'abord, chébran encore, chébran toujours, il n'a eu besoin des conseils de personne pour passer de l'antisémitisme au philosémitisme: il a fini sa vie entouré de ces Juifs qu'il trouvait encombrants 50 ans plus tôt; la découverte de son passé (déjà bien connu dans les milieux nationalistes) ne fut guère exploitée par les sionistes qui comprirent vite, devant les réactions des Français, que son exploitation allait déboucher sur la banalisation a posteriori de l'antisémitisme d'il y a 50 ans. On notera accessoirement que la discipline dont firent preuve nos journaux lors de ce retrait stratégique accrédite la thèse selon laquelle ils sont aux ordres (quand ils ne les précèdent pas).

Où il y eut félonie, il est vrai et toujours selon les principes généralement partagés, ce fut quand des gouvernements organisèrent la déportation de leurs propres nationaux : ce fut notamment le cas de nombreux Juifs français ?¹

Ce qui ne fut pas banal, par contre, ce fut les conditions parfois épouvantables dans lesquelles se déroulèrent ces déportations et l'hécatombe qui en résulta. Ce fut particulièrement vrai en Pologne, où les déportés furent traités avec une sauvagerie qui, par moments, rappela l'épouvantable déportation des Arméniens et autres chrétiens turcs en 1915.

¹ C'était d'autant plus scandaleux qu'ils avaient massivement démontré à l'occasion de la guerre 14-18 (y compris en Allemagne) et de la campagne 39-40, qu'ils avaient été des plus ardents défenseurs de leur pays.

IV.

MISE EN PLACE DE LA POLITIQUE ANTISEMITE
ALLEMANDE APRES 1939

A partir de la déclaration de guerre, la situation des Juifs changea donc tout naturellement: de corps étranger et corrupteur, ils devinrent – par la volonté ou la bêtise des sionistes – un ennemi déclaré, qui fut traité en conséquence c'est-à-dire mis sous surveillance voire mis en détention ou expulsé *manu militari*.

L'annexion de la Bohême-Moravie, annexion qui avait suivi la fusion avec l'Autriche, avait encore apporté d'autres Juifs à Hitler, mais sans commune mesure avec ce que lui apportèrent l'invasion et le partage de la Pologne. On notera que, si cette invasion entraîna la fin du Comité d'Evian et des discussions entre Anglo-américains et Allemands, elle ne signifia pas que ceux-ci, pour autant, renoncèrent à faire émigrer leurs Juifs et il en partit encore avec leur autorisation jusqu'en 1941. Mais cette invasion permit surtout aux Allemands de penser à regrouper l'ensemble des Juifs européens dans un protectorat à fonder dans le Gouvernement Général de Pologne ; ainsi Hitler déclara-t-il à Keitel le 17/10/'39 que le Gouvernement Général allait devoir absorber "les Juifs et les Polacks du territoire du Reich".¹ En fait, ce protectorat juif, prévu d'abord à Cracovie puis à Lublin, devait regrouper non seulement [44] les Juifs du *Reich* et de Pologne, mais aussi les Tziganes, les Polonais jugés antiallemands et, d'une façon générale, tous les "indésirables" (*Unliebsame*).

Le 20/10/'39, effectivement, un premier convoi de Juifs viennois partait pour Lublin.

Six jours plus tard, c'était le tour d'un premier convoi de Juifs tchèques.

Simultanément, des convois de milliers de Juifs de l'ancienne Posnanie rebaptisée Warthegau (partie occidentale de la Pologne annexée par l'Allemagne) partaient aussi pour Lublin: ces expulsions ne visaient toutefois pas que des Juifs mais surtout des Polonais (et même des Tchèques), les uns et les autres devant céder la place aux centaines de milliers de "*Volksdeutsche*" (Baltes, Polonais, Russes et Roumains d'origine allemande) appelés à regagner la "Mère Patrie" (quand ils n'avaient pas préféré et réussi à rester là où ils s'étaient établis).

Toutefois, au printemps '40, Frank, Gouverneur Général, ayant réussi à faire admettre que la situation à Lublin devenait anarchique et intenable, obtint l'arrêt de ces déportations chaotiques. Ceci entraîna la relance du projet d'installation des Juifs à Madagascar ; le plan Rademacher du 3/7/'40, qui prévoyait la cession de l'île par la France, qui venait de perdre la guerre, fut accueilli avec enthousiasme par Heydrich et ses services se mirent aussitôt au travail pour donner corps à ce nouveau projet baptisé

¹ Le Gouvernement Général était la partie de la Pologne non annexée par les Allemands, les Soviétiques et les Lituaniens. C'est dans cette région que les historiens situent les camps de la mort (y compris Auschwitz, ce qui constitue une erreur, car Auschwitz faisait partie du Reich).

"*Endlösung*" (Solution finale), ce qui prouve bien d'ailleurs que ce mot n'est pas synonyme d'extermination. Petit à petit, toutefois, cet enthousiasme tomba ; cela s'explique, disent les historiens intentionnalistes, par le fait que Hitler glissa progressivement vers la solution de l'extermination au fur et à mesure que l'invasion de l'URSS tournait au fiasco mais cette explication n'a pas de sens car l'invasion de l'URSS est postérieure ou concomitante à l'abandon du projet Madagascar. En fait, il devrait apparaître à tout homme de bon sens que ce projet n'était pas réaliste, car le problème du transport était insoluble : comment, en effet, trouver les bateaux nécessaires et les faire naviguer dans des mers contrôlées par des Anglais, qui, contrairement aux espoirs du Führer, n'avaient pas voulu conclure la paix ? Hitler ne sombra donc pas, petit à petit, dans un hypothétique projet génocidaire, mais ce fut la Solution finale qui passa, un temps, au second plan : tout simplement, on ne savait plus que faire.

La simple perspective de guerre à l'Est aurait déjà dû laisser entrevoir un début de solution : envoyer les Juifs en Russie –, encore ne fût ce que le 24/6/'41 soit deux jours après le début de l'entrée en guerre contre l'URSS que Heydrich fit savoir officiellement que la solution – "Madagascar" était définitivement abandonnée.¹

A ce moment, Heydrich dut reconnaître (on devrait plutôt dire : put reconnaître officiellement, puisqu'il avait enfin une solution de rechange) qu'il ne pouvait plus être question d'émigration et qu'une "solution territoriale finale" devait être trouvée. Non seulement l'Allemagne n'avait pas les moyens de transporter les Juifs outre-mer, mais elle avait pris conscience de ce que les Juifs émigrés viendraient renforcer les armées ennemies.

Le 3 1/7/'41, Göring demandait à Heydrich de faire tous préparatifs en vue d'une solution définitive de la question juive dans les régions d'Europe sous influence allemande : "Ces termes dans leur banalité administrative, dissimulaient l'attribution des pleins pouvoirs aux SS pour organiser l'extermination des Juifs dans l'Europe occupée." (John Toland) C'est là une nième pétition de principe. En fait, ce n'était là qu'une extension géographique et pour la bonne règle, de pouvoirs qui avaient déjà été attribués à Heydrich pour le territoire du *Reich*.

Le 6/10/'41, d'après les notes de Koeppen, la conversation du repas du Führer fut consacrée à la résistance en Tchécoslovaquie, laquelle résistance, bien entendu, était censée être animée par les Juifs (les Juifs étaient accusés d'être l'âme de toute résistance, puisque tout ennemi de l'Allemagne était nécessairement juif ou pro-juif ; d'ailleurs, répétaient les Allemands, les Juifs n'avaient-ils pas déclaré la guerre à l'Allemagne ?) ; Hitler déclara que la solution était de déporter tous les Juifs "loin vers l'Orient et puisque les Juifs étaient des informateurs de l'ennemi, il n'y avait qu'à commencer par déporter les Juifs restés à Berlin et Vienne. Aussitôt dit, aussitôt fait: à partir du 14/10/'41, les Juifs allemands commencèrent à être déportés vers Lodz et plus à l'Est en URSS même (Kowno, Riga et Minsk).

Quelques jours plus tard, le 25/10/1941, nouveau propos de table devant Himmler et Heydrich : "Que personne n'aille me dire qu'il est impossible de les entasser dans les

¹ Finalement l'île fut envahie par les Britanniques en mai 1942.

marais de la Russie [c'est-à-dire, selon Steffen Werner, les marais du Pripet, à cheval sur la Biélorussie et l'Ukraine] ! Qui se préoccupe de nos soldats ? Au fait, ce n'est pas une mauvaise chose que la rumeur publique nous attribue un projet d'extermination de tous les Juifs. La terreur est salulaire."

De son côté, Heydrich qui, lui aussi, avait bien d'autres soucis (il s'était fait nommer Protecteur de Bohême-Moravie), convoquait les représentants de diverses administrations pour d'une part, leur annoncer qu'il avait été chargé du problème juif à l'échelle européenne et d'autre part, leur faire connaître ses projets, projets auxquels ces administrations étaient priées de collaborer. Prévue pour le 10/12/'41, cette réunion – la célèbre Conférence de Wannsee – n'eut lieu que le 20/1/'42. Une nouvelle réunion devait avoir lieu par la suite pour préciser les détails du plan adopté par Heydrich, mais sa mort (en juin '42) la fit annuler.

Autre propos de table de Hitler le 27/1/1942, quelques jours après Wannsee : "Les Juifs doivent quitter l'Europe ! Le mieux est qu'ils aillent en Russie."; le Gouvernement Général, ainsi que Hitler l'avait promis à Frank, ne servirait plus qu'au transit des Juifs et à la mise au travail forcé de ceux dont les Allemands voulaient utiliser la main d'œuvre en attendant la fin – proche, croyaient-ils – des hostilités.

Dans une note du 10/2/'42 (soit vingt jours après Wannsee), Rademacher, adjoint de Martin Luther, sous-secrétaire d'Etat de Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères, rapportait à son supérieur que "la guerre contre l'URSS a créé entre-temps la possibilité de disposer d'autres territoires pour la solution finale [*Endlösung*]. Le Führer a décidé en conséquence que les Juifs devraient être évacués à l'Est et non plus à Madagascar. La solution de Madagascar ne doit donc plus être retenue pour la solution finale".

On notera qu'on peut penser que la déportation des Juifs à l'Est n'est pas la "Solution finale" : d'après un document produit à Nuremberg et dont Irving a reparlé au procès Zündel, le chef de la Chancellerie du *Reich*, Lammers, a confirmé au printemps 1942 au ministre de la Justice [48] qu'Hitler avait décidé de reporter la "Solution finale" à l'après-guerre. Cette solution de l'Est n'était donc que provisoire, Hitler n'ayant jamais écarté **pour l'après-guerre** une solution du type "Madagascar".

On en a confirmation par ailleurs ; ainsi, le 7/3/1942, après avoir reçu copie du "Protocole de Wannsee", Goebbels notait : "Pour le moment, ils [les Juifs] seront concentrés dans l'Est ; après la guerre, si possible, une île comme Madagascar leur sera assignée. [...] Sans doute, cela créera-t-il une multitude de drames individuels, mais c'est inévitable. La situation est maintenant mûre pour un règlement de la question juive." ¹

Jusque là, les déportations avaient été anarchiques, les plans (toujours partiels) se succédant les uns aux autres pour être aussitôt interrompus (on vit même des Juifs du

¹ Citation extraite de "Revelations from Goebbels Diary", David Irving, *The Journal of Historical Review* jan/feb. '95. Doit bientôt paraître, notamment en français, un nouveau livre d'Irving : *Dr Goebbels : sa vie et sa mort*. Irving a pu acheter aux archives russes la copie intégrale, microfilmée sur plaques de verre, du fameux journal Dr Goebbels (on n'en connaissait que des extraits de source historienne et c'était fort insatisfaisant).

Reich – notamment de Vienne – qui avaient été déportés dans l'Est revenir à leur lieu de départ : c'est déjà la preuve qu'on ne les y avait pas envoyés pour les exterminer). A partir du deuxième trimestre de 1942, toutefois, cela changea radicalement et le plan plus cohérent exposé à Wannsee fut mis en application (encore que la mort de Heydrich l'atténua, pense Reitlinger).

Le 27/3/1942, se référant à un autre document reçu de la SS¹, Goebbels notait : "Du Gouvernement Général, en commençant par Lublin, les Juifs sont maintenant expulsés vers l'Est. On emploie ici une méthode barbare qu'il n'est pas nécessaire de décrire et des Juifs eux-mêmes, il ne reste pas grand-chose. En gros, on peut probablement dire que 60% d'entre eux seront liquidés, tandis que 40% pourront être mis au travail." Il est remarquable que des historiens comme Hilberg se gardent de donner cette citation, pourtant accablante, du journal de Goebbels : il est évident que c'est parce qu'elle constitue une preuve de ce que, à cette époque cruciale, il n'y avait pas de politique allemande [42] d'extermination systématique des Juifs ; sinon, il faudrait admettre que l'un des antisémites nazis les plus actifs, Goebbels, n'en était même pas informé, ce qui est grotesque. Ces mots – tout inquiétants qu'ils soient – couvrent donc une opération – limitée dans le temps et l'espace– d'évacuation, de dépouillement, d'épouillage, de sélection des aptes et, enfin, d'expulsion des inaptes, le tout dans la plus grande brutalité. Toutefois, on peut prétendre que Globocnik y ajouta la mise à mort des inaptes, encore que les historiens commencent à admettre que ce ne fut pas avant mai '42 que l'opération tourna au massacre (nous en reparlerons) : à cette époque, les Britanniques avaient commencé leurs bombardements terroristes visant à exterminer la population civile allemande ; deux jours plus tard, par exemple, ils détruisaient Lübeck et Goebbels notait : "Et quelle importance que des Juifs soient fusillés dans des fosses? Cela leur pendait au nez ! Ils nous ont déclaré la guerre et le temps n'est pas à la compassion et au sentimentalisme." Il pouvait donc bien y avoir d'affreux massacres, admet Irving (tout en continuant à trouver farfelue la thèse des chambres à gaz). On peut admettre (cela mettra peut-être tout le monde d'accord) que les 60% dont parle Goebbels ont été systématiquement, du moins à une époque, liquidés par fusillade (le gazage est une vue de l'esprit, ainsi que nous l'avons vu dans le tome 1) puis enterrés (leur incinération est une autre impossibilité ou, du moins, une improbabilité) mais en beaucoup plus petit nombre que les historiens le disent, ce qui fait que cette "*Aktion*" menée à Belzec, Sobibor et Treblinka (il s'agirait de l'"Opération Reinhard" dont nous reparlerons) serait du domaine du matériellement possible.²

¹ Si j'ai bien compris, Goebbels avait rendu visite en mars '42 à Globocnik, qui, depuis septembre 1939, gérait la "réserve juive" de Lublin et à qui on avait confié la grande "*Aktion*" contre les Juifs du Gouvernement Général c'est-à-dire le "*Sonderbehandlung*".

² Les historiens qualifient souvent d'Opération Reinhard (avec un d ou un t final, ils ne savent pas trop) l'opération de déportation-extermination des Juifs dans les camps du Bug. Faurisson dit que, d'après l'historien allemand Uwe Dietrich Adarn, l'*Aktion Reinhardt* (avec un t final) était une opération qui devait son nom à un secrétaire d'Etat aux finances de Hitler. Elle portait sur la confiscation des biens de riches Polonais. Pour les historiens, cette "*Aktion*" est l'opération d'extermination des Juifs polonais ou déportés en Pologne dans les camps de Chelmno, Belzec, Sobibor et Treblinka : son nom, disent-ils, lui a été donné en hommage à Heydrich qui venait d'être assassiné et dont le prénom était Reinhard (avec un d final) : cette version paraît peu vraisemblable ; il semble plutôt qu'il y eut deux opérations distinctes, parallèles encore que parfois complémentaires et exécutées toutes deux par Globocnik.

Le 24/7/1942, en plein cœur de la grande opération d'évacuation des Juifs (les Juifs de Varsovie, par exemple, sont en cours d'évacuation [50] via Treblinka depuis la veille), nouvel et important propos de table : Hitler parle de l'émigration des Juifs après la guerre "vers Madagascar ou un autre Etat national juif". On exterminait donc peut-être bien les Juifs ainsi que le prétendent les historiens mais, en tous cas, Hitler, lui, n'en avait apparemment pas été informé.

On retrouve confirmation de tout cela dans un mémorandum du 21/8/'42 dans lequel Luther résumait la politique antisémite suivie depuis 1933 jusqu'à Wannsee ; il concluait sa note en précisant encore que :

- a) les déportations étaient un pas dans la voie de la solution globale du problème;
- b) la déportation dans le Gouvernement Général était une mesure temporaire;
- c) les Juifs seraient envoyés par la suite dans les territoires de l'Est occupés dès que les conditions techniques *ad hoc* seraient réunies.

La Chancellerie du Parti (Martin Bormann) émit le 9/10/'42 une ordonnance pour répondre aux rumeurs relatives à la solution du problème juif : cette ordonnance confirmait – sans précautions de langage – le mémorandum de Luther; il y était dit que : "a) Pour assurer son existence, le Reich devait refouler totalement les Juifs et les éliminer de l'espace économique européen. b) Les Juifs étaient transportés de façon courante à l'Est dans de grands camps en partie encore à construire, d'où ils étaient soit affectés au travail, soit amenés encore plus loin à l'Est. c) Il était dans la nature des choses que ces problèmes soient, pour des raisons de sécurité, réglés avec une fermeté sans ménagement."

Si ce sont les nécessités de la sécurité militaire qui sont à la base de la décision de la déportation générale, décision dont les Allemands se seraient bien passé, il est évident que, inévitablement et logiquement, cette déportation (à l'intérieur de la zone contrôlée par les Allemands, ne l'oublions pas) ne pouvait qu'entraîner la mise au travail forcé des Juifs sur le lieu même ou sur le chemin de leur relégation; cette mesure, non seulement était de nature à les empêcher de nuire éventuellement aux intérêts du *Reich* (par exemple en rejoignant les rangs des partisans) mais était hautement bénéfique pour le *Reich*: les Juifs aidaient ainsi l'Allemagne à gagner une guerre qu'ils étaient accusés, par la faute des sionistes, de lui avoir déclarée. A la reprise des déportations fin '41-début '42, les Allemands ne souhaitèrent même d'abord [51] déporter que des hommes et des femmes aptes au travail. Ainsi, après la Conférence de Wannsee du 20/1/'42, Eichmann réunissait ses gens le 11/6/'42 et Dannecker, son représentant pour la France, en rapportait que Himmler avait décidé de transférer à Auschwitz pour une "mise au travail" un plus grand nombre de Juifs, à savoir d'Europe du Sud-Est et de l'Ouest, la condition essentielle étant que ces Juifs soient âgés de 16 à 40 ans, "10% de Juifs inaptes au travail" pouvant être compris dans ces convois. Cette tolérance de 10%, qu'il faut interpréter comme un adoucissement d'une mesure peu humaine (ce souci de ne pas séparer les familles, notamment les enfants de leurs parents, était partagé, note Amoureux, par tous ceux qui avaient pris la défense des Juifs: évêques catholiques, résistants, etc.) fut certes très vite dépassée, non plus dans un souci humanitaire mais en raison du désir d'une partie de l'appareil allemand (et des autorités nationales de divers pays) d'expulser tous les Juifs (du moins étrangers); il n'en reste pas moins vrai que 5 mois après la prétendue décision d'exterminer les Juifs, Auschwitz ne s'intéressait manifestement

qu'aux Juifs aptes au travail. L'objectif prioritaire des Allemands n'était pas d'exterminer les Juifs mais de gagner la guerre et la mise au travail des Juifs (voire leur relégation, puisqu'ils étaient censés constituer une "cinquième colonne") pouvait les y aider davantage que leur extermination, pour autant qu'ils aient jamais souhaité les exterminer.¹

Les historiens nous donnent par ailleurs confirmation de tout ceci; il suffit de lire la presse avec attention. En 1992, à l'occasion du 50ème anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv à Paris, le judaïsme français a fait pression pour que l'Etat français reconnaisse formellement sa responsabilité dans la déportation des Juifs de France et l'un des arguments [52] qu'il emploie, confirme l'instruction de Himmler que Dannecker avait rapportée. Ainsi, *Le Monde* du 16/7/'92 rappelle que :

– La rafle fut organisée par les autorités françaises ("Sur tous les clichés [...] on ne voit pas un seul uniforme allemand. On ne voit que des képis français.")

- Les Français ne répondirent pas aux demandes des Allemands puisqu'ils arrêtaient des enfants dont les Allemands ne voulaient pas ("Mais que faire des enfants? Les Allemands ne réclament que les Juifs étrangers de plus de 16 ans").

Or, on était le 16/7/'42, c'est-à-dire 6 mois après Wannsee et ce n'est finalement que plus tard que les Allemands acceptèrent également et après s'être fait prier, la déportation des enfants (que les Français avaient séparés de leurs mères). Un mois plus tard, Serge Klarsfeld confirme tout cela dans une page entière du *Monde* du 25/8/'92 consacrée à une deuxième grande rafle, en Zone Libre cette fois (c'est-à-dire dans une zone qui n'était pas contrôlée par les Allemands), celle du 26/8/'42.

On n'insistera jamais assez sur le sans-gêne avec lequel les médias nous manipulent: ils affirment que le 20/1/'42 s'est tenue la conférence de Wannsee, au cours de laquelle a été décidée et organisée l'extermination des Juifs, mais ils affirment aussi – pour les besoins d'une cause accessoire – que le 16/7/'42 et le 26/8/'42 soit 6 et 7 mois plus tard, les Allemands ne souhaitaient déporter que des Juifs étrangers et aptes au travail. Cette incohérence ne semble déranger personne, comme s'il était normal qu'on nous manipule à longueur d'année.

De tels documents, c'est-à-dire des documents indiquant que les Allemands ne déportaient pas les Juifs pour les exterminer (même si, selon la thèse fonctionnaliste, certaines autorités locales les exterminaient à l'insu de Berlin) pullulent dans les

¹ Dans le même document, Dannecker rapporte qu'un général allemand du nom de Kohl lui avait alloué des wagons avec enthousiasme, car "il est un ennemi sans compromis des Juifs et il approuve à 100% une solution définitive de la question juive ayant pour but l'anéantissement sans restes de l'ennemi". Dannecker ajoutait : "Il se montre aussi ennemi des Eglises politiques". Enfin, ce général déclarait qu'il considérait la solution rapide de la question juive en France occupée comme une nécessité vitale pour la troupe d'occupation. On présente souvent cette déclaration comme une preuve de la volonté génocidaire des Allemands (pour être plus probant, on ne cite souvent que la première de ces trois déclarations de Kohl, qui, il faut le faire remarquer, n'était pas en charge de ces problèmes : il s'occupait de charroi ferroviaire); c'est insoutenable : Kohl voulait bien entendu dire, en usant d'un langage propre aux militaires, voire aux sportifs, qu'il était pour la destruction de la capacité de nuire d'un ennemi constitué en "cinquième colonne" opérant dans le dos de l'armée allemande. Il ne souhaitait évidemment pas pour autant la mort physique de cet ennemi.

archives. Les historiens objectent que toutes ces tonnes de documents utilisent un langage codé : ainsi par "déportation" il faudrait entendre "extermination", etc. Cette affirmation est gratuite et invraisemblable; un tel codage est d'ailleurs impraticable.

A fin 1942, l'essentiel du drame de la déportation proprement dite était joué; bien entendu, les souffrances des déportés survivants (à [53] l'époque, ils devaient encore constituer une majorité) étaient loin d'être terminées. Par la suite, en 1943 et 1944, les Allemands déportèrent encore quelques dizaines de milliers de Juifs belges, hollandais, français et surtout, ils s'attaquèrent à la communauté juive de Hongrie, communauté forte de 800.000 personnes dont ils déportèrent une bonne moitié. Néanmoins, c'est en 1942 que se situe le "centre de gravité" de cette déportation et nous allons donc examiner cette période plus en détail.

V.

LES GRANDES DEPORTATIONS DE 1942

Après Wannsee donc, à partir d'avril-mai '42, commencèrent les déportations de masse : les Juifs furent déportés en URSS par centaines de mille et transitèrent par des camps et des ghettos comme Auschwitz-Birkenau, Belzec, Sobibor, Maïdanek et Treblinka.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, la majorité des Juifs du *Reich* avaient émigré avant la guerre; les Juifs restés sur place comprenaient une forte proportion de gens âgés, préférant subir les désagréments et les humiliations d'une persécution stupide et odieuse plutôt que de quitter leur patrie. Partout, ce sera la même chose : une forte proportion de jeunes et d'adultes dans la force de l'âge émigreront, et cela, dès le début des années '30 (car, en Europe de l'Est, il y avait eu, avant Hitler, l'antisémitisme est-européen séculaire et la crise économique) et une forte proportion de vieux et d'adultes de faible constitution resteront. Ceci a contribué à accroître le pourcentage de morts parmi les Juifs déportés plus tard à l'Est ou même restés sur place. Ainsi, chez les Juifs allemands en liberté (il n'y en avait plus que 50.000 environ en 1943, soit environ 11 fois moins qu'en 1933), les naissances avaient été de 3425 en 1933 et seulement 239 en 1942 (soit 14 fois moins); les décès, par contre, n'avaient guère diminué : 8925 en 1933 et 7857 en 1942. On notera, de plus, que ceci illustre bien l'une des erreurs systématiques auxquelles conduit la méthode d'évaluation des morts dite "démographique" (mais aussi la méthode "par camp d'extermination") : on tient pour exterminés des gens morts de mort naturelle (personnes fragiles mortes précocement de maladie ou personnes âgées [55] mortes de vieillesse), la perpétuation de la communauté se faisant ailleurs (USA, etc.). Ainsi, si la guerre avait duré 6 ou 7 ans de plus, il n'y aurait plus eu un seul Juif en Allemagne et les historiens n'auraient pas manqué d'ajouter ces 50.000 Juifs allemands aux 6 millions de morts imputés aux Allemands.

A ce reliquat de Juifs allemands étaient venus s'ajouter les Juifs de l'Ouest (majoritairement des réfugiés de l'Est et du *Reich*, dont Hitler croyait s'être débarrassé !) et surtout les Juifs orientaux, qui constituaient la grande masse du judaïsme mondial.

La question qui se pose est de savoir exactement combien de Juifs furent ainsi déportés et où ils furent déportés. Nous allons tenter de démontrer ci-après que :

A – il n'a pas dû y avoir plus de trois millions de Juifs à être tombés dans les mains des Allemands, lesquels n'auraient donc pas pu en exterminer davantage ;

B – la majorité des déportés occidentaux, notamment des Belges, ont été déportés à l'est d'Auschwitz, lequel camp n'a donc pas été le camp d'extermination qu'on dit mais un camp de travail et de transit ;¹

C – qui plus est, la majorité des déportés, tant occidentaux que polonais, ont même dû être déportés en URSS, c'est-à-dire à l'est de Treblinka, Sobibor et Belzec, lesquels camps n'ont donc pas été davantage qu'Auschwitz les camps d'extermination qu'on dit.

Nous ne saurions trop recommander au lecteur de se référer avec constance à la carte de Pologne que nous publions par ailleurs : cela l'aidera à comprendre.

¹ On notera déjà qu'Auschwitz était situé au milieu d'une importante zone d'habitat et d'industrie et sur la nouvelle frontière entre le *Reich* et la Pologne mais sur le territoire du *Reich*. Cet endroit était vraiment peu indiqué pour une opération secrète d'extermination massive.

A – Le Rapport Korherr

Dans un célèbre rapport daté d'avril '43 et dont personne ne conteste l'authenticité, Korherr, statisticien de la SS, indiquait qu'à la fin de 1942, c'est-à-dire au terme de la terrible année au cours de laquelle l'essentiel du drame est censé s'être joué, 2.400.000 Juifs avaient été "évacués", dont une grande partie dans l'"Est russe" c'est-à-dire [56] l'Ouest de l'URSS.¹ Si on y ajoutait l'émigration, l'excès des décès sur les naissances, les morts en Russie de l'Ouest (c'est-à-dire massacrés par les commandos SS ?) et les évacuations "en masse" en Sibérie organisées par les Soviétiques, on pouvait estimer, concluait en gros Korherr, qu'en 10 ans de national-socialisme, la population juive européenne (un peu plus de 10 millions sur une population mondiale de 17 millions) avait presque baissé de moitié.

En fait, cette statistique dans laquelle les historiens trouvent – par extrapolation – une justification a posteriori du chiffre de 6.000.000 de morts juifs, manque singulièrement de rigueur. Les chiffres de ce rapport sont même des plus fantaisistes qui soient, ce qui entache sa crédibilité. Ainsi, pour Korherr, la population juive européenne d'avant-guerre était de 10 à 11 millions d'individus; pour arriver à ce chiffre, il suffit, bien entendu, de dresser un tableau reprenant les chiffres de la population juive, pays par pays, et de les additionner, ce que Korherr fait consciencieusement :

<i>En milliers</i>	Chiffres anciens		Derniers chiffres connus	
<i>Reich</i>	(1933/35)	974	(1943)	78
Hongrie	(1930)	445	(1940)	750
Roumanie	(1930)	984	(1941)	302
Pays Baltes	('23 et '35)	249	(1937)	271
Pologne	(1930)	3114	(1937)	3300
URSS	(1926)	2570	(1939) *	4600
Royaume-Uni	(1931/33)	234	(1937)	349
Reste de l'Europe		703		853
Total		(9273)		(10.503)

* ("avec l'Est de la Pologne")

[57] Il apparaît au premier coup d'œil que, si Korherr tient bien compte de l'émigration des Juifs du *Reich* et des transferts de population à la suite de la modification des frontières roumaines et hongroises, par contre, il ne tient pas compte de la très importante émigration des Juifs baltes et Polonais des années 30 (50.000 d'entre eux s'étaient, par exemple, installés dans la petite Belgique) et, qui plus est, il compte deux fois les Juifs polonais de la zone russe; le comble, c'est qu'il le signale ! Malgré quoi, il additionne tous ces chiffres, gonflant ainsi le total des Juifs est-

¹ Le Chef de la Chancellerie du *Reich*, Lammers, recevait, à l'époque, des lettres affirmant que la SS exterminait les Juifs ; il déclara, à Nuremberg, qu'il avait interrogé Himmler à ce sujet. Celui-ci avait nié : "J'ai évacué les Juifs et dans de telles opérations, il est inévitable qu'il y ait des morts ; à part ceux-là, les déportés sont logés dans des camps à l'Est." (Selon Irving au procès Zündel). Il se pourrait que le rapport Korherr ait eu pour but de permettre à Himmler de se justifier aux yeux d'Hitler. Irving pense, toutefois, qu'il n'est pas sûr qu'il ait finalement été transmis à la Chancellerie.

européens et européens (10.503.000 qu'il arrondit en "plus de 10 millions") de 2 à 3 millions d'individus ! Et certains historiens d'enchaîner : il y avait effectivement 10 à 11 millions de Juifs en Europe au moment du déclenchement de la guerre, ce qui, bien entendu, permet de gonfler fictivement le total des morts de 2 à 3 millions, quand, après la guerre, on constate qu'il n'y a plus, par exemple, que 3 ou 4 millions de Juifs en Europe. En fait, le nombre de Juifs européens était très en dessous de 9 millions.

Les chiffres cités dans le rapport de la Conférence de Wannsee (qui contenait déjà l'erreur faite plus tard par Korherr au sujet des Juifs polonais, ce qui s'expliquerait par le fait que, selon Korherr, c'est Eichmann, auteur du "Protocole de Wannsee", qui lui aurait remis les chiffres de sa statistique) étaient tout aussi erronés : Hannah Arendt le reconnaît. D'une façon générale, d'ailleurs, les statistiques allemandes concernant les populations juives sont gonflées : on peut encore citer l'exemple – extrême – de Monaco, où des SS "spécialistes" en la matière voyaient 15.000 Juifs (vers 1942), alors qu'il n'y en avait pas le dixième. Ce gonflement systématique pourrait avoir deux origines :

– D'une part, il y a la personnalité d'Eichmann, qui était le grand "spécialiste" des questions juives de la SS. Ce carriériste sans convictions (il n'était probablement même pas antisémite) était quelqu'un de petite intelligence et de peu d'instruction encore que roué et malin comme un singe. Normalement, c'est lui qui aurait dû rédiger le rapport finalement confié à Korherr; justifiant ce choix, Reitlinger disait : "Il est facile d'en connaître les raisons [...] Eichmann était complètement dérouté devant des dates, des chiffres et même une simple addition [...]". A propos du chiffre fantaisiste de 2.500.000 morts d'Auschwitz que Höss disait avoir reçu d'Eichmann, Reitlinger ajoutait : "[...] [58] Eichmann mentait tout bonnement, comme d'habitude, pour impressionner ses chefs [...]". Malgré quoi, Korherr, semble-t-il, prit les chiffres qu'il dût bien aller chercher chez Eichmann sans guère les passer au crible, de sorte que son rapport est une monstruosité d'un point de vue statistique.

– D'autre part, Eichmann ne mentait pas seulement en raison de sa nature : il n'était qu'un menteur parmi d'autres, peut-être même pas le plus grand (qu'il faudrait probablement aller chercher dans les *Einsatzgruppen*). La guerre du Golfe nous a remis en mémoire les méthodes de calcul des militaires (et de certains civils, aussi) : pour eux, la préservation d'un statut avantageux passe par une estimation exagérée de la puissance de l'ennemi. D'une part, cela leur permet de faire prendre davantage conscience au public et aux décideurs du danger représenté par cet ennemi, de la nécessité qu'il y a de l'abattre et de l'urgence qu'il y a à se doter de moyens adéquats. D'autre part, ils n'en tirent que plus de gloire quand ils l'ont abattu. Ainsi est-il de tradition dans toutes les armées du monde, de gonfler les effectifs de l'ennemi et les pertes qu'elles lui ont infligées. Dans le cas de la guerre du Golfe, certains estiment que le chiffre des pertes irakiennes (200.000 militaires morts) est un "mythe" fabriqué par la CIA, laquelle avait déjà fabriqué le "mythe" de la "4e armée du monde".

Le rapport Korherr n'est donc utilisable que si on ne perd pas de vue que ses chiffres sont gonflés, voire tout à fait fantaisistes. A cette condition, son étude peut être très utile – car il n'en constitue pas moins un document unique et même tout simplement extraordinaire – et elle permet de se faire une idée assez vraisemblable du nombre **maximum** de Juifs dont les Allemands se sont saisis et qu'ils ont éventuellement exterminés. Ainsi prévenus, nous allons pouvoir examiner le tableau le plus important du rapport.

Rapport Korherr Evacuation de Juifs entre octobre '39 et le 30 décembre '42.	
1. Juifs du Pays de Bade et du Palatinat évacués en France	6504
2. Evacuation vers l'Est depuis le Reich y compris le Protectorat et le district de Bialystok	170.642
3. Evacuation du Reich et du Protectorat vers Theresienstadt	87.193
4. Transfert des Juifs des Provinces orientales vers l'Est russe	1.449.692
– par les camps du Gouvernement Général :	1.274.166
– par les camps du Warthegau :	145.301
5. Evacuation des Juifs d'autres pays :	
– France (occupée avant le 10/11/'42)	41.911
– Hollande	38.571
– Belgique	16.886
– Norvège	532
– Slovaquie	56.691
– Croatie	4927
Evacuation totale (y compris Theresienstadt et le traitement spécial)	1.873.549
sans Theresienstadt 1	1.786.356
6. En plus, il y a les chiffres du RSHA sur l'évacuation des Juifs des territoires russes y compris les anciens pays baltes depuis le début de la campagne à l'Est	633.300

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les Juifs se trouvant dans des ghettos et dans les camps de concentration. [Par la suite, Korherr signale 603.755 Juifs non évacués soit 381.047 Juifs enfermés dans des ghettos autres que Theresienstadt, 36.932 Juifs enfermés (ou morts) dans des camps ou en prison, 185.776 Juifs travaillant sur des grands chantiers de fortification ou autres.]

[60] Les Allemands auraient donc "évacué" $1.786.356 + 633.300 = 2.419.656$ Juifs à fin 1942. Si on y ajoute les 603.755 Juifs ghettoïsés, enfermés ou travaillant sur les grands chantiers, on arrive à 3.023.411 Juifs arrêtés. Si on y ajoute encore ceux dont les Allemands se saisirent en 1943 et 1944 (un peu plus de 500.000, avons-nous dit plus haut) et si, enfin, on y ajoute quelques centaines de milliers de victimes des "ratonnades" des *Einsatzgruppen* (s'ils ne sont pas déjà repris dans le cœur d'une statistique qui serait codée, ainsi que l'affirment les historiens), on arrive à la conclusion que les Allemands ont pu exterminer un maximum de 4 millions de Juifs,

chiffre que nous affinerons à la baisse plus loin d'une autre façon mais dont on peut se convaincre, déjà maintenant, qu'il est artificiellement gonflé.¹

Ainsi, cette statistique des "évacués" (c'est-à-dire des "exterminés" pour les historiens) reprend, par exemple,

– sous le poste 1 : 6.054 Juifs allemands (Pays de Bade et Palatinat) évacués en France en 1940 et internés dans les camps des Pyrénées (sans qu'on puisse raisonnablement prétendre que les Allemands les avaient déportés pour les gazer, un certain nombre d'entre eux ayant d'ailleurs même été libérés) ; [61]

– sous le poste 5 : 41.911 Juifs évacués de France vers l'Est, mais, comme l'écrit Gilbert lui-même, parmi eux "se trouvaient de nombreux Juifs allemands, déportés vers les Pyrénées, deux années plus tôt" : ce sont nos Badois et Palatins qui sont donc comptés deux fois ! En fait, ils sont même comptés une troisième fois, car les 41.911 Français du poste 5 se retrouvent tous une deuxième fois

* soit sous le poste 4 des 1.449.692 Juifs transférés en URSS par Belzec et autres camps du Bug,

* soit, plus loin, dans les 603.755 aptes restés dans les ghettos et camps de travail du *Reich* et de Pologne, comme les milliers de déportés descendus à Kozel (un peu avant Auschwitz) pour travailler dans l'Organisation Schmelt de Breslau.

Korherr et Eichmann manquaient donc singulièrement de méthode : chaque fois qu'un Juif passait au tourniquet, ils le faisaient entrer dans leur statistique et, de la sorte, ils le comptaient plusieurs fois : une première fois à sa déportation, une deuxième fois à sa mise au travail ou son expulsion en URSS, une troisième fois à la liquidation de son nouveau ghetto, etc. Certes, ils ne comptaient pas chaque Juif cinq ou six fois, ne fût-ce que parce que le nombre de ces malheureux allait s'amenuisant, mais, en

¹ On connaît deux analyses exhaustives du rapport Korherr : celle de Georges Wellers, qui en tire la preuve que les Allemands ont bien exterminé 6 millions de Juifs (mais il n'est pas convaincant) et celle de Stephen Challen, un révisionniste anglophone, qui, lui, trouve 1.200.000 morts. Challen développe une idée intéressante : Korherr, dit-il, était un statisticien professionnel compétent qui n'a pas pu commettre d'erreurs grossières ; en fait, il aurait, sur instruction de Himmler, sous-estimé l'émigration juive de un million d'unités et aurait gonflé d'autant les évacuations. Et pourquoi donc ? Entre l'invasion de la Pologne (septembre 1939) et celle de l'URSS juin 1941), Himmler et la SS avaient laissé les Juifs polonais (du moins ceux qui faisaient partie de la zone allemande et qui ne s'étaient pas enfuis : nous en reparlerons abondamment) s'en aller par centaines de mille, soit légalement (par exemple en Palestine) soit illégalement (surtout en URSS); sans parler des expulsions vers l'URSS pratiquées par la SS elle-même. Tous ces Juifs, ivres de vengeance et motivés plus que tous autres, avaient constitué un apport précieux aux armées alliées et même constitué, disent certains, un des fers de lance des armées soviétiques. C'était là une chose qu'Himmler ne pouvait laisser mettre en évidence à un moment où la *Wehrmacht* perdait l'initiative tant en Afrique du Nord qu'en URSS (Stalingrad était même tombée le 2/2/1943, ce qui avait traumatisé toute l'Allemagne). Pour éviter une éventuelle accusation de laxisme de la part de tous ceux qui cherchaient un bouc émissaire et ne pas porter un chapeau qui ne lui allait que trop bien, Himmler aurait recouru à cette fraude statistique. Ainsi s'expliquerait la mystérieuse remarque qu'avait faite Himmler à son adjoint Kaltenbrunner : "A mon avis, ce rapport est un matériau que nous pourrions peut-être utiliser à l'avenir et il est bien adapté à une opération de camouflage." En attendant, ajoutait Himmler, il n'y avait pas lieu de diffuser ledit rapport ; par contre, il convenait de continuer à déporter vers l'Est le plus de Juifs qu'il était humainement possible de déporter.

moyenne, ils auraient bien pu le compter deux fois, doublant ainsi le nombre des Juifs pris en mains et, éventuellement, exterminés.

Ils étaient si peu scrupuleux qu'à l'occasion, ils comptaient même des non-Juifs (Hilberg : "Les 'évacuations" figurant respectivement pour 222.117 et 1.274.166 incluent de toute évidence quelques non-Juifs résidant momentanément dans les ghettos.")

Or, dans leurs analyses statistiques, les historiens ne tiennent aucun compte de ces doublons, tout en nous donnant par ailleurs la preuve de leur réalité; lisons, par exemple, Christopher Browning (*Des hommes ordinaires*, Les Belles Lettres, 1994) : "Dans le même temps [1er semestre 1942 où les Juifs polonais prennent le chemin des camps d'extermination, des trains en provenance d'Allemagne et d'Autriche, du Protectorat et de l'Etat fantoche de Slovaquie, déchargent leurs cargaisons de Juifs dans le district de Lublin. Quelques-uns de ces transports [...] aboutissent aussi directement à Sobibor. Mais d'autres sont déchargés dans les divers ghettos, les Juifs étrangers prenant temporairement la place de ceux qui viennent d'être tués."

[62] Dans son dernier livre, consacré principalement à la tuerie de Josefow en juillet 1942, Browning donne même un exemple précis : dans ce bourg polonais d'où les Allemands auraient déporté 300 Juifs et où ils auraient tué sur place les 1500 autres Juifs du bourg (Belzec, pourtant tout proche, étant surchargé, dit Browning), il y avait des Juifs allemands de Cassel, de Brême et de Hambourg. Plus tard, les hommes du 101e bataillon de police, auteurs de ce triste exploit, rencontrèrent d'autres Juifs allemands – toujours dans l'Est du Gouvernement Général – à Lomazy, à Komarowka et à Pulawy (bourgade où le chef du Conseil juif était un Munichois). Sans doute ont-ils également rencontré des Juifs occidentaux non allemands mais pour eux, bien entendu, c'étaient des Juifs sans particularité méritant d'être relevée.

Tous ces gens sont incontestablement comptés deux fois dans la statistique des évacués-exterminés de Korherr.

On notera encore en ce qui concerne Josefow, que Gilbert, de son côté, relate bien le massacre de juillet '42 (sans parler des 300 déportés), mais il relate encore :

- la déportation à Sobibor de 1000 Juifs en mai 1942, c'est dire antérieurement,
- la déportation ou le massacre de 1500 Juifs en septembre 1942,
- enfin, la déportation à Belzec de 600 Juifs en novembre 1942.

Tous les Juifs de Josefow, qui n'était qu'un bourg, ayant été massacrés ou déportés en juillet 1942 (si ce n'est déjà en mai '42 ?), on en conclura que ou bien Gilbert radote ou bien la plupart de ces Juifs sont, selon toute vraisemblance, des Juifs occidentaux non retenus pour le travail à Auschwitz (et donc déjà présumés gazés) et en instance de réimplantation (ou sur le point d'être massacrés, il est vrai, pour un certain nombre d'entre eux).¹

¹ Il y a parfois des coïncidences curieuses: ainsi le journaliste israélien Amnon Kapeliouk rapporte dans *Le Monde diplomatique* de novembre '94 que, le 14/10/53 (soit 11 ans après Josefow), aux fins de

[63] On peut encore citer Gilbert : "Dans les convois d'Opole [du printemps '42 vers Belzec] figurent beaucoup de Juifs originaires d'Autriche, déportés de Vienne vers la Pologne, deux ans auparavant." ou encore : "Les survivants de communautés autrefois florissantes de Bavière et de Bohême sont déportés [en avril '42] vers de prétendues zones de 'réinstallation'. Leur destination : deux camps de transit, Izbica et Piaski, d'où ils seront envoyés à Belzec, non loin de là et gazés." En attendant, les voilà bien repris deux fois dans la statistique des évacués/exterminés de Korherr.

Il y a aussi à dire sur les 633.300 Juifs évacués des territoires soviétiques occupés y compris les Pays Baltes (mais, probablement, non compris la Galicie orientale) (poste 6). Après la guerre, dit Hilberg, Korherr qualifia ce chiffre de "'chiffre-maison, ce qui, dans le jargon des statisticiens allemands signifiait que malgré son exactitude apparente, on en ignorait la signification". Pour Reitlinger, ces 633.300 étaient le nombre de Juifs soviétiques (et, pour partie, polonais) massacrés à cette époque, nombre "probablement basé sur les rapports des *Einsatzgruppen* et des autres polices et, dès lors, objet d'exagérations". Ce chiffre est effectivement difficile à comprendre pour les exterminationnistes (sauf pour Reitlinger, qui s'en sort à moitié) puisqu'ils chiffrent les massacres des *Einsatzgruppen* (massacres centrés sur la fin 1941/début 1942) à plus de 1,3 million voire 2 millions de Juifs. Et puisque ce chiffre ne correspondait pas aux affirmations des historiens, le mieux était effectivement peut-être bien de faire dire par un Korherr terrorisé à l'idée d'être inculpé de complicité de crime contre l'Humanité que ce chiffre constituait un mystère.

On ne peut évidemment se satisfaire de ce tour de passe-passe. On notera d'abord que, plus loin, dans le bilan de la déjudaisation en Europe, Korherr fixe le chiffre de la population juive soviétique à "environ 4 millions", chiffre qui correspond au résultat de la soustraction de nos 633.300 des 4.600.000 Juifs soviétiques qu'il comptait en 1939 (voir le premier tableau): ces 633.300 représentent donc probablement le nombre de Juifs soviétiques pris en mains par les Allemands, c'est-à-dire massacrés (ce qui signifie qu'Eichmann et/ou Korherr avaient singulièrement réduit les prétentions incroyables des *Einsatzgruppen*) mais aussi ghettoïsés ou mis au travail (car Korherr ne reprend aucun ghetto ou camp soviétique dans la liste détaillée qu'il donne par la suite). Korherr précise aussi que, s'il a pu tenir compte de l'excès de la mortalité dans [64] toutes les communautés juives européennes, il n'a pu, par contre, tenir compte de tous les morts dans les territoires soviétiques occupés (ni, bien entendu, des Juifs morts au front ou dans l'espace aux mains des Soviétiques). Et pourquoi donc ? Probablement parce qu'on avait affaire à un pays en guerre, dévasté, sans administration et que le seul chiffre fiable dont Korherr disposait était celui des Juifs ghettoïsés ou mis au travail (puisque en dehors des maquis, il n'y avait pas beaucoup de Juifs soviétiques encore en liberté), le chiffre des morts ne pouvant

venger la mort d'une Israélienne et de ses deux enfants, l'"unité 101" de Tsahal, sous le commandement d'Ariel Sharon, mena une opération de représailles contre le village cisjordanien de Qibya, y tuant 169 hommes, femmes et enfants et en blessant beaucoup d'autres. "Les soldats, précise Kapeliouk, avaient reçu l'ordre de faire beaucoup de victimes." Le parallèle s'arrête là : les chefs du 101^e bataillon allemand auteur du massacre de Josefow, furent justement punis et leur crime vient de faire l'objet d'un livre de Browning célébré à grands cris par les médias ; par contre, le chef de l'unité israélienne 101 responsable du massacre de Qibya devint par la suite ministre des Forces armées israéliennes et son crime ne fera jamais l'objet d'un livre de Browning célébré par les médias. Qui donc oserait prétendre que les médias ne nous manipulent pas systématiquement ?

qu'être estimé au travers des déclarations fantaisistes des *Einsatzgruppen* (déclarations qui, de plus, s'étaient tarées depuis la mi-1942).

On aurait donc peut-être bien ici l'indice que la population juive soviétique restée sur place à l'arrivée des Allemands était inférieure au million (y compris les Juifs est-galicieus "transférés" par les camps du Gouvernement Général). Nous en reparlerons plus tard.

On notera enfin que les Juifs du *Reich* déportés en URSS de 1939 à 1942 doivent faire partie de ces 633.300 personnes : ils sont donc eux aussi, repris deux fois dans la statistique des évacués de Korherr, tout comme les Juifs badois et palatins et beaucoup d'autres, ainsi que nous l'avons vu.

Notons encore que les historiens disent aussi que le rapport, en dehors des chiffres, contient des preuves sémantiques de la réalité de l'extermination; en effet, remarquent-ils, le document est codé lui aussi et par "réimplantation", il faut entendre "extermination". En fait, Korherr, dans une première mouture, utilisait les mots "*Evakuierung*" (Evacuation) et "*Sonderbehandlung*" (Traitement spécial), en réservant ce mot à l'évacuation des Juifs du Gouvernement Général; il reçut de Himmler instruction de bannir le mot de "*Sonderbehandlung*" et de le remplacer par "*Transportierung*" (transfert). Les historiens y voient la preuve que "*Sonderbehandlung*" est un mot de code pour "extermination": en effet, l'emploi de ce mot aurait constitué une "gaffe" de Korherr et il convenait de la réparer en remplaçant ce mot par un autre mot (dont ils nous disent, par ailleurs, qu'il était également codé); c'est là une nouvelle pétition de principe qui, de plus, frise le ridicule : en effet, pourquoi remplacer dans un rapport secret destiné à Hitler (auquel, il est vrai, on voulait peut-être bien cacher certaines choses) un mot de code par un autre mot de code, fût-il mieux "codé" ? En fait, il est plus vraisemblable que, le mot "*Sonderbehandlung*" étant un terme [65] de jargon SS, Himmler a estimé qu'il n'avait pas à figurer dans un rapport qu'il semblait décidé – du moins à ce moment – à transmettre à Hitler lui-même. En l'occurrence, le "*Sonderbehandlung*" désigne cette grande opération affectant les Juifs enfermés dans les ghettos de transit de l'Est du Gouvernement Général entreprise au début de '42, les aptes étant mis au travail (quand ils n'y étaient déjà pas : dans le cas de Varsovie, par exemple, ils avaient été déportés avec leurs outils) et les inaptes étant expulsés en URSS avec la plus grande brutalité. En 1977, dans une lettre au *Spiegel*, Korherr affirma que les chiffres et les textes du rapport lui avaient été remis par le *RSHA* (Eichmann) avec instruction de n'y rien changer¹; il demanda tout de même, dit-il, le sens du mot "traitement spécial" et il lui aurait été répondu que ce mot désignait l'opération de réimplantation des Juifs dans le District de Lublin (sur la frontière polono-ukrainienne mais en Pologne). Certes, ainsi que nous l'avons dit, ce projet de "réserve" juive avait été abandonné depuis 1940 mais peu de gens à Berlin devaient se préoccuper de l'endroit exact où les Juifs étaient réimplantés (ils avaient d'autres préoccupations) et Lublin (où, tout de même, de nombreux Juifs furent mis au travail) ou Nisko ou encore Kiev, c'était toujours "l'Est". Tout ceci s'inscrirait bien dans la thèse fonctionnaliste : plus les Juifs s'éloignaient de Berlin et moins Berlin s'en occupait.

¹ On peut évidemment supposer que Korherr, interrogé à tout bout de champ par la Justice et par les historiens (dont Reitlinger) et terrorisé à l'idée d'être inculpé, ait cherché à nier toute connaissance du génocide des Juifs.

En résumé, l'analyse – même superficielle – du seul document statistique existant sur la question, le rapport Korherr, permet d'affirmer que les Allemands n'ont pas mis la main sur plus de 3 millions de Juifs et n'auraient donc pas pu en exterminer davantage.

B- Auschwitz, terme du voyage ?

Les Juifs, disent en gros les historiens, ont été envoyés

– soit à l'Est d'Auschwitz pour y être gazés dans les camps de Belzec, Sobibor et Treblinka. Parmi eux, aucun Belge mais une minorité de Français (Treblinka) et de Hollandais (Sobibor);

– soit à Auschwitz pour y être mis au travail ou exterminés là-même. C'est le cas de tous les Belges et de la plupart des Français et Hollandais. On peut en douter sérieusement ainsi qu'on va le voir, car on trouve [66] des traces des Juifs de Belgique à l'Est d'Auschwitz, ce qui prouve deux choses :

- a) Auschwitz n'a pas été le camp d'extermination qu'on nous dit,
- b) la statistique des évacués de Korherr contient bien des doubles emplois, ainsi que nous venons déjà de le voir.

Ainsi, d'une part, Poliakov rapporte qu'au procès de Jérusalem, on fit état du rapport (daté de 1948) de la Commission générale (polonaise) d'enquête sur les crimes allemands en Pologne, dans lequel rapport il est précisé : "On amenait également à Treblinka les Juifs d'Europe occidentale : les juifs allemands, autrichiens, tchèques et belges [...]". D'autre part, dans le film documentaire *Shoah*, Lanzmann fait dire à un cheminot polonais chargé d'acheminer les convois de Juifs à Sobibor que des Juifs de Belgique y furent également amenés. Or, les historiens belges n'en parlent pas ; pour eux aussi, Auschwitz – destination avérée de tous les convois partis de Belgique vers l'Est – était le terme du voyage, mais il faut bien admettre que si les Polonais disent vrai, les Belges ont tort : des Juifs de Belgique ont donc été transférés d'Auschwitz dans d'autres camps plus à l'Est, à la frontière ukrainienne ou biélorusse : il pourrait s'agir, bien entendu, des femmes, des enfants et des inaptes non retenus pour le travail et censés avoir été gazés à l'arrivée à Auschwitz. Ces gens, répétons-le, figurent deux fois dans la statistique des évacués/exterminés (Auschwitz, puis Treblinka ou Sobibor sans parler des massacres commis par les *Einsatzgruppen*).

De son côté, Gilbert, confirme non seulement la présence de Belges à Treblinka mais aussi la présence de Hollandais : or, durant la période d'activité de Treblinka, tous les convois partis de Hollande allèrent aussi à Auschwitz (et peut-être à Sobibor mais pas à Treblinka) ("Treblinka [...] not only for Polish Jews, but also for Jews from Holland, Belgium and elsewhere." dans *Auschwitz and the Allies*, Arrow, London, 1981).

Dans le *Livre Noir*, Vassili Grossman voit des Juifs français à Treblinka : "[...] en provenance des pays d'Europe occidentale – France, Bulgarie, Autriche, etc., l'acheminement à Treblinka [...]" ; or, officiellement, aucun convoi parti de France n'a été à Treblinka. Le même ouvrage reprend le témoignage de P. Antokolski et V. Kaverine selon lesquels "les premiers contingents de prisonniers sont arrivés [à Sobibor [67], mis service le 15/5/'42, ce qui pose un problème de date] de France et de

Pologne occidentale" ; or, les convois arrivés directement à Sobibor de France et de Hollande datent de 1943 : ces Français et Hollandais de 1942 auraient donc pu être des inaptes passés par Auschwitz.

Un autre auteur juif, Reuben Ainsztein, (*Jewish Resistance in Nazi-occupied Eastern Europe*, Elek Books, London, 1974) signale lui la présence de Juifs belges (et hollandais) dans le camp de Janow près de Lwow à proximité de l'Ukraine, c'est-à-dire à l'Est du présumé camp d'extermination de Belzec. Il signale aussi la présence de Juifs belges (et hollandais et français) dans le ghetto de Kowno (Kaunas).

Citant Fleming, G. Miedzianagora et G. Jofer donnent aussi Riga comme lieu de déportation des Juifs occidentaux : "On amena également, en d'autres périodes, dans les environs de Riga, dans le camp de Salaspils, pour les y exterminer, des Juifs de France, de Belgique, de Hollande, de Tchécoslovaquie et d'autres pays occupés."

De son côté, le révisionniste espagnol Enrique Aynat donne des éléments confirmant que des déportés belges, français et hollandais arrivèrent bien à l'est d'Auschwitz sans qu'on puisse prétendre que ce fut directement dans les prétendus centres d'extermination de la frontière polono-ukrainienne, donc sans qu'on puisse, d'une part affirmer qu'ils avaient été gazés à Auschwitz et d'autre part, nier qu'ils figurent deux fois dans la statistique de Korherr :

1. Comme nous l'avons vu plus haut, les autorités françaises avaient, à l'été 1942, honteusement séparé de leurs mères plus de 4000 enfants et les Allemands avaient finalement accepté de recevoir ces malheureux (lesquels, vu la mortalité qui régnait à Auschwitz alors en pleine épidémie de typhus, étaient probablement le plus souvent des orphelins, ce que les autorités françaises ignoraient probablement). A l'examen de 3 documents incontestables, Aynat démontre que :

– Initialement, Eichmann avait prévu de les déporter non pas à Auschwitz mais à l'est d'Auschwitz dans le Gouvernement Général.

– Si, finalement, ces enfants furent déportés (par petits groupes) à Auschwitz, ce fut en vue de leur redéportation ultérieure probablement dans le Gouvernement Général, en tous cas plus à l'Est. Ce ne pouvait être, bien entendu, pour les y exterminer, sinon il faudrait admettre [68] qu'Auschwitz n'était pas le camp d'extermination industrielle qu'on dit. Ce n'est pas la preuve qu'ils ne furent pas exterminés, c'est vrai, mais ce qui nous intéresse à ce stade c'est de vérifier d'une part, les doubles emplois de la statistique de Korherr (ces enfants y figurent eux aussi deux fois), d'autre part, le fait qu'Auschwitz n'était pas le terme du voyage pour les inaptes.

2. On trouve même la preuve de la réimplantation provisoire à l'est d'Auschwitz des Juifs occidentaux dans les rapports officiels du Gouvernement polonais en exil (GPE) : "Après que les Allemands aient eu terminé leurs préparatifs – enfermer les Juifs polonais dans des ghettos où ils furent rejoints par de nombreux convois de Juifs occidentaux – commença le premier acte de la tragédie. " (24/4/'43). En même temps, le Gouvernement polonais communiquait aux gouvernements alliés des "informations authentiques sur le massacre en masse non seulement des Juifs de Pologne mais aussi des centaines de milliers de Juifs qui y ont été transplantés d'autres pays et enfermés dans les ghettos de notre pays."

3. D'autres documents officiels polonais révèlent la présence de Juifs occidentaux dans le ghetto de Varsovie; par exemple, un document confidentiel du 23/12/42 fixant la population du ghetto à "un ensemble de 60.000 Juifs indigènes et provinciaux, y compris des Juifs en provenance de pays occidentaux occupés par l'armée allemande [c.-à-d. Belgique et/ou France et/ou Pays-Bas]." Plus précisément, dans un document consacré au "problème juif" et portant sur la période du 15/10 au 15/11/42, la "Delegatur" du Gouvernement polonais écrivait: "Des personnes en contact étroit avec le ghetto de Varsovie déclarent que de nombreux transports de Juifs viennent d'arriver à Varsovie en provenance de France, Belgique et Hollande [...] On ne connaît pas pour le moment la destination de ces Juifs; sans doute ne s'agit-il que d'une halte provisoire précédant leur transfert à l'est pour y être exterminés."

4. Une activiste sioniste slovaque bien connue, Gisi Fleischmann, dans une lettre du 24/3/43, signalait la présence de Juifs belges dans la région de Lublin et dans l'est de la Pologne : "Nous avons reçu quelque 200 lettres de Deblin-Irena et Konskawola dans le district de Lublin, où, en plus de nos Juifs [slovaques] se trouvent aussi des Belges."

5. Un "témoin oculaire", I. Hertz, témoignant devant le Comité Antifasciste juif d'URSS, signalait la présence de Juifs belges, hollandais et français dans l'est du Gouvernement Général en 1942 : "Des convois de Juifs arrivèrent à la gare de Lvov depuis Tarnopol, Sambor et Brzeliny et furent envoyés à Belzec. En outre, passaient à Lvov [c'est-à-dire à l'Est des supposés camps de la mort comme Belzec] des trains transportant des Juifs de Bruxelles, Amsterdam et Paris; ils furent envoyés au même centre d'extermination." (*The Black Book*, 1946).

Toutefois, on notera que la toute récente édition française du *Livre Noir*¹ donne une version de ce témoignage un peu différente :

Tous les trains transportant des Juifs de Bruxelles, de Paris et d'Amsterdam passaient par Rava-Ruskaïa. Ils étaient rejoints par des convois de Tarnopol, Kolomi, Sambor, Brzezany et d'autres villes d'Ukraine occidentale. [A quinze kilomètres de Rava-Ruskaïa et de Belzec, ils faisaient sortir des wagons les Juifs qu'ils transportaient en qualité d' "évacués".] Belzec est un lieu terrifiant où les Juifs sont exterminés.²

Suit la description de Belzec : on électrocutait les Juifs par groupes de 1000 et, bien entendu, on faisait du savon avec "les plus dodus".

Nous avons porté sur une carte les endroits cités dans ce témoignage ainsi que les lignes de chemin de fer les reliant à l'époque. En s'y référant, le lecteur notera que :

¹ *Le Livre Noir* est un recueil de témoignages et récits sur l'extermination des juifs soviétiques par les célèbres écrivains juifs soviétiques Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossmann.

² Le passage entre crochets avait été supprimé par Ehrenbourg du projet de version russe de 1947. Probablement parce qu'il ne correspondait pas à sa vision des choses : pour lui, tout le monde était massacré à Belzec et il ne pouvait qu'être incongru d'affirmer que les Juifs descendaient du train à 15 kilomètres de là. Gageons que s'il avait été mieux "informé", Ehrenbourg aurait aussi supprimé l'alinéa précédent.

– La distance entre Belzec et Rawa-Ruskaïa (où il y avait aussi un camp de prisonniers de guerre) est d'une trentaine de kilomètres.

– A l'époque, semble-t-il, la ligne ferroviaire principale entre Cracovie (Auschwitz) et Lvov passait par le Sud (Przemysl) et non par le Nord (Rawa-Ruskaïa). [70]

– "La ville galicienne de Rawa-Ruska, à une trentaine de kilomètres de Belzec, était un noeud ferroviaire par où transitaient les trains de déportés." (Hilberg) En d'autres termes, s'il fallait passer par Rawa-Ruskaïa pour se rendre à Belzec, on pouvait également passer par ce noeud pour se rendre plus à l'Est, notamment dans les Marais de Pinsk (destination finale, disent les révisionnistes, de nombreux déportés ayant transité par Belzec).

– Les communautés juives de Galicie orientale (Lvov) furent déportées sur le second semestre '42 (surtout août '42). A la même époque, les occupants de nombreux ghettos proches d'Auschwitz furent envoyés vers l'Est, plus précisément (pour les historiens) à Belzec où ils furent gazés. Mais, dans une hypothèse exterminationniste, on aurait dû les envoyer à Auschwitz tout proche et non pas à Belzec à 300 kilomètres de là. Ces Juifs seraient peut-être bien les inaptes belges, français et hollandais de cette époque, qui avaient été relogés provisoirement dans ces ghettos de la région d'Auschwitz.

Dans le *Livre Noir*, on relève aussi le témoignage d'un certain Boris [71] Chandros : "[...] on les avait amenés à Belzec, à 'l'usine de la mort'. On y exterminait les Juifs de Lvov, de Pologne et de France."

Voilà, nous semble-t-il, quelques éléments qui donnent légitimement à penser d'une part, que Korherr a considérablement gonflé le nombre de déportés juifs à fin '42 et d'autre part, que les Juifs non retenus pour le travail à Auschwitz n'entraient même pas dans le camp (sauf en 1944) et étaient transportés à l'est d'Auschwitz. Oui, direz vous peut-être, mais si c'était pour être gazés dans les camps du Bug (Belzec, Sobibor, Treblinka) ... D'une part, ceci constituerait de toute façon une révision importante de l'histoire officielle et il faut d'abord acter cette révision; d'autre part, comme nous allons le voir, il y a des preuves multiples que les déportés juifs n'étaient pas plus exterminés dans les camps du Bug qu'à Auschwitz et étaient réimplantés (et, certes, souvent massacrés) au-delà du Bug c'est-à-dire soit dans l'Ostland (Pays Baltes et Biélorussie) soit en Ukraine voire en Russie.

C. Preuves de la réimplantation à l'Est

1. Les Juifs officiellement rapatriés en Belgique ont été de

Convoi n°	Date	Hommes	Femmes	Enfants	Total
1 à 5	Août '42	1,4%	0,2%	0,3%	0,8% du convoi
6 à 11	Sept.	6,3	0,2	0,5	2,3
12 à 15	Oct.	7,8	0,1	0,4	3,0
16 et 17	Nov.	6,4	0,0	0,7	5,0
18 et 19	Janv. '43	1,7	0,2	0,4	0,7
20	Avril	15,8	9,8	3,1	10,7
21	Août	3,0	2,8	0,5	2,5
22a et b	Sept.	7,3	1,0	0,3	3,6
23	Janv. '44	10,0	22,0	3,2	14,6
24	Avril	19,5	31,6	5,6	23,5
25	Mai	22,8	31,2	19,0	26,0
26	Août	23,6	46,3	21,3	33,0
Total		7,0	4,4	1,1	4,8 (*)

(*) Pour les 5.034 Juifs de Belgique déportés par la France, les pourcentages sont de : hommes : 7,8% ; femmes : 2,2% ; enfants : 3,2% ; total : 6,3% contre 3,5% pour l'ensemble des Juifs de France.

[72] On notera tout d'abord (nous en avons déjà parlé dans le tome 1) que des enfants sont officiellement rentrés en Belgique, ce qui anéantit, si besoin en était encore, la thèse du gazage des inaptes à l'arrivée: alors que 80% des hommes du dernier convoi étaient immatriculés c'est-à-dire, selon les historiens, épargnés, les autres étant aussitôt gazés, la proportion des hommes revenus n'est pas significativement plus grande que pour les enfants, lesquels étaient tous gazés à l'arrivée (23,6% des hommes contre 21,3 % des enfants) ! C'est insoutenable mais ce qui nous intéresse à ce stade, c'est de vérifier dans la statistique officielle la réalité de la réimplantation à l'Est (Ukraine, etc.) : on constate que très peu d'enfants (et très peu de leurs mères) sont revenus des premiers convois et on pourrait peut-être l'expliquer par le fait qu'à l'époque, les possibilités de réimplantation à l'Est étaient totales; par contre, quand les Allemands, début 1944, durent abandonner ces régions, ces possibilités tombèrent à zéro et, effectivement, il en est rentré davantage (même chose pour leurs mères).

Ce n'est pas impossible; toutefois, l'analyse plus fine à laquelle nous nous livrerons en annexe 9 donne à penser que l'écart du % de rescapés entre les premiers et les derniers convois pourrait peut-être bien être aussi lié à l'évolution de la mortalité, notamment à Auschwitz (et, d'une façon générale, dans l'Est), laquelle mortalité a atteint en 1942 un taux effrayant du fait des épidémies.

2. On possède, dès le départ, des éléments en faveur de la thèse de la réimplantation : on peut, par exemple, citer Frank lui-même (gouverneur général de Pologne où se trouvait la majorité des Juifs à réimplanter). Parlant des Juifs, il déclarait en décembre 1941 aux membres de son cabinet (d'après un document produit au Procès de Nuremberg) :

"Ils doivent partir. Je suis en pourparlers pour leur déportation vers l'Est. Une grande discussion à ce sujet aura lieu en janvier à Berlin. [Il s'agit de la Conférence de Wannsee] [...] Ce sera certainement le début d'une grande migration juive. Mais que faire des Juifs ? Croyez-vous qu'il faille les réimplanter réellement dans des villages de l'Ostland [la Biélorussie et les Pays Baltes] ? A Berlin, on nous dit : 'Pourquoi vous donnez-vous tout ce mal ? Nous ne pouvons rien faire d'eux dans l'Ostland ou dans le Reichkommissariat [d'Ukraine]; alors, liquidez-les !' [...] Nous ne pouvons tout de même pas fusiller ces 3,5 millions de Juifs [estimation [73] fantaisiste, bien dans le style de Frank]; nous ne pouvons pas les empoisonner [...]".¹

Hitler avait donc bien ordonné la réimplantation des Juifs dans l'Ostland et en Ukraine.

3. Lors du procès Eichmann, des Juifs allemands rappelèrent avoir été déportés en 1941 à Riga, Kaunas et Minsk (où, dirent-ils, les *Einsatzgruppen* assassinèrent leurs compagnons soit aussitôt soit quelques mois plus tard). Ces déportations en URSS de 1941 ne sont pas contestées par les historiens : à cette époque, disent-ils, les camps d'extermination n'étaient pas en activité et les Juifs étaient massacrés par fusillade par les *Einsatzgruppen* (on peut d'ailleurs se demander pourquoi il fallait les transporter si loin pour le faire); par la suite, les Juifs passèrent tous par les camps et y furent gazés.

Il n'est pas douteux, hélas, que des Juifs berlinois aient été massacrés à leur arrivée dans l'Est à partir d'octobre '41². David Irving a retrouvé une note manuscrite de Himmler faisant état d'un entretien avec Hitler le 30/11/'41 ; ils avaient dû évoquer ce(s) massacre(s) et Himmler avait aussitôt averti Heydrich de ce que le *Führer* interdisait [74] qu'on tue les Juifs qu'il faisait déporter à l'Est ("*Judentransporte aus Berlin. Keine Vernichtung*"). Certes, pour Hilberg, finalement, "les Juifs déportés vers l'Ostland furent fusillés à Kaunas, Riga et Minsk", mais il doit bien consentir que l'intervention de Hitler "arrêta les massacres dans l'immédiat". Une question se pose donc, question allant de soi mais à laquelle le plus grand historien de la Shoah se

¹ : "Nous pouvons toutefois faire en sorte qu'ils s'éteignent ("*Vernichtungserfolg*") et ceci en coordination avec les mesures décidées dans le Reich". Werner met ce passage en parallèle avec :
– d'une part, une idée que Hitler aurait émise devant Rauschning : éteindre la "race" juive en séparant "les hommes des femmes pendant des années" ;
– d'autre part, un passage du "Protocole de Wannsee" spécifiant que les Juifs seraient déportés "sexes séparés".

Il existe plusieurs versions de ces propos de Frank (lequel parlait beaucoup et surtout à tort et à travers) ; par exemple : "Il est certain que la grande migration va commencer. Mais que vont devenir ces gens ? Pensez-vous qu'ils se fixeront dans les villages de l'Est ? On nous a dit à Berlin : 'Pourquoi faire tant d'histoires ? Nous n'en voulons pas davantage dans l'Ostland. Laissez les morts enterrer leurs morts.'"

² Nous avons dit plus haut que le 6/10/'41, parlant de la résistance tchèque, Hitler avait préconisé de déporter les Juifs "loin vers l'Orient". Dans le même temps, Albert Speer (chargé d'aménager la capitale du Reich, il voulait accaparer 24.000 maisons appartenant à des Juifs) et Goebbels (*Gauleiter* de Berlin, lui aussi passé du philo-sémitisme à l'antisémitisme le plus noir) avaient obtenu de Hitler que les Juifs berlinois soient expulsés et réimplantés dans les ghettos des Pays baltes, ghettos dont les habitants avaient été soit évacués par les Soviétiques soit expulsés par les activistes locaux (comme nous l'avons déjà dit, ceux-ci se vengeaient avec sauvagerie sur les "Judéo-communistes" des souffrances que les Soviétiques leur avaient fait subir au cours de l'année précédente). Le premier train de Juifs berlinois partit le 18/10/1941. Celui du 27/11/1941 fut intercepté à Skiatowa (Riga) par les activistes locaux, qui fusillèrent les 1030 personnes du train en même temps que des Juifs indigènes.

garde bien de répondre (en fait, il ne se la pose même pas) : comment expliquer cette intervention de Hitler en faveur des Juifs déportés, s'il avait décidé et ordonné de les faire disparaître de la Terre ?¹ Ce qui est sûr en l'occurrence c'est qu'Himmler, en sortant de cette réunion, a noté soigneusement dans son calepin : "Pas d'extermination" ; il l'a répété par téléphone à Heydrich; celui-ci, à son tour, a dû en informer ses adjoints et ainsi de suite. Au bout de cette chaîne, ces instructions devaient arriver déformées et interprétées différemment selon l'intelligence de chacun, son engagement politique, son antisémitisme et l'émotion du moment. Alors, un jour, on devait réimplanter effectivement les Juifs et un autre jour, on devait en fusiller un certain nombre préventivement ou en représailles (par exemple, au bombardement, la veille, de telle ville allemande, etc.), tout en affirmant que c'était un ordre du *Führer* ou encore que le *Führer* était d'accord. Les discours antisémites d'Hitler, qui n'était pas avare de menaces ambiguës, pouvaient [75] aussi être interprétés – avec un peu de sollicitation – si pas comme un appel au meurtre systématique, du moins comme l'autorisation de se comporter avec sauvagerie vis-à-vis des malheureux Juifs. Voilà comme les choses auraient pu se passer. Ces massacres s'inscriraient dans le cadre de la thèse fonctionnaliste du génocide dont nous avons parlé en début de ce tome 2 : les Juifs étaient donc bien envoyés en Russie et, s'il y étaient assassinés, c'était contre la volonté de Berlin.

4. On trouve chez Lichtenstein et d'autres, les coordonnées de divers trains qui court-circuitèrent les prétendus camps d'extermination et allèrent directement en URSS, non plus en '41 mais à une époque où, selon les historiens, les gazages étaient déjà pratiqués dans les camps d'extermination de Belzec, Sobibor et Treblinka. Ainsi, relève-t-on entre le 8/5/'42 et le 8/10/'42 :

- 1 train (1.000 déportés) de Vienne à Kajdanowo
- 26 trains (26.000 déportés) de Vienne à Minsk
- 8 trains (8.000 déportés) de Vienne et Theresienstadt à Kolodischtschi
- 2 trains (1.465 déportés) de Königsberg à Minsk
- 3 trains (3.000 déportés) de Theresienstadt à Minsk (dont l'un détourné sur Kolodischtschi)

¹ En ce qui concerne l'attitude de Hitler face à ces massacres réels et imaginaires, on peut encore relever ce qu'a dit Irving au procès Zündel :

Hitler, peut-être après avoir été informé de faits semblables dont auraient pu être victimes des Tziganes, fit la même interdiction (note manuscrite de Himmler à la mi-'42).

Le juge SS Morgen témoigna à Nuremberg (avec un maximum d'in vraisemblance) qu'en fin '43, il avait été informé (sans plus) de massacres systématiques à Maïdanek et Auschwitz. Kaltenbrunner s'y référa pour témoigner de ce qu'il s'en plaignit (mais en octobre '44 !) au *Führer*, lequel, apparemment mécontent, fit immédiatement convoquer Himmler et Pohl, tout en donnant sa parole à Kaltenbrunner qu'il allait faire cesser ces massacres à supposer qu'ils fussent bien réels.

Quand les Soviétiques prirent Maïdanek, ils répandirent la nouvelle que les Allemands y avaient exterminé 1.500.000 détenus. D'après Heinz Lorenz, attaché de presse de Hitler, celui-ci déclara que c'était pure propagande (c'était le cas) comme celle de 14-18 qui imputait aux Allemands de couper les mains aux enfants belges. Ribbentrop prétendit à Nuremberg qu'il avait incité Hitler à protester contre ce mensonge, mais que le *Führer* lui avait répondu que ce n'était pas son affaire mais celle d'Himmler. Quand Guderian lui annonça en janvier '45 qu'Auschwitz était tombé à son tour, Hitler, d'après un compte rendu sténotypé, fit "Ah oui !" et ils passèrent à autre chose.

On a vu, dans la discussion sur le rapport Korherr, que le Chef de la Chancellerie d'Hitler prétendit avoir interrogé Himmler sur la réalité des massacres systématiques des Juifs en Pologne.

- 1 train (1.000 déportés) de Cologne à Minsk
- 4 trains de Münsingen (4.000 déportés ?) à Maly Trostenet (cités par Werner)
- 1 train (1.000 déportés) de Berlin à Riga (cité par Aynat)
- 1 train (1.000 déportés) de Theresienstadt à Kaasiku (Lituanie ?) (Cité aussi par Aynat).

De son côté, Reitlinger parle d'autres trains (2000 Juifs berlinois envoyés en Estonie; 17.004 Juifs de Theresienstadt envoyés à ou via Minsk de juillet à septembre '42 et dont on ne retrouve qu'une partie ci-dessus).

Tous ces trains étaient composés de voitures de 3e classe; ceux qui étaient destinés à Minsk arrivaient à Wolkowysk, où, selon les plans de transport, les "réimplantés" (*Umsiedler*) devaient être transbordés dans des wagons de marchandises. Wolkowysk, dit Lichtenstein, était une gare de triage des camps et ghettos de Kaunas, Riga, Reval (ex-Tallin) et Minsk. Comme on le verra un peu plus loin, en juin '42, il arrivait en Biélorussie un train de déportés par semaine.

[76] Le 16/1/1943, la *Deutsche Reichsbahn*, envoyait une lettre-télégramme à divers services, dont la RVD-Minsk, à propos de trains de "*Umsiedler*" prévus pour la période du 20/1/'43 au 28/2/'43, ce qui donne à penser qu'il y eut peut-être encore d'autres trains vers la Biélorussie à cette époque.

Même en '44, il y eut des trains qui court-circuitèrent Auschwitz (les camps du Bug, eux, avaient été fermés). Ainsi, *Le Monde* du 19/5/'93 rapporte qu'une délégation de descendants de Juifs de France déportés par le 73e convoi allaient se rendre sur le "lieu de leur extermination" à Tallin (Estonie) et Kaunas (Lituanie). Effectivement, ce 73e convoi, parti de France en mai '44 et dans lequel il y avait, dit *Le Monde*, deux des enfants d'Izieu, n'est pas allé à Auschwitz. Pourquoi n'a-t-on pas dirigé ce convoi sur ce camp puisqu'il était équipé, paraît-il, d'installations de gazage ultra-modernes et surdimensionnées (on pouvait y gazer un train de Juifs à l'heure) ? Regardons la carte et demandons-nous pourquoi les Allemands, qui manquaient de matériel ferroviaire et de charbon, se sont donné la peine de conduire ces Juifs encore plus loin (une moitié à Kaunas et l'autre moitié juste en face d'Helsinki) ? Sûrement pas pour les y exterminer. D'ailleurs, disent les historiens, les massacres de 1941 avaient fait craquer nerveusement les membres des *Einsatzkommandos* et c'est pour cette raison qu'on avait imaginé les chambres à gaz, forme douce (pour l'exécuteur et l'exécuté) et anonyme de l'extermination. Alors, peut-on affirmer dans ce cas précis qu'on a envoyé ces Juifs sur les rives du golfe de Finlande pour les y exterminer ?¹

5. Nous avons vu, plus haut, qu'Aynat donne des éléments permettant de penser que les Juifs occidentaux, loin d'être gazés à Auschwitz, furent envoyés plus à l'est dans le Gouvernement Général; il en donne aussi – dont une preuve documentaire inattaquable – qui prouvent qu'ils furent même vraisemblablement envoyés encore plus à l'Est en URSS.

¹ Klarsfeld dit que ce convoi était composé d'hommes destinés à être mis au travail, ce qui pourrait expliquer qu'il court-circuita Auschwitz ; une sélection aurait en quelque sorte été opérée au départ, mais, dans ce cas, que faisaient dans le convoi ces 12 enfants de 12 à 17 ans dont il signale la présence ?

– Le démographe judéo-américain Eugène M. Kulischer faisait remarquer en 1943 dans *The Displacement of Population in Europe* qu'"on sait que de nombreux juifs d'Europe occidentale ont été envoyés [77] dans les mines de Silésie [ceux qui descendirent à Kozel et Auschwitz]. La grande majorité a été envoyée dans le Gouvernement Général [c'est-à-dire à l'est d'Auschwitz] et, en nombre toujours croissant, dans les territoires de l'Est c'est-à-dire les territoires qui étaient tombés sous la coupe des Soviétiques en septembre '39 et d'autres territoires occupés de l'Union soviétique." Les ghettos et camps de travail du Gouvernement Général, disait encore Kulischer, étaient la "destination habituelle" des Juifs déportés d'Europe occidentale. Plus précisément, le démographe américain savait déjà que les Juifs de Varsovie, déportés en masse à partir de juillet '42, avaient été envoyés très souvent "dans les camps de travail sur le front russe et que d'autres avaient été mis au travail dans le marais de Pinsk ou dans les ghettos baltes, biélorusses et ukrainiens."¹

– Aynat cite aussi un document officiel allemand relatant une conférence sur les "questions juives" qui s'est tenue à Berlin fin août '42 et qui réunissait les responsables de la déportation. Un des points de ce document (rédigé le 1/9/'42 par le SS parisien Ahnert) est intitulé "Achat de baraquements" (*Barackenankauf*) et il y est dit qu'Eichmann demande l'achat immédiat ("*sofort*") des baraquements préfabriqués réclamés par le chef du SD de La Haye pour un camp à installer en Russie pour les déportés juifs ("*Das Lager soll in Russland errichtet werden*"); chaque train de déportés, prévoyait Eichmann, devrait emporter les éléments de 3 à 5 baraquements.

Il va sans dire que ce point, particulièrement dérangeant puisqu'il réduit à néant la thèse intentionnaliste du génocide, n'est jamais cité par les historiens.² Lors du procès pédagogique et médiatique de Jérusalem, on s'est d'ailleurs bien gardé d'en parler à Eichmann.

[78] [fac-similé non reproduit ici] [81]

6. Les grands camps de transit (ou d'extermination pour les historiens sont, comme nous l'avons vu Belzec, Sobibor et Treblinka, camps ouverts, disent les historiens, respectivement les 17/3/'42, 17/5/'42 et 23/7/'42.³ Ces camps – ceci est important à noter – étaient tous collés à la frontière, telle qu'elle était au moment de leur création,

¹ Il a été dit aussi que fin '41/début '42, de nombreux Juifs du ghetto de Lodz furent envoyés dans les camps d'assèchement des marais du Pripet (région de Pinsk) et dans les colonies agricoles juives de Krivoï Rog dans l'est de l'Ukraine. Reitlinger n'y croit pas : "En fait, les allusions aux colonies juives de Krivoï Rog et aux camps d'assèchement des marais de Pinsk peuvent provenir de cartes postales envoyées au cours d'une opération de maquillage." Evidemment bien sûr ! Nous l'avons déjà vu dans le tome 1 : quand les Allemands envoyaient un camion chargé de Juifs dans la direction des crématoires, c'était pour les gazer et quand ils l'envoyaient dans la direction de la gare, c'était encore pour les gazer après leur avoir fait croire qu'ils allaient prendre le train. De même, quand les déportés ne donnaient pas signe de vie, c'est qu'on les avait gazés et quand ils envoyaient du courrier, c'est qu'ils avaient également été gazés. Les gens de bon sens auront du mal à croire que les Allemands poussaient le souci du camouflage jusqu'à faire envoyer des cartes postales depuis des camps imaginaires.

² Par exemple, Klarsfeld résume bien le rapport de Ahnert mais pas ce passage-là.

³ En ce qui concerne Treblinka, on relèvera que le 11/7/'42, alors qu'aucun déporté n'y avait encore mis les pieds, le ministre de l'intérieur du gouvernement polonais en exil, S. Mikolajczyk, parlait déjà des gazages de masse qui s'y pratiquaient : "[...] En tout, 2500 Juifs ont été tués et les 25.000 Juifs restants ont été envoyés à Belzec et Treblinka. À Izbica Kujawska, 8000 Juifs ont été envoyés dans une direction inconnue. A Belzec et Treblinka, les Juifs ont été gazés [...]" !

entre la Pologne et l'Ukraine ou la Biélorussie ! Et comment donc expliquer ce choix géographique ? Le fait que les Allemands contrôlaient toute cette zone ne signifiait absolument pas que les frontières n'existaient pas : les satrapes qui les contrôlaient veillaient jalousement sur leur autonomie, qui était très grande. Du point de vue de la logistique, il est aussi important de noter, signale Werner, que Treblinka, Sobibor et Belzec constituaient des gares-relais entre deux réseaux de chemins de fer: la GEDOB dans le Gouvernement Général et la GVD-Osten dans les territoires occupés. Certes, ces deux réseaux étaient compatibles (écartement des voies, par exemple) et couplés, mais ils étaient autonomes et il fallait parfois un mois pour obtenir un plan de transport de sorte que ces gares constituaient des points d'interruption du trafic et de tri tout indiqués. Je ne sais pas si cela est entièrement vrai, mais il est remarquable que les historiens n'arrivent pas à justifier le choix de ces localités à cheval sur la frontière avec l'URSS.¹ La réimplantation était donc bien une réalité.

7. On trouve dans le dernier ouvrage de Marais² le texte du télégramme suivant : [82]

Riga, 15/6/42

u RSHA, Berlin
Très secret

Objet : Camions S[péciaux] (*S[onder]-Wagen*)

Le Chef de la Police, de la SIPO et du SD de Ruthénie Blanche reçoit chaque semaine un convoi de juifs qui est à soumettre à un traitement spécial. Les 3 camions qui y sont, sont insuffisants à cette fin. Je demande l'affectation d'un autre camion. (5 tonnes). En même temps, je demande l'envoi de 20 flexibles d'échappement pour les 3 camions en service (2 Diamond, 1 Saurer), car ceux que nous possédons ne sont déjà plus étanches.

(s) Truhe, Commandant de la SIPO et du SD d'Ostland.

L'armée allemande utilisait divers "*S-Wagen*", notamment pour l'épouillage des effets de la troupe et, bien entendu, les historiens ont cru ou feint de croire que c'étaient des camions à gaz homicides. Il faut plutôt y voir la preuve qu'à la mi-'42, alors que les prétendus camps de la mort de Belzec, Treblinka et Sobibor étaient mis en service, des Juifs étaient envoyés en Biélorussie pour y être réimplantés. Ils y subissaient le traitement spécial c'est-à-dire y étaient dépouillés (quand ils ne l'étaient déjà pas), épouillés (du moins leurs vêtements l'étaient dans les *S-Wagen*) puis envoyés dans des camps de travail ou des zones de résidence surveillée dans la zone militaire (d'où – c'est à craindre – on devait les extraire régulièrement pour des travaux de génie militaire : tranchées, etc.).

¹ Il est vrai qu'ils fonctionnèrent aussi dans l'autre sens (mais dans une moindre mesure) pour les Juifs de Bialystok (Treblinka), de Biélorussie (Sobibor) et de Galicie orientale (Belzec), ce qui peut s'expliquer par le fait que ces camps étaient des centres de tri. On notera aussi que, dès 1940, les Allemands avaient créé des camps de travail le long de la frontière avec l'URSS (avant juin '41, le district de Lvov appartenait à l'Ukraine) et y avaient déjà envoyé de nombreux Juifs pour assécher des marais et construire des fortifications de la "Ligne Otto" : Belzec était l'un des principaux de ces camps.

² Pierre Marais, *Les camions à gaz en question*, Polémiques, 1994.

8. Le 31/7/'42 c'est-à-dire au cœur de l'évacuation massive des Juifs polonais et des Juifs occidentaux déportés en Pologne (et non retenus pour le travail à Auschwitz), Kube, Commissaire Général pour la Ruthénie Blanche (Biélorussie) envoie à son supérieur, Lohse, Commissaire du *Reich* pour l'Ostland, une lettre traitant du problème juif dans sa région (voir annexe 3).

Kube y explique que les Juifs sont le principal support des partisans et qu'en conséquence, il a dû prendre des mesures radicales: avec l'aide du SD, il en a "liquidé" (c'est-à-dire "tué", le doute n'est pas permis, hélas !) 55.000 au cours des 2 mois précédents ; il a "allégé" [83] certaines régions de leurs Juifs (l'examen des chiffres qu'il donne pêle-mêle et d'autres considérations prouvent, par contre, que ces "allégements" ne sont pas des massacres mais des évacuations, probablement vers la zone militaire, comme le pense Werner, c'est-à-dire, aux confins de la Biélorussie et de l'Ukraine) ; et ce n'est pas fini, ajoute-t-il: il n'aura de cesse tant qu'il n'aura pas réduit à presque rien la population juive de son district de Ruthénie Blanche (soit à une quinzaine de milliers de Juifs, chiffre qu'il confirma dans une lettre du 23/11/'42). Il demande donc qu'on arrête d'envoyer de nouveaux convois, du moins tant que la guérilla n'aura pas été vaincue. Or, s'indigne-t-il, on lui apprend à l'instant qu'un nouveau convoi (de 1.000 Juifs de Varsovie) vient d'arriver sans même qu'on l'en ait prévenu. Bref, tandis que lui, Kube, se donnait un mal fou pour pacifier le pays, on lui expédiait des trains complets de fauteurs de troubles ! Parlant probablement sous l'effet d'une "sainte" colère, Kube propose donc qu'à l'avenir, tous les Juifs qu'on lui expédierait encore sans son autorisation soient liquidés.

Il y a de bonnes raisons – même pour de simples particuliers comme vous et moi – de penser que cette lettre (qui fut produite à Nuremberg) aurait pu être "améliorée" par les historiens soviétiques ou polonais, tant est grande son incohérence. On peut, en outre, estimer, à la lecture d'autres lettres de ces hauts responsables qu'étaient Lohse et Kube qu'il est invraisemblable qu'ils aient jamais organisé de tels massacres, mais, au contraire, qu'ils les déploraient (car il y en eut, personne ne le nie) au point de les dénoncer avec indignation auprès de Berlin : il est par exemple question dans ces lettres (reproduites aussi en annexe) de Juifs condamnés à mort et auxquels on a fait arracher (par des dentistes) leurs dents en or juste avant leur exécution. Le procédé était, certes, barbare; néanmoins, l'indignation de ces hauts dignitaires nazis est étonnante et même invraisemblable dans une hypothèse exterminationniste, c'est-à-dire dans l'hypothèse de massacres qu'ils auraient organisés eux-mêmes à l'insu de Berlin.¹ Mais admettons que cette lettre [84] de juillet '42 de Kube soit entièrement authentique; dès lors, on en retiendrait que :

a) Des convois de Juifs étaient donc bien envoyés en Biélorussie en provenance d'Allemagne et de Pologne, alors qu'il existait déjà, disent les historiens, des centres de mise à mort dans l'Est du Gouvernement Général. On relèvera notamment ce

¹ Kube, accusé de complaisance pour les Juifs, était en conflit ouvert avec les *Einsatzgruppen*, (et tout particulièrement avec leur représentant local, le Dr Strauch, dont il dit le plus grand bien dans sa lettre !) de sorte que la sauvagerie qu'il décrit dans sa lettre étonna les juges de Nuremberg eux-mêmes. D'après Reitlinger, Strauch affirma que Kube (qui, manifestement, essaya de protéger au moins les Juifs du *Reich*) ne l'avait écrite que pour dissiper chez Himmler les accusations de mollesse dont lui-même et sa police étaient victimes. Comme on va le voir, les conclusions à en tirer ne changent pas avec l'explication donnée à sa lettre.

convoi de 1000 Juifs du ghetto de Varsovie, dont l'évacuation massive avait commencé une semaine plus tôt en direction des chambres à gaz de Treblinka, mais, plus généralement, on relèvera que M. Gilbert relate dans le détail l'extermination ultérieure en Biélorussie civile de plus de 220.000 Juifs, ce qui excède de près de 200.000 unités le nombre de Juifs que Kube disait encore avoir (sans compter qu'il a pu y en avoir d'autres qui n'auraient pas été massacrés). Reitlinger en convient : "En novembre '42, il n'y avait pour ainsi dire plus de problème juif en Russie Blanche." Mais alors, d'où venaient donc ces 200.000 Juifs ? Il faut bien admettre qu'ils venaient de Pologne via Treblinka et Sobibor, où ils n'avaient pas plus été gazés qu'à Auschwitz (pour ceux qui venaient de chez nous).

b) D'affreux massacres d'innocents civils juifs y étaient perpétrés.

c) Ces massacres pouvaient même être organisés par les responsables locaux de la lutte antiguérilla et n'étaient pas de simples bavures de cette lutte. Néanmoins, ils étaient liés à cette lutte et n'étaient pas perpétrés dans le cadre d'une politique d'extermination systématique à caractère racial décidée à Berlin. On aurait là une des preuves du bien-fondé de la thèse fonctionnaliste du génocide des Juifs par les Allemands.

d) Parallèlement à ces massacres, ces responsables locaux refoulaient les Juifs encore plus à l'Est jusqu'à la ligne du front, dans la zone militaire (Kube, bien entendu, ne parlait que de la partie "civile" de Biélorussie).

Il est évidemment bien regrettable que la correspondance ultérieure de Lohse et Kube ne nous soit pas communiquée, car on n'en était encore à cette époque (juillet '42) qu'au début de la grande déportation des Juifs rassemblés en Pologne. On comprend aussi pourquoi un document aussi important n'est pas repris par les historiens (notamment par Hilberg, qui ne fait que le citer): bien qu'il constitue une preuve de ce que les Allemands purent, à l'occasion, avoir un comportement criminel et commettre un génocide de fait, il est aussi la preuve, d'une [85] part, que la thèse du génocide organisé par Berlin est insoutenable et d'autre part, que la réimplantation à l'est des prétendus camps d'extermination de Treblinka et Sobibor est une réalité qu'il est vain de nier.

Le lecteur notera en outre qu'il y a des éléments permettant de relativiser tous ces massacres de masse en Biélorussie. Ainsi, comme le rappelle Germar Rudolf, à Nuremberg, le procureur soviétique R.A. Rudenko déclara que les Allemands avaient "systématiquement installé, immédiatement derrière la ligne de front, dans leur première zone de défense, des camps de concentration dans lesquels s'étaient retrouvés des dizaines de milliers d'enfants, de femmes et de vieillards inaptes". Son substitut, A.A. Smirnov, "déposa" un document (le document URSS-4) dont il a notamment extrait le passage suivant : "Le 19 mars 1944, les troupes soviétiques, de retour en Polésie (Biélorussie), ont découvert trois camps de concentration dans la petite ville d'Ozaritschi [entre Minsk et Kiev] à l'intérieur du dispositif de défense allemand; dans ces camps se trouvaient plus de 33.000 enfants, femmes et vieillards inaptes." Plus loin, Smirnov détaillait ce chiffre de 33.000 en 15.960 enfants, 13.072 femmes et 4448 vieillards.

9. La thèse du révisionniste allemand Steffen Werner est que les Juifs furent transférés en masse dans la zone militaire, c'est-à-dire dans l'Est de la Biélorussie (et de l'Ukraine) aux confins de la Russie. Cette thèse, exposée par Kulitscher en 1943, était déjà celle des associations juives américaines en 1942 ; dans le mémorandum remis le 8/12/42 à la Maison Blanche par Wise au nom de l'American Jewish Committee, de l'American Jewish Congress, du B'nai B'rith et d'autres associations, il était affirmé : "A l'été de 1942 [époque des grandes déportations de Pologne], quelque 200.000 Juifs arrachés à leur foyer ont péri avant d'arriver à destination. Depuis lors, des masses de Juifs ont de nouveau été extraits des ghettos polonais et conduits dans les terres dévastées et brûlées le long de la ligne du front russo-allemand". Certes, ces associations voyaient par ailleurs des trains entiers de Juifs gazés ou brûlés vifs çà et là le long de la frontière russo-polonaise mais elles n'en apportaient aucune preuve : la vraisemblance est que ces Juifs et ceux qu'elles retrouvaient sur le front russe étaient les mêmes déportés.

[87] 10. Dans le tome 1, nous avons vu qu'Auschwitz se faisait livrer du Zyklon-B dans le cadre de la "réimplantation des Juifs" et nous en avons conclu qu'affirmer qu'en l'occurrence, "réimplantation" était synonyme d'"extermination" était impossible. Cette "réimplantation" était donc bien effective.

11. En avril '44, Radio Moscou donna la parole à un Juif "parisien" qui expliqua qu'il avait été libéré avec 8.000 autres Juifs "parisiens" qui se trouvaient en Ukraine au moment de la dernière offensive soviétique. Cette information est reprise par un journal communiste judéo-français *Notre Voix* n° 71 d'avril '44, sous le titre "**L'Armée Rouge poursuit les nazis en fuite en Roumanie. Dans son irrésistible marche en avant, elle porte la liberté à tous les peuples opprimés ! 8 mille juifs de Paris déportés à l'Est sont sauvés par les soldats de l'Armée Rouge !**"

Ce texte nous vaut en 1992 le commentaire suivant d'Annette Wieviorka : "En avril '44, les responsables de la presse communiste juive semblent encore ignorer qu'Auschwitz-Birkenau fut la destination principale des déportés de France" (comprenez qu'Auschwitz et ses chambres à gaz étaient le terme du voyage). Nous avons ici une preuve de la bonne foi de certains historiens (sinon ils camoufleraient pareille information) et, en même temps, du désordre qui règne dans leur intellect du fait de leur dogmatisme (teinté de sympathie pour le marxisme chez beaucoup d'entre eux) : cette information ne correspondant pas à ce à quoi ils croient, ils l'assimilent à de l'ignorance ! Pour tout homme de bon sens, bien entendu, l'ignorance n'a rien à voir là-dedans: ou bien Radio Moscou disait la vérité ou elle ne la disait pas, et on ne voit pas pourquoi elle aurait menti (du moins pour l'essentiel) dans une affaire qui, à l'époque, ne pouvait avoir grand intérêt pour l'URSS (ce qui ne fut plus vrai par la suite, quand Beria, sur instructions de Staline, participa activement à la mise en place du mythe des chambres à gaz).

Il semble que, raisonnablement, on puisse en tirer deux conclusions :

– Auschwitz et les autres camps (Treblinka, etc.) ont donc bien été des camps de transit pour certains Juifs qui étaient réimplantés en URSS.

– Le bilan officiel de la déportation des Juifs de France est le suivant : 76.000 déportés, 2500 revenus en France, donc rescapés, donc, 73.500 morts (de la main des Allemands).

[88] Et nos 8000 Parisiens d'Ukraine ? Si ces 8000 Juifs ne sont pas revenus en France (du moins officiellement), ce n'est pas parce qu'ils ont été exterminés par les Allemands, comme on nous le dit, mais plus probablement parce qu'eux aussi ont choisi, quand ils ont survécu, d'aller vivre ailleurs ou parce qu'ils ont été retenus en URSS, peut-être même déportés en Sibérie.

Antérieurement, signale Guionnet, d'autres journaux clandestins français comme *Le Populaire* du 15/10/42, dans un article bien documenté intitulé "Le Martyre des Juifs", donnaient des détails semblables :

– "De Bukovine [entre la Roumanie et l'Ukraine], on a reçu une lettre d'un paysan disant qu'il a vu passer un transport de Juifs venant de France et se dirigeant vers la Podolie (Ukraine); on a tenté d'organiser des secours, mais l'accès de la gare a été interdit."

– "De Riga, on signale aussi la présence dans la région de Juifs venant de France. De Lodz, un jeune homme a pu réussir à faire parvenir sa photo." ; or, à cette date, tous les convois partis de France avaient abouti à Auschwitz.

Nous venons de parler de Sibérie et, bien entendu, il nous faut en dire un peu plus. Quelle preuve a-t-on d'une éventuelle déportation en Sibérie par les Soviétiques des Juifs réimplantés par les Allemands ? Aucune, mais il faut bien chercher où sont passés nos 8000 Parisiens. D'une part, ils ne seraient pas revenus en France et il est improbable qu'ils aient émigré massivement; d'autre part, s'ils étaient restés en Ukraine, on aurait bien fini par le savoir. Par contre, la Sibérie semble apte à garder bien des secrets. Encore faudrait-il, à défaut de preuves indiscutables, au moins quelques indices. Edward Crankshaw, qui a commenté les *Souvenirs* de Krouchtchev parus en France en 1971, écrit : Krouchtchev "a dû prêter la main à la déportation des Juifs d'Ukraine au fin fond de la Sibérie pratiquée par Staline après la guerre" et aussi "En faisant état des activités antisémites de Melnikov, Krouchtchev passe sous silence les déportations en masse de Juifs d'Ukraine, peu après la guerre, alors que lui-même se trouvait à la tête de cette république".¹

[89] Précédemment, dans une biographie de Krouchtchev publiée en 1966, Crankshaw disait déjà : "Il va sans dire qu'il [Krouchtchev] n'avait rien à dire [dans le "Rapport secret"] sur ses propres déportations d'innombrables Polonais de la Pologne ukrainienne ou de la déportation en 1940 de centaines de mille de Lettons, Estoniens, Lituanais, également par Serov (à cette époque, travaillant sous Jdanov), quand la Russie occupa les Etats baltes. Plus tard encore, évidemment, ce fut le tour des Juifs – pour autant qu'ils aient survécu à l'occupation allemande et soient rentrés au pays; curieusement, un grand nombre de Juifs de Pologne orientale et des Etats baltes

¹ Melnikov remplaça (une première fois) Krouchtchev, rétrogradé au poste de premier ministre, à la tête du PC ukrainien en 1946. En fait, il est probable que ces déportations furent ordonnées par Staline et exécutées, comme toutes les autres, par Beria, Koboulov et Serov.

durent leur survie à Krouchtchev, Jdanov et Serov, qui les envoyèrent en Sibérie (où, également, beaucoup moururent) avant que les Allemands ne puissent s'en saisir et les assassiner. ¹ Nous reparlerons de ces déportations de Juifs polonais de 1940, mais ce qu'on retiendra à ce stade, c'est qu'il y eut aussi d'après Crankshaw, **tout de suite après la guerre voire tout de suite après le départ des Allemands**, déportation massive en Sibérie de Juifs établis en Ukraine, les restrictions que fait Crankshaw ("pour autant que...") semblant indiquer qu'à la lumière du dogme de l'extermination des Juifs dans les chambres à gaz d'Auschwitz et ailleurs, il ne s'expliquait lui-même guère qu'il y ait eu encore ou déjà en Ukraine des Juifs à déporter.

Les Juifs ukrainiens ayant été exterminés d'après les uns, évacués d'après les autres, on peut se demander si cette "masse" n'était pas constituée de Juifs réimplantés. D'un autre côté, on ne trouve rien sur ce sujet ni dans l'histoire des Juifs d'Ukraine, ce qui pourrait indiquer que ces Juifs ne faisaient pas partie de cette communauté, ni ailleurs.² Il serait toutefois étonnant qu'un soviétologue comme Crankshaw [90] avance sans preuve des faits aussi graves et importants (sans préciser, il est vrai, que ces Juifs pouvaient être des réimplantés); il est d'ailleurs curieux que les historiens ne nous en parlent pas, mais, comme pour eux, les crématoires d'Auschwitz étaient le terme du voyage de tous ces malheureux, ce fait doit probablement les déranger et, dès lors, ils préfèrent ne pas en parler. Ils parlent bien de la dissolution du Comité Antifasciste Juif, de la persécution antisémite larvée, de l'affaire dite des Blouses blanches (ou des médecins du Kremlin), puis, enfin, du projet stalinien de déportation de tous les Juifs soviétiques, lequel est bien postérieur, mais pas un, à ma connaissance et à part Crankshaw, ne parle de cette déportation en "masse" du lendemain de la guerre. Cette déportation est tout à fait vraisemblable et elle pourrait s'inscrire dans cette politique de déportation de tous ceux qui avaient eu un contact avec le monde occidental et qui, constituant un "foyer d'infection", furent ainsi victimes d'une des phobies les mieux connues de Staline. J'ai déjà cité les Polonais (dont un grand nombre de Juifs) déportés en 1940, les Ukrainiens déportés dans les camps de travail en Allemagne, les prisonniers de guerre soviétiques et tous les peuples d'URSS qui furent occupés par les Allemands. On peut encore citer les anciens des Brigades Internationales d'Espagne, les communistes grecs de Markos, les leaders communistes étrangers (qui, eux, furent le plus souvent exécutés) et les Arméniens de France (convaincus par la propagande communiste de rentrer en Arménie, ils en furent déportés en masse en 1949).³

¹ Dans le "Rapport secret" au XXe Congrès du PCUS de 1956, Krouchtchev parle de la déportation des Karatchaï, des Kalmouks, des Tchétchènes (dont Doudaev et Raspoulatov, ancien président du Parlement russe et rival de Eltsine), des Ingouches et des Balkars. Il a "oublié" les Allemands, les Bulgares, les Grecs, les Juifs, les Tatars et d'autres.

En ce qui concerne les Ukrainiens, Krouchtchev a précisé, sous les rires du Congrès, qu'ils "n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. Autrement, il [Staline] les aurait déportés aussi."

² Amy Knight, dans son *Beria* de 1994, dit bien que Krouchtchev "dut prêter son concours à la déportation des Juifs d'Ukraine à la fin des années quarante", mais elle a dû s'inspirer de Crankshaw ; en tous cas, elle ne mentionne pas ces déportations dans la liste des méfaits attribués à Beria ou à ses successeurs à la tête du NKVD (après 1945).

³ France 3 a diffusé en septembre '95 un documentaire sur le sujet (*Zek, l'Internationale du Goulag* de Thibaut d'Oiron et Peter Hercombe). Il expose notamment le cas d'un Juif ukrainien déporté par les Allemands puis – pour cette raison – déporté en Sibérie par les Russes à sa libération. Plus récemment (le 20/1/96), dans un fort intéressant documentaire de la *Hessischer Rundfunk*

[91] On peut encore citer Soljenitsyne, parlant du goulag :

En 1943, lorsque la guerre tourna à notre avantage, surgit [au goulag] – pour grossir d'année en année jusqu'en 1946 – un flot de plusieurs millions d'hommes en provenance des territoires occupés et d'Europe. Il était constitué par deux courants principaux de civils qui s'étaient trouvés dans les régions occupées par les Allemands ou qui avaient été emmenés en Allemagne [...] - des prisonniers de guerre [...]

Et encore :

On jugea avec plus d'âpreté et de rigueur ceux qui avaient séjourné en Europe, fût-ce à titre d'esclaves, comme *Ostarbeiter*, car ils avaient entr'aperçu un petit bout de la vie européenne et pouvaient en parler [...] C'est pour cette raison-là, et nullement pour le simple fait qu'ils s'étaient rendus, que l'on jugea la plupart des prisonniers de guerre et, en particulier, ceux d'entre eux qui avaient vu en occident un peu plus qu'un camp de la mort allemand.

Si certains dans la région pouvaient témoigner valablement sur cet Occident, c'étaient bien, avec les Arméniens de France, les Juifs est-européens qui y avaient émigré dans les années '30 puis en avaient été déportés par les Allemands, bref, les Juifs de Belgique, de France (dont nos 8000 "Parisiens" d'Ukraine), de Hollande et d'ailleurs non sélectionnés pour le travail à Auschwitz et réimplantés en Ukraine et en Biélorussie. Ils ont pu être eux aussi emportés par ce courant dont parle Soljenitsyne et cela, dans un relatif anonymat, raison pour laquelle on n'en trouverait pas trace (en dehors de nos 8000 "Parisiens" dont nous avons eu connaissance par hasard), notamment dans les statistiques des camps ou des zones spéciales soviétiques. A moins encore qu'ils n'aient été soigneusement mis à l'écart par la suite puisque le simple fait qu'ils étaient bien vivants ruinait le mythe des chambres à gaz d'Auschwitz que Beria était en train d'organiser.

Autre explication à cette déportation, laquelle explication n'exclurait pas nécessairement les deux précédentes : les Juifs auraient été souvent réimplantés dans des kolkhozes (ce fut vrai, par exemple, en Ukraine du Sud dans la zone roumaine) et ils auraient été déportés plus loin simplement parce que les autorités soviétiques voulaient récupérer au plus vite l'outil vital que constituaient les kolkhozes (en 1946, l'Ukraine connut la plus grave disette depuis 1890).

[92] Mais, dira-t-on, est-il vraisemblable qu'il n'y en ait pas eu l'un ou l'autre à revenir et à témoigner ? D'une part, beaucoup de réimplantés – tous des "inaptes" – avaient

diffusé par FR 3 (*Les amoureux de Minsk – L'histoire de Lise Stein*), il est question d'une jeune Juive allemande déportée à Minsk, évadée et réfugiée en URSS et finalement envoyée en 1945 au Birobidjan d'où elle ne revint qu'après la mort de Staline. On y relève l'affirmation suivante du commentateur : "[...] les survivants des ghettos et des camps de concentration sont transportés à l'Est vers leur 'Terre promise' comme l'annonce la propagande soviétique [...]". On notera aussi que ce documentaire donne une relation de la persécution antisémite en Biélorussie assez différente de la version officielle. Rappelons que le Birobidjan est une région autonome de Sibérie créée en 1934 par Staline pour tenter de se débarrasser des Juifs de façon élégante. Ceux-ci boudèrent cette nouvelle "Terre promise" ; les documentaires sur le Birobidjan ne parlent pas de ces déportations d'après-guerre.

déjà dû périr de misère, de maladie, de faits de guerre et, bien entendu, des bavures de la lutte antiguérilla voire de massacres organisés. Ils ne devaient probablement pas être nombreux à avoir survécu à toutes ces épreuves. La félonie de leurs "libérateurs" communistes a dû les plonger dans le désespoir et les achever. D'autre part, comme les historiens professionnels ont organisé l'occultation de tout ce qui était contraire à la thèse des chambres à gaz, les éventuels rescapés n'auraient pas eu la possibilité de parler; j'ajoute qu'en France du moins, les survivants éventuels ne pourraient témoigner de ce qu'ils sont bien vivants sans courir le risque de se retrouver en prison en vertu de la loi antirévissionniste du camarade Gayssot.

Mais direz-vous encore, comment ces 8000 Juifs "parisiens" auraient-ils pu ne pas être repérés par les officiels français ? Il y a deux thèses, qui ne s'excluent d'ailleurs pas tout à fait. La première est que les autorités françaises, faisant preuve de "réalisme", ne se préoccupèrent pas beaucoup de leurs ressortissants retenus en URSS (cf. le documentaire *Les Français du Goulag* diffusé par FR 3 fin '94). La deuxième est que la France n'en sut rien. D'une part, ces 8000 Juifs (même s'il y en eut d'autres ailleurs) étaient très minoritaires dans une masse de 1,5 million de ressortissants français (ce que n'étaient pas la plupart des Juifs déportés) qui se trouvaient dans la "zone" russe (PG, STO). D'autre part, les autorités soviétiques montrèrent beaucoup de mauvaise volonté (elle n'était pas comprise par les intervenants français et ne pouvait l'être, vu le prestige de l'URSS) et contrarièrent systématiquement les efforts des délégués français chargés de localiser leurs ressortissants. Finalement, le rapatriement des ressortissants français fut anarchique et emprunta des voies incompréhensibles, Annette Wieviorka cite le général Catroux, ambassadeur à Moscou, qui évoque "[...] l'étrange odyssée de ces Français, qui, libérés en avril de Prusse orientale, avaient nomadisé sur les voies ferrées de l'URSS pour aboutir, par un mystère impénétrable, en septembre sous le cercle polaire. Au reste, la divagation des camps sur l'étendue de la plaine russe fut un des phénomènes curieux de cette époque. Des trains les emportaient pendant des semaines dans des directions incertaines, s'arrêtant pendant des journées puis se remettant en marche avec leur chargement de prisonniers [93] [...]". D'après le document diffusé par FR 3, ils furent nombreux à ne pas redescendre du cercle polaire : des dizaines de milliers de Français ! On admettra, dans ces conditions, que distraire quelques dizaines de milliers de Juifs occidentaux, apatrides pour la plupart qui plus est, réimplantés dans l'URSS profonde et qu'on croyait déjà assassinés, aurait été facile pour les Soviétiques."

On notera que l'explication donnée ci-dessus de l'attitude bienveillante des autorités françaises et de la faiblesse de leur réaction n'est pas entièrement satisfaisante; ainsi, selon le capitaine C. Van der Borgh, chef de la Mission belge de rapatriement en Pologne, son collègue français, le capitaine Massonnet, a rapporté l'incident suivant: "[...] en septembre 1945, il y avait dans une gare de Varsovie un train avec, à bord, plus de mille prisonniers français libérés des camps nazis, mais aussi des Belges, des Hollandais et d'autres étrangers.¹ Le train devait partir pour Berlin, première étape sur le chemin de leur rapatriement. On organisa une cérémonie avec des fleurs, des discours et de la musique. Même la présence des autorités françaises était assurée. Tout fut filmé et enregistré. Soudain, et alors que personne ne s'y attendait, on

¹ On notera que les Allemands ne cherchaient pas à séparer les déportés de même origine bien au contraire.

annonça que la voie ferrée Varsovie-Berlin avait été rendue impraticable à la suite d'une obstruction ... et il fut décidé d'envoyer le train à Moscou. Aucun des passagers ne retourna dans son pays. Le film tourné à cette occasion fut projeté à Nancy en 1947. Il donna lieu à des crises d'hystérie, car, dans la salle, de nombreuses personnes avaient reconnu l'un ou l'autre membre de leur famille parmi les passagers du train. Par la suite, le film disparut sans laisser de traces." (Extrait de *Nos prisonniers du Goulag* de Willy Fautré et Guido De Latte, Association Chrétienne pour l'Eglise du Silence, 1980).

Cette rétention d'un certain nombre d'Occidentaux aurait donc été connue de nos autorités, lesquelles l'auraient occultée grâce au fait que, tout de même, la plupart des prisonniers revinrent dans le cadre des accords de rapatriement conclus avec l'URSS. Ouvrons une parenthèse pour nos jeunes lecteurs, car tout cela ne figure pas dans leurs livres d'histoire: ils doivent savoir qu'à la suite des accords de Yalta, [94] les Occidentaux livrèrent 2.000.000 de personnes à l'URSS (dont des Russes émigrés à l'époque de la Révolution de 1917 !) ; on vit même les Américains remettre aux Soviétiques des prisonniers de guerre belges qui venaient de se sauver de la zone soviétique et qu'ils avaient probablement pris pour des Soviétiques; encore plus étonnant: ainsi que l'atteste une circulaire du ministre belge chargé du rapatriement, Marcel Grégoire, la mission de rapatriement soviétique Dragoun rafla elle-même des citoyens soviétiques (du moins supposés tels) dans les rues de Bruxelles (et Paris). En reconnaissance de nos turpitudes, les Soviétiques ne pouvaient donc pas ne pas rendre – à regret, car ils avaient besoin d'esclaves – la plupart de nos concitoyens.

Maintenant que le communisme est-européen – compère du sionisme, au moins en la matière – a été balayé, la vérité va sans doute faire surface; c'est actuellement le cas en Hongrie : on y reparle, enfin, de choses qui étaient connues au lendemain de la guerre mais que les communistes, les sionistes et leurs complices historiens avaient occultées. Ainsi, Franz A. Vajda, historien hongaro-belge, rapporte qu'en 1995, un chercheur de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Budapest, Tamás Stark, a publié un livre traitant du cas de 30.000 Juifs hongrois déportés par les Soviétiques. On sait que les Soviétiques ont fait prisonniers un grand nombre de Juifs membres des "bataillons du travail" de l'armée hongroise, notamment début 1943 lors de l'effondrement de la 2e armée hongroise sur le Don et, bien entendu, ils ne les ont pas rendus, ne fût-ce, sans doute, que pour la raison que la plupart n'étaient déjà plus en vie à la fin de la guerre. Mais, en l'occurrence, il s'agit de civils juifs, à savoir :

a) de Juifs, qui n'avaient pas été déportés par les Allemands et étaient restés en Hongrie. En 1944/début 1945, les Soviétiques raflèrent quelque 600.000/700.000 Hongrois en principe non juifs (dont quelque 250.000 réfugiés en Autriche et en Allemagne) et les envoyèrent au goulag pour aider à reconstruire la "Patrie du Socialisme" qu'ils étaient accusés d'avoir contribué à détruire. Parmi eux, 65.000 (dont 5.000 enfants et vieillards) étaient censés appartenir à la minorité allemande de Hongrie; en fait, les Soviétiques (qui avaient obtenu l'accord des Occidentaux à Yalta sur cette nouvelle déportation "raciale") auraient déporté ceux qui portaient un nom allemand sans appartenir pour [95] autant à cette communauté : parmi eux, quelques Juifs hongrois, bien que l'accord soviéto-hongrois les excluait de cette déportation. On estime que 400.000 de ces déportés civils seraient revenus entre 1945 et 1956, les autres ayant péri au goulag, mais, globalement, le sort des Hongrois allemands fut

encore moins enviable. Les rares survivants viennent de se voir allouer par le gouvernement hongrois une indemnité de 10 \$ par mois de captivité.

b) de Juifs qui avaient été déportés à Auschwitz par les Allemands, en 1944. Tamàs Stark cite le témoignage de Zoltan B., Juif de Budapest déporté à Auschwitz depuis Csörgö le 15/5/'44. Evacué à pied le 18/1/'45 vers Gleiwitz puis par train vers l'intérieur du *Reich*, Zoltan B. fut capturé en cours de route par les Soviétiques avec 40 de ses compagnons. Ils furent transférés à Kattowitz (près de Cracovie) où ils demeurèrent du 2/2/'45 au 22/3/'45 puis à Czeszochowa dans un grand camp où étaient concentrés d'autres détenus "libérés". Le 26/5/'45, alors que la guerre était finie depuis deux semaines, Zoltan B. et 850 autres Juifs hongrois furent envoyés à Slutsk (Biélorussie) au goulag n° 194. Stark cite beaucoup d'autres cas individuels de Juifs hongrois envoyés également au goulag, par exemple ceux de Juives détenues au camp allemand de Stutthof (Danzig), capturés en Pologne par les Russes et déportées sur les bords de la Volga ou encore celui de Géza F. qui, libérée à Mauthausen (Autriche) fut repérée en mai '46 à Vorkuta dans le Grand Nord russe. On notera encore une fois que tout cela était bien connu: ainsi, les journaux hongrois du lendemain de la guerre, relate encore Stark, diffusaient souvent des avis de recherche de la part des familles des malheureux déportés juifs (on comprendra que nous nous limitons à leur seul cas) comme : "Qui a des nouvelles d'István F. qui a été arrêté par les Russes à Mauthausen ?" ou encore "Qui peut nous renseigner sur Arpad T. qui a été capturé par les Russes en mai 1945 à Gunskirchen [Mauthausen] et envoyé en Russie ?"

On parle de 30.000 Juifs hongrois mais des statistiques partielles suggèrent qu'il aurait bien pu y en avoir davantage : ainsi, le Mazot (comité d'entraide juif) de Budapest estimait début 1946 que 8617 Juifs de Budapest avaient été déportés en URSS et à Erdély (actuellement en Roumanie), on estimait que 8000 Juifs de la ville avaient connu le même sort.

En fait, Stark n'est pas un auteur isolé et d'autres auteurs hongrois [96] (probablement juifs) relatent des faits semblables (par exemple George Bàràny, Judit Molnàr et Teréz Mozes); cette dernière s'est plus particulièrement intéressée aux Juifs de Nagyvárad (aujourd'hui Oradea Mare en Roumanie); elle relate qu'en mars 1945, de nombreux Juifs de cette localité, déportés à Auschwitz, furent libérés à Lublin et rapatriés par fer via Lvov mais à Tchernovitz (actuellement Cernăuți en Bucovine du Nord), leur tram fit demi-tour et les emmena au goulag de Slutsk cité ci-dessus. D'autres Juives hongroises libérées à Guttawa furent déportées à Kuybishev sur la Volga (sont-ce les mêmes que ci-dessus ?) La plupart de ces Juifs et Juives seraient morts au goulag; quelques-uns de ces malheureux revinrent après 1950. On notera aussi au passage que d'après ce qu'ont dit ces rescapés, les camps allemands – en dehors de la période chaotique de la fin de la guerre – leur ont paru enviables.

On comprend mieux les raisons qui poussent les communistes survivants (comme Gayssot) et les sionistes à faire alliance pour baillonner les révisionnistes par voie légale !

Certes, Staline n'aimait guère les Hongrois et pas davantage les Juifs on en déduira qu'il devait détester tout particulièrement les Juifs hongrois. En fait, il faudrait une page entière pour énumérer tous les peuples qui étaient dans cette situation et on peut supposer que d'autres Juifs (dont des Belges, des Français et des Hollandais ?)

connurent un sort semblable. On admettra enfin que la thèse de la déportation massive en Sibérie de Juifs inaptes réimplantés en URSS (dont nos 8000 Parisiens) est tout à fait plausible.

Certes, il faut constater que tous ces témoignages et documents sur ces fameuses zones de réimplantation sont rares et parfois de valeur discutable, mais tout de même... Les archives soviétiques, si elles sont exploitées de façon honnête, devraient normalement nous en apprendre davantage.

Il y a notamment une lacune dans l'argumentation des révisionnistes sur la rareté voire l'absence de témoignages, de documents et de photos [96] sur la sortie des camps de transit et de tri des Juifs qui n'y avaient pas retenus pour le travail. En ce qui concerne Auschwitz, comme nous avons vu, quelques très rares photos semblent indiquer qu'en 1944 les juifs hongrois inaptes n'étaient pas chargés dans des camions mais traversaient le camp de Birkenau à pied ; ils n'entraient pas dans les crématoires mais passaient outre; et après ? Les témoignages indiquent qu'antérieurement, avant mai 1944, lorsque la sélection se faisait en dehors du camp à la "rampe aux Juifs" (du côté de la gare d'Auschwitz entre Auschwitz I et Auschwitz II), les inaptes étaient aussitôt chargés (sans avoir été épouillés au préalable) dans des camions, qui n'allaient pas davantage vers les crématoires car les déportés sélectionnés les y auraient aperçus puisqu'ils empruntaient la même route. En fait, ces camions n'entraient même pas dans le camp. Ils devaient conduire les inaptes dans des ghettos de transit d'où ils étaient extraits par la suite pour être chargés dans des trains spéciaux à destination des camps de transit de l'est du Gouvernement Général (Treblinka, Belzec ou Sobibor) voire directement à destination de la Biélorussie ou de l'Ukraine." D'ailleurs, quand les détenus arrivaient à Birkenau en camion (cas des Belges venant des camps et ghettos polonais [89]), la sélection se faisait à l'entrée du camp et non pas à l'intérieur, or, si, à une certaine époque, les trains ne pouvaient entrer dans le camp, par contre, les camions, eux, le pouvaient et, logiquement, dans une hypothèse exterminationniste, la sélection aurait dû se faire à proximité des supposées chambres à gaz, c'est-à-dire très à l'intérieur du camp.¹

¹ Curieusement, les témoins ne donnent jamais de précisions sur la direction prise par lesdits camions : ils ont vu les inaptes (souvent leurs parents, leur femme ou leurs enfants) monter dans des camions et on leur a dit, par la suite, qu'ils avaient été gazés.

Aynat relève tout de même deux exceptions :

– celle d'un Juif hollandais arrivé le 9/10/42 (il s'agit de la 10e "*Sonderaktion* " du Professeur Kremer): "Le groupe des femmes, des enfants et des vieillards fut chargé dans 3 grands camions avec remorques et fut envoyé en direction d'Auschwitz I."

- celle d'un Juif norvégien (Kai F.) arrivé le 1/12/42 : "Le groupe des femmes, enfants et impotents fut chargé dans des camions et conduit dans les bâtiments ressemblant à une usine et que nous pouvions apercevoir depuis la gare."

Aynat relève tout de même aussi la preuve documentaire (le "Livre du Chef de la garde du camp") de ce qu'un convoi entra au complet dans le camp à cette époque, celui de 1710 Juifs hollandais arrivé le 17/10/42 et soumis à l'opération de la sélection le lendemain en présence du Professeur Kremer. La lecture du journal de ce médecin SS donne à penser qu'en une autre occasion (le 7/10/42), la sélection aurait pu également se faire à l'intérieur du camp et non pas à l'extérieur ("*Draussen*") ainsi qu'il l'indique explicitement à 3 reprises.

En ce qui concerne la destination des inaptes occidentaux de 1942 et 1943, on notera qu'une partie aurait aussi pu être "réimplantée" dans le ghetto de Lodz (qui fut finalement liquidé à la mi-1944, ses détenus étant envoyés à Auschwitz); ainsi le journal clandestin *Notre Voix* d'avril 1944 parlant de la

A cette apparente pénurie documentaire, on peut opposer le fait que l'accès aux archives est souvent réservé aux seuls historiens: il n'est pas excessif ni malveillant de prétendre a priori qu'ils procèdent, fût-ce inconsciemment, à un choix dans les documents, exhumant ceux qui leur semblent conforter la thèse qu'ils sont chargés ou se sont chargés de défendre et laissant dans l'ombre tout ce qui pourrait conforter la thèse révisionniste (par exemple, le rapport de septembre '42 au sujet des baraquements destinés à un camp en Russie). On ne le répètera jamais assez : si on laissait les révisionnistes chercher, si on ne les persécutait pas d'une façon non seulement abjecte mais surtout suspecte, peut-être auraient-ils déjà comblé cette lacune.

situation du ghetto (vraisemblablement en fin 1943) précisait : "C'étaient pour la plupart des Juifs polonais, mais avec un nombre important de Juifs déportés de l'Europe occidentale et, en particulier, de France et des Pays-Bas." Ceci signifie donc que ces derniers seraient comptés deux fois dans la comptabilité d'Auschwitz.

Annexe 1

LES MYTHES DU PEUPLE ELU ET DE SA DISPERSION

L'histoire officielle nous enseigne, entre autres mythes, que les Juifs sont les descendants des Hébreux, peuple élu par Dieu qui leur donna la Palestine; ils en auraient été chassés par les Romains après la destruction de Jérusalem en 70 et 135 après Jésus-Christ; les Juifs n'auraient donc fait qu'exercer un droit normal au retour sur la terre de leurs ancêtres quand, près de 2000 ans après leur dispersion, ils ont envahi la Palestine et en ont chassé les intrus arabes qui avaient accaparé leurs terres, encore que l'exercice de ce droit soit risible car il est tellement tardif qu'on peut considérer avec bon sens qu'il est depuis longtemps perdu par prescription. Si les peuples de la Terre se mettaient en tête de récupérer tout ce qu'ils prétendent avoir perdu depuis 2000 ans... C'est pourtant ce qu'on nous enseigne dans nos écoles et dans nos journaux.

Ce sont là des fables (nous sommes bienveillants) et nous le sentons tous confusément quand, par exemple, les médias – sous influence sioniste, eux-mêmes – nous parlent sans rire de ces Juifs noirs éthiopiens débarquant à Tel Aviv sur "la terre de leurs aïeux".

Depuis un certain temps, des spécialistes ont étudié un peu plus sérieusement l'origine de cette quinzaine de millions de personnes qui, aujourd'hui, se disent ou sont dites juives : dans leur immense majorité, elles viennent d'Europe orientale, plus particulièrement de Pologne, [143] personne n'en disconvient; mais d'où venaient-elles quand elles se sont installées en Pologne ? Dans les années 1970, le célèbre écrivain anglais d'origine judéo-hongroise Arthur Koestler a fait la synthèse de ces travaux dans un livre intitulé *La treizième tribu* et nous allons tenter de le résumer très succinctement.

Entre le 7e et le 13e siècle, le sud de la Russie fut dominé par un peuple, le peuple khazar, qui, jusque dans la moitié du 10e siècle, constitua même un empire allant de Kiev au Caucase et de la Mer Noire à la Mer Caspienne (appelée jadis Mer des Khazars). Cet empire devait ressembler un peu à ce que fut plus tard l'empire austro-hongrois, c'est-à-dire à une mosaïque de peuples de cultures et de religions différentes, pouvant même disposer d'une certaine autonomie mais néanmoins dominés (au point de lui payer tribut) par l'un d'entre eux : le lecteur veillera, par la suite, à ne pas confondre le royaume khazar habité par le peuple khazar et l'empire khazar constitué des divers peuples dominés par ces Khazars.

Ces Khazars étaient des "Turcs", dans le sens donné à ce mot par les auteurs médiévaux et souvent aussi par les ethnologues modernes, c'est-à-dire non pas de race turque mais de langue turque. En fait, ils étaient venus des steppes d'Asie Centrale probablement au 5e siècle en queue de la horde des Huns d'Attila.

Les historiens ont tout à fait oublié ce peuple et cet empire, qui jouèrent pourtant un rôle prépondérant et déterminant dans notre histoire. Placé au point de rencontre d'immenses blocs, plus particulièrement, au début du 8^e siècle, de deux superpuissances spirituelles, politiques et militaires – d'une part, l'Empire Romain d'Orient (Byzance) et d'autre part, l'Islam (Califat de Bagdad) –, l'empire khazar joua, un temps, un rôle d'intermédiaire obligé dans la région.

Cet empire protégea Byzance des barbares du Nord-Est (Bulgares de la Volga, Magyars – avant leur installation en Hongrie –, Petchinègues, (...)) et plus tard des Vikings qui, descendant les grands fleuves et tout particulièrement la Volga, allèrent jusqu'à attaquer Byzance (initialement, ces Vikings suédois étaient appelés "Rus" ; ils sont à l'origine des premières principautés russes organisées). Les Khazars protégèrent également l'Islam de ces Rus (dorénavant et par commodité, nous les appellerons Russes) en leur barrant l'accès à la Mer Caspienne.

Précédemment, ils avaient bloqué l'avalanche islamiste initiale sur [145] l'Europe de l'Est et l'avait sauvée de l'Islam au même moment où Charles Martel sauvait l'Europe de l'Ouest du même péril à Poitiers en 732.

Le système politique khazar se caractérisait par une royauté à deux têtes: le Kagan (mot voisin de Khan) ou encore Grand Kagan, qui exerçait un pouvoir quasi religieux et le Kagan Bek, qui lui était en principe subordonné et qui exerçait le pouvoir temporel (ils font penser au Roi et à la Reine du jeu des échecs).

Les Khazars étaient un peuple de guerriers, d'artisans (orfèvres travaillant l'or du Caucase dont ils contrôlaient l'extraction ou encore tisserands), de marchands et d'intermédiaires; le degré de civilisation qu'ils avaient atteint tranchait avec le degré de barbarie et de grossièreté de la plupart des peuples qui les entouraient et à l'occasion, ils pouvaient rivaliser avec Bagdad ou Byzance. Enfin, ils étaient très tolérants (pour l'époque) et leur capitale comptait un grand nombre d'étrangers pratiquant des religions aussi diverses que le judaïsme, le christianisme, l'islam ou le chamanisme et vivant apparemment en bonne intelligence.

La religion des Khazars était un chamanisme primitif et dépassé, incapable de conférer au Kagan l'autorité spirituelle et légale que les deux grandes religions monothéistes, le christianisme et l'islamisme, conféraient au Basileus de Byzance et au Calife de Bagdad. Ne pouvant embrasser ni l'une ni l'autre de ces deux religions sous peine de perdre son indépendance, le Kagan choisit d'adopter le judaïsme, religion-mère des deux précédentes, religion prestigieuse, respectée (encore que combattue vigoureusement par les deux autres, mais elle le leur rendait bien quand elle le pouvait) et qui avait attiré de nombreux individus mais sans connaître le développement prodigieux de ses deux filles. Comme c'était la règle jadis, le peuple khazar adopta la religion de son roi et devint – de très loin – la principale communauté juive au monde. Depuis un siècle, la politique de conversion forcée des Juifs adoptée par Byzance et, dans une moindre mesure, par Bagdad, avait entraîné l'exode vers la Khazarie d'un nombre considérable de Juifs (qui n'étaient pas pour autant des descendants des Hébreux); cet exode se poursuivit d'ailleurs au cours des deux siècles qui suivirent la conversion des Khazars : de refuge, la Khazarie devint une espèce de foyer national pour les Juifs orientaux. Cette immigration présentait en outre pour la Khazarie un enrichissement du fait du haut degré de [146] culture de la

plupart de ces Juifs immigrés. Il semble bien qu'au début, les Khazars firent partie de la secte des Caraites, secte dont il subsiste encore quelques éléments à l'heure actuelle et dont la caractéristique principale est de refuser l'enseignement des rabbins (Talmud). Mais, finalement, ils adoptèrent tous les rites judaïques y compris la circoncision, tout en refusant l'intolérance pratiquée par les trois grandes religions monothéistes.

Les relations des Khazars avec Byzance et Bagdad s'étaient stabilisées (après des hauts et des bas) et une alliance poussée avait même été conclue entre eux. L'empire vivait donc dans une paix relative, mais, à partir de la moitié du 9^e siècle, les Khazars eurent à subir la poussée vers le Sud des Russes, qui, en 862, enlevèrent Kiev, où ils fondèrent la première principauté de ce qui, plus tard, allait donner naissance à la Russie. On notera déjà qu'il y avait une importante communauté judéo-khazar à Kiev et elle survécut à ce retrait de l'empire khazar. On notera aussi qu'à l'époque de cette prise de Kiev, les Magyars, qui étaient des vassaux des Khazars partirent s'établir en Hongrie en compagnie de tribus judéo-khazars dissidentes (les Kabars); la frontière nord de l'empire en fut d'autant plus affaiblie. Quand, en 988, les Russes prirent la Crimée (Cherson) aux Khazars, les Byzantins ne bronchèrent pas et conclurent même avec Kiev une alliance sur le dos des Khazars juifs. Aussitôt, les Russes se convertirent au christianisme orthodoxe (à peu près en même temps, les Hongrois, les Polonais et les Scandinaves adoptaient le christianisme romain). A la suite de ce renversement d'alliance et de cette conversion des Russes au christianisme, l'empire khazar juif devenait un anachronisme et se retrouvait isolé au sein des deux autres religions monothéistes. Dès lors, son déclin s'amorça progressivement. Les efforts des Russes pour atteindre la Caspienne entraînèrent des guerres incessantes. Certes, les Russes ne réussirent pas à atteindre cette mer, mais ils réussirent tout de même à chasser les Khazars des steppes du nord de l'empire: quand les Russes prirent la forteresse de Sarkel en 965, ce fut même la fin de l'empire khazar, mais pas de l'Etat judéo-khazar (de même qu'en 1918, la chute de l'empire austro-hongrois ne fut pas la fin de l'Autriche), cet Etat se réduisant aux terres comprises entre le Caucase, le Don et la Volga et baignées par la Caspienne.

Très vite, les guerres intestines entre Russes entraînèrent le transfert du pouvoir de Kiev vers la Galicie, Novgorod et Moscou. Il se créa [147] dans les steppes russes un vide dans lequel s'engouffrèrent les hordes de Barbares de l'Est, dont les Mongols, qui, deux siècles durant, mirent la région à feu et à sang. Au milieu du 12^e siècle (peut-être plus tard), le royaume judéo-khazar céda à la Horde d'Or de Gengis Khan, qui établit le centre de son immense empire sur les terres des Khazars. Mais avant et après la mainmise mongole, les Khazars s'exilèrent en masse vers les pays slaves où ils furent à l'origine de la construction des grands centres juifs d'Europe orientale.

Après cet exil, le judaïsme mondial se retrouva avec deux branches: d'une part, celle des centres anciens de la Diaspora (Grèce, Espagne,...) constitués pour l'essentiel d'Européens convertis bien longtemps avant la destruction du Temple de Jérusalem; d'autre part, celle des centres d'Europe orientale composés pour l'essentiel de Khazars convertis. Cette dernière branche était, de très loin, la plus fournie.

L'élément hébreu était faible dans ces deux branches¹. Ces deux catégories de Juifs avaient des origines ethniques très différentes mais elles avaient au moins deux points importants en commun. Tout d'abord, tous avaient vécu en des points de jonction de grandes voies commerciales, ce qui en avait fait des commerçants et des voyageurs audacieux (d'où l'accusation qu'on leur a faite d'être des "cosmopolites sans racines"). Ensuite et bien entendu, ils pratiquaient la même religion, une religion exclusiviste qui les poussait à se rassembler et à faire bloc, à fonder des communautés fermées (la ghettoïsation fut, initialement, volontaire) partout où ils s'installaient. Les uns et les autres partagèrent cette rare combinaison d'ouverture sur le monde et de repliement sur soi, renforcée par les espoirs messianiques et la prétention –doublement infondée, bien entendu – d'appartenir à une race ou à un peuple élu.

Donc, disions-nous, l'origine la plus commune aux juifs du monde entier n'est pas sémite mais khazar, étant entendu que, si les premiers Khazars étaient des Huns, leurs descendants, sept siècles plus tard, ne l'étaient probablement plus guère, car leurs pères avaient dû, au cours de ces siècles, s'unir à toutes sortes d'ethnies (russe, caucasienne,[148] grecque et même, dans une très faible mesure, palestinienne), de sorte qu'il paraît vain d'affirmer, comme certains le font, que les Juifs sont des Khazars ou des Huns à 90 % (d'ailleurs, si c'était le cas, cela se verrait à l'œil nu).

Les tenants de la thèse khazar se basent a priori sur la simultanéité de ces deux événements : disparition du royaume judéo-khazar et création dans les régions adjacentes des plus grands centres juifs que la Diaspora ait jamais connus. Cette thèse est bien entendu combattue par les Juifs vu ses implications déplaisantes. Certes, ils ne nient pas qu'il y ait eu un royaume judéo-khazar et pas davantage qu'après sa destruction, un certain nombre de ses habitants partirent en exil en Europe orientale, mais ils nient l'importance de cet apport. Pour eux, ce sont surtout les Juifs rhénans et français, descendants directs des Hébreux, qui, chassés par les atrocités perpétrées à l'occasion de la première croisade en marche pour Jérusalem puis à l'occasion de l'épidémie de peste noire qui ravagea l'Europe et dont la cause avait été imputée aux Juifs, créèrent ces grands centres d'Europe orientale. Cette thèse ne résiste pas à l'examen et elle est même, a priori, tout à fait invraisemblable vu la disproportion de taille des communautés en présence : s'il y a pu y avoir un apport occidental, il n'a pu être que ridiculement faible.

A la fin du premier millénaire, les plus importants établissements juifs en Europe occidentale étaient en France et en Rhénanie (sans compter l'Espagne mais personne ne la mêle à cette migration). Ces établissements avaient été fondés par des Juifs palestiniens, italiens et nord-africains, qui se mélangèrent avec des autochtones.

En Allemagne, les Juifs étaient concentrés dans la vallée du Rhin: ils n'étaient pas très nombreux (quelques milliers) et la plupart, nous disent les historiens, furent exterminés lors de la première croisade; il n'en serait resté que quelques centaines qui ne se développèrent pas pendant des siècles. On ne possède d'ailleurs aucun

¹ Contrairement à ce qu'affirment les historiens, il n'y eut pas de dispersion massive des Juifs après la répression des révoltes de 70 et 135 en Israël ; Koestler, curieusement, ne nie pas cette dispersion de façon explicite : en fait, il n'en parle pas.

élément permettant d'affirmer que certains d'entre eux aient pu gagner la Pologne. La chose est donc claire.

En ce qui concerne la France, les Juifs n'eurent pas à souffrir de la première croisade et on ne voit pas pour quelle raison ils auraient décidé à cette époque de s'exiler en Europe orientale. Plus tard, en 1306, les Juifs français (qui n'étaient pas non plus très nombreux) furent expulsés du royaume mais ils restèrent dans l'Hexagone (en Provence, [149] en Bourgogne et en Aquitaine, lesquelles régions n'appartenaient pas encore au royaume). D'ailleurs, pas plus que pour l'Allemagne, on ne possède le moindre élément historique permettant de penser qu'un seul de ces Juifs s'exila en Pologne.

Les Juifs furent ensuite accusés d'avoir introduit la peste noire en Europe en 1348/1350 : les pauvres n'eurent pas le loisir de s'exiler et la plupart furent brûlés vifs. Après cette tragédie, l'Europe occidentale fut pratiquement sans Juifs pendant deux siècles (sauf l'Espagne).

On peut donc en conclure sans crainte, disent les spécialistes, que la thèse traditionnelle de l'exode massif de Juifs ouest-européens en Pologne est "historiquement insoutenable". La seule solution reste la thèse khazar, que les spécialistes ont cherché et réussi à confirmer de diverses autres façons.

*– **Démographie** : il aurait pu y avoir un demi-million de Khazars au 8e siècle; au 16e siècle, il y avait, selon l'Encyclopaedia Judaica, une population juive mondiale d'un million centrée sur le royaume polono-lituanien. Ces chiffres doivent, bien entendu, être pris avec précaution mais, pour les spécialistes, ils montrent bien qu'il y a une relation étroite entre Khazars et Juifs polonais (auxquels on peut ajouter les Hongrois et les Balkaniques) et de plus, que la majorité des Juifs vivant au Moyen-Age étaient des Khazars.¹*

*– **Structures sociales** : toutes les structures sociales de la communauté juive polonaise (le "shtetl", les activités professionnelles, les vêtements comme le kaftan ou le turban des femmes qu'elles portèrent jusque dans la moitié du 19e siècle, etc.) sont étrangères aux autres communautés juives de l'Ouest et du Sud de l'Europe et elles s'expliquent très bien par l'origine khazar de ces Juifs. Jusqu'à [150] l'architecture et la décoration des vieilles synagogues polonaises suggèrent l'origine khazar des Juifs polonais.*

¹ On se retrouve, en fait, devant un problème semblable à celui de l'extermination supposée des Juifs par les Allemands en ce 20e siècle: dans le même temps où les grandes communautés juives d'Europe orientale ont disparu, d'une part, de nouvelles communautés juives sont apparues là dans le monde où il n'y avait jamais eu de Juifs (par exemple le Chili) et, d'autre part, les communautés juives déjà installées çà et là (par exemple, New York, la plus grande communauté juive de tous les temps : 1 à 2 millions de Juifs ?) se sont développées de façon spectaculaire. Comment ne pas faire le rapprochement ? Comment, dès lors, oser affirmer d'une part que les communautés juives d'Europe orientale ont été exterminées et, d'autre part, que les Juifs chiliens ou new-yorkais viennent de... Oui, d'où, au fait ? Les historiens n'en savent rien ; ne pouvant l'avouer, ils ont donc choisi de faire taire par voie légale ceux qui ne sont pas de leur avis

– **Toponymie:** Il y a abondance d'anciennes villes en Ukraine, en Pologne, dans les Carpates, dans les Monts Tatra et en Autriche orientale dont les noms dérivent de "khazar"; par exemple: Kozarzewek, Kozara, Kozarzow, etc.

– **Patronymie:** De nombreux patronymes juifs viendraient du khazar: par exemple, Halperin, Alpert, Halpern, Galpern, etc. qui viendraient de "alper" ("chevalier courageux") ou encore Kaplan, Caplon, Koppel, ... qui viendraient de "kaplan" ("faucon ardent"); les Kogan, Kagan et autres Kaganovich, eux, devraient leur nom à "kagan", titre porté ainsi que nous l'avons vu par le roi et divers très hauts dignitaires.

– **Linguistique:** Les linguistes corrigent souvent les faussetés colportées par les historiens: ainsi, par exemple, nous ont-ils appris que les Tsiganes venaient de l'Inde et non d'Egypte comme le prétendaient les historiens. En l'occurrence, on sait que, avant la guerre, les Juifs orientaux parlaient le yiddish, qui est un mélange d'allemand médiéval, de slave, d'hébreu et de quelques autres éléments. La présence de l'allemand semble donner raison à la thèse officielle de l'origine rhénane des Juifs polonais. Les linguistes, eux, prouvent que c'est le contraire ! En effet, ils n'ont pas relevé dans le vocabulaire yiddish d'origine allemande un seul mot en provenance d'Allemagne occidentale ou centrale, mais uniquement des mots provenant d'Allemagne orientale, laquelle jouxte la Pologne. Il reste néanmoins à expliquer pourquoi des Khazars ont adopté un tel parler; les raisons en sont simples :

– L'influence culturelle, économique et sociale des Allemands de l'Est était dominante dans cette région (plus encore que celle des Juifs).

– Elle était d'autant plus forte que 4 millions d'Allemands, pense-t-on, se sont établis en Pologne au cours de cette période.

– La Pologne, ayant adopté le christianisme, se tourna vers l'Ouest c'est-à-dire vers l'Allemagne.

[151] Bref, l'allemand était à l'Europe de l'Est, telle qu'elle était quand les Khazars sont arrivés, ce que l'anglais est actuellement au monde entier. Il était fatal que les Khazars (commerçants entreprenants et avisés) l'adoptent (comme, d'ailleurs, tous les Polonais cultivés). Les seuls à rejeter l'allemand (et les enseignements des rabbins, lesquels étaient germanophones) et à garder leur parler khazar furent les Caraïtes (établis avant-guerre, en petit nombre, en Lithuanie, Galicie et Crimée) et les Krimchaks (autre secte de Crimée).

La "lune de miel" inaugurée par Casimir le Grand avec les Juifs fut plus longue que partout ailleurs mais elle se termina définitivement à la fin du 16e siècle. Face aux pogroms, à la démographie galopante et à des conditions économiques difficiles, les Juifs de l'Est émigrèrent massivement en Hongrie, Bohême, Roumanie et Allemagne (ils avaient déjà émigré antérieurement dans tous les Etats de l'ancien empire austro-hongrois et les Balkans). Cette émigration ne cessa pas durant les siècles suivants et s'étendit aux autres pays européens, américains, puis finalement, au 20e siècle, à la Palestine.

L'évidence est donc que la très grande majorité (90%?) de ceux qui se disent Juifs ne sont pas, de façon quantifiable, d'origine palestinienne, mais sont, pour l'essentiel, d'origine khazar et européenne. Les 10% restants (Juifs éthiopiens, etc.) ne sont pas davantage d'origine palestinienne. Les mesures anthropométriques (taille, poids, pigmentation de la peau, sang,...) confirment d'ailleurs que les Juifs de par le monde diffèrent grandement; les études les plus poussées démontrent qu'il y a une plus grande similitude entre les Juifs et leurs "hôtes" non juifs qu'entre les Juifs des différents pays. Les Juifs ne forment donc pas un peuple et surtout pas un peuple descendant et héritier des Hébreux, ayant donc un droit, fût-il prescrit, au retour en Palestine. Ils constituent une ethnie à base de religion et ils n'ont aucun droit au retour sur une terre qui n'a jamais appartenu à leurs ancêtres.

Et les chambres à gaz là-dedans ? Leur origine est ailleurs mais on peut penser que certains ont compris le profit qu'ils pouvaient en tirer et s'en sont servis pour dramatiser encore davantage les épreuves subies par les Juifs du fait des Allemands et nous faire admettre plus facilement [152] cette fable de la dispersion des Juifs palestiniens et de leur droit au retour en Palestine.

En résumé, ce "droit au retour" en Israël invoqué par les Juifs n'est pas seulement tardif (près de 2.000 ans après les faits !) et dès lors risible et même du plus haut comique, mais il constitue une mystification même pour ceux qui attribuent une valeur autre que poétique à la Bible.

– D'une part, personne ne peut raisonnablement contester que les millions de Juifs européens, qui constituaient 90% de la communauté juive, sont nés du métissage de populations hunniques et européennes converties et de seulement quelques milliers (c'est-à-dire trois fois rien) de Palestiniens de religion juive, qui, fuyant leur pays après les révoltes de 66 et 135 après J.-C., sont venus en Europe. On peut tenir un raisonnement semblable pour ceux qui habitent ailleurs, notamment en Ethiopie (où la chose est particulièrement évidente grâce à la couleur de la peau des Africains). De la sorte, les Juifs de la Diaspora ne forment pas une "race" (y en a-t-il d'ailleurs ?) ni même un "peuple" mais une "ethnie" à base de religion. Ceci signifie que la majorité des ancêtres d'il y a 2000 ans de ceux qui, aujourd'hui, se disent Juifs n'étaient pas Juifs et n'ont jamais mis les pieds en Palestine. Certes, bien longtemps avant Jésus-Christ, il y avait déjà de nombreux Juifs en dehors de la Palestine, mais c'était essentiellement des convertis dont le cas est aussi clair que celui de tous les Européens qui se convertirent par la suite au christianisme, religion tout aussi prosélyte que le judaïsme dont elle n'est après tout qu'une hérésie. La dispersion des Juifs est donc une illusion; la réalité est que des Juifs orthodoxes et des Juifs dissidents (les Chrétiens) ont exporté leur religion; ce sont ces religions et rien qu'elles qui ont été dispersées. Dès lors, il est insensé d'affirmer que les 15 millions de Juifs ou le milliard de Chrétiens d'aujourd'hui ont des droits fonciers sur Jérusalem.

– D'autre part, comme le rappellent Christine Passevant et Larry Portis, la plupart des habitants (juifs) de la Palestine choisirent, lors des révoltes de 66 et 135 ap. J.-C., de rester au pays (ce qui pouvait déjà se déduire du point précédent). Certains se convertirent au paganisme romain; la plupart devinrent chrétiens puis musulmans lorsque la Palestine passa des Romains d'Orient aux Arabes musulmans. Enfin, les Croisés anéantirent totalement les dernières communautés juives de Palestine.

[153] En 1880, sur 5 à 600.000 habitants, il n'y en avait guère que 24.000 de religion juive d'origines diverses, et, en fait, tous ces Palestiniens de religion chrétienne et surtout musulmane (comme Arafat) descendaient plus sûrement de David et Salomon que ces Juifs blonds ou roux d'Allemagne, de Pologne et d'Ukraine (comme Daniel Cohn-Bendit) ou encore ces Juifs noirs et crépus d'Ethiopie, qui envahissent la Palestine depuis 50 ans avec notre complicité passive grâce au mythe des chambres à gaz.¹

Les Juifs n'ont donc aucun titre foncier ni arbre généalogique pour revendiquer la possession de la Palestine : c'est uniquement en vertu de leur adhésion à une religion anciennement dominante dans ce pays que ces Européens pourraient le revendiquer et justifier l'expulsion des Palestiniens, descendants (musulmans et chrétiens, peu importe) des Hébreux et dès lors légitimes propriétaires de cette terre. Ce point de vue est partagé par beaucoup mais peu osent l'exprimer : on citera quand même le général de Gaulle qui a parlé – en termes fort charitables – de "l'implantation de cette communauté sur des terres qui avaient été acquises dans des conditions plus ou moins justifiables".²

L'histoire de la création d'Israël remonte concrètement à 1896, lorsqu'à l'instigation de Theodor Herzl, fut fondé le mouvement [154] sioniste, dont le programme, rappelé cyniquement en 1937 par Ben Gourion, visa très vite à faire de la Palestine une patrie pour les seuls Juifs, ce qui impliquait l'expulsion par la violence et sans indemnisation d'aucune sorte des habitants de cette région. La "Déclaration Balfour" de 1917 avait accordé un "foyer national" en Palestine destiné à accueillir les Juifs de l'Est persécutés, à condition que les droits des non-Juifs y fussent protégés. Cette déclaration, qui n'avait rien d'altruiste du tout, avait été d'autant plus facilement accordée par les Anglais que cette région faisait partie de l'empire ottoman, allié de l'Allemagne. Tout le monde s'y rallia, y compris les Allemands et même les Turcs, quand ils perdirent la Palestine ! Plus tard, toutefois, on réalisa la monstruosité de cette promesse, faite non pas sur le dos de la Turquie mais sur celui des Palestiniens et, comme, de plus et probablement surtout, les intérêts des Britanniques avaient changé, ceux-ci tentèrent de s'opposer à l'entrée des Juifs européens en Palestine. Plus tard (en 1941), en compensation, Lord Moyne proposa même la Prusse Orientale

¹ On a appris en 1994 que 3 millions de Kouki, Mitzou et Schin, tribus indiennes habitant le long de la frontière indo-birmane, demandent à être rapatriés en Israël, "pays de leurs ancêtres". Ils prétendent être les descendants d'une des douze tribus d'Israël. Déjà six familles ont pu bénéficier du droit au retour et ont été installées en Cisjordanie. L'Etat raciste (blanc ou un peu basané) qu'est Israël avait pu se permettre d'intégrer (mal) 70.000 noirs éthiopiens, mais trois millions de paysans indiens... De fait, Israël a fini par contester la judaïté de tous ces gens incultes, crasseux et vraiment trop basanés : selon l'ambassadeur d'Israël en Inde, "ces gens cherchent à se donner une colonne vertébrale, en affirmant [à tort] descendre d'un peuple connu pour ses valeurs intellectuelles et religieuses."

² On notera au passage que De Gaulle n'a jamais écrit ou dit un mot sur l'extermination des Juifs ou sur les chambres à gaz et il y a là comme un indice qu'il ne croyait ni à l'un ni à l'autre. Citons aussi la parlementaire européenne Raymonde Dury, courageuse mais pas téméraire (ce qui est un compliment, compte tenu des risques qu'elle encourt), dans *Le Soir* du 28/3/95 : "Quand on se souvient de l'"Holocauste", on se réjouit que les Juifs aient pu trouver une terre où on ne les rejette pas. Mais à voir les paysans palestiniens [des Territoires occupés] tenter de survivre entourés par les colonies juives et leurs routes, on ne peut s'empêcher de se dire qu'ils font les frais d'une situation historique dont ils ne sont pas responsables." Ne se limitant pas aux seuls territoires occupés et parlant plus crûment, Patrice Claude évoque dans *Le Monde* du 7/11/95 "une injustice historique commise contre un peuple expulsé de ses terres".

(moyennant, tout de même, indemnisation des Prussiens) à Ben Gourion, qui n'en voulut pas. Au début, les Juifs s'introduisirent en Palestine par des moyens pacifiques (ils n'avaient d'ailleurs pas le choix) puis ils mirent à profit la période trouble de la guerre et de l'après-guerre pour prendre un avantage décisif grâce, à partir de là, à une politique de terrorisme menée sur le terrain par des groupes comme *Stern* ou *l'Irgoun* (groupes dans lesquels on retrouvait de futurs premiers ministres comme Begin et Shamir). Ces groupes, comme l'aurait explicitement admis Begin en 1948 aux USA, agissaient en accord avec l'Agence juive. Les troupes régulières d'Israël ne furent pas en reste et les Juifs firent aux Palestiniens ce que les Allemands leur avaient fait. Cette politique fut menée à découvert (comment faire autrement ?) mais ils réussirent à nous le cacher ou du moins à nous inciter à fermer les yeux en grossissant l'horreur – déjà bien réelle – de la persécution dont les Juifs européens avaient été les victimes.

De plus, ils nous firent avaler diverses fables : d'abord, celle de la "poignée de combattants juifs tenant tête à de nombreuses armées arabes" et donc, *a priori*, sympathiques; ensuite, la fable que les Palestiniens avaient volontairement quitté leurs terres et leurs foyers pour permettre aux armées arabes de massacrer à l'aise les Juifs, essentiellement européens, qui arrivaient en masse. En 1971, le journaliste [155] anglais Erskine B. Childers fut le premier à démontrer la supercherie : les seules émissions de radio incitant les Palestiniens à fuir étaient d'origine sioniste; ces émissions menaçaient d'extermination ceux d'entre eux qui resteraient. Joignant le geste à la parole, les Juifs organisèrent des massacres bien réels comme celui de Deir Yassin, village où l'Irgoun a massacré 250 personnes, surtout des enfants, des femmes et des vieux. On peut encore citer Al-Duwayna ou Aylabun, village Chrétien dont les habitants furent massacrés à la grenade dans leur église. Mais il y en eut d'autres. Malgré la mainmise des sionistes et de leurs sympathisants sur les médias, ces faits sont de plus en plus souvent admis actuellement, même par des historiens israéliens. Certains hommes politiques israéliens ne s'en cachent même pas : le général Ariel Sharon, ancien ministre qui envahit le Liban en 1982, rappelle à l'occasion aux Palestiniens des Territoires occupés "ce qui s'est passé en 1948".

Ces massacres furent suivis, après l'armistice, par une politique active d'expulsion, ce qu'on appelle aujourd'hui une "purification ethnique"; de la sorte, les trois-quarts des Palestiniens furent expulsés et réimplantés en Cisjordanie et à Gaza. Après l'expulsion de ces malheureux, les Juifs ont détruit la plupart de leurs villages, y compris les cimetières, et ont planté des forêts sur leurs sites pour effacer toute trace (81% des villages palestiniens ont été ainsi rayés de la carte); ceci permit, en plus, aux sionistes de tenter d'accréditer un des mythes fondateurs d'Israël les plus grossiers, à savoir que, en admettant encore que la Palestine ne leur appartenait pas, elle n'en constituait pas moins une "terre sans peuple" pour un "peuple sans terre", bref un "pays désert" dont ils avaient pris possession le plus normalement du monde. Il faut ajouter qu'un très grand nombre de tribus nomades furent expulsées ou exterminées et que les non-Juifs des villes (comme Tibériade) ont été presque entièrement expulsés eux aussi. Les profanations de toutes sortes furent innombrables : tombes profanées par milliers (Des milliers de Carpentras... Mitterrand bloquant les rues de Paris chaque jour de ses deux septennats !), églises ou mosquées transformées en toilettes publiques (Aïn Karim) ou bien en galerie d'art (Safad) ou encore en bar-restaurant (Césarée). Cette politique est encore poursuivie, quoique sournoisement : les Juifs refusent souvent l'eau, l'électricité, etc., aux derniers villages palestiniens, les condamnant à l'abandon et, [156] dès lors, à la confiscation. Les massacres étant devenus impossibles, tout un

appareil juridique a été mis en place pour donner une façade de légalité à ces brigandages de toutes sortes : de cette façon, alors que les Juifs n'avaient pu acquérir que 3,5% des terres palestiniennes avant 1948, ils en possèdent maintenant 88%.¹

Depuis et puisque, culpabilisés par nos journalistes, nos historiens et nos hommes politiques, nous ne disons rien, Israël a encore occupé la Cisjordanie et Gaza et y pratique les mêmes rapines qu'en Palestine/Israël; par exemple, à ce jour, à Gaza qui compte 800.000 habitants palestiniens, quelques milliers de colons juifs ont déjà confisqué 40 % des terres agricoles (60 % en Cisjordanie). Ils ont même dépouillé les Palestiniens de leur eau : sa consommation (y compris pour l'irrigation) est limitée à 117 m³/an pour chaque Palestinien²; par contre, chaque colon juif consomme 7929 m³/an, soit 68 fois plus ! En d'autres termes, 0,5% de la population (c'est-à-dire les colons juifs, dont la plupart sont des Juifs américains, comme Baruch Goldstein, le tueur d'Hébron, ou français financés par les diasporas de leurs pays d'origine) consomme 30% de cette eau ! Et comme cette asphyxie est apparemment trop lente, des voix s'élèvent pour demander que les Palestiniens soient expulsés des territoires occupés : Rehavam Zeevi, qui a été vice-premier ministre de Shamir a proposé en février '88 de résoudre le "problème" des Palestiniens des territoires occupés par leur transfert dans les pays arabes, affirmant qu'il "n'existe pas de solution plus juste et plus humaine" (*Journal de Genève et Le Monde*, 25/2/'88). Zeevi a réitéré ses propos en juin '88 à la radio israélienne et à [157] d'autres reprises (*Le Monde*, 2/4/'94). Les nazis ne tenaient pas d'autres discours vis-à-vis des Juifs. Avez-vous entendu des protestations de la part de tous ces donneurs de leçons sionistes et de tous ces dévoyés de la Démocratie, qui vous privent en sus de votre liberté d'information et d'expression ?

Mon propos n'étant pas d'établir le catalogue des crimes commis par les Juifs en Palestine, mais simplement de faire comprendre aux lecteurs la nécessité vitale qu'il y a pour Israël à ce que nous continuions à croire aux chambres à gaz, j'en reste là. Nous allons reparler de cette nécessité mais le lecteur aura déjà compris que, si le mythe des chambres à gaz disparaissait, il lui viendrait naturellement à l'esprit que la "solution finale du problème palestinien" est identique à la "solution finale du problème juif" sur bien des points; certes, la mise au travail forcé différencie ces deux formes de génocide, ainsi, bien entendu, que le nombre de morts (qui, proportionnellement, a été beaucoup plus élevé chez les Juifs déportés) mais ces différences sont dues surtout au fait que les circonstances des deux expulsions n'ont pas été les mêmes.

¹ Passevant et Portis : "Les non-Juifs sont défavorisés dans un état sans constitution, où la loi est un mélange de législation et de structures talmudiques qui se prêtent aux interprétations arbitraires de juges peu enclins à donner raison à ceux qu'ils considèrent comme des ennemis." ... "La plupart des habitants non juifs d'Israël, mais natifs du pays, subissent des lois ou des pratiques discriminatoires d'un Etat qui, à ce titre, représente une provocation permanente." L'Etat d'Israël est une caricature de démocratie dont on n'a pas idée et on peut généraliser le jugement de Passevant et Portis dans un peu tous les domaines: il est, par exemple, le seul Etat au monde (du moins je le suppose) à avoir légalisé la torture (des non-Juifs, bien entendu, et sans que cela fasse hurler nos moralistes : ainsi, si *Le Monde* rapporte bien cette légalisation de la torture en Israël, réserve-t-il dans le même temps son indignation à l'exercice de la torture en Algérie ... il y a 40 ans de cela!), etc.

² La FAO évalue, en moyenne, à 1.000 m³ par habitant les ressources en eau indispensables pour assurer la couverture normale des besoins humains.

[158] **Emmaüs**

1958 : Le village palestinien florissant de Amwas, localisation antique de l'Emmaüs biblique.

1968 : Occupé par l'armée israélienne en 1967, le village est rasé au bulldozer et ses habitants sont chassés de leur terre.

1978 : Avec l'aide de Juifs canadiens, Israël plante une forêt appelée "Parc Canada"... Des arbres ont pris la place des habitants devenus réfugiés.

Annexe 2

RECUPERATION DE L'HISTOIRE DE LA PERSECUTION DES JUIFS (DANS SA REALITE ET DANS SES MYTHES) PAR ISRAEL

1. Utilité du mythe

L'égoïsme est un travers universel : nous avons tous un peu tendance à exalter nos souffrances, à nous irriter des doutes que nous rencontrons, voire à tenter de faire prévaloir notre point de vue en faussant l'histoire. Toutefois, du fait des relais extraordinairement efficaces dont bénéficient les sionistes dans l'université, les médias, la politique voire la justice, leur égoïsme a débouché sur l'endoctrinement, la désinformation, l'intolérance, la censure, la proscription de ceux qui ne partagent leurs croyances et même la couverture de crimes odieux.¹

¹ La dénonciation de ce lobby sioniste sera, bien entendu, assimilée par certains à une odieuse manifestation d'antisémitisme, donc de racisme. Et pourtant, les hommes les plus puissants de la Terre reconnaissent et se plaignent de l'existence de ce lobby : on peut par exemple citer le témoignage de H.R. Halderman (bras droit du président Nixon) qui dit, dans ses mémoires publiés en 1994, que le président américain pensait que "les Juifs dominaient totalement les mass médias". Un jour, raconte encore Halderman, il y eut un débat entre le président et des membres de son cabinet (dont Kissinger) sur ce sujet : "Il y eut un débat sur le terrible problème qu'était la domination totale des juifs sur les mass médias et tout le monde fut d'accord que là, il fallait faire quelque chose." (*Rivarol*, 27/5/94) On peut aussi citer le grand quotidien israélien *Ma'ariv* du 2/9/94, peu susceptible d'antisémitisme, qui, après avoir constaté "l'énorme influence" des Juifs dans l'administration Clinton, notait encore : "[...] Dans les médias de Washington, un très grand nombre des plus importants personnages et des présentateurs des programmes les plus populaires de la TV sont des Juifs militants. Une partie importante des grands correspondants de presse, éditeurs et analystes de journaux sont Juifs et beaucoup d'entre eux sont aussi des Juifs militants. Une citation encore, extraite du *Monde* (Il a parfois de ces hardiesses...) du 15/6/95 sous la plume de l'écrivain israélien Abraham B. Yehoshua : "[...] Et sur cette humiliation des États-Unis, il faut ajouter encore ceci : au cours de ces dernières années, l'administration américaine s'est transformée, par la grâce de ses succursales du Sénat et du Congrès, en une sorte d'annexe du nationalisme israélien." Si on peut s'expliquer – tout en la déplorant, car elle est, a priori, susceptible d'entraîner une orientation de l'information – la mainmise juive sur les médias, comment s'expliquer la mainmise juive sur le gouvernement d'un immense pays comme les USA ? Selon *Le Soir* (journal philosémite) du 11/5/95, Stephen Rosenfeld, un éditorialiste du *Washington Post* (autre journal philosémite) expliquait en 1992 dans la revue juive belge *Regards* : "Les républicains sont évidemment très soucieux d'obtenir le soutien des Juifs, tant en terme de votes [en fait, ils ne représentent pas grand chose] qu'en termes de contributions financières." Et *Le Soir* de préciser : "En effet, quelque 60% des fonds privés de la campagne de Bill Clinton provenaient des organismes juifs américains." Ces organismes – au nombre de 61 – sont affiliés à l'AIPAC, lobby juif de Washington qui serait contrôlé par Israël, lui-même principal bénéficiaire de l'aide étrangère des États-Unis (3 milliards de dollars par an, peut-être même – tout bien compté – 6 milliards) et par l'Agence juive (264 millions de dollars de subventions américaines en 1994), de sorte que ce serait, en définitive, le contribuable américain qui financerait le lobbying juif.

Certes, personne n'est tout à fait dupe, mais Israël et les sionistes ont tout de même réussi à nous donner mauvaise conscience et nous faire fermer les yeux sur ce qu'il faut bien appeler la "Solution finale du [160] problème palestinien". Ceux qui lisent des périodiques de qualité (souvent à l'abri du lobby sioniste) ont déjà une bonne idée de ce qui s'est passé et de ce qui se passe encore en Palestine/Israël et dans les Territoires occupés. Toutefois, nous aurions intérêt à lire des ouvrages consacrés à la question.¹

Il apparaîtra à tous ceux qui accepteront d'y réfléchir que les sionistes ont récupéré l'histoire de la persécution des Juifs européens et, en plus, l'ont déformée en développant – en coopération avec d'autres, notamment les communistes soviétiques et polonais – des mythes annexes comme les chambres à gaz. Ils s'en sont servis pour tenter de légitimer la création d'Israël et inciter le monde entier à fermer les yeux sur l'illégalité et les horreurs accompagnant cette création.² Ils ont continué à s'en servir pour tenter de consolider cet Etat artificiel et surréaliste. Enfin, leur forfait accompli sans retour possible (selon les normes humaines, normes dont les sionistes font habituellement litière, il y a prescription et, dès lors, on ne peut plus raisonnablement penser revenir à la situation d'avant 1948), ils s'en servent à nouveau pour imputer à des tiers (en l'occurrence, le monde occidental) la nécessaire indemnisation [161] des malheureux Palestiniens, indemnisation sans laquelle Israël n'a aucune chance d'obtenir leur pardon et la paix.³ Personne n'acceptant de payer pour les autres, il est

Et en Europe ? Nous renverrons le lecteur au chapitre "Le Lobby en France" du dernier livre de Garaudy, livre dont nous allons reparler.

¹ Comme, par exemple :

Discriminations contre les non Juifs tant chrétiens que musulmans en Israël de Sarni Aldeeb, 1992, chez Pax Christi, 15, rue du Valentin, CH-1004 Lausanne ;

La main de fer en Palestine – Histoire et actualité de la lutte dans les territoires occupés de Christiane Passevant et Larry Portis, 1992, chez Alternative Libertaire, 2, rue de l'inquisition, 1040 Bruxelles ;

La Cisjordanie et Gaza après un quart de siècle d'occupation militaire, rapport d'une mission belge en Israël, en Cisjordanie et à Gaza (15-21 mai 1992) publié par le CNAPD (Centre National d'Action pour la Paix et le Développement), Bruxelles et ABP (Association Belgo-palestinienne), rue du Conseil, 39, 1050 Bruxelles.

Il est à noter que tous ces auteurs et rapporteurs critiques croient généralement à la réalité des chambres à gaz, ce qui, on peut le craindre, tempère leurs analyses et leurs reproches. S'y ajoute le fait que le terrorisme intellectuel que pratiquent les sionistes, incite à peu près tout le monde (à l'exception des courageux révisionnistes) à une modération coupable.

Il faut y ajouter un ouvrage qui vient de paraître au moment où nous entreprenions la mise en page de ce livre : *Les mythes fondateurs de la politique israélienne* de Roger Garaudy (passé avec armes et bagages au révisionnisme). Ce livre est publié hors commerce par la Vieille Taupe (BP 98, 75224 Paris Cedex 05) mais une édition publique devrait être réalisée en 1996. Nous ne saurions trop conseiller au lecteur de se le procurer. L'abonnement à la revue *La Vieille Taupe* donne droit à un exemplaire de ce livre (voir bibliographie en annexe).

² Le Congrès sioniste de Londres de 1945, signalait *Le Monde* du 17/8/45, "s'est élevé énergiquement [contre le contingentement de l'immigration juive en Palestine], en faisant valoir des raisons à la fois juridiques et humanitaires. Pour les milliers d'Israélites d'Europe chassés de leurs foyers et actuellement sans abri, les sionistes réclament le droit de trouver un refuge dans le pays de leurs ancêtres".

Plus personne ne nie aujourd'hui le rôle déterminant de l'extermination supposée des Juifs dans la création d'Israël ; citons, par exemple, le rabbin Haim Levitis de Saint-Petersbourg : "Ce que je pense, à titre personnel, c'est qu'en échange de six millions de morts, nous avons reçu un pays. Nulle nation n'aurait accepté de nous octroyer une patrie sans la Shoa." (*Regards*, 24/5/90)

³ "M. Clinton partage aussi l'analyse de M. Rabin quant à l'importance que revêt l'aide économique de la communauté internationale aux Palestiniens pour conforter le processus de paix. Ils sont convenus d'intervenir auprès de plusieurs capitales pour obtenir une accélération des versements." (*Le Monde* du 23/11/94). Encore faudrait-il que les Palestiniens veuillent bien compenser par une indemnité

nécessaire, au préalable, de continuer à nous culpabiliser par l'entretien de ces mythes; cette orientation nouvelle donne d'ailleurs lieu à une révision de l'histoire: jadis, quand il s'agissait de nous faire admettre l'histoire incroyable de l'extermination de six millions de Juifs, les historiens nous expliquaient que cette extermination avait été secrète; aujourd'hui, ils tentent de nous convaincre du contraire: du Vatican aux Alliés, tout le monde savait; il s'ensuit que tous les non-Juifs, fussent-ils nés un demi-siècle après les faits, doivent, tout en demandant pardon au "peuple" juif, indemniser les Palestiniens de ce que les Juifs leur ont fait et leur ont pris (ce serait apparemment là une conséquence héréditaire d'un nouveau, "péché originel") Après quoi, le mythe des chambres à gaz pourrait peut-être disparaître. Et peu importe si l'explosion de la vérité s'accompagne d'une nouvelle explosion antisémite : les sionistes ont déjà démontré dans les années '30 et '40 qu'ils étaient probablement cyniques et étaient prêts à exposer leurs coreligionnaires (ou supposés tels) [162] à de terribles souffrances pourvu que cela serve leur cause. En attendant, la vérité ne doit pas voir le jour, d'où la nécessité de lois liberticides. Il y aurait même urgence : le 27 janvier 1994, le Congrès Juif Européen a réuni à Auschwitz 150 personnalités de l'Assemblée européenne et des Parlements nationaux des Douze pour célébrer le 49e anniversaire de la libération du camp. Le Monde du 29/1/94 rapporte : "C'est cette même course contre l'oubli qui anime Jean Kahn, président du CJE : 'Lorsqu'on me demande pourquoi ne pas avoir attendu le 50ème anniversaire, je réponds que nous n'avons pas le temps d'attendre l'année prochaine.' Pour M. Kahn, il était temps de dresser 'le bilan d'un passé infamant, dont tous les Etats européens portent la responsabilité, tandis que se déchaîne à nouveau le vent mauvais de la haine et de la discrimination'. C'est ce qui explique qu'il a voulu et obtenu des présidents de l'Assemblée des Douze et des Parlements nationaux qu'ils signent une déclaration commune pour lutter contre le racisme et la xénophobie [laquelle déclaration, pour ce qui est de la Belgique, a finalement débouché sur l'adoption d'une législation antirévisionniste qui avait pourtant été repoussée peu auparavant]"¹.

financière l'abandon des conditions mises solennellement par l'ONU à la partition de la Palestine en 1947 (notamment la récupération de leurs terres par les Palestiniens). Certes, Etat hors la Loi, Israël a bien entendu déclaré tout cela nul et non avenu, mais on ne peut exclure que certains refusent de s'en satisfaire.

¹ Le culot dont fait preuve Jean Kahn est parfois étonnant. Ainsi à propos de la compassion suscitée dans le monde par le massacre d'Hébron en 1994 : "On aimerait entendre chez d'autres, les mêmes cris d'horreur et de compassion quand sont assassinés jour après jour dans des conditions abominables des Israéliens juifs victimes tout aussi innocentes de fanatiques islamiques, organisés et systématiques. Ces cris, malheureusement, on ne les entend pas..." (*Le Monde* du 16/3/94).

Ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, les donneurs de leçons sionistes sont prompts à dénoncer ce qui ne va pas ailleurs, à menacer, à boycotter, à punir, à terroriser, à culpabiliser le monde entier, parfois pour pas grand-chose et même pour rien qui soit répréhensible. Ils feraient mieux de balayer d'abord leur trottoir. Ainsi, Patrice Claude dans *Le Monde* du 16/2/95 à propos de cet assassin de Goldstein : "[...] Couverte d'ex-votos, portraits et autre objets à sa mémoire, sa tombe [...] est vénérée par les colons comme celle d'un saint. Interrogé sur l'ampleur que prend ce phénomène d'idolâtrie dans les colonies, Itzhak Rabin, le premier ministre, n'a pas mâché ses mots: 'Ceux qui soutiennent l'acte écœurant de ce fanatique et qui appellent à de nouveaux meurtres devraient être poursuivis en justice'. Mais la justice israélienne, face aux colons, apparaît plutôt clémente. Les extrémistes qui avaient été arrêtés, il y a quelques mois, pour vol et trafic d'armes en vue de reconstituer un réseau terroriste antipalestinien ont presque tous été remis en liberté. [...]"

"... devraient être poursuivis ..." se contentait de préconiser Rabin en parlant de ceux qui font l'apologie d'un crime affreux et, dans le même temps, il faisait lourdement condamner voire emprisonner des

[164] En fait, son appel est dirigé non contre le racisme mais contre le révisionnisme coupable, à ses yeux, de mettre à jour certaines des escroqueries grâce auxquelles les sionistes ont pu fonder Israël. S'y ajoutent les effets du temps : la génération de ceux qui ont connu la deuxième guerre mondiale, voire qui en ont cruellement souffert, a pu croire n'importe quoi, aveuglée qu'elle était par la haine hystérique (et compréhensible) des Allemands; les nouvelles générations, toutefois, ne sont pas motivées de même et elles sont d'autant moins susceptibles de croire des histoires aussi ineptes que les révisionnistes développent une argumentation inattaquable. Leurs maîtres et les sionistes le savent bien, ce qui pourrait en partie expliquer cette idée saugrenue de figer l'histoire de la persécution des Juifs dans un carcan légal et de rendre obligatoires un certain nombre d'exercices de mémoire qui n'intéressent nullement les jeunes.

2. Oubli ou mémoire ?

Aujourd'hui, le "*Lêthê*" grec facultatif a fait place à la "Mémoire" juive obligatoire, laquelle devient tellement insupportable qu'en Israël même, des voix prônent un certain "droit à l'oubli" et dénoncent les "méfaits du culte officiel de la mémoire", tels le rabbin Leibovitz ou Yehuda Elkana (ancien déporté à Auschwitz et professeur à l'université de Tel-Aviv), qui, du fait qu'il est Juif, a pu exprimer pareil point de vue simplement "iconoclaste" (s'il était de vous ou de moi, ce point de vue serait, bien entendu, qualifié de "néo-nazi") dans un journal aussi respectueux des conventions que *Le Monde* (interview par Nicolas Weill publiée le 8/4/94). Pour Elkana, "c'est aux individus de gérer leur mémoire, et non à la société de la prendre en charge." Le culte public de la mémoire amènerait le peuple juif à se considérer comme la victime d'un monde éternellement hostile et l'enfermerait dans un ghetto psychologique qui lui serait des plus préjudiciables ; le culte du génocide "a bridé toute créativité, en lui substituant une arrogance qui prétend se légitimer dans l'éternité de la persécution. En Israël, plus la mémoire de la Shoah est obsédante, avec son cortège de manipulations politiques, plus le niveau intellectuel du pays baisse, dans les universités, dans la musique, dans les beaux-arts. Seule la littérature est encore épargnée, mais pour combien de temps ?" Le poids accordé aux morts et au passé dans la vie publique menacerait même finalement la "démocratie" israélienne.

[165] Le célèbre rabbin Y. Leibovitz (le "plus grand penseur juif de notre temps" selon le président de l'Etat d'Israël en août '94) tenait des propos semblables et peut-être même plus sévères : "Le souvenir de ce qu'on nous a fait nous absout de tout". Il a été jusqu'à parler de "judéo-nazisme" à propos de la colonisation des territoires occupés et de "génocide" à propos de la répression des gamins de l'Intifada (ce qui est pour le moins exagéré; en fait, Leibovitz retardait d'un demi-siècle).

Ce détournement de la mémoire est tellement scandaleux que même un journal philosémite comme *Le Monde* le dénonce (plus exactement s'enhardit à publier des lettres de lecteurs qui le dénoncent) : "Force est de constater que la mémoire, non seulement s'avère incapable de prévenir les dérives fascisantes, mais qu'elle est

révisionnistes français et allemands qui ne faisaient que rappeler les propriétés de l'acide cyanhydrique ou affirmer l'impossibilité d'entasser 25 personnes sur 1 mètre carré.

utilisée à des fins de justification. C'est au nom du 'plus jamais cela' [les camps de concentration allemands] que les Serbes se livrent à la 'purification ethnique' et que l'Etat d'Israël voudrait confiner les Palestiniens qui n'eurent aucune responsabilité dans la Shoah, dans des bantoustans." (30/5/'95).

On pourrait ajouter que les "méfaits du culte public de la mémoire" ne se limitent pas à Israël ou aux communautés juives mais s'étendent à nos démocraties; on peut en donner quelques exemples sans prétendre être complet :

– Ce culte pervertit un certain nombre de valeurs morales : la liberté de pensée, de recherche, d'information, d'expression, d'édition, de librairie est légalement réduite (du moins, en fait, pour les non-Juifs).¹ Certains principes du droit, jugés, naguère, sacrés et fondamentaux, sont foulés au pied par les juges eux-mêmes : les crimes qualifiés de [166] "crimes contre l'humanité" sont devenus imprescriptibles; le respect de la chose jugée a été bafoué tant de fois pour les besoins de la mémoire (notamment pour condamner Paul Touvier) qu'inévitablement on en arrivera à l'abandonner (cf. l'affaire du sang contaminé en France). L'indépendance des juges est méconnue : comme on l'a vu récemment en France ou en Allemagne, les juges rendant des verdicts jugés "non conformes" par le pouvoir sioniste sont déplacés, suspendus, mis à la retraite, voire désignés, parfois avec leur famille, à la vindicte populaire (on devrait dire plutôt : livrés à la vindicte d'extrémistes et de sicaire, car, en fait, l'émotion populaire à ces verdicts est une fable, le peuple étant indifférent dans sa très grande majorité).

– On peut même penser que ce culte a des effets contraires à ceux qui sont recherchés :

– Chez la plupart de nos concitoyens, la dose journalière de Shoah a créé accoutumance, indifférence, insensibilisation et aurait même pu accréditer inconsciemment l'idée que l'extermination périodique des Juifs faisait partie de l'ordre des choses : Auschwitz et ses chambres à gaz ne les bouleversent pas, encore qu'ils les réduisent au silence : mais peut-être est-ce là l'objectif qui est visé.

– Chez d'autres, au contraire, cette médecine forcée suscite agacement, rejet et même antisémitisme, comme celui qui est en train de se développer en Allemagne Fédérale chez certains révisionnistes "radicaux" : "*Wenn der Holocaust eine Lüge ist, dann ist Antijudaismus Pflicht!*" ("Si l'Holocauste est un mensonge, alors l'antijudaïsme est un devoir !").

¹ Les Catholiques, les descendants d'Arméniens, les Musulmans, les uns et les autres, bref un peu tout le monde s'engouffrent dans la brèche ouverte par les Juifs et réclament à leur tour la proscription de ceux qui, ne partageant pas leurs "valeurs" (comme on dit maintenant) et leurs croyances, le disent publiquement. Ainsi, les descendants français des Arméniens ont-ils obtenu la condamnation de l'historien judéo-américain Bernard Lewis, lequel avait nié (dans *Le Monde*) le caractère génocidaire des massacres d'Arméniens et autres Chrétiens turcs en 1915. Mais où va-t-on ? À ce sujet on épinglera à nouveau *Le Monde* : s'il a largement relaté la condamnation de Lewis (sous le prétexte qu'il avait publié l'article litigieux), par contre n'a-t-il pas dit un mot, un seul mot de la condamnation, à la même époque et pour des faits de même nature (négarion du génocide des Juifs), de Faurisson et Roques.

Aux USA, où le culte holocaustique a atteint un niveau assez incroyable, les responsables de la communauté juive doivent reconnaître que les autres minorités américaines (sans parler de la majorité blanche anglo-saxonne) commencent à souffrir d'une sorte d'"overdose" de Shoah et montrent des signes inquiétants d'agacement, de rejet et d'antisémitisme. De plus en plus de Juifs, semble-t-il, sont agacés eux-mêmes, voire effrayés par cette prétention loufoque et génératrice d'antisémitisme qu'ont les responsables de la communauté juive d'imposer aux autres de participer à un deuil éternel et finalement contraire aux objectifs recherchés par l'exercice de la mémoire. Les antisémites peuvent se frotter les mains: ils sont probablement, selon certains, en train d'assister, sans rien dire ou faire, à rien d'autre que [167] l'accélération du processus de destruction d'un Judaïsme déjà miné par les effets de la modernité.¹

Il est difficile aussi de ne pas penser que l'exercice de la mémoire, s'il peut soulager voire guérir, peut aussi, s'il se greffe sur l'affabulation, accroître encore des souffrances qui ne sont déjà que trop réelles.

Ce n'est pas l'objet de ce livre mais il est bien difficile de ne pas dire un mot des accords de paix qui se négocient actuellement entre Israéliens et Palestiniens ? D'après certains, les accords d'Oslo, quoique scandaleusement léonins, peuvent apporter une paix durable et devraient déboucher sur une "normalisation" d'Israël, lequel Etat pourrait, enfin, devenir un Etat comme les autres, c'est-à-dire démocratique. Bref, si je comprends bien, ce serait à terme la fin de l'Etat juif. Inévitablement. L'actuel Etat juif ferait place à un autre Etat non confessionnel pour lequel le mythe des chambres à gaz n'aurait aucune utilité. On pourrait donc escompter qu'en ces temps heureux à venir, la liberté d'information et d'expression refleurira chez nous. Il n'est pas interdit de rêver !

¹ Actuellement, tant aux USA qu'en Europe, un Juif sur deux se marie avec un non-Juif et les enfants nés de ces unions abandonnent le judaïsme, de sorte que bientôt et en dehors d'Israël (mais qui vivra verra), la communauté juive pourrait se résumer aux seuls Juifs à papillotes (encore qu'eux aussi ne soient pas à l'abri des effets de la modernité).

[168] **PRISE DE CONTRÔLE DE LA CIA PAR ISRAËL**
[nous ne reproduisons pas la photo]

En couverture du magazine américain *Parade* du 19 novembre 1995, la photo des trois nouveaux principaux responsables de la CIA, tous trois Juifs, dont (à gauche) : le "boss", John Deutch, un "survivant de l'Holocauste " (selon le journal juif *Forward*). En fait né à Bruxelles d'un père juif allemand réfugié en Belgique et d'une mère-juive anversoise (fille de Jean Fischer, diamantaire et leader sioniste), Deutch a quitté la Belgique peu avant l'arrivée des Allemands. Chargé par Clinton de remettre de l'ordre dans une CIA secouée par les scandales et accusée d'être un fief blanc, protestant et masculin, Deutch a aussitôt entrepris d'y introduire ses coreligionnaires pour leur confier les postes-clés, dont le poste numéro 2 (à David Cohen, à droite sur la photo) et le poste numéro 3 (à Nora Slotkin, au centre) !

L'emprise sioniste sur les centres de commande des Etats-Unis (de la Cour Suprême au Ministère du Commerce en passant par le Ministère des Affaires Etrangères ou, comme nous venons de le voir, la CIA) est tout simplement prodigieuse. On notera que les grands medias – à peu près tous sous obédience sioniste – cachent soigneusement la judaïcité de ces nouveaux maîtres de l'Amérique (et donc, du monde ?) : c'est par la presse communautaire juive qu'on apprend toutes ces choses, choses qu'elle ne cherche pas à cacher du fait qu'elle n'est lue que par des Juifs.

Annexe 3

LE SORT IMMEDIAT DES JUIFS REIMPLANTES EN URSS

1. Lettre du 31/7/'42 de Kube, Commissaire Général pour la Ruthénie Blanche, à Lohse, Commissaire du *Reich* pour l'Ostland

Objet : Lutte contre les partisans et action contre les Juifs en Ruthénie Blanche

Il est apparu, à l'occasion de chaque affrontement avec les partisans en Ruthénie Blanche que les Juifs constituent leur support principal tant dans les territoires anciennement polonais que dans les territoires anciennement soviétiques, en relation avec le mouvement de résistance à l'Est et l'Armée Rouge à Moscou. Il en résulte que le traitement à réserver aux Juifs en Ruthénie Blanche, eu égard à la menace qu'ils représentent pour l'économie générale, est une affaire éminemment politique, qui, en conséquence, devrait être résolue non pas d'un point de vue économique mais politique. En concertation étroite avec le Brigadeführer Zenner et le très compétent chef du SD, l'Obersturmbannführer SS Dr Strauch, nous avons liquidé en Ruthénie Blanche environ 55.000 Juifs dans les dernières 10 semaines. Dans le territoire de Minsk-campagne, les Juifs ont été totalement éliminés, sans que cela affecte notre capacité de main-d'œuvre. Dans le territoire majoritairement polonais de Lida, 16.600 Juifs ont été liquidés; à Slonim, 8000; etc. A la suite de l'intervention de l'armée de terre, les préparatifs pour la liquidation des Juifs dans le territoire de Glebokie ont été perturbés. L'armée a liquidé, sans prendre contact avec moi, environ 10.000 Juifs dont l'élimination avait de toutes façons été prévue par [170] nous. A Minsk-ville, les 28 et 29 juillet, nous avons liquidé environ 10.000 Juifs dont 6500 Juifs russes – surtout des vieux, des femmes et des enfants –, le reste se composant de Juifs inaptes qui étaient venus principalement de Vienne, Brunn, Brême et Berlin en novembre '41 sur ordre du Führer.

De plus, le territoire de Sluzk a été allégé de plusieurs dizaines de milliers de Juifs. Même chose pour Nowogrodek et Wilejka. Des mesures radicales sont également prévues pour Baranowitschi et Manzewitschi. A Baranowitschi, rien que dans la ville, il y a encore environ 10.000 Juifs dont 9000 seront liquidés le mois prochain.

A Minsk-ville sont restés 2600 Juifs allemands. Toutefois, 6000 Juifs et Juives russes sont restés en vie : au cours de l'opération, ils sont restés dans les unités où ils travaillent. Minsk, à l'avenir, doit garder l'effectif de main-d'œuvre juive le plus important, car il est provisoirement nécessaire à l'industrie des armements et aux chemins de fer. Dans tous les autres territoires, le SD et moi-même avons fixé à 800 maximum, si possible 500, l'effectif de la main-d'œuvre de sorte que, après les actions encore prévues, il ne restera plus que 8600 Juifs à Minsk et environ 7000 Juifs dans les 10 autres districts, y compris

le district libre de Juifs de Minsk-campagne. Le risque que les partisans puissent encore s'appuyer sur les Juifs n'existe donc plus. Le mieux pour le SD et moi-même serait d'écarter définitivement les Juifs de Ruthénie Blanche après s'être débarrassés des exigences économiques de la Wehrmacht. Provisoirement, les besoins de la Wehrmacht, qui est le principal employeur de Juifs, seraient satisfaits.

En attendant qu'on arrête de recourir à la main-d'œuvre juive, le SD a encore la lourde tâche de conduire à destination [c'est-à-dire, selon Werner, encore plus à l'Est, dans la zone militaire] les transports de Juifs du Reich. Cela prend les forces matérielles et psychiques des hommes du SD de façon exagérée et les soustrait à leurs tâches qui sont en Ruthénie Blanche même.

Je vous serais donc reconnaissant de faire arrêter l'envoi d'autres transports de Juifs vers Minsk au moins aussi longtemps que le problème posé par les partisans n'est pas réglé. J'ai besoin du SD à 100 % dans la lutte contre les partisans et contre la résistance polonaise, lutte qui requiert les faibles forces dudit SD.

[171] Après l'action concernant les Juifs de Minsk, le Dr Strauch me fait part aujourd'hui soir avec indignation que, soudainement, sans directive du Reichsführer SS et sans information du Commissariat Général, un transport de 1000 Juifs de Varsovie est arrivé pour l'aérodrome local.

Je prie le Commissaire du Reich, en tant que plus haute instance (déjà prévenue par télex), d'empêcher cette sorte de transport vers l'Ostland. Le Juif polonais est comme le Juif russe, un ennemi du peuple allemand. Il constitue un élément politiquement dangereux et ce danger politique dépasse de loin la valeur de sa main-d'œuvre. En aucun cas, les services de l'armée de terre ou de l'armée de l'air ne peuvent envoyer, sans autorisation du Commissaire du Reich, dans un territoire sous administration civile, en provenance du Gouvernement Général ou d'ailleurs, des Juifs qui constituent un danger pour l'ensemble du travail politique et la sécurité du Commissariat Général. Je suis d'accord avec le commandant du SD en Ruthénie Blanche pour que nous liquidions chaque transport de Juifs qui n'est pas demandé par nos services ou annoncé, de façon à éviter d'autres troubles en Ruthénie Blanche.

2. Lettre du 31/5/43 de Günther, responsable de l'application des peines à la prison de Minsk, à Kube, Commissaire Général pour la Ruthénie Blanche

Objet : Actions contre les Juifs

Réf : mon rapport verbal du 31/5/'43

Le 13/4/'43, le dentiste allemand Ernst Israël T. et sa femme Elisa Sara T., née R., ont été livrés à la prison de Minsk par le SD (Hauptscharführer Rübe). Depuis, on a arraché aux Juifs allemands et russes livrés à la prison [pour y être exécutés à la suite d'une décision de la justice militaire allemande] leur bridges, couronnes et plombs en or. Ceci s'est passé 1 à 2 heures avant l'action en question.

Depuis le 13/4/'43, 516 Juifs allemands et russes ont été exécutés. D'après un décompte précis, l'extraction des dents en or n'a eu lieu qu'à deux reprises, le 14/4/'43 sur 172 Juifs et le 27/4/'43 sur 164 Juifs. Environ 50 % des Juifs ont des dents, des bridges et des plombs en or. Le Hauptscharführer Rübe du SD a personnellement assisté à chacune de ces opérations et il a également emporté l'or.

[172] **Lettre du 1/6/'43 de Kube**, Commissaire Général pour la Ruthénie Blanche à Rosenberg, ministre du *Reich* pour les Territoires de l'Est occupés, par la voie de Lohse, Commissaire du Reich pour l'Ostland

Objet : Actions contre les Juifs à la prison de Minsk

En annexe, communication reçue du responsable de l'application des peines de la prison de Minsk.

Lettre du 18/6/'43 de Lohse, Commissaire du Reich pour l'Ostland à Rosenberg, ministre du Reich pour les Territoires de l'Est occupés

Nous avons reçu du Commissaire Général Kube la lettre qui figure en annexe et qui requiert une attention particulière.

Que les Juifs fassent l'objet d'un traitement spécial ["Dass die Juden sonderbehandelt werden"], ne souffre aucune remise en question. Mais qu'il se produise des choses comme celle qui est exposée dans le rapport du 1/6/'43 du Commissaire Général, semble à peine croyable. Qu'est-ce comparé à Katyn ? On s'imagine un peu l'exploitation qu'en ferait l'adversaire s'il en était informé ! Il est même vraisemblable qu'une telle propagande serait inopérante tellement lecteurs et auditeurs auraient du mal à y croire.

La lutte contre la guérilla prend également des formes des plus incroyables, quand on pense que notre politique vise à la pacification et la mise en valeur de ce territoire. Ainsi, les 5000 personnes soupçonnées de participation à la guérilla et qui ont été tuées d'après le rapport sur l'opération "Cottbus" auraient pu, me semble-t-il, à peu d'exceptions près, être mises au travail en Allemagne.

Certes, on ne peut pas perdre de vue qu'il est particulièrement difficile dans ces opérations de nettoyage de distinguer amis et ennemis. Toutefois, il est possible d'éviter des atrocités et de donner une sépulture aux personnes tuées. Enfermer des hommes, des femmes et des enfants dans des granges et y mettre le feu ne me semble même pas constituer une méthode de lutte contre la guérilla consistant à vider une région de sa population. Cette méthode n'est pas digne de la cause allemande et nuit à notre crédibilité.

Je vous prie de bien vouloir faire suivre.

Annexe 4

LES EINSATZGRUPPEN

Selon Hilberg (pour lequel, il est mort 5.100.000 Juifs au total), les commandos SS auraient assassiné méthodiquement par "fusillades à ciel ouvert" plus de 1.300.000 Juifs surtout soviétiques (2.000.000, disent même ceux qui en sont encore à 6 millions de morts). Or, il se fait qu'on possède des rapports d'activités chiffrés des *Einsatzgruppen*, rapports qui furent produits à Nuremberg : ces petites unités de lutte contre la guérilla y indiquaient les pertes qu'elles avaient infligées à l'ennemi et on peut penser qu'elles aussi, en profitaient pour se mettre en valeur aux yeux de leurs chefs. Les historiens les moins extravagants (et même parfois les autres) en conviennent; Weber et Christie, au procès Zündel, ont cité Paget, historien anglais, qui à l'époque où il était député travailliste, assura avec succès la défense du maréchal von Manstein qu'on accusait de complicité avec les *Einsatzgruppen*; Paget avait bien étudié la question et, sans être réfuté, était arrivé à la conclusion qu'en moyenne, les chiffres revendiqués par les *Einsatzgruppen* étaient au moins multipliés par 10 ! Parfois même, leurs exagérations étaient incroyables : ainsi revendiquèrent-ils 10.000 morts juifs à Simféropol (Crimée) en novembre '41 alors qu'ils n'avaient pas abattu 300 personnes, lesquelles n'étaient d'ailleurs pas toutes juives. Bref, malgré tout ce qu'on peut reprocher à bon droit aux *Einsatzgruppen* et aux autres forces de police allemandes, on est très loin d'arriver à un chiffre de l'ordre de celui que retient Hilberg.¹

¹ Un exemple tiré de la lecture de Reitlinger : le 31/1/42, dit l'historien anglais, Stahlecker revendiquait 171.661 exécutions de Juifs lettons et lituaniens, "un nombre certainement exagéré pour impressionner Heydrich". En effet ajoute-t-il, il y avait 248.200 Juifs en 1935 dans les deux pays, dont 60 à 70.000 avaient été déportés ou évacués par les Soviétiques et 50.000 auraient encore bien pu être en vie à ce moment-là. Les 171.661 de Stahlecker se réduisent donc déjà à moins de 138.200, mais, quelques pages plus haut, Reitlinger précisait qu'il était "certain" que le chiffre de 248.200 Juifs de 1935 avait diminué avant l'arrivée des Soviétiques du fait de l'émigration, ce qui réduit encore les prétentions de Stahlecker.

Et ce n'est pas tout : en note de bas de page, Reitlinger se souvenait tout à coup de ce que les ghettos de Memel, Suwalki et Grodno (villes détachées de la Lituanie, affirme-t-il bizarrement, et rattachées au *Reich*) auraient pu abriter un grand nombre de Juifs lituaniens, de sorte qu'il aurait bien pu y avoir "un nombre [de survivants] de loin supérieur" aux 50.000 qu'il retenait plus haut. De la sorte, le total des morts qu'aurait pu revendiquer Stahlecker doit être très en dessous de 100.000 et même apparemment près de 50.000 (en admettant, bien entendu, que les Soviétiques n'en aient pas déporté et évacué plus de 60 à 70.000 !).

Certes, cela reste épouvantable mais c'est – provisoirement – 2 à 3 fois moins et il n'y a aucune raison de ne pas le dire, surtout quand on connaît l'usage scandaleux qui est fait des mensonges des *Einsatzgruppen* : si ces mensonges étaient retournés contre leurs auteurs (ou leurs ayants-droit supposés), on pourrait n'avoir rien à y redire, mais ce n'est pas le cas : la vérité est que les sionistes s'en sont surtout servi pour chasser et dépouiller les innocents Palestiniens. L'abjection n'est donc pas de réduire – éventuellement – l'ampleur des crimes nazis mais de ne pas le faire.

[174] Leurs rapports d'activité étaient journaliers et mensuels ; ils ne cessèrent qu'à fin mai 42 ; ils étaient transmis par radio à un service berlinois qui les diffusaient en 60 à 100 exemplaires et sous une forme non codée, ce qui est tout à fait contraire aux théories historiennes sur la pratique du secret et du codage par la SS. Non seulement les *Einsatzgruppen* exagéraient leurs crimes mais, en outre, ils les proclamaient *urbi et orbi* ! Aveuglé par le dogmatisme, Reitlinger ne pouvait que constater : "Il n'est pas facile de comprendre pourquoi les assassins ont laissé un témoignage aussi abondant derrière eux [...]".

Les *Einsatzgruppen* SS avaient été créées en mai '41 (c'est-à-dire à la veille et, donc, en vue de l'attaque contre l'URSS et non pas, vraisemblablement dans le cadre d'une politique d'extermination); elles étaient au nombre de 4 (A,B,C,D), étaient motorisées, étaient constituées chacune de 200 à 500 combattants (en décomptant les chauffeurs, les secrétaires, etc.) et étaient chargées d'assurer la police à l'arrière du front en attendant la mise en place d'une nouvelle administration, ce qui revient à dire qu'elles avaient à lutter contre les partisans soviétiques et cela, dans un territoire des dizaines de fois plus grand que la Belgique... Le groupe D, par exemple, avait 400 à 500 hommes et plus de 170 véhicules dont beaucoup de blindés légers : ceci indique bien que c'étaient des unités destinées à se déplacer rapidement dans une chasse à des partisans réputés mobiles et donc, des unités a priori peu aptes à une mission d'extermination d'une population civile. A partir de '41/'42, d'autres unités allemandes (police d'ordre, gendarmerie, unités de l'armée de lutte contre les partisans, qui, toutes, employaient de très nombreux supplétifs indigènes) participèrent aussi au maintien de l'ordre (c'est-à-dire a priori au massacre de nombreux innocents civils) [175] mais les historiens ont trouvé commode de tout imputer aux seuls *Einsatzgruppen*.

Pour bien comprendre le rôle joué par les *Einsatzgruppen* en URSS, il faut d'abord réviser une idée reçue, à savoir que les Allemands auraient conquis l'Ouest de l'URSS jusqu'à Moscou; c'est là une apparence, les Allemands n'ayant fait que traverser cette immense région, ce qui n'est pas la même chose. En fait, le terrible hiver '41/'42 avait chassé les Allemands des campagnes vers les villes; ce retrait avait permis à une partie du million de soldats soviétiques errants à l'arrière des troupes allemandes de se regrouper dans les vastes forêts et les immenses Marais soviétiques (notamment les marais du Pripet ou de Pinsk, à cheval sur la Biélorussie et l'Ukraine). De ces bases inexpugnables, ces partisans attaquaient avec efficacité les voies de communication allemandes et même les petites unités de la *Wehrmacht*. Les 3000 *Einsatzgruppen* n'arrivaient évidemment pas à contrôler la situation et tout ce qu'ils pouvaient faire était de courir d'un point de sabotage à l'autre et d'y pratiquer des représailles qu'ils espéraient exemplaires. Fatalement, ces représailles visaient les Juifs pour la raison qu'ils étaient considérés comme les pires ennemis des Allemands : ils étaient censés constituer l'âme du "judéo-communisme" et le fer de lance des armées soviétiques au point que tout commissaire politique ou tout partisan était censé être juif ; ils animaient la coalition antiallemande et d'ailleurs, n'avaient-ils pas, à titre personnel, déclaré la guerre à l'Allemagne ? Les masses ukrainiennes, biélorusses et baltes, par contre, avaient souvent accueilli les troupes allemandes avec sympathie; elles redoutaient davantage les "Judéo-communistes" que les Allemands ; bref, elles n'étaient pas susceptibles de constituer l'objet de représailles efficaces. Ces massacres n'étaient donc en aucune façon des massacres "gratuits" et ils ne s'inscrivaient absolument pas dans le cadre d'une politique d'extermination contrairement à ce que prétendent les historiens.

Une des versions révisionnistes est que les massacres "gratuits" de communautés juives dans la région (c'est-à-dire en dehors des bavures de la lutte antiguérilla, des opérations de représailles, d'opérations "sanitaires" et autres, toutes opérations qu'on ne pourrait déjà pas justifier la plupart du temps) furent surtout le fait des autochtones (Ukrainiens et surtout Baltes) et plus particulièrement, puisqu'ils étaient armés, de ces supplétifs; ces gens profitèrent de la situation pour régler de vieux [176] comptes et assouvir leur haine des Juifs, qu'eux aussi, assimilaient souvent aux communistes du fait de leur sur-représentativité dans les rangs du PC et dans l'administration soviétique, notamment la police politique, laquelle s'était tristement illustrée dans les Pays baltes en '40/'41 (déportations massives vers la Sibérie des opposants potentiels au communisme). Certes, ces gens étaient des antisémites traditionnels mais c'étaient aussi des nationalistes pour qui le communisme était un système d'oppression imposé par un occupant honni; dans une telle vision, les Juifs apparaissaient comme des oppresseurs, des collaborateurs et des traîtres qu'il fallait châtier. Il faut bien admettre aussi que s'était infiltrée parmi ces supplétifs la lie des sociétés balte et ukrainienne faite de gens sans foi ni loi, pas même antisémites, alliés indifféremment aux uns et aux autres pourvu qu'ils pussent satisfaire leurs instincts criminels.

La responsabilité des autochtones dans les massacres de Juifs est si grande qu'elle ressortait avec éclat des témoignages recueillis après guerre par l'équipe de Ehrenbourg et Grossman pour la rédaction du *Livre Noir* sur l'"extermination scélérate des Juifs par les envahisseurs fascistes allemands". De la sorte, un rapporteur de la commission chargée de cette rédaction, soulignant le principal défaut du livre, disait : "Il est indispensable de réviser très soigneusement tous les documents et récits, surtout ceux concernant l'Ukraine [...] afin qu'on ne puisse pas s'imaginer que les éléments antisoviétiques locaux ont joué un rôle primordial dans l'anéantissement de la population juive." (Selon Ilya Altman dans une des préfaces de la version française du *Livre Noir*).

Toutefois, ces massacres furent souvent encadrés par la SS (quand elle ne les organisait pas) et même, parfois, par la *Wehrmacht*. Il y eut bien quelques protestations indignées de la part de généraux allemands mais, dans l'ensemble, les meilleurs fermèrent les yeux et ordonnèrent à leurs troupes d'en faire autant. De toutes façons, responsables de l'ordre dans les territoires occupés, les Allemands portent toute la responsabilité de ces horreurs sans nom.

Annexe 5

TREBLINKA

Nous avons dit que nous concentrerions nos analyses sur Auschwitz, mais disons tout de même un mot de plus sur l'in vraisemblance des gazages à Treblinka : ce camp mesurait environ 400 m sur 500 m ; en 7 à 8 mois, 750.000 personnes ou plus auraient été "gazées" sur ce "mouchoir de poche" (par les "gaz" d'échappement d'un moteur Diesel, lesquels ne contiennent que très peu d'oxyde de carbone, contrairement aux gaz des moteurs à essence, et ne pouvaient donc qu'incommoder, à la rigueur asphyxier, ce qui, évidemment, serait pareil qu'empoisonner) ; il arrivait parfois 12.000 déportés par jour, chiffre énorme qui devrait aussi donner à réfléchir à ceux qui croient que ce camp minuscule pouvait "traiter" pareille foule¹ ; les corps des suppliciés auraient été incinérés en 1943 mais, auparavant, ils auraient été enterrés dans des fosses communes: le calcul indique que ces fosses auraient [178] dû avoir peut-être bien 20 m de profondeur pour accueillir tant de corps !

Une opération limitée d'"euthanasie" (suite de l'opération T4) aurait-elle eu lieu à Treblinka (Chelmno, Sobibor et Belzec) ?² C'est possible mais elle aurait été sans

¹ Cette version est devenue la plus courante mais, jadis, Reitlinger disait qu'il était matériellement impossible que les chambres à gaz aient pu être en état de fonctionner lorsque le ghetto de Varsovie commença à être évacué. Affirmant donc que la plus grande partie des Varsoviens n'avaient pas pu être gazés, Reitlinger pensait qu'on avait commencé par les fusiller (ainsi que les Juifs d'autres origines) ou à les laisser mourir en grande partie ("*in large proportion*") dans les trains qui les amenaient (tout en affirmant par ailleurs que ces trains revenaient à vide de Treblinka à Varsovie en une douzaine d'heures). Avant Reitlinger, d'autres affirmaient que les Allemands utilisaient la vapeur d'eau, ou l'électricité dans des espèces de piscines ou encore la chaux vive. Si, aujourd'hui, le gaz est le seul moyen encore cité, par contre, il n'y a pas unanimité sur la nature du gaz : monoxyde de carbone en bouteilles, gaz cyanhydrique (insecticide Zyklon-B) ou "gaz" d'échappement d'un moteur Diesel (transformé récemment, comme on va le voir, par Pressac en moteur à essence). A noter que Vassili Grossman était aussi d'avis que les instruments du meurtre industriel (dont des pompes extrayant l'oxygène de l'air!) n'étaient pas en place quand les Juifs de Varsovie ont été déportés à Treblinka de sorte que les premiers arrivés ont été massacrés à "l'arme blanche". Cet inventaire – incomplet – nous donne l'occasion de rappeler cette savoureuse locution russe : "Menteur comme un témoin oculaire".

² L'opération T4 est l'opération d'euthanasie (par gazage au monoxyde de carbone en bouteilles) de quelques dizaines de milliers d'aliénés allemands. Interrompue en 1941 (sous la pression de l'Eglise catholique, disent les uns ; pas du tout, disent les autres, la vérité est qu'on avait fini de vider les maisons d'aliénés, elle avait été réalisée secrètement par du personnel dépendant de la Chancellerie du *Führer*. Ce personnel ne fut pas dispersé (peut-être parce qu'on comptait lui confier plus tard d'autres tâches semblables ?). Une partie fut mise à la disposition de Globocnik "pour l'accomplissement de sa mission spéciale" (lettre du 23/6/42 de V. Brack à Himmler) c'est-à-dire, disent les historiens, le gazage des Juifs dans les camps du Bug (l'opération dite "Opération Reinhard"). Le lien entre les deux opérations est, à première vue, tout à fait évident : le personnel spécialisé dans le gazage des aliénés était tout indiqué pour mettre en activité des installations destinées au gazage des Juifs. Mais, d'une part, le mot de gazage recouvre des réalités techniques très différentes et même sans rapport (en tous cas, sans davantage de rapport qu'il ne peut y avoir entre une arbalète et une arme à feu) ; d'autre part, une autre partie de ce personnel a été envoyée sur le front russe pour une mission ("secrète", bien

commune mesure avec l'opération d'extermination systématique décrite par les historiens. On ne possède aucun élément matériel crédible sur ces camps : comme les prétentions des historiens quant à Auschwitz, camp pour lequel les éléments matériels sont nombreux, ne résistent pas à l'enquête, comment pourrait-on croire ce qu'ils disent sur ces camps ?¹

Ainsi, Gitta Sereny, dans un livre devenu classique (*Au fond des ténèbres*) rapporte les témoignages de divers rescapés de Treblinka et de divers SS ayant participé à la supposée extermination, dont Franz Stangl, commandant du camp qu'elle a eu la chance de pouvoir rencontrer après sa condamnation à la prison à vie. Certes, Sereny a voulu procéder à une analyse psychologique mais bien entendu, tous ces témoins et acteurs parlent bien de ce camp sinistre et de ce qui s'y passait : de la célèbre veste blanche portée par Stangl, de la qualité du pain, des coucheries et des beuveries des uns et des autres, du kommando de tri, de celui des charpentiers, etc. Mais pas un n'a un mot, un seul mot au sujet de l'arme du crime (on gazait, mais encore ?) et pas davantage au sujet de l'élimination des corps (on les a incinérés sur des rails de chemin de fer. Point final.). Par exemple, avec quoi incinérerait-on ces [179] corps) (en plein air) ? Avec du bois ? Il en aurait fallu des centaines de milliers de stères, c'est-à-dire, sur quelques mois, la consommation annuelle de papeteries comme Gentbrugge, Harnoncourt, St-Gaudens, Alizay ou Tarascon ! Mais qui fabriquait ces quantités phénoménales ? Qui les livrait et avec quels moyens de transport ? Où les stockait-on ? Il n'y avait pas de place adéquate et les plans du camp qu'on nous montre le prouvent à suffisance. Enfin, s'il y avait eu de la place, comment aurait-on pu faire pour ne pas remarquer ces montagnes de bois et en dire un seul mot, fût-ce incidemment ? Pensez si vous remarqueriez les centaines de milliers de stères nécessaires à une éventuelle crémation en plein air et en trois ou quatre mois du million d'habitants de Bruxelles ou de Marseille et de leurs agglomérations et si vous en parleriez encore 30 ans après !

entendu), celle "d'aider à sauver nos blessés dans la glace et la neige" (lettre du 12/1/42 de Mennecke à sa femme). Bref, le lien entre l'opération T4 et le gazage éventuel des Juifs n'est pas aussi évident que les historiens le disent ; par moment, même, il frôle la pétition de principe.

¹ Dans un fort intéressant article paru dans *Historia*, mars/avril 1995, Pressac dit qu'à son avis (mais il ne se base que sur des témoignages, comme à peu près tout le monde), Belzec, Sobibor et Treblinka étaient initialement des camps de transit équipés de "stations d'épouillage de campagne" avec chambres à gaz d'épouillage et bains ; ces camps étaient des "sas sanitaires" faisant partie du "programme de refoulement vers l'Est des Juifs défini à la conférence de Wannsee le 20 janvier '42". Ce ne serait qu'à partir de mai '42 que la station de Belzec aurait été convertie en "camp d'extermination", le gaz employé étant le monoxyde de carbone (CO) produit par un "**gros moteur à essence**". (Tous les témoins, relayés par les historiens, parlent d'un gros moteur Diesel ; comme ce type de moteur produit peu de CO et est donc un moyen de mise à mort invraisemblable, Pressac l'a tout simplement remplacé par un moteur à essence !) Sobibor aurait été transformé de même en juin '42. Pour Treblinka, entré en activité en juillet 1942, Pressac n'est pas très clair. Enfin, Pressac pense que les Juifs passant par ces camps étaient soumis ("du moins initialement") à l'opération de sélection pour le travail ; seuls les inaptes étaient gazés. En fait notamment foi, dit-il, le fait que des Juifs de Varsovie furent signalés en septembre dans "les détachements spéciaux du génie des IV^e et VI^e armées allemandes chargées du déminage en première ligne".

Dans le même article, Pressac réduit aussi considérablement les massacres génocidaires à Maïdanek ("Ainsi, à Maïdanek, seules deux pièces du bloc d'épouillage ont servi à tuer des personnes – juives en majorité – avec du monoxyde de carbone [en bouteilles, précise-t-il par ailleurs] durant quelques mois de l'été '43." : Pressac commencerait-il, sans le dire, à adopter la thèse fonctionnaliste ?

On notera pourtant que ce ne sont pas les témoins qui manquent. Certes, l'histoire "populaire" – celle qui est relayée par les journalistes, plus avides de sensationnel que d'exactitude – nous enseigne que les convois de Juifs arrivant dans les camps du Bug étaient gazés en totalité; toutefois, l'histoire "savante" admet qu'on y pratiquait aussi l'opération de sélection des aptes au travail comme à Auschwitz et qu'on les mettait au travail non seulement sur place mais aussi dans d'autres camps.

[180] On relèvera, par exemple, ce "transport de 1000 Juifs de Varsovie" arrivé en Biélorussie et qui ne venait apparemment pas directement de Varsovie mais venait plus probablement de Treblinka, où, loin d'avoir été gazés, ils avaient été sélectionnés pour le travail.¹ De son côté, un chroniqueur du ghetto, Hillel Seldman, dont on vient de publier le journal (en extraits) affirme que des lettres de déportés de Treblinka ont été reçues à Varsovie fin juillet '42 ("Ils se trouvent près de Brest-Litovsk") : lui-même a vu une enveloppe estampillée par la poste "Treblinka, 23/7/'42" (ce qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, de croire à l'extermination de tous les déportés !). Reitlinger est très clair à ce sujet : "Il était devenu courant à Treblinka de sélectionner de jeunes hommes pour les faire travailler ailleurs, et cela, même à l'époque de l'extermination du ghetto de Varsovie à l'été '42." ; l'historien anglais affirme même que dans les convois hollandais arrivés à Sobibor en '43, près de 6% des déportés étaient retenus pour le travail. Et de citer aussi le cas déjà bien connu de ce Juif luxembourgeois de 13 ans envoyé à Treblinka [pour y être gazé, bien entendu] mais épargné et mis au travail sur place (à un travail des plus horribles qui soient) puis transféré (à sa demande) dans une mine de charbon dépendant d'Auschwitz. Bref, il y eut des dizaines de milliers de sélectionnés pour le travail et une partie de ces sélectionnés a survécu, grâce à quoi, conclut naïvement Reitlinger, on est au courant des atrocités commises dans les camps du Bug, atrocités dont, par ailleurs, lui et ses collègues nous disent qu'elles étaient gardées secrètes par les Allemands qui éliminaient même périodiquement les Juifs témoins de l'extermination. Tout cela est incohérent et il semble bien qu'il faille pour le moins restructurer la thèse exterminationniste selon laquelle les Allemands envoyaient les Juifs à Treblinka pour les exterminer après sélection des aptes au travail: en fait, il semble plus raisonnable de penser que les Allemands faisaient transiter les Juifs par Treblinka aux fins d'y sélectionner les aptes, les inaptes étant expulsés plus à l'Est dans la plus grande brutalité voire avec une telle sauvagerie qu'on ne saurait exclure qu'il y eut, par moments, des exterminations massives (cf. le journal de Goebbels).

[181] Voyons, pour tenter d'illustrer cette thèse, un cas bien connu, celui de la liquidation du ghetto de Bialystok : dans un tableau intitulé "Tableau récapitulatif de la 'Solution Finale' dans les camps de la mort", Hilberg indique qu'il y eut 750.000 morts à Treblinka (c'est une estimation basse) dont les Juifs du ghetto de Bialystok, ghetto qui fut liquidé en août '43 juste avant la fermeture dudit camp de la mort. Dans l'exposé qu'il fait par ailleurs sur la liquidation de ce ghetto, Hilberg ne dit mot sur le sort de ses habitants, dont il fixe le nombre à 40.000 : ni qu'ils furent massacrés sur place ni qu'ils furent envoyés à Treblinka pour y être massacrés et pas davantage qu'ils furent envoyés dans des camps de travail; cette omission est pour le moins

¹ Un chroniqueur du ghetto, Bernard Goldstein, confirme qu'à cette époque, les Juifs sélectionnés à Varsovie même étaient envoyés "non loin de Varsovie". Certes, les historiens ne nient pas qu'un petit nombre de Varsoviens (12.000) furent mis au travail, mais sans passer par Treblinka comme ces 1000-là.

étonnante mais on retiendra que, pour Hilberg, les 40.000 habitants du ghetto de Bialystok ont été exterminés en août '43 à Treblinka. Les autres historiens confirment d'ailleurs le fait; par exemple, Kogon, Langbein et Rückerl : "Les 18 et 19 août ['43] arrivaient les deux derniers convois venant du ghetto de Bialystok, avec huit mille victimes." M. Gilbert, de son côté, confirme la déportation de ces 40.000 Juifs à Treblinka et il les comptabilise comme "Juifs tués [sur place] ou déportés vers un lieu d'extermination". Il illustre le fait sur une carte que nous reproduisons par ailleurs. Il signale enfin "le massacre de 1260 enfants de Bialystok" déportés le 23/8/'43 à Theresienstadt (dans le cadre d'un échange éventuel, selon les historiens), mais, finalement, déportés le 6/10/'43 à Auschwitz où ils furent "gazés".

Reitlinger confirme cette tragédie dans la tragédie : "[...] le 24/8/'43, un groupe de 1260 enfants du ghetto de Bialystok furent séparés de leurs parents dans les mâchoires mêmes de la mort au camp de Treblinka". Mais, Reitlinger donne quelques autres détails: "Par chance, on a conservé les lettres de voiture des chemins de fer de Königsberg, lesquelles lettres indiquent que 5 trains spéciaux ont quitté Bialystok pour Treblinka entre le 21 et le 27/8/'43. 266 wagons furent utilisés. Sur une telle distance, occupant deux heures et demie, un wagon pouvait tenir de 80 à 100 Juifs. Donc, il y avait place pour l'ensemble des 25.000 Juifs survivants." Ceci nous indique déjà qu'il aurait pu y avoir 15.000 victimes de moins. Mais, en note de bas de page, Reitlinger nous en dit encore un peu plus et même, sans le vouloir, éclaire définitivement ceux qui n'ont pas abdiqué tout sens critique : "Selon le Dr Josef Kermisz, les Juifs furent transportés à Treblinka et de là, aux [183] camps de Majdanek, Blizyn et Auschwitz. Il apparaît à la lecture d'un rapport à Oswald Pohl sur la liquidation de la société OSTI (entreprise dirigée par Globocnik), que 3 usines de Bialystok ont été remontées à Blizyn [près de Lublin] sous les noms de n° 6, 7 et 8. Néanmoins, une obscurité exceptionnelle enveloppe le sort des Juifs de Bialystok qui **ne furent pas** envoyés depuis Treblinka dans ces camps de travail, d'autant plus que les derniers des trains mentionnés dans les lettres de voiture ont dû arriver à Treblinka seulement cinq jours avant la rébellion du Sonderkommando juif [qui pratiquait les gazages]. Les témoignages des rescapés Wiernik et Rajzman disent que les gazages avaient cessé depuis longtemps. Mais à Theresienstadt, où les [1260] **'enfants d'échange' de Bialystok avaient été envoyés, Zdenek Lederer a appris une version différente, à savoir que certains des enfants ont vu leurs parents conduits à un 'établissement de bain' [pour y être gazés].**"

On a ici une belle illustration de la façon dont a été écrite l'histoire de la déportation des Juifs : non seulement les historiens ignorent les témoignages (parfois peu fiables, il est vrai), mais ils cachent les faits ou les travestissent, les moins mauvais d'entre eux (en l'occurrence, Reitlinger) n'étant coupables que de mal les interpréter du fait de leur dogmatisme. Les gens de bon sens et de bonne foi, eux, auront compris, d'une part, que la liquidation du ghetto de Bialystok a concerné probablement 25.000 personnes et non 40.000, et, d'autre part, que ces 25.000 personnes ont toutes été envoyées à Treblinka où elles n'ont pas été gazées mais douchées et épouillées, puis envoyées soit à Theresienstadt (les 1260 malheureux enfants), soit dans les camps de travail de Lublin et Auschwitz (où, plus tard, les survivants de Lublin les rejoignirent).

Annexe 6

LE GARÇON DU GHETTO DE VARSOVIE, SYMBOLE DE
L'HOLOCAUSTE

(D'après Mark Weber, "The "Warsaw Ghetto Boy", *The Journal of Historical Review*, mars/avril 1994.)

Tout le monde connaît cette célèbre photo montrant un garçon de 7 ans sortant, bras levés, d'un bâtiment du ghetto de Varsovie. La scène se déroulait lors de la liquidation du ghetto en avril 1943. Les historiens nous disent que les 50 à 60.000 Juifs restés dans le ghetto après la déportation et le gazage à Treblinka de 250.000 de leurs coreligionnaires à l'été 1942, furent à leur tour déportés et gazés. La photo en question est devenue la photo-symbole de l'extermination de 6 millions de Juifs, car, pour tous, il est évident que ce garçon a, lui aussi, été gazé à Treblinka. La vérité est totalement différente !

D'une part, si une grande partie de ces Juifs furent bien déportés à Treblinka qui était un camp de transit (épouillage, sélection et affectation à un camp de travail ou une zone de réimplantation), ils n'y furent pas gazés mais, pour la plupart, envoyés dans des camps de travail à Poniatow, Trawniki et surtout Maïdanek (où l'outillage des industries du ghetto les avait précédés), puis à Auschwitz quand Maïdanek fut évacué devant la progression des Soviétiques et, enfin, dans les camps de l'Ouest, quand Auschwitz fut à son tour évacué. Non seulement, le général Stroop, qui évacua et détruisit le ghetto, avait attesté cette destination de Maïdanek (Lublin), mais, de plus, on possède les témoignages de certains déportés.

Certes, beaucoup moururent tout au long de ce calvaire, mais on notera que les historiens en rajoutent encore en gazant tous ces gens plusieurs fois : une première fois à Treblinka, une deuxième fois à Maïdanek [186], une troisième fois à Auschwitz, sans parler des ratonnades des *Einsatzgruppen* et du chaos final – bien réel, hélas – dans les camps de l'Ouest.

D'autre part, certains de ces derniers Juifs du ghetto de Varsovie furent envoyés dans les camps de l'Ouest.¹ Ce fut le cas de ce garçon dont le nom est Tsvi Nussbaum²;

¹ Bilan de la liquidation du ghetto de Varsovie en '43 : sur 56.000 Juifs arrêtés (plusieurs milliers, dont la veuve du président du *Judenrat*, Czemiakow, avaient pu se réfugier dans la zone aryenne), 7000 sont morts sur place, 7000 envoyés à Treblinka, 15.000 à Lublin (Maïdanek), le reste (27.000) dans les camps de l'Ouest. Rappelons que le gros des habitants du ghetto avait déjà été déporté à partir de juillet 1942 (les deux tiers à Treblinka, selon Reitlinger).

² Ce garçon fut aussi désigné en 1979 comme étant un certain Arthur Chmiotak, qui aurait été gazé à Treblinka (et peut-être bien à une ou deux autres places). En 1978, un homme d'affaires londonien avisé, Israël Rondel, prétendit être ce garçon. Les deux versions furent réfutées par la suite.

déporté avec sa famille à Bergen-Belsen, il partit, après la libération du camp pour Israël puis les USA (New York) en 1953.

Les historiens furent bien ennuyés quand cette vérité fut vérifiée et révélée : "Cette grande photographie de l'événement le plus dramatique de l'Holocauste exige des historiens un plus grand niveau de responsabilité qu'aucun autre. Elle est trop sainte pour qu'on permette d'en faire ce qu'on en veut.", déclarait par exemple le Dr Lucane Dobrovsky du Yivo Institute, un centre d'histoire juive de New York. Mais la vérité est bien là et aucun prêtre n'y pourra rien changer : ce garçon, symbole de l'extermination de 6 millions de Juifs, est bien vivant ! Certes, il peut être le symbole du drame épouvantable vécu par 3 millions de Juifs voire de la mort d'un grand nombre d'entre eux mais, en aucun cas, celui de la mort de 6 millions de Juifs, surtout pas dans des chambres à gaz industrielles.

Annexe 7

LES DETENUS D'AUSCHWITZ ETAIENT-ILS BRUTALISES SYSTEMATIQUEMENT ?

Les historiens nous disent que les déportés mis au travail à Auschwitz (et, d'après certains, dans les autres camps aussi, d'ailleurs) étaient destinés à mourir par les mauvais traitements. Ainsi que nous allons le voir, ce dogme ne résiste pas à l'analyse des documents.

Ce qu'il faut d'abord bien comprendre, c'est que les détenus étaient souvent soumis à un régime militaire avec tout ce que cela a de contraignant et de déplaisant: rassemblements, appels nominatifs (avec les erreurs traditionnelles du préposé à la statistique, souvent un communiste ou un droit commun), déplacements en rangs, aboiements des chefs, comparutions au "rapport", punitions diverses, encore que rien dans tout cela ne puisse être considéré, a priori, comme arbitraire (dans les faits, bien entendu, il dut en être autrement en bien des occasions): en témoigne le document que nous avons extrait de *Hefte von Auschwitz*, n° 10/1967, publié par le Musée d'Etat d'Auschwitz lui-même. Il est lui-même extrait du dossier du détenu juif Juda F. accusé d'avoir, le 30/6/'44 (il avait 39 ans) dans une annexe d'Auschwitz III, endommagé un engin de travail par "nonchalance" et "négligence", en conséquence de quoi il fut condamné à recevoir 15 coups de bâton, punition qui lui fut infligée le 12/9/'44 (soit près de deux mois et demi après les faits !). Il n'y a pas moins de 10 signatures et paraphes sur ce document dont celle d'un premier médecin certifiant qu'aucune raison médicale ne s'opposait à la punition et celle d'un deuxième médecin ayant assisté à la punition.

J'aurais pu aussi reproduire d'autres dossiers, par exemple, celui de ce détenu juif condamné à 20 coups de bâton pour avoir fumé sur les [188] lieux de son travail (il travaillait, précisons-le, dans un département d'"*Hydrierung*", c'est-à-dire, je crois, de production d'essence synthétique, ce qui peut expliquer la rigueur du traitement qui lui fut réservé) ou encore celui d'un troisième détenu juif accusé puis convaincu (peut-être à tort, bien entendu) par un médecin SS de simuler une maladie pour échapper au travail et condamné à 20 coups de bâton.¹

Quels que soient les torts que les Allemands eurent vis-à-vis de ces innocents, on ne peut en tous cas affirmer qu'ils les traitaient comme des bêtes, contrairement à ce que les historiens veulent nous faire croire. Certes, il y eut des excès individuels (comme

¹ Pour le sous-camp de Blechammer, qui comptait quelque 3500 détenus, il y eut, entre mai et novembre '44, 51 punitions soit :

- 1 détenu emprisonné,
- 13 détenus condamnés à travailler le dimanche,
- 37 détenus condamnés à la "*Prügelstraf*" (5 à 25 coups de bâton).

partout et toujours) et la légalité (allemande) ne fut pas toujours respectée, voire même fut foulée aux pieds par des individus peu scrupuleux, mais on ne peut affirmer pour autant que ces cruautés faisaient partie d'un système mis en place par les autorités SS; d'ailleurs, celles-ci les réprimèrent, parfois en condamnant à mort des commandants de camp.

Ce fut le cas de Maximilian Grabner, qui fut chef de la section politique (*Gestapo*) d'Auschwitz jusqu'à son arrestation en décembre 1943 et qui, à ce titre, eut à lutter contre les mouvements de résistance à l'intérieur même du camp. Grabner y fit preuve d'excès de zèle au point de faire exécuter un certain nombre de détenus accusés – non sans quelques raisons, probablement – de "menées subversives" et cela, sans respecter les règles de droit; il avait, dit le mouvement de résistance polonais, la mort de 2000 détenus sur la conscience. Grabner fut arrêté puis condamné par le tribunal spécial de la SS à la peine de mort pour "dépassement de compétence et exécution arbitraire dans environ 47 cas" ; cette peine fut commuée en une peine d'emprisonnement de 12 ans.

Grabner, a témoigné un détenu employé au bureau de l'Etat Civil du camp, camouflait ses meurtres en faisant mentionner par le médecin SS de service une cause de mort naturelle dans le certificat de décès: nous en avons déjà parlé dans le tome 1 et en avons déduit que, si tout cela est vrai, il y a là un indice de ce qu'il est invraisemblable que, dans le même temps et au même endroit, voire à la même heure et dans les mêmes bâtiments, les Allemands aient gazé des centaines de milliers [189] [190][191] de vieux, de femmes, d'enfants et d'inaptes, eux, parfaitement innocents; l'exécution de 47 ou 2000 (peu importe) détenus soupçonnés de subversion active apparaît comme un crime bien moins monstrueux et on ne voit pas pourquoi il aurait fallu le camoufler avec tant de soin dans une hypothèse exterminationniste.¹ L'argument selon lequel le fait de ne pas respecter les formes dans un univers aussi administratif et tatillon que l'armée allemande était gravissime, est bien faible car on ne mettait pas davantage de forme dans les gazages de masse de déportés immatriculés ou non.

A force d'exagérer dans tous les sens par des généralisations abusives, les historiens versent dans l'invraisemblance; nos jeunes (et moins jeunes) lecteurs doivent le savoir :

a) La vérité est que, en principe, dans les camps de concentration allemands, on ne donnait pas un coup de bâton en dehors d'une procédure administrative complexe (étant entendu qu'à l'extérieur des camps, du moins dans l'Est, ce fut souvent l'horreur).

¹ Kempkens a diffusé sous le titre "*Eine Häufung gleichen Todesursachen* ", 51 actes de décès concernant des détenus morts de "mort subite par arrêt cardiaque" ("*Plötzlicher Herztod*") soit le 1/12/1942 entre 8hr 02 et 8hr 05 soit le 4/12/1942 entre 16hr 45 et 17hr 05. De plus, tous ces morts sont des catholiques. Il s'agit fort probablement de détenus polonais soupçonnés de menées subversives à l'intérieur du camp et exécutés illégalement par la Section politique dirigée par Grabner. De leur côté, Grotum et Parcer ont relevé dans les 68.864 morts connus, 2727 morts à la suite d'"attaques cardiaques" (dont deux détenus ayant été publiquement pendus !) : ce chiffre est étonnamment proche des 2000 exécutions dont la Résistance du camp accusait Grabner.

b) Il y eut, certes, des cas de brutalité arbitraire (souvent de la part des *Kapos* c'est-à-dire de détenus) mais il est malhonnête de les généraliser et de faire une règle de ce qui n'a été qu'exception.

c) Bien entendu, tout cela reste une tragédie et il ne devrait pas être utile d'en rajouter (apparemment, il y a utilité pour certains). Cette remarque vaut pour tous les camps allemands et des détenus en témoignent; ainsi Louis Recordeau, un Bordelais interné 4 ans à Mauthausen, le plus dur de tous les camps allemands, qui ne cesse de dénoncer "les exagérations et les falsifications d'une histoire suffisamment tragique sans devoir y ajouter d'odieuses falsifications". Et pour ce qui est des images atroces que les chaînes de télévision ont bien été obligées de nous remontrer pour la nième fois à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de la libération d'Auschwitz, nous reportons [192] le lecteur à l'annexe du tome 1 qui était consacrée à Bergen-Belsen (puisque l'essentiel de ces images en provient): les malheureux détenus enterrés sans respect au bulldozer sont peut-être bien des détenus morts autant du fait de la bêtise des Anglais que de l'inconscience des Allemands.

[193]

Annexe 8

ESTIMATION DU NOMBRE DE MORTS A AUSCHWITZ

Piper (Musée d'Etat d'Auschwitz) n'extrapole pas le nombre de morts trouvés dans les *Sterbebücher* mais fait les remarques suivantes :

1. Grâce à la numérotation de 8803 actes de décès conservés à Auschwitz, on sait, affirme-t-il, qu'il y eut 83.000 morts en '42 et '43.¹
2. Dans d'autres documents (livre de morgue, état journalier des effectifs, registre mortuaire de l'infirmierie des prisonniers de guerre russes, fichier des prisonniers de guerre russes : tous documents qui, on le notera, sont des incongruités dans l'univers inhumain décrit par les historiens), on trouve quelque 61.000 noms de morts.

En tout et après élimination des chevauchements, ces documents livrent les noms de 100.000 morts, chiffre que Piper ne retient pas, car, dit-il, ces séries statistiques comportent trop de lacunes.

3. Piper préfère estimer le nombre de rescapés, donc de morts, par déduction :

[194]

Déportés transférés d'Auschwitz	1940 à 1943	25.000
Déportés transférés d'Auschwitz (non compris 25.000 non immatriculés)	1944 à 1945	163.000
Déportés transférés d'Auschwitz	Total	188.000
Déportés libérés		1500
Déportés évadés		500
Déportés restés à Auschwitz		8000
Déportés survivants		198.000

¹ Ces 8803 actes, doubles ou compléments de ceux des actes qui ont été reliés en 46 volumes et emportés par les Soviétiques, seraient donc tous datés de '42 et '43 et aucun ne serait daté de l'année '44. Comment se fait-il donc qu'on n'ait pas conservé une seule des copies d'un seul acte de décès postérieur au 31/12/'43? C'est étrange.

Sur 400.000 immatriculés (385.000 civils et 15.000 militaires soviétiques), il y a donc eu, conclut-il, 202.000 morts à Auschwitz même (sans compter 880.000 détenus, presque tous juifs, gazés sans avoir été préalablement immatriculés). On peut toutefois faire remarquer que le chiffre de 188.000 transférés est contestable. Jadis, sur la base des documents trouvés à Auschwitz, on estimait les transferts à 25.000, chiffre ridiculement trop bas. En exploitant les sources documentaires trouvées dans les camps destinataires, L. Krysta est arrivé à 182.000, A. Strzelecki à 188.000 (chiffre retenu par Piper) et S. Iwaszko à 225.000 (ce qui donnerait 165.000 morts). On peut penser que ce chiffre de 225.000 (que Piper ne reprend pas parce qu'il n'a pas encore été vérifié) est encore trop bas : il ne peut d'ailleurs qu'être amélioré avec les recherches. De plus, s'y ajoutent tous ceux qui sont morts dans le cours de leur évacuation et dont la survie après Auschwitz n'a pas été enregistrée dans le camp qu'ils rejoignaient : nous avons déjà dit qu'ils durent être très nombreux. S'y ajoutent aussi tous ceux qui s'évadèrent ou qui furent rattrapés par les Soviétiques. Enfin, les archives détruites de certains camps n'ont-elles pas été détruites ? Bref, le chiffre des morts (immatriculés) à Auschwitz même retenu par Piper est nécessairement un *maximum maximorum*.

Pressac (1994), lui, extrapole les 67.223 noms (c'est le chiffre qu'on retenait à l'époque) des *Sterbebücher* à 126.000 morts auxquels il ajoute 15.000 prisonniers de guerre soviétiques (ceux-ci ayant le plus souvent fait l'objet d'enregistrements à part) et 20.000 Divers (Tziganes et autres dont le décès aurait été enregistré par ailleurs dans des registres [195] spécifiques, ce qui est erroné puisque les morts tziganes figurent bien dans les *Sterbebücher*).

Les *Sterbebücher*, dit-il, étaient au nombre de 59 (en fait, on sait aujourd'hui qu'il y en eut 60); il y avait 1500 noms maximum par registre (un acte de décès par page), sauf dans ceux de fin d'année, qui pouvaient en compter moins. La période couverte par les 46 registres retrouvés s'étend du 4/8/1941 au 31/12/1943, mais avec des trous; ces 46 registres contiennent 67.223 noms (soit, en moyenne, 1461 par registre).¹

¹ Thomas Grotum et Jan Parcer, qui ont commenté le travail mécanographique effectué sur les *Sterbebücher* dans "*Death Books from Auschwitz*", précisent que :

1. Les Tziganes sont repris dans les *Sterbebücher* mais pas les prisonniers de guerre russes. Les résistants polonais condamnés à mort par les tribunaux de Kattowitz et transférés à Auschwitz pour l'exécution de leur peine sont également enregistrés dans les *Sterbebücher*.
2. Avant août 1941, l'enregistrement des décès se faisait à l'Etat Civil de la Ville d'Auschwitz.
3. L'original des actes de décès établis par le camp à partir d'août 1941 (le "*Erstbuch*") était conservé à Bielitz, juridiction dont dépendait Auschwitz. En tout pour 1941, 1942 et 1943, il y eut 60 registres (4 en 1941, 31 en 1942 et 25 en 1943). Un seul de ces originaux a été conservé : celui qui se trouve actuellement à Amsterdam.

L'Etat Civil du camp établissait 2 copies (les "*Zweitbücher*") dont l'une était destinée à l'administration centrale de la SS à Berlin et l'autre était classée à Auschwitz même : on en a retrouvé 46 volumes à Moscou dont 2 très fragmentaires (en tout, 61.053 noms) ; on a retrouvé aussi des fragments de 2 volumes au camp de Gross Rosen et un volume à un endroit non précisé (il s'agit du n° 14 de 1943 qui est conservé par la Croix-Rouge à Arolsen).

Après quelques corrections, cet ensemble a donné 68.864 noms, soit 53.370 hommes, 15.454 femmes et 40 de sexe indéterminé : curieusement, ce déséquilibre n'est pas relevé et commenté par Grotum et Parcer.

Enfin, on compte 29.125 Juifs, 31.814 Catholiques et 7925 autres (Orthodoxes, etc.) ; on notera que le nombre de morts juifs enregistrés tombe radicalement à partir de mars 1943 bien qu'ils aient constitué la majorité des détenus (du moins au cours de cette année 1943).

Pressac estime le nombre total des morts comme suit :

a) tout d'abord, en ce qui concerne les 13 registres manquants, il fait $1500 \times 13 = 19.500$, qu'il ajoute aux 67.223 noms trouvés dans les *Sterbebücher*.

b) en ce qui concerne la période antérieure au 4/8/'41, il retient 2000 morts de mai '40 à fin '40 et 4000 de janvier '41 à juillet '41.

c) en ce qui concerne 1944, il retient "100 décès/jour pour un effectif moyen en 1944 identique à celui du second semestre 1943" tout en faisant remarquer que la situation sanitaire s'est grandement améliorée [196] en 1944 (notamment par la mise en service d'une installation d'épouillage à ondes ultracourtes mise au point par Siemens, dont le Dr Klein de Strasbourg, relève Faurisson, avait déjà parlé et dont Pressac a retrouvé la documentation à Moscou). Ceci donne 36.000 morts pour 1944, mais, finalement, Pressac préfère retenir 30.000 morts, chiffre calculé, dit-il, par le Musée d'Auschwitz sur la base de documents en sa possession (il serait intéressant de savoir lesquels, Piper affirmant ne posséder aucun acte de décès postérieur au 31/12/'43).¹

d) en ce qui concerne 1945, Pressac retient 1500 morts.

Tout cela donne :

De mai 1940 à juillet 1941	6000
<i>Sterbebücher</i> (reconstitués)	5988 en 1941 (1200/mois)
	45.618 en 1942 (3700/mois)
	36.991 en 1943 (3000/mois mais 2130/mois pour le 2ème semestre)
1944 et à mi-janvier 1945	31.500 (100/jour)
Total arrondi	126.000*

On notera encore que les actes de décès ne reprennent pas le numéro d'immatriculation des défunts. Que de bêtises n'a-t-on pas écrites à propos de la supposée substitution du numéro d'immatriculation au nom des détenus !

¹ David Irving, signalent Carlo Mattogno et Franco Deana, a retrouvé à Moscou les chiffres de consommation de coke des 5 Kremas d'Auschwitz, soit :

KI du 01/11/'40 au 28/02/'41 41,6 T
du 01/03/'41 au 31/10/'41 166,4 T
du 01/11/'41 au 31/01/'42 93,6 T
du 16/02/'42 au 28/02/'43 395,5 T
KI-V du 15/03/'43 au 31/10/'43 568,0 T
KII-III du 01/01/'44 au 27/11/'44 923,0 T

Ce dernier chiffre doit probablement comprendre le K V. Il y aurait aussi lieu de tenir compte que les fours utilisèrent également un peu de bois.

Les chiffres partiels retrouvés à Auschwitz par Pressac sont confirmés à peu de choses près. Sur la base retenue dans notre tome 1, page 76, soit 29,01 kg/corps, on obtient pour les 11 mois de '44, 31.800 crémations, chiffre proche de celui retenu par Pressac.

* 126.000 morts à Auschwitz même, ce qui fait 274.000 survivants sur les immatriculés civils (dont une partie mourut par la suite). Pressac, avons-nous dit, y ajoute 15.000 prisonniers de guerre soviétiques et 20.000 autres, ce qui donne 161.000 morts (mais sur une population de 435.000 personnes minimum).

Notre extrapolation sera :

– pour la période de mai '40 à fin '43, reprendre l'estimation de Pressac ;

[197] – réintégrer 12 mois '44/'45 (compte tenu de ce que le camp commença à être massivement évacué à partir d'octobre '44, on peut considérer cette période comme un ensemble de 12 mois pleins maximum) à 350/500 décès par semaine, chiffre donné par ailleurs pour le "courant '44", soit 18.000/26.000 ; ceci correspond à un taux de mortalité mensuel moyen de 2,17%.¹

Tout ceci donnerait un total de 113.000 à 121.000 morts. Retenons 120.000 pour tenir compte de tous les décès des prisonniers de guerre. Rappelons que cette discussion néglige le fait que nombre de déportés périrent lors de l'évacuation du camp et après.

On notera encore que, du côté des révisionnistes, Mattogno retient provisoirement un chiffre beaucoup plus élevé : entre 160.000 et 170.000 morts car, dit-il, les *Sterbebücher* ne reprennent pas tous les décès du camp des femmes. Il se pourrait qu'il ait raison, encore que, d'une part, on a vu que les historiens officiels ne semblent pas dérangés par ce déséquilibre des sexes dans les *Sterbebücher* et que, d'autre part, il existe au moins un début d'explication à ce déséquilibre.² Nous en reparlerons.

¹ C'est Josef Kramer, commandant de Birkenau de mi-mai '44 à fin novembre '44, qui est à l'origine de ce chiffre (1^{ère} déposition au procès de Bergen-Belsen rappelée par Guionnet dans *Révision*, mai-juillet '94) ; les malades des autres camps du complexe d'Auschwitz étant systématiquement envoyés à Birkenau, on peut donc, en pratique, admettre que la mortalité de Birkenau représente celle de l'ensemble d'Auschwitz. Pour être tout à fait précis, il faudrait tout de même peut-être ajouter au chiffre de Kramer le chiffre des décès de ceux des détenus qui n'ont pas été transférés à l'infirmerie de Birkenau ; par exemple, dans le sous-camp de Blechhammer, il y eut d'avril '44 à janvier '45 et d'après le *Nummernbuch* du camp, 248 morts pour une population de 3600 détenus, soit 0,6%/mois mais il semble bien qu'un certain nombre de ces 248 malheureux soient morts dans des bombardements de l'aviation alliée.

Pour le tout début d'Auschwitz (1940), Kramer avait indiqué "30 décès/semaine pour 3 à 4000 personnes", ce qui fait 2,4 à 4,5%/mois et correspond à ce qu'on sait par ailleurs. Pourquoi préférer le (1^{er}) témoignage de Kramer aux prétentions des historiens ? Parce que Kramer, bien qu'ayant parlé la corde au cou, est plus crédible : que Piper (qui a avalisé naguère le chiffre ridicule de 4 millions de morts) ou Pressac (qui, comme nous l'avons vu dans le tome 1, tient des propos incohérents à longueur d'ouvrage).

Signalons que, dans cette première déposition, Kramer nia catégoriquement les gazages et autres atrocités : "Tout ce que je peux répondre à ça, c'est que c'est faux du début à la fin."

² Mattogno a développé son argumentation dans *Révision*, n°60, février '95.

[198] [199] Après avoir effectué le calcul du nombre des morts, Piper donne un

Bilan complet de la déportation à Auschwitz (en milliers) :

		Juifs	Autres	Total
Déportés	Enregistrés	205	195	400
	Non-enregistrés	890	15	905
	Total	1095	210	1305
Transférés	Enregistrés	(103)	(85)	188
	Non-enregistrés	(25)	(-)	25
	Total	(128)	(85)	213
Evadés	Enregistrés	(pm)	(0,5)	0,5
Libérés	Enregistrés	(-)	(1,5)	1,5
Restés à Auschwitz	Enregistrés	(7)	(1)	8
Morts à Auschwitz	Enregistrés	95	107	202
	Non enregistrés	865	15	880
	Total	960	122	1082

Piper n'ayant pas ventilé certains chiffres, j'ai tenté de le faire : ces chiffres sont entre parenthèses.

Piper ventile les morts non juifs comme suit : environ 75.000 Polonais, 21.000 Tziganes, 15.000 militaires soviétiques, 5000 autres. En ce qui concerne les sexes, je n'ai trouvé qu'une seule ventilation, celle de 402.222 immatriculés en 269.373 hommes et 132.849 femmes (Musée d'Etat, 1957, cité par Reitlinger).

Piper arrondit le chiffre des morts à Auschwitz à 1.100.000/1.500.000, mais sans justifier ce dernier arrondi de façon convaincante (ne fût-ce déjà que s'il y a eu 1.305.000 personnes à passer par Auschwitz, il n'a pas pu y avoir 1.500.000 morts). En fait, il faut le comprendre : en 1986, du temps où les amis du camarade Gayssot et de très nombreux autres historiens dirigeaient la Pologne, Piper publiait encore le chiffre de "plus de 4.000.000". Moins de trois ans plus tard, le communisme ayant été balayé, il peut enfin refaire ses calculs plus sérieusement et il en trouve quatre fois moins. On devine sa gêne [200] et on peut comprendre qu'il essaie de tirer ses chiffres vers le haut.¹

Pressac, en 1993, dit que "le travail très consciencieux" de Piper nécessite néanmoins quelques corrections :

a) Pour les décès d'immatriculés (notion assez floue chez Pressac), nous venons d'en parler : le chercheur français réduit le chiffre de Piper de 202.000 à 161.000.

b) Pressac réduit également à la baisse le nombre de Juifs déportés à Auschwitz et par conséquent celui des Juifs gazés à l'arrivée :

¹ Selon une autre version, le chiffre de 1.500.000 résulte d'une décision de la présidence de la république polonaise à laquelle Piper aurait bien dû se soumettre mais de façon peu convaincante.

– En ce qui concerne les Juifs polonais et russes, Czech dit qu'il y eut 119 convois à entrer à Auschwitz. Wellers pensait qu'il y avait 5000 Juifs par convoi; ce chiffre parut tout à fait exagéré à Hilberg qui le réduisit à 2000, chiffre que Pressac réduit à son tour à 1000-1500. De ce fait, le nombre de Juifs polonais et russes déportés à Auschwitz (623.000 pour Wellers en 1983) tombe à 150.000 environ (dont les 2/3 gazés). On notera qu'il faudrait encore réduire ces chiffres, car on peut penser que les convois venant des ghettos de Pologne étaient composés d'un certain nombre de Juifs de l'Ouest qui y avaient été déportés depuis 1939 et qui, même, dans un certain nombre de cas, avaient déjà pu passer une première fois par Auschwitz, n'y avaient pas été retenus pour le travail et avaient donc été réimplantés provisoirement dans les ghettos du Gouvernement Général; certes, un certain nombre s'étaient retrouvés en URSS, mais, probablement pas tous et, à l'occasion de la liquidation de leur ghetto, ils ont fort bien pu revenir dans ce centre de tri qu'était Auschwitz. On verra plus loin un cas un peu semblable : celui de certains "Kozeliens" qui figurent deux fois dans le chiffre des déportés internés à Auschwitz : une première fois comme Français ou Belges et une deuxième fois comme Polonais.

– Pressac, enfin, constatant que les moyens de mise à mort d'Auschwitz étaient très insuffisants pour gazer 410.000 Juifs hongrois en deux bons mois (sans parler des autres) comme l'affirmaient les historiens, est bien obligé – dans le but de sauvegarder le dogme – d'admettre qu'un certain nombre des 438.000 Juifs hongrois déportés ne passèrent pas par Auschwitz et que certains autres ne firent qu'y transiter et furent aussitôt transbordés, de sorte qu'ils ne peuvent figurer dans la statistique [201] d'Auschwitz. En 1993, Pressac en fixait le nombre à 118.000 (soit un tiers de 438.000 – la partie jugée apte – moins 28.000 qui restèrent à Auschwitz et y furent immatriculés); en 1994, ainsi que nous l'avons vu, il considère que 198/278.000 ne passèrent pas par Auschwitz.

Le **bilan de la déportation à Auschwitz pour Pressac** est donc (à l'arrondi près et en milliers) :

		Juifs	Non-Juifs	Total
Déportés	Enregistrés	200	200	400
	Non-enregistrés	470/550	(35)	(505/585)
	Total	670/750	(235)	(905/985)
Morts	Enregistrés	(63)	(63)	126
	Non-enregistrés	470/550	35	505/585
	Total	(533/613)	(98)	631/711

Pressac arrondit ce dernier chiffre à 630/710.000 (les chiffres entre parenthèses sont de moi et non de Pressac).

Pressac, comme on l'a vu et contrairement à ce que fait Piper, exclut des 400.000 immatriculés et des *Sterbebücher*, les prisonniers de guerre soviétiques, les Tziganes et quelques autres : il doit avoir en partie tort.

En retenant le chiffre de Mattogno pour la Hongrie et plus généralement la thèse révisionniste, on pourrait arriver au **bilan approximatif suivant** (en milliers) de la déportation à Auschwitz :

		Juifs	Non-Juifs	Total
Déportés	Enregistrés	205	195	400
	Non enregistrés	485(*)	15	500
	Total	690	210	900
Morts	Enregistrés	40	70	110
	Non enregistrés	-	10	10
	Total	40	80	120

(*) Sont donc exclus des "déportés à Auschwitz" un certain nombre de Juifs hongrois pour la raison qu'ils n'y firent qu'y transiter; par contre, y figurent un certain nombre de Juifs d'autre origine (dont 16.000 Belges) bien qu'eux aussi ne firent qu'y transiter sans même, le plus souvent, entrer dans le camp. Cette statistique manque donc de cohérence, mais, pour le moment, on ne peut faire mieux.

[202] Répétons encore une fois qu'en sus de ces quelque 120.000 détenus morts à Auschwitz même, un grand nombre des 400.000 immatriculés sont morts ailleurs. Ceci s'explique par le fait qu'au moment de la libération d'Auschwitz en Janvier '45, l'armée allemande n'était qu'en retraite : sa logistique et notamment ses services de santé étaient encore suffisamment organisés pour permettre la survie de ces foules de prisonniers; par contre, en avril et mai '45, toute cette organisation avait été détruite à l'exception, malheureusement, de la garde des camps et ce fut la catastrophe. Quant au demi-million de non-immatriculés (presque tous Juifs), comme on l'a vu, il est impossible, du moins à notre niveau, de savoir combien ont survécu: il est à craindre que ceux d'entre eux qui ont été réimplantés en URSS aient disparu sans exception (soit qu'ils soient morts sur le lieu de leur réimplantation soit qu'ils aient été déportés en Sibérie) et que ceux qui ont été transférés dans les camps de l'Ouest (surtout des Hongrois) aient connu les lourdes pertes qu'ont connues les détenus juifs qui les ont suivis peu après et les détenus non juifs qu'ils rejoignaient.

Nous terminerons cette annexe par quelques considérations sur le calcul de **l'évolution de la mortalité** à Auschwitz.

Officiellement, avons-nous vu, les morts repris dans les *Sterbebücher* font partie d'un ensemble de 385.000 immatriculés, soit, selon Piper :

Juifs :	205.000
Polonais :	137.000
Tsiganes :	21.000
Autres :	25.000
Total :	388.000 arrondis à 385.000

Les prisonniers de guerre russes (12.000 immatriculés auxquels il faudrait, dit Piper, ajouter 3.000 non-immatriculés, peut-être des commissaires politiques ?), avaient leur

propre registre mortuaire (le "*Totenbuch*"), du moins, selon Czech, jusqu'à fin février '42 (8.320 noms). On nous dit qu'ils moururent pratiquement tous mais on ne nous dit pas dans quel registre étaient notés leurs décès après cette date. Toutefois, il y a un doute; en effet, la mention "*überstellt*" qui figure parfois en regard du nom des prisonniers de guerre et qui signifie "*transféré*" a été assimilée par les historiens à "décédé" voire "mis à mort", ce qui est dogmatique et peut-être erroné.

En plus de ceux que nous avons comptés dans les 385.000, il y eut, [203] dit Piper, 10.000 Polonais (probablement des résistants condamnés à mort) et 2000 Tziganes à entrer au camp sans être immatriculés : leur décès éventuel a donc dû être enregistré également dans les *Sterbebücher* (c'est le cas pour les résistants, selon Grotum et Parcer).

Il y eut enfin les Juifs non immatriculés :

– tout d'abord, ceux qui sont morts dans les trains qui les emmenaient à Auschwitz : les historiens disent qu'ils furent parfois très nombreux (mais n'est-ce pas là une exagération de plus ?); quand on connaît la méticulosité des militaires allemands, on ne doute pas que ces décès aient été enregistrés (et où ailleurs que dans les *Sterbebücher* ?).

– enfin, il y eut, en 1944, les Juifs (surtout des Hongroises) qui furent internées au "*Durchgangslager* " en attendant qu'il soit statué sur leur sort : les historiens disent qu'ils furent au nombre de 50.000 dès juin 1944, cet effectif étant renouvelé à mesure où ils étaient transférés dans d'autres camps et le solde au 1/10/'44 (17.210 femmes) étant incorporé dans l'effectif du camp sans immatriculation individuelle. Ces hommes et ces femmes moururent, bien entendu, dans la même proportion que les détenus immatriculés et leur mort a dû être enregistrée dans les *Sterbebücher* de 1944.

De la sorte, les registres – connus et inconnus – des morts d'Auschwitz reprendraient les décès survenus dans une population très supérieure à 400.000 détenus.

Cette mise au point faite, disons qu'il est difficile de reconstituer les éléments du calcul du taux mensuel de mortalité :

Pour les décès, on ne dispose pas de registres pour la période antérieure à août '41 et pour 1944 : pour ces périodes, on a des données très fragmentaires extraites du *Kalendarium* et qui sont peu exploitables, ne fût-ce qu'en raison du dogmatisme dont Czech est coutumière. On a vu que, pour 1944, Pressac retenait 100 morts par jour mais que nous retenons plutôt 350/500 décès/semaine à un moment où la population d'Auschwitz devait être de 100.000 détenus, voire plus, et ceci, faute de mieux, pour toute l'année 1944. En fait, la population immatriculée fut de 85.000 au 1/1/'44, tomba à 67.000 en avril pour remonter à 105.000 en septembre (sans tenir compte des 50.000 non-immatriculés du *Durchgangslager*, car avec eux, il y eut plus de 150.000 détenus à cette époque) et probablement encore plus en octobre, juste avant l'évacuation massive du camp. A fin '44/début '45, enfin, il y avait 67.000 détenus enregistrés au camp, lequel fut évacué à la mi-janvier [204] (à l'exception de 8000 détenus qui, le plus souvent pour des raisons de santé, choisirent d'attendre les Russes).

Il y a également beaucoup de difficultés à reconstituer mois par mois les effectifs du camp (ce qui manque le plus – et c'est curieux – ce sont surtout les chiffres des transferts dans d'autres camps).

Ceci signifie que les taux que nous avons calculés sont approximatifs, puisque nous avons dû retenir les seuls *Sterbebücher* pour fixer le chiffre des décès et puisque ce chiffre des décès reprend des détenus qui ne font pas partie des populations enregistrées. Toutefois, on peut essayer de faire ce calcul de façon crédible pour la période '42 à '44, laquelle englobe la période au cours de laquelle les Juifs furent internés à Auschwitz. On constate qu'en 1942, ce taux de mortalité mensuel¹ a été de 7,35% en janvier; ce chiffre, déjà effrayant, allait monter à 31,23% en septembre '42 au moment où la première grande épidémie de typhus avait atteint son paroxysme. On comprend les raisons de l'horreur qui frappait le professeur Kremer, qui venait tout juste d'arriver à Auschwitz et qui, selon Grotum et Parcer, signa à lui tout seul et en deux mois et demi 10.250 actes de décès : près d'un tiers des détenus présents au 1er septembre '42 sont morts dans le mois et il n'est pas besoin de chambres à gaz pour expliquer l'horreur qu'il a ressentie et qu'il a notée dans son journal (voir tome 1). Le chiffre baissa ensuite très rapidement avec, tout de même, une nouvelle poussée en mars '43 (nouvelle épidémie très vite jugulée); à la mi-'43, le taux était retombé à 3 ou 4% et à la fin de l'année '43, il était de l'ordre de 2%.² Pour 1944, nous avons donc retenu 67 morts par jour pour 100.000 détenus, soit 1,85% par mois.

¹ C'est-à-dire le rapport des morts du mois à l'effectif au début du mois.

² Pendant la même période, selon une note de Pohl à Himmler citée par Butz, la mortalité (calculée de la même façon) dans l'ensemble des camps civils allemands a évolué comme suit :

– pour 1942 : de 8,5% (juillet) à 10 (décembre) avec une pointe de 10,62 en août ;

– pour 1943 : de 8% (janvier) à 2,09 (août) avec une pointe de 8,14 en février.

L'évolution est la même, mais la mortalité a été, au cours de cette période, beaucoup plus importante à Auschwitz et surtout, semble-t-il, à Maidanek : c'est l'effet des épidémies diverses qui ont frappé les camps de Pologne à cette époque (à la fin de la guerre, alors que les camps de l'Est sont libérés, elles frapperont les camps de l'Ouest). Il est à noter que la seule ventilation par camp que donne Pohl porte sur août '43 et qu'elle donne pour Auschwitz un taux un peu plus élevé que celui que nous trouvons (2380 décès soit 3,22% contre 1.534 décès soit 2,07%) ; le fait qu'il manque 2 jours dans le *Sterbebuch* d'août '43 ne peut expliquer l'écart. Pour Mattogno, cet écart pourrait s'expliquer par le fait que les *Sterbebücher* ne reprennent pas tous les décès du camp des femmes.

[205] MORTALITE A AUSCHWITZ

Mois d'arrivée à Auschwitz.	Taux de mortalité mensuel.	Rescapés en % à la fin du mois de l'effectif du convoi au début du mois.	Rescapés en % des convois à fin décembre 1944. (*)
1-1942	7,35	92,65	4,12
2	8,12	91,88	4,44
3	18,03	81,97	4,84
4	15,79	84,21	5,90
5	17,04	82,96	7,01
6	19,17	80,87	8,44
7	20,86	79,14	10,44
8	23,59	76,41	13,19
9	31,23	68,77	17,27
10	16,87	83,13	25,11
11	14,19	85,81	30,21
12	10,70	89,30	35,20
1-1943	9,54	90,46	39,42
2	8,20	91,80	43,58
3	16,39	83,61	47,47
4	4,88	95,12	56,77
5	3,80	96,20	59,68
6	4,27	95,73	62,05
7	2,57	97,43	64,82
8	2,07	97,93	66,53
9	2,58	97,42	67,93
10	2,05	97,95	69,73
11	1,69	98,31	71,19
12	5,78	94,22	72,41
1-1944	2,17	97,83	76,85
2	2,17	97,83	78,55
3	2,17	97,83	80,30
4	2,17	97,83	82,08
5	2,17	97,83	83,90
6	2,17	97,83	85,76
7	2,17	97,83	87,67
8	2,17	97,83	89,61
9	2,17	97,83	91,60
10	2,17	97,83	93,63
11	2,17	97,83	95,71
12	2,17	97,83	97,83

(*) Ce dernier chiffre, nous en sommes bien conscients, est très théorique, car on peut considérer que les détenus qui avaient résisté aux épidémies lors de leur arrivée, étaient les plus résistants de leur groupe et donc, que leurs chances de survie étaient bien supérieures à celles qu'indique notre tableau.

[206] Ce tableau se lit comme suit: par exemple, d'un convoi arrivé à Auschwitz au 1er février '43 (1), 8,2% des immatriculés sont morts dans le mois (2): il en restait donc 91,8% (3); de ces 91,8%, 16,39% sont morts en mars '43 (2) et ainsi de suite...; de la sorte, à fin '44, à la sortie d'Auschwitz, il n'aurait dû y avoir que 43,45% des déportés de ce convoi encore en vie (4).

Annexe 9

NOTES SUR LA DEPORTATION DES JUIFS DE Belgique

Les historiens nous disent qu'il y avait à la déclaration de guerre environ 90.000 Juifs en Belgique, dont moins de 5000 de nationalité belge. Selon Hilberg, un tiers s'enfuirent à l'arrivée des Allemands (la moitié selon une source officielle belge de 1947). Et les 10.000 Juifs déportés par les Belges en France avec d'autres ressortissants du *Reich* ?

D'après M. Steinberg, seuls 1000 d'entre eux seraient restés emprisonnés en France. En fin '40, les Allemands en expulsèrent 8000 (surtout des Juifs allemands) en France. De la sorte, il n'en serait resté que 52.000 (42.000 selon la source officielle de 1947) lorsque, en 1942, les Allemands décidèrent de les déporter vers l'Est. De cet ensemble, 24.906 (et 351 Tziganes) furent déportés de Belgique vers l'Est pour motif racial. Parmi ces Juifs, 9285 adultes furent mis au travail (1380 hommes à Kozel, 5017 hommes et 2888 femmes à Auschwitz), les autres (dont 4918 enfants) ayant été gazés dès leur arrivée. 67% furent déportés en 1942, 24% en 1943 et 9% en 1944. Il en revint seulement 1193, soit moins de 13% de ceux qui avaient été mis au travail ou encore moins de 5% du total des déportés : c'est donc que tous les autres sont morts du fait de cette déportation.¹ Nous avons [208] donné à la page 71 le pourcentage (par convoi) de Juifs déportés de Belgique qui ont été officiellement rapatriés. Les conclusions qu'en tirent les historiens sont :

1. le **faible pourcentage général** s'explique par le gazage de la majorité des arrivants à Auschwitz;

2. l'**écart entre les premiers et les derniers convois** reflète pour une grande part le temps qu'il fallait pour mener à terme l'extermination par le travail de ceux qui, étant jugés aptes au travail, n'étaient pas gazés à l'arrivée.

Il est évident qu'une déportation de civils en temps de guerre ne peut que tourner au drame; dès lors, on peut admettre a priori qu'une grande partie de ces malheureux déportés sont morts, mais, comme dans cette affaire, les historiens mentent ou se trompent sans arrêt, il convient de vérifier l'ordre de grandeur qu'ils nous donnent de

¹ Sur les 5034 Juifs de Belgique déportés par la France, 317 soit 6,3% sont officiellement revenus : ils font partie de la statistique française.

On notera aussi qu'en plus de ces 24.906 Juifs déportés de Belgique à Auschwitz, 218 Juifs "protégés" ont été déportés en '43/'44 à Buchenwald, Ravensbrück, Bergen-Belsen et Vittel. Précédemment, en 1941, selon Reitlinger, 83 familles juives polonaises avaient été "rapatriées" d'Anvers en Pologne et en février/mars '42, un "nombre beaucoup plus grand" avaient été envoyés dans les usines textiles du ghetto de Lodz (Pologne annexée par le *Reich*).

ce drame. Nous allons donc essayer de répondre à quelques questions qu'on peut légitimement se poser.

Pour ce qui est du faible pourcentage des rescapés :

1. Cette statistique ne contient-elle pas quelque vice de forme ?
2. Et si les Juifs déportés avaient émigré à leur retour en Belgique ?
3. Et s'ils n'étaient pas revenus pour la raison que les Soviétiques les auraient retenus voire déportés en Sibérie ?

Pour ce qui est de l'écart entre les premiers et les derniers convois :

4. N'est-ce pas là le reflet des possibilités de réimplantation en URSS compte tenu de l'évolution de la situation militaire ?
5. La grande épidémie de typhus de 1942 n'expliquerait-elle pas cet écart ?

1. La statistique officielle belge est-elle au-dessus de tout soupçon ?

a) Il y a déjà à dire sur la définition du mot "décédé" : les déportés qui ne se sont pas manifestés ont été déclarés "décédés", souvent après jugement. Certes, on ne pouvait guère adopter d'autre définition mais il faut bien convenir que des rescapés ont dû passer entre les mailles de cette définition. Dans une recherche dont nous allons parler tout de suite sur les Juifs déportés à Vittel, on relève ainsi que, dans trois cas, l'un de deux conjoints déportés et revenus ensemble (les époux K.-P., les époux W.-H. et les époux N.-R.) a été déclaré mort. Bref, si on sait à [209] coup sûr qui est revenu et qui est mort (dans un certain nombre de cas), on ne sait pas la plupart du temps ce que sont devenus les déportés et les historiens ont tort de faire croire qu'ils sont morts, dès lors qu'ils ne sont pas manifestés.

b) En dehors des Juifs déportés à Auschwitz, il y eut quelques petits convois à destination de camps allemands et deux petits convois de juifs dits protégés déportés à Vittel (France) en 1944.¹ La statistique officielle belge, relayée par Serge Klarsfeld et Maxime Steinberg dans le *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, indique que sur les 72 juifs de ces deux convois, 15 ne sont pas revenus et sont donc présumés morts en déportation: ils font partie des fameux 6.000.000. Or, en 1990, un chercheur bruxellois en a retrouvé 3. Poursuivant cette recherche, un autre chercheur belge en a encore retrouvé 8 autres, étant bien entendu que les 4 qu'il n'a pas retrouvés ne sont à coup sûr pas morts du fait de leur déportation ainsi que l'attestent divers chercheurs. Qu'étaient donc devenus ces disparus ?

Victor B. était parti en Israël puis était revenu en Belgique.

Rachel H., Antonia R., Irma S., Léopold W. étaient revenus en Belgique et, apparemment, y étaient restés.

¹ Il s'agissait de Juifs de diverses nationalités ayant obtenu un passeport d'un des pays belligérants ou d'un pays neutre ; ils étaient regroupés en compagnie de ressortissants britanniques et nord-américains dans les palaces de Vittel. Les seuls décès constatés à Vittel furent dus à des suicides : certains Etats sud-américains ne reconnurent pas les passeports dont se prévalaient certains Juifs polonais et les Allemands les déportèrent à Auschwitz ; quatre de ces malheureux préférèrent se donner la mort. (Adam Rutkowski, *Le Monde Juif* n° 7/1984.) Parmi eux, aucun Juif de Belgique.

Lucien G. était revenu en Belgique, puis était parti en France pour revenir définitivement en Belgique,
 Luciana G. était retournée en France, où elle était domiciliée.
 Georges P. était retourné s'installer en Angleterre, où il était né.
 Rywa R. était retournée en Allemagne puis était revenue en Belgique.
 Hanna R. était revenue en Belgique puis avait émigré en Hollande.
 Annie K. était partie en Israël.
 Quant à Chawa W., Ephraïm P., Suzanne P. et Rosie Z., on n'a pas pu les retrouver bien qu'il soit certain qu'ils ne sont pas morts en déportation (probablement sont-ils partis à l'étranger).

Bien entendu, on se gardera d'extrapoler cette réapparition de gens [210] déclarés morts : Auschwitz n'était pas Vittel, hélas. Peut-être objectera-t-on que la statistique officielle a tout de même enregistré pour les Juifs déportés à Vittel une proportion de retours beaucoup plus grande que pour les Juifs déportés à Auschwitz : mais là aussi, on doit se garder de toute extrapolation, car les Juifs de Vittel sont probablement revenus en groupe et à coup sûr d'un camp très proche de Bruxelles. Les Juifs déportés à et via Auschwitz, eux, ont été éparpillés du Rhin au Golfe de Finlande et à la Mer d'Azov si pas au Cercle polaire et aux steppes d'Asie centrale et il est évident que les rescapés n'avaient pas à réapparaître inévitablement à Bruxelles comme les Juifs de Vittel.

L'administration belge a sans doute effectué un "travail administratif remarquable et apparemment unique en Europe" ainsi que l'affirme M. Steinberg; toutefois, l'exemple que nous venons d'exposer (et qu'on se gardera bien d'extrapoler, répétons-le) démontre que son travail n'est pas à l'abri de la critique et d'une éventuelle révision ; le contraire serait d'ailleurs étonnant.

c) D'autres vérifications sont faciles à faire, par exemple sur les 10 membres de la délégation qui représenta la Belgique au procès Höss en 1947 à Cracovie. Cette délégation était composée d'anciens déportés qui, on peut le supposer, avaient été pour la plupart non seulement déportés à Auschwitz mais, de plus, déportés au départ de Malines pour motif racial (les autres déportés l'ont été à titre individuel – par exemple, pour faits de résistance – et ne figurent pas dans le Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique, même s'ils sont allés à Auschwitz : ils sont toutefois peu nombreux). Ce sont, d'après la presse de l'époque :

1. Raymond Rivière, dont nous avons déjà parlé dans le tome 1; il présidait la délégation au procès. Bien qu'il soit allé à Auschwitz, il ne figure pas dans le Mémorial, car, n'étant ni Juif ni Tsigane, il fut déporté à titre individuel pour faits de résistance.
2. W. : tous les W. du Mémorial sont présumés morts.
3. A.B. : un seul A.B. figure dans le *Mémorial* : il est présumé mort.
4. D. : pas de D. dans le Mémorial.
5. K. : pas de K. dans le Mémorial.
6. T. : pas de T. dans le Mémorial (sauf des femmes).
7. W. : tous les W. du Mémorial sont présumés morts.
8. R. : tous les R. du Mémorial sont présumés morts.
- [211] 9. M. : tous les M. du Mémorial sont présumés morts sauf un seul, Alfred M. Est-ce celui-là ?

10. Mme H. : pas de H. dans le *Mémorial*.

Certes, il faut être prudent : outre la réserve déjà faite, il faut tenir compte des changements de noms et de prénoms ainsi que des erreurs dans l'orthographe de ces noms; mais, tout de même, on admettra que cette délégation est bien curieuse.¹

d) Jusqu'il y a peu, un certain nombre de déportés, sélectionnés en gare de Kozel un peu avant Auschwitz, figuraient dans la statistique des "présumés gazés à l'arrivée [à Auschwitz]" (tout en pouvant, il est vrai, figurer parmi les "revenus"). Ils auraient pu être 1380 Belges dans ce cas. S'apercevant de leur bétise, les historiens la réparaient dans une statistique publiée en 1994. Dans ces "Kozeliens", naguère "présumés gazés à l'arrivée à Auschwitz" pourraient figurer (s'ils avaient été déportés par Malines) deux Anversois dont nous reparlerons (Tobiasz S. et Abraham K.).

Bien que cela n'ait rien à voir avec la statistique belge, on notera en outre que le cas du premier est particulièrement intéressant car il est un bel exemple de ces doublons dont nous parlions dans l'examen du rapport Korherr et qui caractérisent la statistique de la déportation des Juifs; en effet, ce déporté belge (en fait, il était apatride d'origine polonaise) figure deux fois dans la statistique des déportés d'Auschwitz: une première fois comme Juif de France (déporté de Drancy en 1942) et une deuxième fois comme Juif de Pologne (il fut transféré à Auschwitz du camp de travail de Szopienice le 2/11/1943).

[212] Il n'est, bien entendu, pas seul à être dans ce cas : par exemple, le jour suivant et venant lui aussi de Szopienice, un autre témoin belge bien connu, Nathan R., arrivait à Auschwitz; lui aussi est compté deux fois ainsi que, peut-être bien, les 3000 détenus entrés à Auschwitz ces deux jours-là.

¹ Pour des raisons bien compréhensibles, des désinences yiddish comme Szejn sont souvent devenues Stein, et les prénommés Moszek ont souvent choisi de se faire appeler Moïse, Maurice ou Mauritius. On trouve même dans le *Mémorial*, deux graphies du nom de la mère (morte en déportation) d'un historien célèbre et trois graphies de celui de son père (déporté mais revenu). L'examen des publications légales dans les Annexes du *Moniteur* confirme la difficulté de toute enquête privée : par exemple, on y trouve une quatrième graphie du nom du père de cet historien ; ou encore, on relève que des responsables d'associations changent de nom ou de prénom d'une année à l'autre; on en rencontre même un dont le nom est orthographié de deux façons différentes dans le même acte officiel. Pour compliquer les choses, les prescriptions en matière de publication légale ne sont même pas toujours respectées.

e) On peut opposer à la statistique belge la statistique globale d'Auschwitz (Juifs uniquement). La comparaison entre ces deux statistiques donne à penser que l'assimilation qu'on fait entre "rapatriés en Belgique" et "rescapés" pourrait être abusive.

<i>en milliers et arrondis</i>	total Juifs (Pressac 1994)			dont Juifs "belges"		
		% 1	% 2		%1	% 2
Déportés	670/750	100		24,9	100	
1. Gazés à l'arrivée	470/550	70/73		17,5	70	
Immatriculés	200	30/27	100	8,1	33	100
dont – Morts	(63)	10/9	31,5	6,9	28	85
dont – Rescapés	(137) *	20/18	68,5	1,2**	5	15
2. Morts	(533/613)	80/82		23,7	95	
Rescapés	(137) *	20/18		1,2**	5	

* Au sortir d'Auschwitz : y compris ceux qui ont perdu la vie par après.
 ** A la libération des camps : ce chiffre tient compte de la mortalité après Auschwitz; la comparaison entre ces deux séries pourrait sembler boiteuse mais elle reste licite, car pareil écart ne peut s'expliquer de cette façon. Si c'était le cas, les historiens devraient nous le dire et nous le dire clairement : ceux qui sont morts ne sont pas morts à deux endroits différents et s'ils sont morts en plus grand nombre ailleurs qu'à Auschwitz, on en tirerait la conclusion qu'Auschwitz n'était donc pas le camp d'extermination qu'ils nous décrivent.

Une question se pose après lecture de ce tableau : pourquoi 5% seulement des Juifs de Belgique seraient-ils revenus contre 18/20% pour l'ensemble des Juifs ? Pourquoi 15% seulement des immatriculés de Belgique seraient-ils revenus contre 68,5% pour l'ensemble des immatriculés ? (Ces comparaisons supposent bien entendu que 470/550.000 Juifs aient été gazés à l'arrivée, ce que contestent les révisionnistes). En d'autres termes, si 68,5% des immatriculés sont sortis d'Auschwitz, quelque 5500 Juifs belges auraient dû être dans ce cas et s'il n'en est réellement rentré que quelque 1200, c'est donc qu'il en est mort davantage sur 6 mois dans les camps de concentration "ordinaires" pour [213] non-Juifs de l'Ouest qu'en plusieurs années dans le camp d'extermination des Juifs d'Auschwitz !

Ceci est confirmé par une autre comparaison, celle des effectifs des détenus hommes juste avant l'arrivée des Soviétiques : à ce moment-là, malgré l'évacuation massive des détenus depuis octobre 1944, il y avait encore :

– à Auschwitz I (et ses sous-camps) et à Auschwitz II (Birkenau) le 17/1/'45, c'est-à-dire 10 jours avant la libération du camp et à la veille de la dernière grande évacuation, 15.317 hommes, soit 4215 non-Juifs (dont 32 Belges) et 11.102 Juifs (dont 268 Belges soit 1,7%)

– à Auschwitz III (Monowitz) le 13/1/1945, 9806 hommes, soit 752 non-Juifs (dont aucun Belge) et 9054 Juifs (dont 189 Belges soit 1,9%)

– dans les sous-camps d'Auschwitz III, le 17/1/'45, quelque 23.231 hommes, dont on n'a malheureusement pas la ventilation, mais il serait étonnant qu'il n'y ait pas eu de Juifs belges parmi eux : en admettant qu'il y en ait eu la même proportion qu'ailleurs, il y en aurait eu quelque 423.

– au total, il y avait donc encore à Auschwitz à la mi-janvier 1945, 48.354 hommes dont vraisemblablement 880 Juifs belges. En fait, par "Belges", il faudrait entendre "de Belgique", sinon on aboutirait à une conclusion absurde.

Tout ceci donne le tableau suivant, qui, rappelons-le, ne concerne que les hommes.

<i>en milliers</i>		total Juifs et non-Juifs (Pressac 1994)		dont Juifs "belges"		
		% 1	% 2		% 1	% 2
– Immatriculés	250,8*	100,0		5,2		100,0
– Morts à Auschwitz	-75,2	30,0				100,0
– Survivants à Auschwitz	175,6	70,0	100,0			
soit – Transférés**	127,2	50,7	72,4			
soit – encore à Auschwitz à la mi-janv.'45***	48,4	19,3	27,6	0,9	16,5	

* Nous supposons qu'il y a eu, comme chez les déportés de Belgique, 62,7% d'hommes dans le total des immatriculés hommes + femmes. Nous supposons de plus que les sexes sont représentés de façon égale dans les immatriculations et les décès, ce qui est loin d'être sûr.

** Déduction (soustraction de la ligne 1 de la ligne 3)

*** Nous supposons que les Juifs "de transit" étaient déjà tous transférés : cela ne modifie pas le raisonnement.

Ce calcul, il est vrai, contient beaucoup d'aléas et, de plus, il porte sur des marges : son résultat mériterait d'être assorti d'un intervalle. Pourrait-on quand même, sur cette base fragile, se demander pourquoi il ne serait rentré en Belgique que 718 hommes belges alors qu'il en restait encore 880 à Auschwitz à la mi-janvier 1945 et qu'il avait dû en être évacué bien davantage auparavant, notamment depuis octobre 1944 ?

De deux choses l'une :

– ou bien les juifs déportés et immatriculés à Auschwitz et qui ont perdu la vie, l'ont perdue dans la plupart des cas après leur départ de ce camp. C'est là une révision de l'histoire et les historiens doivent l'accepter et le dire. Comme le suggère l'examen du témoignage de certains rescapés belges, beaucoup des non-réimplantés sont morts non pas à Auschwitz mais dans d'autres camps et un travail élémentaire sur les archives de la Croix-Rouge internationale à Arolsen permettrait de préciser ce point. Mais souhaite-t-on établir une vérité qui pourrait être dérangeante ?

– ou bien la statistique belge officielle est erronée.

On peut étendre cette remarque à l'Europe occidentale, c'est-à-dire à l'ensemble Luxembourg, Pays-Bas, Luxembourg et Luxembourg (juifs uniquement mais hommes et femmes) :

<i>En milliers</i>	Déportés		Immatriculés		Rescapés		
		% 1		% 2		% 1	% 2
Europe occidentale	155	100	e51**	100	4,5*	3	9
Autres***	515/595	100	149	100	132,5	26/22	89
Total	670/750	100	200	100	(137)	20/18	68

* y compris un certain nombre de déportés qui ne sont pas passés par Auschwitz.

** estimations

*** déductions

f) Nous avons aussi relevé dans ce que disent les rescapés (ils sont 13) dont le *Bulletin de la Fondation Auschwitz* a publié le témoignage, le sort qu'ont connu leurs proches et amis ou simplement co-détenus. Nous n'avons pris en compte que ceux qui étaient "de Belgique" et qui étaient clairement identifiés par ces témoins; enfin, nous avons assimilé les "non-revenus" aux morts. Sur 98 "juifs de Belgique" cités (100%) :

- 31 (32%) n'ont pas été déportés (dont un a été fusillé et un autre est mort sous un bombardement anglais) ;
- 37 (68 %) (100%) ont été déportés vers Auschwitz (dont deux par la Hollande) ;
- 24 (24%) (36%) sont morts ou ne sont pas revenus (cinq à Auschwitz, trois après et seize à un endroit non précisé) ;
- 34 (35%) (51%), à coup sûr, sont revenus ;
- 9 (9%) (13%) ont connu un sort non précisé.

D'une part, cette statistique, bien entendu, ne rend pas compte des séquelles physiques et psychiques, parfois graves, chez certains rescapés. D'autre part, on se gardera bien d'extrapoler dans un sens ou un autre, car cette approche est discutable, sans compter que la plupart des témoins en question ont été déportés tardivement (ce dont on pourrait peut-être déjà tirer une conclusion ?) : de la sorte, cette statistiques reflète probablement davantage le sort réservé aux derniers convois (ce sort fut moins

malheureux du fait qu'ils échappèrent à la terrible épidémie de typhus de 1942). Néanmoins, ne pourrait-on en tirer la conclusion que la statistique officielle, même limitée aux derniers convois, pourrait être erronée, encore qu'il n'est pas niable que le bilan de la déportation des juifs de Belgique a dû être des plus tragiques ?

A l'examen de ces points 1a à 1f, il semble donc permis de se demander si le nombre des rescapés ne pourrait pas être supérieur au chiffre officiel. De combien ? Il est probable qu'il en est rentré plusieurs fois plus. Mais l'ordre de grandeur d'un nombre des disparus – car c'est bien de cela qu'il s'agit – en serait-il modifié pour autant ? On peut craindre que non : qu'il en soit mort, par exemple, 75% au lieu de 95% ne modifierait pas le caractère catastrophique de la déportation.

[216] 2. Les rescapés n'auraient-ils pas émigré en masse ?

a) Les Juifs déportés de Belgique n'étaient pas Belges; c'étaient pour la très grande majorité des réfugiés d'Europe centrale et orientale.¹ Ne parlant souvent ni français ni flamand, ils vivaient, regroupés par nations, en marge de la société belge, y compris du judaïsme belge. Pour eux, Bruxelles n'était qu'une étape sur le chemin de l'Amérique, à laquelle ils rêvaient souvent. Plus tard, ceux qui furent déportés en rêvaient encore dans leurs baraquements au point de donner les noms de "Canada" et "Mexico" à certaines parties d'Auschwitz. Tous les internés, dit Wiesel, ne parlaient que de quitter l'Europe, où ils avaient tant souffert. Il est évident qu'il ne fallait pas s'attendre à les voir tous réapparaître à Bruxelles ou Anvers : l'affirmation officielle selon laquelle sur les quelque 1.300 Juifs rescapés, seuls 15 ont été retrouvés à l'étranger est a priori contestable et même tout à fait inacceptable. Dès lors, pris en mains par les organisations sionistes, la plupart des rescapés auraient pu choisir de partir outre-mer, notamment en Palestine, loin de cette Europe inhospitalière.

Certes, il y eut un convoi (le XXIIb) entièrement composé de Juifs de nationalité belge dont très peu sont officiellement revenus, mais c'étaient des Belges de fraîche date dont l'ancrage en Belgique pouvait n'être pas plus solide.²

b) Des débuts de preuve de cette émigration des Juifs est-européens réfugiés en Europe occidentale sont à la portée de tous : il suffit, par exemple, de lire la rubrique nécrologique de son journal : les proches du défunt sont souvent disséminés dans le monde entier.

Même les Juifs non déportés ont souvent émigré : égrenant ses souvenirs dans le Bulletin de la Fondation Auschwitz (oct.-déc. '89), P.L. fait le compte des Juifs que ses parents avaient connu et souvent aidé à Bruxelles avant et pendant la guerre :

– Walther K. était retourné en 1938 en Autriche, d'où il était parti en [217] Australie : il y avait changé de nom, avait fait la guerre en Afrique puis en Allemagne; enfin, il s'était fixé en Angleterre.

¹ 60% des Juifs de Belgique déportés étaient d'origine polonaise, 18% d'origine allemande ; 5% étaient Belges, 3% Français, les autres (9%) étant Hollandais, Roumains, d'origine autrichienne, etc.

² Disons dès maintenant que, par contre, chez les déportés juifs de Hollande, il y aurait eu une majorité de ressortissants néerlandais de souche mais qu'il n'en serait pas pour autant revenu davantage que de Juifs de Belgique ou de France.

- Otto M. aurait réussi à gagner Israël.
- Kurt et Trudl G. finirent par arriver aux USA.
- Maurice X. est finalement rentré en Autriche, où il a exercé une fonction importante dans la police.
- Le docteur Viktor S., après un périple, est arrivé aux USA.
- Les N. sont retournés en Allemagne.
- La petite Greta F. a changé de prénom et de nom et vit en Belgique.
- Alex et Dora B. ont été retrouvés à Paris.
- Certes, P.L. n'a pas eu de nouvelles de H., ni des A., des L., des S., des F. et "d'autres", sans qu'il affirme qu'ils aient été déportés (il a dû le vérifier, je suppose) et en soient morts. Tout simplement, ils n'ont pas donné signe de vie et il n'y aurait là rien d'anormal.

Si tant de Juifs qui résidaient en Belgique peu avant et pendant la guerre, l'ont quittée sans avoir été déportés ni, donc, exterminés, pourquoi les Juifs de Belgique déportés y seraient-ils revenus ? On notera que, malgré cette émigration et les déportations, on comptait environ 40.000 Juifs en Belgique après la guerre : ceci montre l'extraordinaire mobilité des populations juives à cette époque.¹

c) On notera qu'une partie non négligeable de ces 24.906 "Juifs déportés de Belgique" n'étaient même pas domiciliés en Belgique, soit que:

- ils y résidassent illégalement (en 1939, selon certaines sources, il y eut jusqu'à 110.000 Juifs en Belgique dont 60.000 illégaux; les autorités belges en avaient bien expulsé un certain nombre mais il devait en rester).
- ils fussent simplement de passage, en route pour l'exil, au moment de leur arrestation : ce fut le cas de nombreux Hollandais (6000 d'entre eux avaient passé la frontière belge, selon Reitlinger, et 2.221 furent déportés par Malines). C'est aussi, par exemple, le cas de Luciana G. dont nous avons déjà parlé : domiciliée en France, elle fut arrêtée en Belgique, déportée par Malines vers Vittel et à sa libération, elle rentra chez elle, probablement sans même passer par la Belgique.

[218] – ils aient fait partie des 815 (ou 748 ?) Juifs du Nord de la France dont un contingent de 516 Juifs incorporé au convoi IX (durant la guerre, deux départements français étaient rattachés administrativement à Bruxelles).

Il est compréhensible que les autorités belges n'aient pu enregistrer le "retour" (en Belgique) des rescapés de ce groupe. La situation inverse existe aussi, bien entendu: par exemple les deux Anversois dont nous avons déjà parlé, Tobiasz S. (principal témoin du documentaire *Les derniers témoins* diffusé par la RTBF en 1992 et qui a accompagné le premier ministre belge à Auschwitz en 1995) et Abraham K. (qui fut, un temps, co-responsable d'une association de rescapés et d'ayants droit) furent déportés par Drancy (France) mais quand ils revinrent d'Auschwitz, ils regagnèrent Anvers et il n'est pas étonnant que les autorités françaises n'aient pas enregistré leur

¹ Soit, en gros, 27.000 restés en Belgique, 1000 revenus de déportation, 8 à 10.000 revenus d'exil (Cuba, USA, Angleterre, Suisse) et 5000 transitaires (probablement Juifs de l'Est) qui se fixèrent en Belgique.

"retour" (en France): ils faisaient, dès lors, partie des 73.500 Juifs de France exterminés. Bien que nous n'ayons pas examiné la statistique française, il vaut la peine de s'arrêter un instant au convoi n° 25 dont faisaient partie nos deux Anversois : sur les 1.000 déportés de ce convoi, les autorités [219] françaises n'en ont retrouvé que 2 dont un Juif de Belgique rentré en France. Klarsfeld, de son côté, en retrouva 6 de plus "rentrés directement en Belgique en 1945" dont nos deux Anversois, ce qui fait qu'il y a – provisoirement – 8 rescapés (dont 7 "Belges").

Or, ces 7 "Belges" faisaient partie d'un contingent "belge" probablement très minoritaire dans ce convoi et il n'est pas pensable que la proportion des rescapés soit moindre dans les autres contingents nationaux (Français, etc.) composant ce convoi : ceci signifie qu'il en est rentré beaucoup plus qu'un seul de ces autres contingents, au point de changer l'ordre de grandeur du nombre de rescapés de ce convoi. Si Klarsfeld avait pu faire le tour du monde des administrations compétentes, combien de rescapés supplémentaires n'aurait-il pas retrouvés ?¹

Il n'y a aucune raison de penser que ce qui vaut pour la France ne vaut pas pour la Belgique : il devrait donc être rentré davantage de déportés que ne le dit la statistique officielle, dans les convois partis de Malines.

d) Un autre exemple : il y eut, bien entendu, des évasions des convois partis de Malines : un peu plus de 500 sur le territoire belge, dont 343 réussies. Ces 343 évadés ne figurent pas dans la statistique belge de la déportation, c'est vrai,² mais là n'est pas le problème : ce qu'on en retiendra, c'est qu'après la guerre, les Autorités belges n'en ont retrouvé que 154, c'est-à-dire même pas la moitié (45% exactement) et sans qu'on puisse dire non plus que les 189 autres avaient été exterminés, puisqu'on n'avait pas retrouvé leur trace. Pourquoi, dès lors, aurait-on dû nécessairement retrouver la trace de plus de 45% des déportés ?

A l'examen de ces points 2a à 2d, on retire l'impression que certains rescapés sont à rechercher à l'étranger.

[220] 3. Les Soviétiques n'auraient-ils pas interdit la sortie d'URSS à ceux qui avaient été réimplantés ? Et même, ne les auraient-ils pas déportés en Sibérie ?

Nous avons dit plus haut tout ce qu'il fallait en penser : ce n'est pas impossible mais on ne possède qu'un seul indice (celui des 8000 "Parisiens" d'Ukraine) et c'est peu. Cela ne changerait toutefois rien au drame, encore qu'on puisse se demander si le sort de ces malheureux ne doit pas être considéré comme plus abominable encore que celui décrit par l'histoire officielle. Sans compter qu'entre Auschwitz et les kolkhozes

¹ Les Allemands n'ont répertorié que 14 "Belges" dans ce 25e convoi mais comme on ignore le critère retenu pour cette classification, on ne peut pas en conclure qu'au moins 50% (7 Belges sur ces 14) sont revenus. Il reste que rien ne permet d'affirmer que le convoi était composé d'une forte proportion de "Belges", encore qu'il est sûr qu'il y en ait eu plus de 14. On a une situation identique dans le 26e convoi : les autorités françaises n'avaient retrouvé que 9 déportés jusqu'à ce que Klarsfeld en retrouve 8 de plus en s'adressant aux autorités belges.

² Je ne voudrais pas paraître mesquin mais je me crois obligé de signaler que Korherr les reprend dans les évacués. Cette remarque permet au moins de savoir à quel endroit il a "saisi" certains chiffres.

soviétiques où les inaptes survivants furent réimplantés, beaucoup avaient dû mourir dans des conditions pitoyables.

4. L'écart entre les premiers et les derniers convois ne reflète-t-il pas l'évolution de la situation militaire dans l'Est européen, les possibilités de réimplantation en URSS, lesquelles étaient complètes en '42, tendant vers zéro au fur et à mesure où les Allemands reculaient ?

L'augmentation brusque pour 1944 du pourcentage de Juifs revenus en Belgique (il y a visiblement discontinuité dans le temps) et cela au moment où, nous dit-on, l'extermination avait atteint son paroxysme (jusqu'à 24.000 gazages par jour au printemps et à l'été '44) pourrait peut-être s'expliquer de cette façon.

Mais, disent les historiens, la preuve qu'il y avait des gazages est le fait que tous les Juifs revenus en Belgique avaient été immatriculés à l'arrivée à Auschwitz. Cela pourrait être troublant, mais on peut s'étonner de l'affirmation des historiens; en effet, l'examen attentif de la statistique officielle nous prouve qu'on ne gazait pas forcément tous les non-immatriculés : ainsi dans le XXIII^e convoi du 15/1/'44, y avait-il 309 hommes adultes, dont 139 furent "immatriculés", tous les autres étant "présumés gazés à l'arrivée"¹. Or, la même statistique indique que 142 hommes adultes furent "identifiés à Auschwitz ou autres camps" par la Croix-Rouge : on en a donc retrouvé plus que les SS n'en auraient épargné ! Voilà donc bien une preuve de plus, celle-ci sur [221] la base d'un document officiel, qu'on ne gazait pas ceux qui n'avaient pas été retenus pour le travail.²

On peut aussi citer le cas des enfants: reprenons par exemple le XXVI^e convoi du 31/7/'44, dont nous avons déjà parlé dans le tome 1 en examinant les témoignages de Bela S. et Marie P.: il comprenait 47 enfants, qui tous sont "présumés gazés à l'arrivée".³

Or non seulement la Croix-Rouge en a identifié 12 à Auschwitz ou dans d'autres camps, mais il en est revenu officiellement 10 ! C'est donc bien la preuve qu'on ne les gazait pas.⁴

¹) Entrée du *Kalendarium* le 17/1/'44 : Arrivée du 23^e convoi de Belgique composé de 657 déportés dont 309 hommes adultes [...] Après la sélection, 140 [il s'agit probablement d'une coquille et il faut lire 139 comme indiqué dans la statistique belge] sont immatriculés [...] Tous les autres sont gazés.

²) Il pourrait même y avoir mieux : il n'y eut, affirme – probablement à tort – le Mémorial, aucun immatriculé dans le convoi belge n°6 et tous ceux qui arrivèrent à Auschwitz furent gazés anonymement à l'arrivée. Or, on retrouve 19 de ces supposés gazés à l'arrivée dans les registres mortuaires d'Auschwitz !

On notera que cette rubrique fort dérangeante des "identifiés à Auschwitz et autres camps" a disparu de la statistique belge en 1994 !

³ Entrée du *Kalendarium* le 2/8/'44 : Arrivée du 26^e convoi de Belgique composé de [...] 24 garçons et de [...] 23 filles. [...] Tous les non-immatriculés, dont les 47 enfants, sont gazés.

⁴ Il est à noter que les 10 revenus ne font peut-être même pas partie des 12 identifiés par la Croix-Rouge : c'est donc 12 à 22 enfants sur 47 qui, à coup sûr, n'ont pas été gazés. Pourquoi aurait-on gazé les autres ? Comme nous l'avons vu dans le tome 1, parmi ces enfants gazés (et rescapés à la fois), les témoins Marie P. et Bela S., le frère cadet de Bela (qui lui, malheureusement, est sans doute mort en captivité), et peut-être aussi la copine Suzy de Bela.

Il est à noter que la Croix-Rouge, qui a compulsé toutes sortes de documents émanant des camps (fiches d'habillement, fiches de maladie, actes de décès) précise qu'elle est loin d'avoir pu reconstituer tous ces fichiers et que le nombre d'identifications auxquelles elle a pu arriver est un minimum. Ainsi, pour plusieurs convois, n'a-t-elle même pas pu identifier tous les enfants revenus en Belgique : par exemple, elle n'a identifié qu'un seul enfant du convoi IX de septembre '42 alors qu'il en est officiellement rentré 4.

Bien entendu, cela ne prouve pas que ces enfants n'ont pas été immatriculés, mais, dans ce cas, il faudrait admettre qu'on ne gazait pas systématiquement les enfants à l'arrivée. Bref, quelle que soit l'hypothèse retenue, l'histoire officielle est prise en défaut.

[222]

Dogme et Obscurantisme
Le respect du dogme conduit inéluctablement à l'absurde. Prenons, par exemple, le cas de la plus jeune des rescapés belges d'Auschwitz.¹ Elle avait 9 ans lorsqu'elle arriva à Auschwitz avec sa mère le 21/5/'44 avec le 25e convoi. Toutes deux en sont revenues, ce qui est contraire à la thèse officielle selon laquelle les Allemands gazaient les enfants et leur mère. Et de un... Ont-elles, au moins, été immatriculées ? Oui, mais... il faut savoir que les 99 femmes de leur convoi qui furent immatriculées (c'est-à-dire épargnées, les autres étant gazées), reçurent les numéros A 5143 à A 5241. Or, les deux femmes ne font pas partie de ces 99 femmes épargnées; elles sont donc censées avoir été gazées et elles sont comptées comme telles dans la statistique belge, tout en étant, par ailleurs, comptées comme rescapées, car elles sont indubitablement revenues ! En fait, elles ne furent pas sélectionnées à l'arrivée du convoi et pas davantage gazées, mais envoyées au "<i>Familienlager</i>" (Camp des Familles) : en d'autres termes, à ce moment-là, les inaptes auraient bien pu être "réimplantés" à... Auschwitz même.² Finalement, pour une raison qui m'est inconnue, la mère fut immatriculée en même temps que des Hongroises arrivées le même jour qu'elle et qui avaient été, elles aussi, envoyées au <i>Familienlager</i>, la fille étant immatriculée avec les "Tchèques" d'un convoi de Theresienstadt arrivées le 17/5/'44 et également envoyées audit Camp des Familles (leur enregistrement avait dû être différé, ce qui était souvent le cas à cette époque). Et de deux... Ces deux cas illustrent bien l'obscurantisme dans lequel sont tombés les historiens de la déportation des Juifs : le mythe de la chambre à gaz qu'ils défendent envers et contre tout, embrouille l'histoire de la déportation et ne permet pas de bien comprendre ce qui s'est réellement passé.

¹ En ce qui concerne les Belges de France, un garçon de moins de 7 ans (déporté en 1942) et une fillette de moins de 5 ans (déportée en 1944) sont également revenus.

² La mère et la fille sont restées à Auschwitz jusqu'à l'arrivée des Russes en janvier '45. La mère déclara qu'elle ne savait rien du sort des autres déportés de leur convoi.

5. L'écart entre les premiers et les derniers convois n'est-il pas dû au fait que les premiers convois arrivèrent en pleine épidémie de typhus et y succombèrent en masse ?

La seule alternative à la réimplantation pour expliquer entièrement l'écart dans le nombre de rescapés entre les premiers et les derniers convois est le typhus : les Juifs déportés en 1942 sont arrivés à Auschwitz [223] en pleine épidémie de typhus et il est à craindre qu'ils y aient succombé en grand nombre. Par contre, en 1944, la situation sanitaire était beaucoup plus satisfaisante. Une première objection de principe est, bien entendu, que l'épidémie qui frappa le camp ne concerne pas ceux qui n'y sont même pas entrés (les inaptes), puisque la sélection – du moins jusqu'au printemps '44 – se faisait en dehors du camp. On peut répondre que la situation sanitaire a dû, à cette époque, être la même un peu partout dans l'Est.

On en était encore à faire des hypothèses à ce sujet quand, il y a quelques mois, le Musée d'Etat d'Auschwitz a publié les noms des quelque 69.000 détenus morts d'août '41 à décembre '43 et dont le décès a été enregistré par l'Etat Civil du camp dans les *Sterbebücher*. Pour notre part, nous avons dépouillé ces listes en y recherchant le sort des Juifs déportés de Belgique en '42 et '43 ; on en trouvera le détail dans le tableau ci-après :

[224] Juifs de Belgique immatriculés et morts à Auschwitz en '42 et '43

[Nous supprimons ce tableau peu pratique à utiliser et sans intérêt véritable; nous donnons, en revanche, le commentaire.]

[226] Conclusions à tirer de l'examen des *Sterbebücher*

1. Les *Sterbebücher* de 1943 ne contiennent plus guère de Belges (et mêmes de Juifs d'autres origines) à partir du second trimestre. On peut en donner deux explications (qui ne s'opposent d'ailleurs peut-être pas) :

a) Les plus faibles et les moins précautionneux des déportés n'ont pas résisté à la terrible épidémie de typhus de 1942; les plus forts en ont été comme vaccinés et leur mortalité est tombée à presque rien, encore que le chaos final dans les camps de l'Ouest en 1945 a dû en faire mourir un grand nombre, d'autant plus qu'ils étaient affaiblis par près de 3 ans de dure captivité. L'examen des chiffres du convoi 5, par exemple, semble confirmer cette hypothèse: sur 101 hommes immatriculés, 57 à 62 sont morts dans les cinq mois de leur arrivée; comme il en est rentré – officiellement – 26, il en serait mort "seulement" 13 à 18 au cours des 30 mois qui restaient; si on admet qu'il est impossible qu'il n'en soit pas mort un grand nombre dans le chaos final de 1945, on ne peut que conclure qu'il en est mort très peu en 24 mois (1943 et 1944) de captivité à Auschwitz.¹

¹ Un chercheur français, Claudine Cardon, a donné, lors d'un colloque organisé par la Fondation Auschwitz en 1992, des chiffres concernant un convoi non racial français arrivé à Auschwitz le 9/7/42, c'est-à-dire d'un convoi de déportés non soumis à l'épreuve de la sélection pour la chambre à gaz :
– après 9 mois: 160 rescapés sur 1.170 détenus soit 14% ;
– ralentissement de la mortalité à partir du printemps '43 ;
– en août '44, les 3/4 environ des rescapés sont transférés ;

b) Les détenus belges ne seraient pas restés à Auschwitz et [227] auraient pu être transférés en 1943 dans d'autres camps, par exemple dans le camp de concentration de Varsovie.¹ Ainsi l'Anversois Nathan R. qui arriva à Auschwitz en novembre 1943 et qui fut envoyé ultérieurement à Varsovie, précise : "Nous avons débarqué à Varsovie dans un camp où se trouvaient énormément de Juifs du premier transport de Juifs belges [...] Ensuite, il y a eu une terrible épidémie de typhus; beaucoup sont morts. J'ai vu des amoncellements de cadavres." Toutefois, cet exemple ne permet pas de comprendre l'absence quasi complète de décès parmi les Belges du premier convoi au cours du premier semestre de 1943.

On relève d'ailleurs que le nombre de décès de déportés Juifs de toutes origines enregistrés dans les *Sterbebücher* diminue aussi radicalement à partir de mars '43.² Se pourrait-il que la raison en soit que non seulement les Juifs belges mais tous les Juifs immatriculés aient quitté massivement Auschwitz [228] à cette époque? Absolument pas et la statistique indique qu'ils continuèrent à constituer la majorité des détenus. La raison, pour les historiens, en serait que l'Etat Civil du camp cessa d'enregistrer les décès des déportés juifs arrivés dans les convois du *RSHA* (par exemple, tous ceux qui venaient de Malines ou de Drancy) et n'enregistra plus que les décès de ceux qui y avaient été envoyés par la *Gestapo*, la *Kripo* ou toute autre police, car, affirment Grotum et Parcer, "ces Juifs étaient mariés à des 'Aryens' qui devaient réglementairement être informés de la mort de leur conjoint" ; c'est là une nouvelle

– à la fin de la guerre: 122 rescapés soit 10,4% contre 60% habituellement dans les convois non raciaux français. L'allure générale de la mortalité de ce convoi est la même que celle que nous avons trouvée mais en plus marqué : davantage de morts en 1942 et beaucoup moins de morts par la suite (et même très peu : 38 morts "seulement" sur les 160 rescapés au 31/3/43 (soit 1%/mois), alors qu'il restait plus de deux ans de captivité, les "marches de la mort" pour environ un quart d'entre eux et le chaos final dans les camps de l'Ouest pour tous.)

¹ Le camp de concentration (KL) de Varsovie a été créé en juillet 1943 sur les ruines du ghetto avec mission de les déblayer ; c'était un camp autonome, dont les archives (en particulier les registres d'Etat Civil) ne nous sont pas parvenues. En 1944, ce KL, ainsi que les camps de travail des districts de Lublin et de Radom, furent rattachés administrativement au KL Majdanek. 3700 détenus d'Auschwitz y furent transférés en 4 convois du 31/8/43 à la fin de 1943. Reitlinger, de son côté, parle notamment d'un petit convoi de Juifs du *Reich* venus de Minsk en Biélorussie (ce qui en dit long sur l'itinéraire qu'ont suivi beaucoup de Juifs, ballottés d'un coin à l'autre), d'un convoi de Juifs hollandais venu d'Auschwitz le 7/10/43 et de 2 convois de Juifs grecs venus d'Auschwitz et de Majdanek les 8 et 12/10/43. En 1944, 3.000 Hongrois y auraient été transférés en 2 convois ; néanmoins, devant l'avance russe, on aurait aussitôt commencé à évacuer le camp vers Auschwitz et Plaszow (camp de travail dont les détenus furent, par la suite, évacués vers Auschwitz). A fin juillet 1944, les derniers détenus du camp de Varsovie furent évacués vers Dachau (notamment Kaufering) où le typhus et les misères de toutes sortes, résultat du chaos final, les frappèrent durement. Seuls, quelques centaines de détenus (dont des Belges) restèrent au camp et furent libérés lors de l'insurrection de Varsovie en août 1944, à laquelle ils participèrent : ils ne durent pas être bien nombreux à en échapper. L'histoire du camp de Varsovie a été exposée en détails par Adam Rutkowski dans *Le Monde juif* d'avril-août '93 ("Le camp de concentration pour Juifs à Varsovie. 19 juillet 1943 – 5 août 1944").

² Pourcentage des morts juifs dans les *Sterbebücher* d'après Grotum et Parcer :

2e sem. '41 :	11,9%
3e trim. '42 :	67,7
2e trim. '43 :	2,9
1er trim. '42 :	14,0
4e trim. '42 :	63,5
3e trim. '43 :	10,1
2e trim. '42 :	59,0
1er trim. '43 :	41,3
4e trim. '43 :	5,2

illustration du dogmatisme aveuglant dont sont victimes les historiens officiels: à les entendre, les Allemands criaient "A mort les Juifs" sur tous les toits puis, quand ils s'en étaient emparés aux fins de les assassiner, s'ingéniaient à tripoter les actes officiels et les statistiques pour camoufler leurs crimes! Cette théorie est incohérente et, d'ailleurs, démentie par les faits puisqu'on trouve dans les *Sterbebücher* de 1943 les noms de déportés belges passés par Malines.¹

En fait et comme nous l'avons dit ci-dessus en a), à la fin du premier trimestre 1943, les épidémies furent jugulées et elles ne réapparurent plus que dans le camp des Tziganes: ne [229] mourraient plus que les plus faibles qu'on trouvait en bien plus grand nombre chez les non-Juifs (et plus particulièrement chez les Tziganes et leurs très nombreux enfants en bas âge) que chez les Juifs, lesquels étaient tous des sélectionnés c'est-à-dire les plus aptes au travail (et donc à la survie) de leurs communautés.²

Pourquoi les Belges (et les Juifs occidentaux aussi, semble-t-il) auraient-ils été sélectionnés massivement pour être transférés dans des camps comme Varsovie ? Parce que, disent les témoins, comme ils n'étaient pas chez eux (en tous cas, moins que les Juifs polonais restés au pays), ils avaient moins de possibilités de s'enfuir de camps moins bien gardés qu'Auschwitz.

2. Il y aurait eu beaucoup moins de décès chez les femmes, ce qui est également étonnant (9% des femmes contre 22% des hommes). On pourrait avancer une explication sexiste (les femmes seraient plus soigneuses de leur personne que les hommes). Mattogno, nous l'avons vu, se demande si un grand nombre de décès de femmes ne furent pas enregistrés dans d'autres registres que les *Sterbebücher*.³

¹ Il est exact, par contre, qu'en fin '43, il y eut une troisième épidémie de typhus et, apparemment, devant l'ampleur de la catastrophe, l'Etat Civil d'Auschwitz fut défaillant: toute une série de décès de femmes juives (environ un millier reprises dans un document intitulé "*Sterbeverzeichnisse 16*") ne fut pas traitée en temps normal et a probablement fait l'objet d'une régularisation en janvier 1944 (ce fut vraisemblablement également le cas d'un nombre – moins important – d'hommes, juifs et non juifs). Parmi ces femmes (dont le décès a été acté les 6, 7 et 8/12/43), 23 Belges soit :

– 1 dans le convoi 6 (on notera que d'après la statistique belge, toutes les femmes de ce convoi ont été gazées à leur arrivée en 1942 !)

– 3 dans le convoi 20,

– 7 dans le convoi 21,

– 12 dans le convoi 22.

Chez les hommes de cette "*Sterbeverzeichnisse 16*" (il y en aurait quelque 500), on relève 2 Belges du convoi 21 (décès acté entre le 1 et le 7/1/44).

Il est bien possible que ces 1500 hommes et femmes, dont les 25 Belges, aient été euthanasiés et on peut supposer qu'il y a eu des cas semblables, encore que plus nombreux, lors de la première épidémie de 1942.

Notons aussi qu'on relève les noms de 3 Belges (des hommes) des convois 8, 20 et 22 dans un "*Bunkerbuch* " de septembre '43, période pour laquelle les actes de décès ont été perdus. Ces trois malheureux ont vraisemblablement été fusillés.

² Seule exception : le "Camp des familles" des Juifs venant de Theresienstadt, mais ce camp fut créé tard dans l'année '43.

³ Le cas des Juives belges immatriculées est incompréhensible. En ce qui concerne les hommes immatriculés, la proportion de rescapés augmente bien entendu avec le temps ; ainsi, en est-il rentré 1,4% du premier convoi et 29,1% du dernier. Chez les femmes, on trouve un phénomène identique mais sans commune mesure : s'il n'est rentré que 0,33% des femmes immatriculées du premier convoi

3. Il y a des écarts considérables et inexplicables entre les convois.

[230] 4. On ne trouve pas d'enfants de moins de 14 ans (parfois 13 ans et demi) et pas davantage de vieux de plus de 60/65 ans (sauf rares exceptions), ce qui confirme qu'ils n'ont pas été immatriculés : soit ils ont été gazés anonymement (comme le croient les esprits dogmatiques) soit ils ne sont même pas entrés dans le camp et ont été transférés dans les ghettos du Gouvernement Général. Les nombreux enfants en bas-âge qu'on trouve dans les registres sont des Tziganes.

Une conclusion s'impose donc : la majorité des Juifs de Belgique (et de France aussi, d'ailleurs) arrivèrent à Auschwitz au cours du second semestre de 1942 c'est-à-dire en pleine épidémie de typhus; ceux qui y furent retenus pour le travail moururent en masse, plus particulièrement en septembre '42 : ainsi, près du tiers des hommes des cinq premiers convois encore en vie à fin août '42 moururent au cours du mois de septembre ! A fin novembre c'est-à-dire après 3 à 4 mois de détention, près de la moitié étaient morts ! Et il restait encore à ceux qui avaient survécu deux ans et demi à "tirer" dont la terrible épreuve de l'écroulement du *Reich* ! Tout le reste (chambres à gaz et mise à mort lente et délibérée par le travail) n'est qu'odieuses fadaïses. L'épidémie de typhus du second semestre '42 pourrait donc expliquer une partie de l'écart qu'il y a dans le pourcentage de survivants entre les premiers et les derniers convois.

Avant la publication de ces listes de morts enregistrés dans les *Sterbebücher*, nous avons tenté de résoudre le problème statistique en calculant des taux mensuels de mortalité pour l'ensemble des détenus d'Auschwitz (voir annexe précédente) et nous étions déjà arrivés à la même conclusion que ci-dessus. Selon ce calcul théorique, 58% des immatriculés juifs de Belgique auraient pu mourir à Auschwitz (pour autant qu'ils y soient restés) alors que moins de 30% de tous les immatriculés (y compris les prisonniers de guerre russes) y sont morts, soit deux fois moins. Ceci s'expliquerait effectivement par le fait que la majorité des Juifs de Belgique arrivèrent assez tôt et, qui plus est, en pleine épidémie. Si leur arrivée à Auschwitz avait été étalée sur 1942, 1943 et 1944 comme l'a été l'arrivée des 400.000 autres immatriculés, ils auraient eu deux fois moins de morts, car ils auraient été (en moyenne) moins longtemps détenus et, surtout, ils auraient été plus nombreux [231] à échapper à la terrible épidémie de 1942. Les questions qu'on se posait légitimement ci-dessus en comparant la statistique belge (et ouest-européenne) et la statistique globale trouvent en partie réponse.

A la sortie d'Auschwitz et des autres camps de l'Est, les immatriculés rescapés connurent une épreuve difficile dans les camps de l'Ouest, camps qui se transformèrent en mouiroirs. Au moment de leur sortie d'Auschwitz, les rescapés avaient, en principe, la même espérance de survie. Sur la base de la statistique du 26e convoi on pourrait supposer qu'il en mourut encore 40% dans les camps de l'Ouest.

alors qu'on en trouve relativement peu dans les *Sterbebücher* de 1942 et 1943, il en est rentré 85,44% du dernier ! Si on admet que le chaos final de 1945 en a fait mourir un grand nombre sur les routes et dans les camps de l'Ouest, on doit donc admettre qu'il n'en est pas mort de ce dernier convoi à Auschwitz. Dès lors, pourquoi beaucoup moins de femmes que d'hommes sont-elles rentrées des derniers convois ? On y verra, en tous cas, l'indice que le sommet de la tragédie (à l'exception de 1942) n'a pas été Auschwitz mais ailleurs.

On arrive à la conclusion qu'il aurait pu rentrer deux fois plus d'immatriculés (24% contre 13% dans la statistique officielle). Selon ce calcul très théorique, certes, mais néanmoins instructif, les trois quarts des immatriculés seraient morts dans la proportion de trois à Auschwitz pour un dans les camps de l'Ouest. Et si nous admettions que, comme le disent les historiens, les 7/8es des immatriculés sont morts, il faudrait admettre qu'il en est mort deux à Auschwitz pour un dans les camps de l'Ouest, mais sur un laps de temps très différent : il apparaîtrait que la mortalité a été beaucoup plus forte dans ces camps qu'à Auschwitz. En fait, il y a eu trois périodes, dont deux également effroyables (Auschwitz 1942 et camps de l'Ouest 1945), la troisième (Auschwitz 1943 et 1944) étant caractérisée par une mortalité "normale" pour un camp de concentration en temps de guerre.

Ce calcul ne porterait que sur les quelque 8000 immatriculés (si on en croit les historiens) et, dès lors, se pose la question de savoir ce que sont devenus les quelque 17.000 non-immatriculés. Il est à craindre que leur sort ait été aussi tragique ; seules les étapes et les circonstances de leur calvaire nous seraient inconnues : sont-ils morts dans les ghettos du Gouvernement Général, dans les ghettos et camps de travail d'Ukraine et de Biélorussie ou dans les "zones spéciales" de Sibérie ou encore (pour ceux qui arrivèrent à Auschwitz en 1944 et qui ne purent être réimplantés à l'Est en raison de l'avance russe) dans des camps-boucliers à l'Ouest (s'ils ont jamais existé) ?

En résumé, il n'est pas douteux que le bilan de la déportation des Juifs de Belgique est un des plus tragiques qui soient (avec celui des Juifs occidentaux); il est bien difficile de quantifier cette tragédie avec précision mais, tout bien pesé, l'ordre de grandeur de la statistique officielle ne semble pas pouvoir être modifié.

Annexe 10

LE SORT DES NOTABLES JUIFS SOUS LA DOMINATION ALLEMANDE

(d'après la *Revue d'Histoire Révisionniste*, n° 2 d'août.-octobre '90, n°4 de février-avril '91 et n° 5 de novembre '91.)

Un démographe suédois, Carl O. Nordling, a eu l'idée de travailler sur un échantillon; il a repris dans l'*Encyclopedia Judaica* de 1971 les noms d'un certain nombre de Juifs célèbres, nés entre 1860 et 1909 (ils auraient donc dû avoir entre 36 et 85 ans en 1945) et ayant vécu jusqu'en 1939 dans un pays occupé par les Allemands ; il a trouvé les résultats suivants sur un échantillon de 722 personnes (100%) :

- 317 (43,9%) ont émigré ou fui entre janvier 1938 et avril 1945.
- 405 (56,1%) sont restés sur place.

De ces 405,

- 256 (35,5%) n'ont pas été capturés (88 soit 12,2% sont morts de mort naturelle et 168 soit 23,3% étaient vivants à la fin de la guerre).
- 149 (20,6%) ont été capturés.

De ces 149,

- 17 (2,4%) ont été relâchés ou se sont évadés en dehors de la zone allemande.
- 18 (2,5%) ont été assassinés ou exécutés.
- 18 (2,5%) ont été emprisonnés dans des camps de prisonniers de guerre ou en prison. De ces 18, un certain nombre ont été relâchés, mais n'ont pas émigré et 5 (0,7%) sont morts en prison ou en camp.
- 96 (13,3%) ont été déportés.

De ces 96,

- 15 (2,1%) ont été envoyés à Theresienstadt, qui n'était pas un vrai camp de concentration : 11 (1,5%) ont survécu et 4 (0,6%) y sont morts (dont 3 âgés de 72-74 ans).
- 20 (2,8%) ont été détenus dans des camps allemands, autrichiens, français ou hollandais : 9 (1,2%) y sont morts et 11 (1,5%) ont survécu.
- 61 (8,4%) ont été envoyés dans l'Est (la moitié avaient plus de 60 ans).

De ces 61,

- 33 (4,6%) ont été envoyés à Auschwitz
- 13 (1,8%) dans d'autres camps polonais
- 15 (2,1%) vers une destination inconnue.

De ces 61, 4 (0,6%) sont revenus vivants, tous d'Auschwitz ; les autres (57 = 7,9%) ont disparu ou sont morts : tout ce qu'on sait avec certitude sur ces 57, c'est que 7 ont été assassinés ou exécutés.

[233] Une comparaison avec les chiffres de Sanning s'imposant, Nordling a, par la suite, reventilé ses chiffres (notamment parce que l'un partait de 1938 et l'autre de 1939), ce qui donne :

	Echantillon Nordling			Population totale Sanning		
	x 1000	% 1	% 2	x 1000	% 1	% 2
Présents en 1939	629	100		5044	100	
Emigrés 1939/1941	-206	-32,8		-2197	-43,6	
Présents en 1941	423	67,2	100	2847	56,4	100
Disparus du fait des Allemands/ morts probablement de mort non-naturelle	52*	8,3	12,3	304	6,0	10,7

* En fait, l'examen du premier tableau de Nordling fait apparaître que 93 sont morts : sans qu'on puisse le vérifier. Nordling indique donc que 41 auraient pu mourir de mort naturelle, ce qui n'est pas invraisemblable.

Ces deux séries s'accordent assez bien :

Certes, il y a moins d'émigrés chez Nordling, mais c'est logique, car les notables étaient plus âgés que les Juifs ordinaires (d'une part, on ne peut s'attendre à trouver des enfants dans les élites ; d'autre part, Nordling a éliminé de son échantillon tous ceux qui étaient nés après 1909) ; or, on a constaté que la tendance à l'émigration était plus faible chez ceux qui étaient nés avant 1880 et c'était prévisible : avec l'âge, on devient de moins en moins enclin à quitter le cadre dans lequel on a vécu.

On trouve un peu plus de morts dans les notables et c'est peut-être bien normal car ils ont dû être particulièrement visés par la persécution (prise d'otages, etc.). D'autre part, on peut penser, après avoir éliminé les notables morts à un âge canonique, donc vraisemblablement de mort naturelle, que les notables ont pu moins bien résister aux conditions le plus souvent lamentables de la détention du fait de leur plus grand âge. Si on n'admet pas le chiffre de 52 morts retenus par Nordling dans sa deuxième mouture, chiffre qu'on ne peut reconstituer, on constate que, dans son premier tableau, il y aurait eu 40 notables morts du fait de la persécution et 50 disparus (réimplantés et restés en URSS ou morts), soit, au maximum, 90 morts soit 21,3% de 423 (ceux qui [234] sont restés sur place). Rapporté aux 2.847.000 Juifs restés eux aussi sur place, ce pourcentage correspondrait à un total de morts de 606.000 maximum, soit le double des 304.000 calculés par Sanning et auxquels il faut ajouter ceux qui sont morts du fait des Soviétiques. La conclusion qui s'impose est qu'il n'est pas mort 6 millions de Juifs, ni 5 millions mais, heureusement, beaucoup moins.

Il semble finalement qu'on puisse effectivement chiffrer la catastrophe qui frappa les Juifs et ceux qui furent désignés comme tels à 1/1,5 million (peut-être 2 millions) de morts, ce qui reste, tout le monde doit en convenir, un chiffre singulier, que n'atteint aucune autre communauté européenne importante, si ce n'est la communauté germanophone (notons quand même que l'URSS, la Pologne et la Yougoslavie

revendiquent également cette singularité). En fait, il a dû y avoir des disparités très grandes entre les différentes communautés juives ; il nous paraît probable que les communautés ouest- et sud-européennes (les Juifs français, belges et hollandais par exemple) ont été les plus touchées au point que la plupart de leurs déportés ne sont pas rentrés.

Annexe 11

LE PRINCIPE DU LIBRE EXAMEN

Parmi les adversaires les plus religieux des révisionnistes, on trouve des gens qui sont soit administrateurs soit enseignants dans des universités dites libres, établissements dont l'enseignement est censé être basé sur le principe du libre examen, c'est-à-dire sur le rejet de l'argument d'autorité et sur la liberté de jugement. Si ces gens combattaient leurs adversaires avec loyauté, c'est-à-dire selon les principes du libre examen qu'ils sont précisément chargés de défendre, il n'y aurait rien de répréhensible dans leur démarche ; au contraire. Malheureusement, ils foulent aux pieds ces principes, salissant ainsi l'honneur de l'université et se souillant eux-mêmes : il m'a semblé qu'il était nécessaire de les rappeler à leurs devoirs en leur demandant de bien vouloir lire l'exposé ci-après que j'ai trouvé dans l'Annuaire des anciens étudiants de l'ULB – Université Libre de Bruxelles ASBL.¹ Cet exposé, intitulé "Le principe du libre examen", est composé d'extraits d'une leçon donnée à l'université par Lucia de Brouckere le 2/10/1979.

L'engagement de l'Université n'implique pas celui des étudiants

En vertu de l'article 1er des statuts de l'U.L.B., tout membre de son corps s'engage à fonder son enseignement et sa recherche sur le principe du libre examen. Ce principe, nous allons tenter d'en dégager la signification profonde en insistant dès l'abord sur le fait qu'il postule, disent les statuts, le rejet de l'argument d'autorité et l'indépendance de jugement.

[236] Notre institution, comme telle, n'est donc pas neutre, elle est engagée et chacun doit le savoir. Mais notre Maison accueille en tant qu'étudiants à part entière ceux qui ne partagent pas son idéal. Elle ne veut en aucun cas se transformer en ghetto dont une partie des étudiants serait écartée pour délit d'opinion.

Toutefois, ceux qui choisissent délibérément de venir chez nous, qui avons annoncé la couleur, ceux-là ont le devoir d'acquérir une connaissance personnelle de nos principes, de ne pas nous juger par personnes interposées. La vie en communauté, à laquelle tous les étudiants, sans exception, se doivent de participer, cette vie communautaire implique la compréhension et la tolérance mutuelle. Mais comme l'a fort bien dit Charles Graux qui fut bourgmestre de Bruxelles et administrateur de l'U.L.B. :

"La tolérance n'est ni l'hésitation ni la transaction sur les principes, ni la pusillanimité ou l'équivoque dans leur expression; à ce compte elle consisterait

¹ Bd du Triomphe, Campus de la Plaine CP 235, 1050 Bruxelles.

à n'avoir point de principes ou à ne pas oser les dire. La tolérance n'impose pas à proprement parler le respect des opinions d'autrui. Comment respecter ce qui est jugé faux, ce que l'on condamne, ce que l'on s'efforce de détruire."

"La tolérance est le respect de la personne et de la liberté d'autrui. Elle consiste à affirmer ce que l'on tient pour vrai en même temps qu'on reconnaît à autrui le droit d'affirmer ce que l'on considère comme des erreurs, en même temps qu'en les condamnant, on se refuse à recourir pour les vaincre à l'injure, à la violence ou à la proscription."

Le principe du libre examen est immuable dans ses fondements, mais évolue dans sa forme.

Le principe du libre examen implique, nous l'avons dit, le non-conformisme et la critique des valeurs reçues même si elles émanent de l'Université. Mais la mise en question des valeurs ne s'identifie pas à leur rejet automatique. Les libres examnistes recherchent précisément les valeurs fondamentales qui résistent à la critique et sortent renforcées de la critique dont elles sont l'objet.

Dans son contenu, le principe du libre examen est éternel, mais dans son application, le pensée et l'action libre examniste ont [237] fortement évolué au cours des siècles. Ces modifications résultent d'efforts individuels cumulés. Elles viennent de la base. Elles n'ont été imposées par aucune hiérarchie siégeant en conclave ou en concile. C'est en cela que notre évolution se distingue de celle d'une église ou d'une religion.

L'engagement libre examniste

Le libre examen est un principe auquel on souscrit par un engagement et non, comme on le disait jadis, une méthode intellectuelle d'approche des problèmes. Le libre examen ne se confond pas avec la méthode scientifique. Le libre examen doit imprégner tous les actes de notre vie. Le libre examniste s'engage à mettre ses paroles et ses actes en accord avec ce qu'il tient pour vrai. Il s'engage donc à parler et à agir. Il ne peut se contenter, comme certains le voudraient, de rechercher sa vérité. Il doit avoir le courage de la dire, de la défendre. Il doit être dans la mêlée et non au-dessus d'elle.

Le libre examniste accepte un devoir

Les libres examnistes ne revendiquent pas seulement des droits pour eux-mêmes et pour les autres. Ils acceptent un devoir, celui de défendre leurs libertés, non pas tellement contre les autres, mais contre leur propre paresse. Il est tellement plus aisé de marcher en rangs serrés derrière un drapeau en répétant machinalement des slogans que de prendre des décisions après un examen personnel et aussi objectif que possible des situations. Le libre examniste a le devoir de travailler à l'élaboration d'une société qui garantisse à tous le droit et la possibilité d'exercer les libertés fondamentales, à savoir, les libertés de pensée, d'information, d'expression et d'action.

Les libres examnistes s'engagent à collaborer à l'édification d'une société laïque, la laïcité étant le prolongement dans le domaine de l'action du principe philosophique qu'est le libre examen.

Bibliographie

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

Ouvrages exterminationnistes

L'Album d'Auschwitz, publié par Serge KLARSFELD, Ed. du Seuil, 1983.

Le Passage du Témoin, La Lettre Volée et Fondation Auschwitz, 1995.

Hannah ARENDT, *Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, 1991.

François BEDARIDA, *Le génocide et le nazisme*, Press Pocket, 1992.

Dino F. BRUGIONI et Robert G. POIRIER, *The Holocaust revisited: A Retrospective Analysis of the Auschwitz-Birkenau Extermination Complex*, CIA, 1979.

Philippe BURRIN, *Hitler et les Juifs*, Le Seuil, 1989.

COMITE INTERNATIONAL AUSCHWITZ, *Rudolf Höss – Le commandant d'Auschwitz parle*, Julliard, 1959.

Danuta CZECH et autres, *Contribution à l'histoire du KL Auschwitz*, Musée d'Etat d'Auschwitz, 1978.

Danuta CZECH, *Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau 1939-1945*, Rowohlt, 1989.

Saul FRIEDLÄNDER, *Kurt Gerstein ou l'ambiguïté du bien*, Casterman, 1967.

Ilya EHRENBURG et Vassili GROSSMAN, *Le Livre Noir*, Solin et Actes Sud, 1995.

Martin GILBERT, *Atlas de la Shoah*, Ed. de l'Aube-Samuelson, 1992.

Raul HILBERG, *La destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988.

Pierre JOFFROY, *L'espion de Dieu. La passion de Kurt Gerstein*, Grasset, 1969.

Serge KLARSFELD et Maxime STEINBERG, *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, 1982.

Serge KLARSFELD, *Le calendrier de la persécution des juifs en France 1940-1944*, 1993.

[239] Eugen KOGON, Hermann LANGBEIN, Adalbert RUCKERL et autres, *Les chambres à gaz secret d'Etat*, Ed. de Minuit 1987.

Walter LAQUEUR, *Le terrifiant secret. La 'Solution finale' et l'information étouffée*, Gallimard, 1981.

Heiner LICHTENSTEIN, *Mit der Reichsbahn in den Tod. Massentransporte in den Holocaust*, Bund-Verlag, 1985.

Anna MALCOWNA, *Bibliografia KL Auschwitz za lata 1942-1980*, Musée d'Etat d'Auschwitz, 1991.

Arno MAYER, *La 'Solution finale' dans l'histoire*, Ed. de la Découverte, 1990

G. MIEDZIANAGORA et G. JOFER, *Objectif Extermination*, Ed. Labor, 1994.

MUSEE D'ETAT D'AUSCHWITZ-BIRKENAU, *Death Books from Auschwitz*, Saur Verlag, 1995.

Franciszek PIPER, *Auschwitz: how many perished Jews, Polen, Gypsies...*, 1991.

Léon POLIAKOV, *Bréviaire de la haine*, Calmann-Lévy, 1951.

Id., *Le procès de Jérusalem*, *id*, 1963.

Id., *Auschwitz*, Archives, 1973.

Jean-Claude PRESSAC, *Auschwitz: Technique and Operation of the Gas Chambers*, The Beate Klarsfeld Foundation, 1989.

Id., *Les crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, Editions du CNRS, 1993.

Id., *Die Krematorien von Auschwitz – Die Technik des Massenmordes*, Piper, 1994.

Gerald REITLINGER, *The Final Solution*, Vallentine, Mitchell & Co, 1968.

Gitta SERENY, *Au fond des ténèbres*, Denoël, 1975.

Kasimierz SMOLEN et autres, *Auschwitz vu par les SS : Rudolf Höss, Perry Broad, Johann Paul Kremer*, Interpress, 1991.

Jean STENGERS, *Quelques libres propos sur 'Faurisson, Roques et Cie'*, Cahiers du CREHSGM, 1989.

Maxime STEINBERG, *Les yeux du témoin et le regard du borgne*, Ed. du Cerf, 1990.

Id., *Dossier Bruxelles-Auschwitz*, 1980.

Id., *La traque des Juifs – 42-44*, Vie Ouvrière, 1986.

Id., 1942 – *Les 100 jours de la déportation des Juifs de Belgique*, id, 1984.

Dr Yves TERNON et Dr Socrates HELMAN, *Histoire de la médecine SS*, Casterman, 1970.

R. VAN DOORSLAER et autres, *Les Juifs de Belgique. De l'immigration au génocide, 1925-1945*, CREHSGM, 1994.

Pierre VIDAL-NAQUET, *Les assassins de la mémoire*, La Découverte, 1987.

[240] Georges WELLERS, *Les chambres à gaz ont existé*, Gallimard, 1981.

Annette WIEVIORKA, *Déportation et génocide*, Plon, 1992.

The Holocaust and the Neo-nazi Mythomania édité par Serge KLARSFELD chez The Beate Klarsfeld Foundation, 1978. Ouvrage composé de "The Launching of the Final Solution" de Joseph BILLIG et "The existence of Gas Chambers" et "The Number of Victims and the Korherr Report" de Georges WELLERS.

Parmi les publications périodiques, nous avons consulté :

Bulletin trimestriel de la FONDATION AUSCHWITZ, Bruxelles, depuis le n° 1, décembre 1982.

Le Monde Juif, revue d'histoire de la Shoah, Paris, années '91 à '95.

Pour les films-video, citons :

Mémoire meurtrie, Sidney BERNSTEIN, 1985.

Autour de Robert Anthelme : l'Espèce Humaine, Jean MASCOLO et Jean-Marc TURINE, 1992.

Les derniers témoins, Luckas VANDER TAELEN, 1991.

La colonne de feu, ch. 5 "Le génocide", Asher BEN-TOLILA TLALIM, 1986.

Auschwitz ou l'introuvable sens, André DARTEVELLE et Micheline LEBLUD, 1988.

Auschwitz ou la mémoire qui revient, Marianne SLUSZNY, Christian DUPONT et Henri ORFINGER, vers 1990.

Les révoltés de Sobibor, Lily VAN DEN BERGH, 1989.

Auschwitz, Musée d'Etat d'Auschwitz, 1991.

Le Reich de la mort, Monika WACHTER et Michel MEES, suivi d'un débat organisé par J.-J. JESPERs avec M. STEINBERG, PRESSAC et WIEVIORKA, 1993.

Shoah, Claude LANZMANN, 1985.

Contre l'oubli, William KAREL, 1995 (avec des vues sur un "set" de contrôle de résidus de gaz cyanhydrique).

Génocide 1941-1945, Michael DARLOW, 1973.

Ouvrages révisionnistes

Le fait que nous citions ou nous référions à tel auteur ne signifie nullement que nous partageons ses idées : cela irait sans dire, si les historiens ne pratiquaient pas systématiquement l'amalgame. On notera d'ailleurs qu'il n'y a pas d'école révisionniste et pas davantage de groupe ou d'"internationale" révisionniste : c'est là un fantasme de journaliste.

Les révisionnistes sont des gens très divers, encore qu'il semble qu'il y ait parmi eux une forte proportion de libertaires, d'athées et de pacifistes (on notera que, dans l'autre camp, on trouve une forte proportion de béni-oui-oui, d'ecclésiastiques et de va-t-en guerre).

Il nous faut d'abord citer quelques revues :

[241] *Annales d'Histoire Révisionniste* (AHR), n°1 à 8 et dernier. Directeur de la publication : Pierre GUILLAUME (Adresse : La Vieille Taupe, BP 98, 75224 Paris Cedex 05).

Revue d'Histoire Révisionniste (RHR), n°1 à 6. Directeur de la publication : Henri ROQUES (adresse : BP 122, 92704 Colombes Cedex).

Sous le coup de la persécution et au mépris de la liberté d'expression, les *AHR* et *RHR* ont dû cesser de paraître. On peut toutefois encore se procurer les numéros parus aux adresses susdites ainsi qu'auprès de V.H.O. (Vrij Historisch Onderzoek), Postbus 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Cette association diffuse également la production révisionniste allemande et anglo-saxonne. V.H.O. publie en outre la revue trimestrielle *VHO-Nieuwsbrief* (600 FB/an) et divers livres dans sa Revisionistische Bibliotheek.

Nouvelle Vision publiée par l'ANEC, 32, rue de la République, 14600 Honfleur. A aussi cessé de paraître mais on peut toujours se procurer un certain nombre des numéros parus.

La Revue d'histoire non conformiste. Rédacteur en chef : André CHELAIN (Adresse : 146, rue St-Honoré, 75001 Paris). Ne paraît plus.

"La Gazette du Golfe et des Banlieues" publiée par "Le Temps Irréparable", 1, Aubray, F-91780 Chalo St Mars (Editeur : Serge THION).

"La Vieille Taupe" (Organe de critique et d'orientation postmessianique). Directeur : Pierre GUILLAUME (Adresse : La Vieille Taupe, BP 98, 75224 Paris Cedex 05) (250 FF/an pour 4 numéros). L'abonnement donne droit à un exemplaire du dernier livre de Garaudy.

The Journal of Historical Review, publié par l'Institute for Historical Review, P.O. Box 2739, Newport Beach, Ca 92659, USA.

L'AIGLE NOIR, *Josef Kramer contre Josef Kramer*, Polémiques, 1988.

Enrique AYNAT, *Estudios sobre el 'Holocaustico': La deportacion de judios de Francia y Belgica en 1942 – La resistencia polaca y las camaras de gas de Auschwitz*, Graficas Hurtado, 1994.

Id., *Los 'Protocolos de Auschwitz': una fuente historica?*, Garcia Hispan, 1990.

Id., *El Holocausto a debate – Respuesta a César Vidal*, 1995.

John C. BALL, *Air Photo Evidence: Auschwitz, Treblinka...*, Ball Resource Services, 1992.

François BRIGNEAU, *Mais qui est donc le professeur Faurisson ?*, Publications FB, 1992.

Arthur R. BUTZ, *The Hoax of the Twentieth Century*, IHR, 1989.

Stephen CHALLEN, *Richard Korherr and his reports*, Cromwell Press, 1993.

[242] André CHELAIN, *Faut-il fusiller Henri Roques ?*, Polémiques, 1986.

Id., *La thèse de Nantes et l'Affaire Roques*, Polémiques, 1989.

Thies CHRISTOPHERSEN, *Le mensonge d'Auschwitz*, l'Histoire Vraie, 1976.

Jean-Gabriel COHN-BENDIT et autres, *Intolérable intolérance*, Ed. de la Différence, 1981.

Jean-Gabriel COHN-BENDIT, *Analyse du journal du docteur Kremer*, 1980.

Eric DELCROIX, "La police de la pensée contre le révisionnisme. Du jugement de Nuremberg à la loi Fabius-Gayssot", *RHR*, 1994.

Robert FAURISSON, *Mémoire en défense*, La Vieille Taupe, 1980.

Id., *Réponse à Pierre Vidal-Naquet*, *id.*, 1982.

Id., *Réponse à Jean-Claude Pressac sur le problème des chambres à gaz*, auto-édition, 1994, distribué par RHR.

Le professeur Faurisson a publié un grand nombre d'études dans les *AHR* et *RHR*. Ceux qui s'intéressent à ses méthodes d'analyse de textes, liront avec intérêt son ouvrage *A-t-on lu Rimbaud ?*, La Vieille Taupe, 1991, dans lequel le professeur donne une explication (géniale pour les uns, farfelue pour les autres) du célèbre sonnet "Voyelles", départ d'une explication globale de Rimbaud. Faurisson a aussi publié *A-t-on lu Lautréamont ?* et *La Clé des 'chimères' et 'autres chimères' de Nerval*.

Dr Gehrard FREY, *Vorsicht! Fälschung – 1.000 antideutsche Lügen in Bild und Text*, FZ-Verlag, 1994.

Roger GARAUDY, *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, La Vieille Taupe, Edition hors commerce 1995.

Ernst GAUSS, *Vorlesungen über Zeitgeschichte*, Grabert, 1993. Epuisé.

Ernst GAUSS et autres, *Grundlagen zur Zeitgeschichte*, Grabert, 1995.

Jürgen GRAF, *L'Holocauste au scanner*, Guideon Burg Verlag, 1993.

Pierre GUILLAUME, *Droit et Histoire*, La Vieille Taupe, 1986.

Id., *A-t-on lu Pressac ? ou Pressac, mode d'emploi*, édition privée hors commerce, 1994.

Richard HARWOOD, *Six millions de morts le sont-ils réellement ?*, HRP.

Id., *Nuremberg and other war crimes trials*, Historical Review Press, 1978.

Barbara KULASZKA, *Did Six Million really die? Report of the evidence in the Canadian 'False news' trial of Ernst Zündel – 1988*, Samisdat Publishers, 1992.

The LEUCHTER Report: the first forensic examination of Auschwitz, Focal Point Publications, 1989.

Pierre MARAIS, *En lisant de près les écrivains chantres de la Shoah*, La Vieille Taupe, 1991.

Id., *Les camions à gaz en question*, Polémiques, 1994.

Jan MARKIEWICZ et autres, *Gutachten*, Institut für Gerichtsmedizinische Expertisen, Krakow, 1990. Bien que cette expertise ait été commandée par le Musée d'Etat [243] d'Auschwitz, il nous faut, vu ses résultats, la classer dans les ouvrages révisionnistes.

Carlo MATTOGNO, *Auschwitz – The End of a Legend. A Critique of J.-C. Pressac*, IHR, 1994.

Carlo MATTOGNO et Franco DEANA, *De Crematoria-ovens van Auschwitz en Birkenau*, VHO, 1995.

Pierre PITHOU, *L'Holocausticon*, La Vieille Taupe, 1986.

Carlos Whitlock PORTER, *Made in Russia – The Holocaust*, HRP, 1988.

Id., *Not Guilty at Nuremberg – The German Defense Case*, HRP, s.d.

Paul RASSINIER, *Le mensonge d'Ulysse*, La Vieille Taupe, 1986.

Id., *Ulysse trahi par les siens*, *id*, 1980.

Id., *Le drame des Juifs européens*, *id*, 1985.

Id., *Le véritable procès Eichmann*, *id*, 1983.

Id., *L'Opération Vicaire : le rôle de Pie XII devant l'histoire*, La Table Ronde, 1965.

Vincent REYNOUARD, *Les crimes 'libérateurs' contre la Paix*, Les Mémoires au Bois Dormant, 1995.

Germar RUDOLF, *Gutachten über die Bildung und Nachweisbarkeit von Cyanidverbindungen in den Gaskammern von Auschwitz*, 1991 (à paraître en français vers mi 1996).

Walter N. SANNING, *The dissolution of Eastern European Jewry*, IHR, 1983.

Wilhem SCHLESIGER, *De lotgevallen van Germar Rudolf*, V.H.O., 1995.

Wilhelm STÄGLICH, *Le mythe d'Auschwitz*, La Vieille Taupe, 1986.

Serge THION, *Vérité historique ou vérité politique ?*, La Vieille Taupe, 1980.

Id., *Une allumette sur la banquise*, édition privée hors commerce, 1993.

Siegfried VERBEKE, *De Wannsee-konferentie en de 'Endlösung'*, Revisionistische Bibliotheek, 1992.

Udo WALENDY, *Des documents photographiques historiques*, *sd*.

Id., *Auschwitz im IG-Farben Prozess – Holocaust-Dokumente?*, Verlag für Volkstum und Zeitgeschichtsforschung, 1981.

Steffen WERNER, *Die 2. Babylonische Gefangenschaft*, autoédition, 1990 (en vente chez Grabert).

Parmi les films-video, citons :

Robert FAURISSON, *Le problème des chambres à gaz*, 1982.

David McCALDEN, *Revisionism for Beginners*, 1992.

SAMISDAT PUBLISHERS OF TORONTO, reportage sur l'expertise de LEUCHTER 1988.

[244] David COLE et Bradley SMITH, *David Cole interviews Dr. Franciszek Piper*, 1992.

Ouvrages divers

James BACQUE, *Morts pour raisons diverses*, Sand, 1990.

Noam CHOMSKY, *Réponses inédites*, Spartacus, 1984.

Adolf HITLER, *Mon Combat*, traduction intégrale de *Mein Kampf*, Nouvelles Editions Latines, 1934.

David IRVING, *La destruction de Dresde*, Art et Histoire d'Europe, 1987.

Wolfgang R. KEMPKENS, *127 Auszüge aus den Sterbebüchern von Auschwitz*, 1992.

Arthur KOESTLER, *The Thirteenth Tribe*, Random House, 1976.

Bernard LAZARE, *L'antisémitisme : son histoire et ses causes*, La Vieille Taupe, 1985.

Id., *Contre l'antisémitisme*, *id*, 1983.

Philippe MASSON, *Une guerre totale 1939-1945*, Tallandier, 1990.

Jean NORTON CRU, *Du témoignage*, Allia, 1989.